REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXVII. — 1er MAI 1915.

I

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME VINGT-SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1915

054
R3274
1915
v. 3
25 Sept. 15.

130338

COMMENT L'ALSACE EST DEVENUE FRANÇAISE

L'Alsace était-elle française, — française de cœur et d'esprit, — au moment de son annexion sous Louis XIV? Elle ne l'était pas plus, en dépit de la primitive communauté de race et d'histoire, que le Roussillon, la Franche-Comté ou la Flandre, réunis à la France à la même époque, et devenus aussi, en peu de temps, français pour toujours. L'Alsace paraissait même moins facile à assimiler que les autres conquêtes de Louis XIV, et elle a en effet réalisé le miracle de se franciser sans s'assimiler, ce qui constitue son caractère propre, et ce qui explique toutes les confusions commises à son sujet (1). Comment ce miracle s'est-il accompli, c'est ce que nous voudrions exposer, dans la pensée que la leçon du passé peut être utile au présent, ou du moins à un avenir très proche. Nous laisserons d'ailleurs les faits parler d'eux-mêmes.

I

L'Alsace n'est pas devenue française aussi vite qu'on le répète communément. Il y a entre autres un document dont

(1) Une bibliographie du sujet serait inutile ici, et d'ailleurs impossible à établir. Il nous suffira de renvoyer en principe aux ouvrages généraux qui renvoient eux-mêmes aux autres et aux sources. Tels sont : *l'Alsace au XVIIe siècle*, de M. Rodolphe Reuss, forte et substantielle étude, puisée aux sources, qui est classique pour longtemps (2 vol. Paris, 1897-1898); — *l'Alsace sous la domination française*, de M. Ch. Pfister, brillante leçon d'ouverture du « Cours de l'Histoire de l'Est » à l'Université de Nancy (brochure, Nancy, 1893); — *l'Alsace au XVIIIe siècle*, de l'abbé Hoffmann, œuvre imposante et richement documentée, à laquelle un certain parti pris en faveur de l'Ancien Régime n'enlève rien de sa valeur historique, surtout au point de vue des institutions (4 vol. Colmar, 1906-1907); — *Histoire d'Alsace* de M. Rodolphe Reuss, mise au point probe et sûre des résultats acquis (Paris, 1912).

on a un peu abusé et qu'il ne faut pas prendre à la lettre. C'est une petite brochure qui date de 1709, et qui a pour titre : *Mémoire pour la Franche-Comté*. L'auteur anonyme y exprime des idées très flatteuses pour nous, à propos de l'attachement des Alsaciens pour la France. On y lit qu'il est « notoire que les habitans de l'Alsace sont plus Français que les Parisiens, » que leur reconquête par l'Empire ne donnerait « qu'un amas de terre morte pour l'auguste maison d'Autriche, et qui couvera un brasier d'amour pour la France, » enfin qu'on ne pourrait détacher les cœurs alsaciens du roi de France « que par une chaîne de deux cents ans. »

Ce témoignage serait à coup sûr très concluant, s'il était autorisé et désintéressé. Mais il convient de le ramener à ses justes proportions. Ceux qui l'invoquent (1) l'attribuent au baron de Schmettau, ministre de Prusse, qui aurait distribué cette brochure aux représentans des Puissances alliées contre la France, réunis à La Haye en 1709. Ils s'appuient sur le témoignage des *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIIIe siècle*, publiés à Amsterdam en 1735 par Lamberty, où il est dit que « ce ministre (Schmettau) présenta au conseiller pensionnaire Heinsius, au prince Eugène et au duc de Marlborough un long mémoire. » Et ce Mémoire, que publie Lamberty, est bien celui dont M. Émile Bourgeois a retrouvé un exemplaire authentique aux archives du ministère des Affaires étrangères. Mais Lamberty ajoute que le Mémoire n'était pas de Schmettau lui-même, car « ce ministre n'hésita point à ajouter le nom d'un qui produisit le Mémoire. » Dès lors que le Mémoire en question n'est pas de Schmettau, il perd déjà beaucoup de son poids. Ajoutons que sa valeur documentaire est très diminuée par son caractère tendancieux : cette brochure a pour but précis de détourner les alliés de la conquête de l'Alsace pour les inciter à celle de la Franche-Comté. Le roi de Prusse en effet n'a rien à gagner dans l'Alsace, qui reviendrait à la maison d'Autriche, tandis qu'il pourrait espérer quelque chose dans la Franche-Comté, dont il est voisin par sa principauté de Neuchâtel. Il est donc naturel que son ambassadeur exagère l'attachement des Alsaciens pour la France et l'inanité de tous les

(1) Émile Bourgeois, *Neuchâtel et la politique prussienne en Franche-Comté, 1702-1713* (Paris, 1887); — Pfister, *l'Alsace sous la domination française* (Nancy, 1893); — Hansi, *l'Histoire d'Alsace* (Paris, 1912); — nombreux journaux.

efforts qui pourraient être tentés pour les en détacher. C'est de bonne guerre diplomatique.

L'Alsace n'est pas devenue et ne pouvait pas devenir française si vite. Elle ne l'est devenue qu'en connaissance de cause et après réflexion. Qu'elle ne le fût pas au moment de son annexion, au moment des traités de Westphalie (1648), il n'y a pas lieu de s'en étonner. Non seulement l'Alsace n'était pas française, mais il n'y avait pas encore, à vrai dire, une Alsace. L'Alsace n'était qu'une expression géographique. Certes, la nature avait tracé là un de ces cadres où une vigoureuse individualité provinciale devait trouver les meilleures conditions d'épanouissement, mais le flux et le reflux des invasions dans une région frontière disputée depuis la chute de l'Empire romain avait retardé l'œuvre de cristallisation historique, sans laquelle les régions les plus favorisées ne sortent pas du chaos. Il suffit de rappeler, même en gros, les stipulations du traité de Munster pour être édifié.

Tout le monde sait que ce traité nous a cédé l'Alsace, sauf Strasbourg. Mais cette formule simpliste ne répond pas à la réalité alors existante. Les termes mêmes de l'article 75 (*Les Grands Traités du règne de Louis XIV*, par H. Vast) sont d'une complexité qui donne à réfléchir. Voici la traduction littérale du texte officiel latin : « L'Empereur, pour lui et toute la sérénissime maison d'Autriche, et l'Empire de même, cèdent les droits, propriétés, domaines, possessions et juridictions qui jusque là appartenaient à lui, à l'Empire et à la maison d'Autriche dans la place de Brisach, le landgraviat de Haute et de Basse-Alsace, le Sundgau, la préfecture provinciale des dix villes impériales sises en Alsace, à savoir Haguenau, Colmar, Schlestadt, Wissembourg, Landau, Obernai, Rosheim, Munster au val Saint-Grégoire, Kaisersberg, Turckheim, et tous les pays et autres droits quelconques qui dépendent de ladite préfecture, et les transfèrent tous et chacun au Roi Très Chrétien et au royaume de France. » On voit déjà quelle variété de dominations s'enchevêtrent dans ce petit monde de l'ancienne Alsace. Cette complication va être aggravée par les articles suivans. L'un, l'article 76, précise que cette cession est faite « sans aucune réserve, avec pleine juridiction et suprématie et souveraineté à toujours... de manière que nul Empereur ni

prince de la maison d'Autriche ne pourra ni ne devra jamais en aucun temps prétendre ou exercer (*usurpare*) aucun droit et pouvoir sur les susdits pays. » Et l'article 79, abondant dans le même sens, stipule que l'Empereur, l'Empire et l'archiduc Ferdinand-Charles délieront du serment de fidélité envers eux tous États, officiers et sujets des territoires cédés.

Voilà qui paraît clair. Mais l'article 89 intervient pour tout remettre en question. Le Roi Très Chrétien y « maintient dans leur immédiateté non seulement les évêques de Strasbourg et de Bâle, et la ville de Strasbourg, mais aussi les autres États immédiats de la Haute et de la Basse-Alsace, abbés de Murbach et de Lure, abbesse d'Andlau, abbé de Munster, comtes palatins de la Petite-Pierre (Lutzelstein), comtes et barons de Hanau, Fleckenstein et Obernstein, la noblesse de toute la Basse-Alsace. De même il laisse les dix villes impériales de la préfecture de Haguenau dans la liberté et possession d'immédiateté à l'égard de l'Empire dont elles ont joui jusqu'ici, de manière à ne pouvoir prétendre ultérieurement sur tous ces États aucune suprématie royale, mais à se contenter des droits qui appartenaient à la maison d'Autriche et qui sont cédés à la couronne de France par ce traité. » Évidemment, cet article ne se concilie pas avec les précédens. Et, pour porter au comble la confusion, l'article 89 finit lui-même par un paragraphe qui reprend ce que le corps de l'article avait accordé : « Pourtant *(ita tamen)* il est entendu que par la présente déclaration, rien n'est retiré de tout le droit de souveraineté cédé plus haut. » Cet *ita tamen* est un des triomphes de l'art d'embrouiller les textes.

Voilà en quels termes systématiquement contradictoires, calculés pour sauver la face du vaincu sans rien retrancher des exigences du vainqueur, l'Alsace était donnée à la France. Il fallait que les conquêtes de la France se fissent, ou parussent se faire, aux dépens de l'Empereur, et non de l'Empire. C'est pourquoi l'Alsace était rattachée à la France sans être franchement détachée de l'Empire. Et cette solution bâtarde ne déplaisait pas autant qu'on pourrait le croire à la diplomatie française, qui envisageait volontiers la possibilité pour le roi de France de se faire élire empereur, ou tout au moins d'être représenté à la Diète, comme l'étaient le Danemark et la Suède pour leurs possessions d'Allemagne.

Notre but n'est pas de reprendre aujourd'hui l'éternelle

polémique entre savans allemands et savans français sur l'étendue et la nature des droits et des territoires cédés au roi de France par le traité de Munster. Il nous suffit d'avoir fait remarquer l'état de division et d'émiettement dans lequel se trouvait l'Alsace à ce moment. A proprement parler, il n'y avait pas d'Alsace, mais un fouillis alsacien, ce qui devait à la fois faciliter et compliquer le travail d'incorporation de cette province à la patrie française.

II

Le caractère propre de l'Alsacien à travers les âges, c'est la passion raisonnée de l'indépendance, — non pas tant de l'indépendance nationale, dont il n'a jamais pu être sérieusement question pour un pays si restreint et si tardivement unifié, que de l'indépendance personnelle, fièrement accrochée au beffroi municipal, au clocher paroissial, au foyer familial. Sur ce terrain, la monarchie française, même à une époque de centralisation croissante comme le dernier siècle de l'Ancien Régime, ne choquait pas à plaisir les habitudes comme le font trop souvent nos États modernes, incapables ou dédaigneux d'assouplir leurs méthodes gouvernementales et administratives aux susceptibilités les plus légitimes de leurs nouveaux sujets.

L'absolutisme d'un Louis XIV n'était pas tatillon. « La tradition, dit M. Madelin, était l'âme de ce régime. » Son principe conservateur l'inclinait à respecter les institutions locales, tant qu'elles n'étaient pas une entrave à « l'autorité du Roi; » toute coutume lui était à première vue sympathique, si elle se pliait au « service du Roi; » tout particularisme était toléré qui ne portait pas atteinte à l'unanimité de « l'obéissance due au Roi. » Des complications, singularités et contradictions qui résultaient de la paix de Westphalie, le Roi pouvait donc s'accommoder et tirer même avantage. En fait, durant un quart de siècle, la royauté française resta hésitante entre les deux voies que le traité de Munster lui laissait ouvertes : une politique alsacienne ménageant les attaches impériales de la province et offrant au Roi des occasions continuelles d'intervenir dans les affaires de l'Allemagne, ou une politique d'extension des droits du Roi tendant à faire prévaloir l'interprétation française des clauses équivoques du traité de 1648.

Au surplus, les troubles de la Fronde, pendant quelques années, ne permettaient guère à l'autorité royale de trop s'affirmer. Pour les contemporains, cette date de 1648, qui marque un tournant décisif de l'histoire alsacienne, ne dut pas faire une très grande impression. On y vit surtout la fin de la guerre, mais le changement de domination se manifesta peu aux yeux médiocrement observateurs. L'Alsace était occupée depuis dix ans par les troupes françaises, et depuis longtemps on ne s'attendait plus à les voir partir. Il y avait pourtant des yeux plus perspicaces. Déjà, au mois de mai 1645, le député de Colmar au Congrès de Westphalie, Jean Balthasar Schneider, mandait à ses commettans : « L'Alsace se tirera difficilement des mains de la France. » A Colmar également, le chroniqueur Nicolas Klein raconte que son oncle, revenant du congrès après la paix signée, coupa court aux félicitations en disant : « Nous deviendrons certainement tous Français, et si je ne dois pas voir cela moi-même, mes fils le verront à coup sûr. Il faut donc qu'ils apprennent tous le français. » Et, dès l'année suivante, le jeune Nicolas, âgé de douze ans, allait en France s'initier aux secrets de la langue de Vaugelas. Mais cette clairvoyance était rare : on voit d'ailleurs qu'elle n'avait rien de très hostile.

La royauté française se trouvait en Alsace en face de deux catégories d'acquisitions. Son autorité se substituait sans conteste à celle de la maison d'Autriche dans les domaines héréditaires de cette maison, c'est-à-dire dans le Sundgau et une grande partie de la Haute-Alsace. Ici, la France acquérait une « possession. » En Basse-Alsace, au contraire, le landgraviat était beaucoup moins un territoire qu'un « titre, » conférant des droits féodaux mal définis et un protectorat fort vague sur les dix villes impériales de la préfecture de Haguenau. L'œuvre de la France sera de transformer ce titre en une réalité territoriale, de faire du landgraviat en Basse-Alsace au moins l'équivalent de ce qu'il était en Haute-Alsace, en attendant mieux, mais sans rien brusquer, en respectant même l'immédiateté garantie nominativement à tant de minuscules seigneuries par le traité de Munster.

On comprend après cela une foule de faits qui seraient inconcevables dans nos États modernes. Tous ces États immédiats continuent à être représentés à la Diète et au Cercle du

Haut-Rhin, ils paient les impôts de l'Empire et de leur Cercle, ils doivent fournir leur contingent pour les guerres d'Empire, ils portent leurs appels devant la Chambre impériale de Spire, ils prennent le deuil à la mort de l'Empereur en 1657. Est-ce à dire que la France hésite sur son droit et sur la légitimité de l'interprétation qu'elle donne au traité de Westphalie? En aucune façon. Mazarin écrivait à M. de Vautorte, son envoyé à la Diète de Ratisbonne en 1652 : « La cession de l'Alsace est conçue en des termes qui en donnent clairement la souveraineté au Roi, sans aucune dépendance de l'Empire. » Après quoi, il reconnaissait volontiers, dans les mêmes instructions, que le point de vue allemand était tout autre, et il n'en contestait nullement la valeur. Sans doute, et nous l'avons dit, l'idée que cette ambiguïté pourra servir à l'occasion est pour beaucoup dans cet éclectisme, mais il faut y voir aussi le reflet de conceptions féodales qui n'avaient pas encore disparu. On était habitué aux situations compliquées, mal définies, contradictoires. « Les frontières entre les peuples, dit M. Lavisse, sont à présent raides et abruptes, autrefois elles étaient molles. » Rien de plus juste, et c'est même une des raisons pour lesquelles un changement de frontière était naguère moins douloureux. Il était moins senti parce qu'il était moins sensible.

Les premiers efforts pour donner à l'Alsace une organisation française ne furent ni immédiats, ni radicaux. Le comte d'Harcourt, nommé tout d'abord lieutenant-général du Roi en Haute et Basse-Alsace et grand-bailli *(landvogt)* de Haguenau, était un grand seigneur fort mêlé à la Fronde, très accessible aux tentations de l'Empereur qui faisait miroiter à ses yeux l'éventualité d'une principauté d'Alsace dont il serait le bénéficiaire sous la suzeraineté peu gênante de l'Empire, séjournant d'ailleurs rarement dans la province par suite des commandemens militaires qui lui furent confiés durant la Fronde des Princes. Les circonstances étaient éminemment favorables aux velléités d'indépendance des seigneurs et des villes dont la situation était ambiguë. Un des hommes qui connaissaient le mieux le pays, M. de Baussan, neveu de Michel Le Tellier, d'abord intendant des finances à Brisach, puis « intendant de la justice, police, finances et vivres, » en Alsace de 1645 à 1655,

écrivait de Colmar à son oncle, le 20 septembre 1650 : « La plupart de ceux qui doivent demeurer en vertu du traité de paix sous l'obéissance du Roi feront ce qu'ils pourront pour faire croire qu'ils sont de l'Empire. » Les édits tendant à habituer les habitans à l'idée du nouveau régime, comme ceux qui prescrivaient au clergé de ne faire mention dans ses prières que du Roi Très Chrétien et aux notaires d'agir de même dans les actes publics, avaient peu d'efficacité. Les cités de la Décapole se dérobaient sous mille prétextes à l'obligation de recevoir le comte d'Harcourt comme grand-bailli et de lui payer la modeste redevance qui lui appartenait à ce titre. Il consentit même, pour en finir, à leur délivrer des lettres réversales où il s'engageait expressément à les « maintenir dans leurs franchises, possessions, libertés et immédiateté envers le Saint-Empire. » (11 juiliet 1653.)

Le comte d'Harcourt fut désavoué, car le Gouvernement français ne tenait pas à préciser les stipulations savamment dubitatives de la paix de Westphalie. D'ailleurs, le moment approche où la fin des troubles va permettre une politique plus assurée en Alsace. Le comte d'Harcourt ne jouera plus qu'un rôle nominal, jusqu'au jour où il échangera son gouvernement contre celui de l'Anjou (1660), et la mort de M. de Baussan (1655) permit de mettre à la tête de la province comme intendant un homme de premier plan. C'est Colbert de Croissy, frère du grand ministre alors secrétaire de Mazarin, dont la famille commençait à se poser en face de la dynastie des Le Tellier. C'est lui qui va inaugurer la politique de rattachement de l'Alsace à la France. Colbert de Croissy n'avait encore que vingt-six ans, mais il avait déjà fait ses preuves. Il avait été intendant de l'armée conduite par le duc de Guise à la conquête fallacieuse du royaume de Naples, et il était présentement conseiller du Roi en ses conseils et intendant des ports de la Méditerranée en résidence à Toulon. A son titre d'intendant se joignit bientôt la charge de conseiller au Parlement de Metz. Il a vraiment inauguré le régime français en Alsace, avec décision, mais non sans diplomatie, comme il convenait à un futur ministre des Affaires étrangères.

Colbert de Croissy, malgré son tempérament autoritaire, n'avait pas la prétention de faire de l'Alsace une province centralisée et unifiée, comme l'étaient à peine les plus vieilles

provinces du domaine royal. « Ne pas toucher aux choses d'Alsace » est dès lors la maxime favorite du pouvoir central. Le principe fécond de la politique de Colbert de Croissy, c'est que le roi de France doit représenter l'intérêt public contre les intérêts égoïstes des petits organismes locaux. L'Alsace, au sortir de la guerre de Trente Ans, éprouvait surtout le besoin d'un pouvoir fort, juste, supérieur aux querelles de clocher. Elle demandait à ce pouvoir de la préserver de nouvelles guerres, d'aider à sa convalescence en faisant régner l'ordre et la justice, de maintenir le *statu quo* religieux, de favoriser le repeuplement du pays et sa remise en culture. A cette œuvre le nouvel intendant apportait une bonne volonté qui n'était pas un vain mot, et une volonté qui ne se montrera inférieure à aucune difficulté. Les huit années de son administration (1655-1663) ne sont troublées par aucune guerre; l'impôt royal pour toute l'Alsace est fixé en 1660 à 60 000 livres seulement; la population se relève par un afflux d'immigrans que favorise un Édit de novembre 1662, offrant des concessions de terres aux catholiques du dehors pour les attirer. Ce dernier point lui tenait fort au cœur, comme on le voit par un rapport de 1657, où il demandait un allégement d'impôt, « pour conserver du moins les habitans que l'on a présentement, puisque les guerres que le Roi a à soutenir ne permettent pas qu'on les puisse assez soulager pour en attirer d'autres... »

Il y avait là des bienfaits réels auxquels l'Alsace ne restait pas insensible, et à la faveur desquels les travaux d'approche de l'administration française, en vue d'un rattachement plus direct au royaume, se poursuivaient sans froissemens ni violences vaines. La royauté ne demandait pas mieux que de respecter, à titre archéologique si l'on peut dire, tous ces microcosmes politiques rendus vénérables par un passé souvent glorieux, plus souvent encore douloureux. Elle pouvait laisser sans danger aux vieilles dynasties terriennes, comme aux oligarchies municipales des villes impériales, les détails administratifs et judiciaires de second ordre, pourvu que les unes et les autres fussent dociles et souples aux directions générales venues d'en haut. Grâce à cet effacement apparent des autorités royales, les couches profondes de la population, surtout dans les campagnes, « se ressentent à peine de l'existence d'un ordre nouveau et n'ont que de rares points de contact avec les représen-

tans de cet ordre de choses. » (Reuss, *l'Alsace au XVIIe siècle*, II, 2.) Mais, d'autre part, il fallait trancher, ou mieux dénouer, les derniers liens qui rattachaient l'Alsace, ou du moins une partie de l'Alsace, au Saint-Empire.

III

Colbert de Croissy s'y appliqua et résolut le problème en ce qui touche la justice. En cette matière, la complication semblait inextricable. La moindre cité, la plus modeste seigneurie avait le droit de haute et basse justice et en usait à son gré, sans qu'il y eût ni concours, ni coordination entre ces multiples juridictions. « Chaque prince est empereur sur son territoire, » disait-on fièrement. Il en résultait, en dépit de la roue ou du gibet qui se dressaient à la porte de presque chaque village, que les malfaiteurs avaient toutes les chances d'échapper au châtiment, s'ils n'étaient pris en flagrant délit et jugés sur place. Au civil comme au criminel régnait la coutume locale : si elle ne suffisait pas, on invoquait la coutume générale, et ce n'est qu'en dernier lieu qu'on recourait au droit romain, tout à fait étranger aux prévôts et assesseurs des tribunaux inférieurs, et à peine moins inconnu des bourgeois appelés à siéger dans les tribunaux des villes. Tout cela n'était pas fait pour rendre uniforme l'administration de la justice. Même dans les cités les plus importantes, où il existe un rudiment de parquet, c'est-à-dire un greffier ou un avocat général professionnel chargé de diriger la procédure, la jurisprudence est on ne peut plus capricieuse. Un voleur est pendu, ou mis au pilori, ou simplement expulsé, sans que les dossiers nous permettent de discerner les motifs de ces différences de traitement.

Ce qui aggrave les inconvéniens de cette anarchie judiciaire, c'est l'absence d'une juridiction d'appel commune, capable d'y mettre un peu d'ordre. En théorie, il existait bien un appel possible, au civil, devant les Chambres impériales de Rotweil ou de Spire. En fait, la Cour de Rotweil, créée par Conrad III, en 1147, ne connaissait guère que des litiges ayant un caractère administratif. Quant à la Chambre de Spire, créée par Maximilien Ier, en 1495, elle était moins délaissée, encore que les procès eussent la réputation méritée d'y coûter cher et d'y durer longtemps. D'ailleurs, la plupart des États immédiats

avaient obtenu, au cours des âges, le privilège de juger en dernier ressort presque tous les litiges entre simples particuliers, et l'on peut penser qu'ils n'y tenaient pas médiocrement.

Quant aux tribunaux des domaines propres de la maison d'Autriche, ils étaient formellement exemptés depuis Charles-Quint de tout appel devant l'Empereur ou les Chambres impériales, et Colbert de Croissy, dans son grand *Rapport au Roi sur la situation de l'Alsace* (1663) (1), cite les termes mêmes de l'Édit de Charles-Quint du 8 septembre 1530 à Augsbourg : *a sententiis in Austriacorum curiis latis nec ad imperatores nec ad cameram datur provocatio.* « En conséquence desdits privilèges, continue Colbert de Croissy, les princes de la maison d'Autriche établirent, en l'année 1623, une Chambre souveraine appelée Régence, dans la ville d'Ensisheim, qui est la capitale de la Haute-Alsace, laquelle Régence était composée du gouverneur de la province qui présidait, du chancelier, trois gentilshommes, trois docteurs en droit, un procureur général, un greffier appelé secrétaire et de quelques bas officiers; et cette justice jugeait souverainement toutes matières civiles et criminelles, excepté néanmoins que l'on pouvait quelquefois se pourvoir par revision à la Chambre d'Insprück. »

Quand la monarchie française annexait une nouvelle province, son premier soin était d'y créer un Parlement, dont la souveraineté judiciaire était un des meilleurs agens de pénétration de la souveraineté royale. L'idée qu'il en irait de même en Alsace était si naturelle que, dès 1646, au moment où étaient discutées les conditions de la cession éventuelle du pays, une protestation préventive avait été formulée par les États immédiats de cette province contre la création « d'un nouveau Parlement, institution inusitée jusqu'ici en Allemagne. » Aucune trace de cette protestation, ni aucune promesse d'en tenir compte, ne figurent dans le traité définitif. La France n'avait pas voulu se lier les mains. Mais elle ne voulait pas non plus se créer des difficultés à plaisir en heurtant de face les habitudes, les droits et même les préjugés des populations nouvellement annexées. Il y a des résistances qu'une bonne politique évite de soulever. « Il est fâcheux, dit à ce propos un mémoire anonyme confidentiel, de ne demander pas ce qui est dû, et de

(1) *Un Mémoire de l'intendant Colbert sur l'Alsace*, publié par Ch. Pfister (Belfort, 1895).

n'entrer pas en possession de ses droits; mais il est encore très fâcheux de demander et être refusé, et obligé à souffrir le refus, qui sert, en quelque façon, de titre à ceux qui le font. C'est pourquoi il y a des personnes qui croient qu'il est à propos d'attendre un meilleur temps pour entamer cette affaire (1). »

Ce mémoire est de 1649, suivant toute vraisemblance. Il indiquait la nécessité de procéder par étapes. Il fallait en effet : 1° affranchir la Régence d'Ensisheim de tout lien avec la Chambre d'Insprück; 2° la transformer en un Conseil souverain ayant toutes les attributions d'un Parlement sans en porter le nom; 3° étendre sa juridiction aux États immédiats sur lesquels elle ne s'était jamais exercée.

La première étape se fit sans bruit, sans secousse, à tel point que la date n'en saurait être exactement fixée. La Régence d'Ensisheim fut transférée à Brisach, resta présidée par le gouverneur, et on y fit simplement entrer, à côté d'anciens membres de l'ère autrichienne, quelques magistrats français. Ce changement de siège et de composition a dû se produire vers la fin de 1649. Naturellement, la nouvelle « Chambre royale de Brisach » dut se borner à exercer la juridiction sur les anciennes terres d'Autriche; les autres États de la Haute comme de la Basse-Alsace continuèrent à porter leurs appels à Spire ou à juger sans appel, suivant les cas. Ajoutons que, malgré la présence de membres français, la Chambre de Brisach ne cessa pas de rendre ses arrêts en allemand, comme l'avait toujours fait la Régence d'Ensisheim, dont elle était l'héritière.

On en resta là jusqu'à l'arrivée de Colbert de Croissy comme intendant. Un de ses premiers rapports, — au commencement de 1657, — concluait à faire le second pas. Il s'agissait cette fois de transformer la Chambre de Brisach, corps à la fois administratif et judiciaire comme l'ancienne Régence d'Ensisheim, en un Conseil souverain, uniquement, mais pleinement compétent en matière judiciaire, à l'image des Parlemens. Toutes les précautions étaient prises pour ménager les susceptibilités. L'édit de création rappelait que le Conseil devait « procéder en la même forme et matière que faisait la Régence d'Autriche, et conformément aux lois et ordonnances des empe-

(1) Van Huffel, *Documens inédits concernant l'histoire de la France et de l'Alsace sous Louis XIV* (Paris, 1840), p. 196.

reurs et archiducs, coutumes, usages et privilèges particuliers des lieux sans aucune innovation. En outre, trois Alsaciens étaient appelés à faire partie du nouveau Conseil, dont un savant abbé, dom Bernardin Buchinger, et un gentilhomme de bonne maison, Georges-Frédéric d'Andlau. Parmi les quatre membres français, on peut citer, à côté de Colbert de Croissy, président, Bénigne Bossuet, conseiller au Parlement de Metz, père du futur aigle de Meaux. Enfin, le nouveau conseil était réintégré à Ensisheim, ce qui renouait la tradition et contribua peut-être à attirer à la cérémonie d'installation (4 novembre 1658) des représentans de tous les États de l'Alsace, succès moral très précieux. Les requêtes et les plaidoiries pouvaient être présentées en allemand aussi bien qu'en latin et en français, ce qui explique l'adjonction au Conseil de quatre secrétaires-interprètes.

Le Conseil souverain espérait bien, quoique les lettres patentes de fondation eussent évité de le dire expressément, que tous les appels de toutes les juridictions de l'Alsace lui seraient soumis. Il y eut un mécompte. En dehors des terres héréditaires d'Autriche, on continua, en Alsace, à s'abstenir d'appel ou à s'adresser à Spire. Le Conseil en fut sensiblement mortifié. Son président s'était fait, semble-t-il, illusion sur l'admiration qu'on éprouvait jusqu'en Allemagne pour nos Parlemens et « leur façon de rendre la justice. » Un arrêt accusa « les baillis, prévôts, maires et autres officiers de justice, » de détourner par des manœuvres perfides les parties plaignantes d'en appeler au Conseil souverain. En fait, dans ce pays défiant et particulariste, où chaque petit État était avant tout jaloux de ses immunités et privilèges, l'échec de cette tentative de centralisation, si avantageuse qu'elle pût être pour la bonne administration de la justice, était à prévoir. Les populations ne comprenaient pas encore les bienfaits possibles du nouvel ordre de choses, et les pouvoirs locaux n'avaient aucun désir de les leur faire comprendre.

Pour franchir le pas décisif, il fallait que le gouvernement fût lui-même plus décidé qu'il n'avait pu l'être jusqu'alors. L'heure était venue où il était enfin libre de ses mouvemens. La paix des Pyrénées délivrait la France de ses dernières préoccupations extérieures, et la mort de Mazarin laissait le pouvoir à un roi jeune, ambitieux, résolu à aller jusqu'au bout de son

droit, et fort disposé à considérer ses prétentions comme la limite de son droit. Louis XIV ne voulait rien brusquer, mais il entendait avancer. Puisque les Alsaciens boudent le Conseil souverain, le Roi cherche une autre voie. Le Conseil souverain est supprimé et remplacé par un Conseil provincial, de compétence plus restreinte, et relevant lui-même du Parlement de Metz (1661). En réalité, ce n'est plus qu'un simple présidial, qui devait porter moins d'ombrage aux juridictions locales. Mais la suspicion reste la même; les villes de la Décapole notamment persistent à aller en appel à Spire, en signe de manifestation autant que par besoin de justice, car elles n'avaient jamais tant usé de ce droit à l'époque où il ne leur était pas contesté.

Allait-on recourir à la contrainte? Il n'en fut pas question. Tout au contraire, le Roi accepta, en 1665, que les réclamations des dix villes impériales contre les « usurpations » du grand bailli, qui est maintenant le duc de Mazarin, neveu du cardinal, seraient examinées à Ratisbonne par une Commission mixte, dont les membres princiers seraient désignés pour moitié par la France et par l'Empereur. Cette condescendance ne compromettait pas grand'chose. La Commission procéda avec la sage lenteur qui était de règle dans les affaires d'Empire, si bien qu'en 1672, au moment de la guerre de Hollande, elle en était encore à discuter sur le sens des termes contradictoires du traité de Westphalie, et notamment sur la nature de la souveraineté que ce traité accordait au roi de France dans la Décapole. La Guerre de Hollande coupa court à ces discussions de même qu'aux hésitations de la France. La solution purement française des obscurités de texte et de fait résultant de la paix de Westphalie est désormais la seule qui puisse être envisagée par la France. Il n'y a donc plus de raison pour éterniser les demi-mesures. La politique française s'oriente résolument vers une Alsace française, dégagée de ses liens germaniques.

La guerre tranchait par elle-même une première difficulté : elle rendait impossibles pour le moment les appels à la Chambre de Spire. Restait à triompher de la mauvaise volonté des juridictions locales, qui décourageaient les plaideurs malheureux d'en appeler au Conseil provincial. D'abord, ce conseil fut transféré à Brisach, la ville d'Ensisheim était décidément trop secondaire et « retirée de tout commerce. » Ce transfert

qui est de 1674 donne au Conseil plus d'assurance. Un arrêt du 1er juin 1675 menace de ses foudres les juges qui « empêcheraient par menace ou autrement les parties d'interjeter appel audit Conseil, ce qui est une entreprise contraire à la liberté publique. » Puis un nouvel arrêt du 6 septembre sommait tous les seigneurs qui s'étaient permis de créer des cours d'appel pour les jugemens de leurs baillis, « ce qui est une entreprise contre l'autorité souveraine, » de produire dans les deux mois les titres sur lesquels ils appuyaient une pareille prétention. » Ceux qui ne le feraient pas en seraient déchus d'office. Quelques-uns s'exécutèrent; la plupart se crurent plus avisés d'attendre le cours des événemens, ce qui permit au Conseil d'interpréter leur silence comme un acquiescement.

A partir de ce moment, le Conseil accepte tous les appels et s'applique à réformer les jugemens iniques ou abusifs. Il montre un souci de la justice, un zèle à défendre les victimes de l'arbitraire seigneurial qui étaient le meilleur moyen de réconcilier et de familiariser les populations avec la justice du Roi. L'équité et la politique pour cette fois faisaient bon ménage. A Sainte-Marie-aux-Mines, des bourgeois innocens avaient été emprisonnés et mis à la torture pour une affaire de vol, alors qu'aucune charge sérieuse ne pesait sur eux. Le Conseil condamne « le Magistrat, » c'est-à-dire la ville, à leur payer une indemnité, avec défense désormais « de jamais livrer l'accusé à la torture et de jamais prononcer la peine capitale, sans autorisation expresse des gens de justice du Roi. » La peine du carcan, — on disait là-bas le violon, — est également interdite comme « inouïe en France, » et un bailli est frappé d'amende pour l'avoir infligée à une pauvresse qui avait eu la langue un peu trop vive. Le sire de Freundstein avait frappé d'amende un pauvre veuf de soixante-douze ans, qui s'était remarié sans sa permission, et il avait mis la femme en prison, parce que le mari s'était sauvé pour ne pas payer l'amende. C'est le seigneur lui-même qui dut la payer, avec défense absolue de prononcer désormais prison, amende ou bannissement contre les habitans de ses fiefs, « cela étant affaire des juges et non la sienne. » Et cette mesure est généralisée par un arrêt du 1er septembre 1679, qui ne pouvait être accueilli qu'avec faveur par les pauvres gens peu habitués à être l'objet d'une pareille sollicitude.

Cette popularité du Conseil de Brisach donna l'idée de lui conférer des pouvoirs plus étendus. Pour que son rôle de protecteur des populations contre les tyrannies locales pût porter tous ses fruits en Alsace, il était bon de l'émanciper du contrôle supérieur du Parlement de Metz. C'était revenir à la conception primitive du Conseil souverain d'Ensisheim, mais y revenir après la preuve faite des services qu'il était appelé à rendre. Les justiciables d'Alsace ne pouvaient d'ailleurs que gagner à être dispensés de démarches lointaines à Metz, en un pays de langue française. La réforme fut donc présentée et accueillie comme une faveur, au lieu d'apparaître comme une mesure de francisation autoritaire. Le nouveau « Conseil supérieur d'Alsace, » qu'on nomma dans l'usage courant « le Conseil souverain » bien qu'il n'ait reçu officiellement ce titre que près d'un siècle plus tard, fut inauguré le 1er janvier 1680.

Le rôle du Conseil souverain dans la francisation de l'Alsace est réel, mais ce n'est pas par la contrainte qu'il s'est exercé. Le Conseil souverain d'Alsace s'est imposé à l'estime des Alsaciens en défendant leurs intérêts et en respectant leurs coutumes. Il s'applique à promouvoir les droits du Roi, non contre le peuple, mais contre les seigneuries et les aristocraties urbaines. Il fait aimer l'autorité du Roi en la montrant bienfaisante, autrement dit en montrant que l'intérêt du Roi est l'intérêt du peuple. Même à l'époque des Chambres de Réunion, alors qu'il annexait à la France d'un trait de plume une foule de domaines qui tenaient à leurs vieilles libertés, le Conseil de Brisach défendait l'autonomie alsacienne. En voici un exemple de 1680. Le duc de Mazarin, qui n'était plus gouverneur de la province, mais qui avait hérité de son oncle la plupart des anciennes terres autrichiennes données par Louis XIV au cardinal en 1659, prétendit citer le chapitre de Thann, avec qui il était en procès, devant les tribunaux et le Parlement de Paris. Le Conseil de Brisach, à cette occasion, obtint du Conseil d'État un arrêt qui défendait de traduire les sujets alsaciens hors de leur ressort judiciaire. Certes, il défendait là sa cause, mais aussi la leur.

De même pour la question des langues. Un arrêt du Conseil d'État du 30 janvier 1685, constatant que les actes de procédure continuaient à être rédigés en allemand bien que la plupart des officiers de justice connussent les deux langues,

ordonna qu'ils seraient désormais écrits en français, « sous peine de nullité et de 500 livres d'amende ». Il n'y avait à cela aucune difficulté pour le Conseil souverain, mais, pour les tribunaux inférieurs, la gêne eût été grande. L'arrêt resta inappliqué jusqu'à la veille de la Révolution. Dans l'édition des *Ordonnances d'Alsace* de 1775, il porte encore en note la mention : « non exécuté généralement. » Le Conseil souverain n'en exigea la mise en vigueur qu'au bout d'un siècle, en 1786.

Le Conseil souverain d'Alsace, ramené de Brisach à Colmar en 1698, après la perte de Brisach, s'était donc bien adapté à l'Alsace, tout en adaptant peu à peu l'Alsace à la France. Au commencement du XVIIIe siècle, un Alsacien resté au service de l'Empire, François d'Ichtersheim, écrivait dans sa *Topographie d'Alsace* parue à Ratisbonne : « Le Conseil souverain existe encore à Colmar et y fait régner stricte justice. Ce qu'il faut tout particulièrement louer chez les tribunaux français, c'est que les procès n'y durent pas longtemps. Les plus longs et les plus compliqués y sont terminés au bout de trois ans, revision comprise, et, après cela, il n'y a plus de retards, mais la sentence est immédiatement exécutée. Les frais n'y sont pas considérables ; surtout, on n'y regarde aucunement à la situation des plaideurs, et l'on y voit tout aussi souvent le sujet gagner son procès contre son seigneur, le pauvre contre le riche, le serviteur contre son maître, le laïque contre un clerc, le chrétien contre le juif, que *vice versa*. Oui, le Roi lui-même accepte la juridiction du Conseil souverain pour des questions de droit et abandonne les prétentions que le procureur fiscal combat. » Ce témoignage est de 1710, postérieur d'un an à celui de la brochure de Schmettau. Il n'implique pas que « les Alsaciens soient plus Français que les Parisiens, » mais il montre que la justice française, dont le Conseil souverain est la plus haute et la plus pure expression, a conquis leurs suffrages. La justice étant l'attribut le plus noble de la souveraineté, on peut dire que le Conseil souverain a droit de revendiquer une grande part dans le ralliement de l'Alsace à la souveraineté française.

IV

Depuis le commencement de la guerre de Hollande, depuis 1673, avons-nous dit, la monarchie française avait orienté fran-

chement sa politique alsacienne vers une assimilation progressive de l'Alsace aux autres provinces françaises, ou, pour parler plus exactement, vers une affirmation plus nette et plus suivie de la souveraineté du Roi. C'est la guerre elle-même qui avait souligné la nécessité de ce changement d'attitude. Par un accord secret, la Hollande avait promis à l'Empereur de favoriser le retour de l'Alsace à l'Empire, et cette éventualité n'était pas pour déplaire à tout le monde. Condé, qui commandait l'armée française sur le Rhin, avait fait couper par surprise le pont de Strasbourg, de peur qu'il ne fût livré à l'ennemi par « le Magistrat, » ou, en tout cas, mal défendu, et il exprimait, avec la liberté et peut-être l'exagération d'un soldat qui fait fi des ménagemens diplomatiques, l'opinion que le Roi devait affirmer avec éclat son autorité, sous peine de la perdre. « L'autorité du Roi, écrit-il à Louvois le 30 juin 1673, va se perdant absolument en Alsace. Les dix villes impériales, bien loin d'être soumises au Roi, comme elles le devraient être par la protection que le Roi a sur elles par le traité de Munster, sont presque ennemies. La noblesse de la Haute-Alsace va presque le même chemin... C'est un pied qui se prend. » Le Roi se montra : les fortifications de Colmar et des principales villes de la Décapole furent démantelées, et le gouverneur duc de Mazarin, dont Condé avait dénoncé la nullité (1), fut remplacé par Montclar (1679), soldat ne connaissant que sa consigne, qui n'accepta pas de restriction au serment de fidélité des villes de la Décapole. Partout les armes du Roi furent placées au-dessus de celles des cités et des seigneurs (1680), comme on met un point sur un *i*.

Mais il importe ici de ne pas faire de confusion. La souveraineté du Roi une fois hors de conteste, la royauté n'exigea rien de plus. Chacun fut confirmé dans ses droits et privilèges. Nulle coercition ne fut exercée pour enlever à l'Alsace sa physionomie propre. Elle ne fut nullement inondée de fonctionnaires étrangers à la province. Le Roi n'intervient pas dans sa vie quotidienne, il n'a pas la main lourde, il n'a même pas la main du tout dans le détail administratif. Il ne nomme aucun agent subalterne ; il ne supprime aucune des seigneuries locales

(1) « La conduite de M. de Mazarin nuit beaucoup en ce pays-ci. Il est brouillé avec tout le monde, ... les peuples et la noblesse le méprisent, ... les princes voisins ne le considèrent en façon quelconque, et ç'aurait été un grand bien qu'il y eût eu ici un gouverneur de mérite. »

qui s'interposaient entre le souverain et ses nouveaux sujets. Loin de chercher à faire disparaître ces intermédiaires, il aliène comme à plaisir les anciennes possessions directes de l'Autriche, si bien qu'à la veille de la Révolution, à part quelques places fortes, aucune parcelle du territoire alsacien ne relevait directement du Roi. Partout le seigneur local jouait le rôle d'État-tampon, soit qu'il datât d'avant la conquête, soit qu'il eût été investi depuis. Comme fonctionnaires administratifs nommés par le pouvoir central, il n'y a guère que l'intendant et les préteurs préposés à la surveillance des villes libres. Les gouverneurs militaires sont des personnages décoratifs qui ne jouent aucun rôle dans la francisation du pays, à qui on ne demande jamais d'en jouer un, et qui, pour la plupart, comme le comte d'Harcourt et Mazarin, seraient peu faits pour y réussir. On avait si peu songé à couler l'Alsace dans le moule uniforme des autres provinces, qu'on s'apercevra au moment des élections pour les États Généraux, qui devaient se faire par bailliages, qu'il n'y avait en Alsace ni bailliages ni baillis royaux.

En matière religieuse notamment, le Roi Très Chrétien se garda toujours avec soin de traiter l'Alsace comme le reste du royaume, sous le prétexte d'une vaine assimilation. La tentation n'était pourtant pas médiocre, en ce temps où le chef de l'État se croyait en conscience charge d'âmes. Certes la royauté française s'efforça par tous les moyens de propager le catholicisme, et ces moyens ne furent pas tous très évangéliques. Il en coûtait beaucoup à un souverain absolu, qui se flattait d'avoir exterminé l'hérésie dans ses États héréditaires par la Révocation de l'Édit de Nantes, de la tolérer chez ses nouveaux sujets. Il se sentait pour ainsi dire offensé dans sa prérogative de monarque de droit divin en constatant que l'Alsace, un demi-siècle après sa réunion à la Couronne, comptait encore, suivant les évaluations de l'intendant La Grange, 86 000 protestans (dont 12 000 calvinistes) sur 257 000 habitans. Et cependant le Grand Roi n'a pas cru devoir passer outre. Il s'est incliné devant l'intérêt national et devant sa parole royale. Il a respecté les engagemens pris par Mazarin à la face de l'Europe au moment de l'annexion de l'Alsace, ceux, plus précis et plus récens, qu'il avait pris lui-même au moment de la réunion de Strasbourg. La Révocation n'a pas été appliquée en Alsace. C'était d'une justice élémentaire assurément, puisque la liberté

de conscience des luthériens d'Alsace, devenus Français en 1648, ne dépendait en rien de l'Édit de Nantes, qui l'avait garantie aux calvinistes de France cinquante ans auparavant. Soit. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là un fait considérable, et sur lequel on ne saurait trop insister. Une lettre de Louvois, qu'on a retrouvée aux archives paroissiales de Bischwiller, prouve combien le gouvernement français tenait à ne laisser aucun doute sur ses intentions. « Je ne sais, écrit le tout-puissant ministre, sur quoi peut être fondée l'inquiétude que vous avez de ce qui se passe en France contre les gens de la R. P. R. (religion prétendue réformée), puisque vous devez savoir que Sa Majesté a l'intention de laisser les affaires de ladite religion en Alsace en même état qu'elles ont été jusqu'à présent. » Cette lettre, adressée à deux Suisses fixés à Strasbourg, grands fournisseurs de l'armée française, est datée du 17 novembre 1685, c'est-à-dire d'un mois à peine après la Révocation, qui est du 18 octobre. On y voit que non seulement les luthériens, mais même les calvinistes (les gens de la R. P. R.), sont en Alsace soustraits aux effets de la Révocation, ce qui atteste, mieux que n'importe quelle déclaration officielle, la prudence de l'Ancien Régime quand il s'agit des « choses d'Alsace. »

Les Alsaciens, constatait en 1697 l'intendant La Grange qui les pratiquait depuis près de vingt-cinq ans, « sont bons et d'une humeur docile : ils veulent être un peu guidés et ne quittent pas volontiers leurs anciennes coutumes. » La Grange, « le véritable conquérant civil de l'Alsace » (Reuss), était un de ces grands intendans de l'Ancien Régime qui se donnaient la peine, et à qui on laissait le temps d'étudier leurs administrés pour ne pas les choquer inutilement (1674-1698). Son intégrité n'est pas au-dessus du soupçon, son sens moral a subi des défaillances, mais son sens pratique n'en a connu aucune. Son monumental *Mémoire sur l'Alsace* est resté le manuel classique de l'administration française en Alsace jusqu'à la Révolution. Grâce à lui, le lien solide, mais élastique, qui renouait les Alsaciens à la France ne gênait ni leurs mouvemens, ni leur attachement au passé, ni leur autonomie morale et intellectuelle. La masse de la population, surtout dans les campagnes, « se ressent à peine, dit M. Reuss, de l'existence d'un ordre nouveau, et n'a que de rares points de contact avec les repré-

sentans de cet ordre de choses. » Quel contraste avec la tyrannie tracassière, inquisitoriale, pressée et pressante, de certains États modernes, qui ne songent qu'à passer le rouleau compresseur sur leurs populations annexées !

C'est surtout sur l'école et sur la caserne que comptent aujourd'hui les conquérans impatiens pour « démarquer » et nationaliser de force leurs nouveaux sujets. Ils se figurent qu'une langue imposée agit favorablement sur l'état mental et que le service militaire obligatoire sous un drapeau détesté inculque le loyalisme. On ne voit pas trace de pareilles prétentions dans l'attitude de l'ancienne France à l'égard de l'Alsace.

En ce qui touche l'école, c'est extrêmement simple. Le gouvernement ne s'en mêle pas, ou ne s'en mêle qu'accidentellement, lorsqu'un intérêt religieux est ou paraît être en jeu. L'école en Alsace est toute au service de la religion, et non de l'État. Du haut en bas, l'enseignement est confessionnel. L'Université de Strasbourg est protestante, elle est à peine un foyer de culture générale, et nullement un foyer de culture française. Les cours continuent à se faire uniquement en allemand, souvent par des professeurs allemands, et la seule intervention nationaliste qu'on puisse relever de la part du gouvernement de Louis XIV, c'est l'obligation de ne plus prendre que des professeurs indigènes. Encore laissa-t-on en fonctions, jusqu'à sa nomination à la Chambre impériale de Spire en 1698, le professeur de droit Frédéric Schrag, qui ne faisait pas mystère de ses sympathies allemandes. Il n'y a là rien de bien tyrannique. L'Académie catholique de Molsheim n'est pas davantage forcée de travailler *ad majorem regis gloriam*. Les Jésuites qui y professent appartiennent jusqu'en 1702 à la province de Trèves; à cette date, l'Académie est transférée à Strasbourg sous le nom d'Université épiscopale et confiée à des Pères de la province de Champagne, mais ni l'esprit, ni le programme, ni la langue de l'enseignement (qui est le latin), n'en sont brusquement changés.

Le même caractère confessionnel et étranger à toute pensée de francisation systématique se retrouve dans les établissemens d'enseignement secondaire. Les gymnases protestans, dont le plus célèbre est celui de Strasbourg, déjà centenaire en 1638, perdent du terrain; les collèges catholiques en gagnent et sont

favorisés par les autorités, mais cet appui ne s'explique que par des considérations religieuses. Gymnases et collèges sont également des écoles latines, où les élèves ne doivent pas employer la langue vulgaire, même entre eux, et la langue vulgaire est pour eux l'allemand. C'est seulement en 1753 que l'enseignement du français sera établi au gymnase de Strasbourg à raison de deux heures par semaine. L'humanisme étriqué, verbal et conventionnel de ces archaïques maisons d'éducation, les rendait aussi incapables qu'insoucieuses de toute propagande welche indiscrète.

Les écoles primaires, s'il est permis de qualifier ainsi les humbles et rudimentaires annexes de la sacristie que le clergé catholique ou protestant tient dans sa main, ont encore moins que les autres la prétention toute moderne d'être un instrument de règne. On y enseignait le catéchisme, un peu de lecture, encore moins d'écriture et de calcul, et nul assurément ne soupçonnait ce qu'on appellera plus tard l'enseignement civique. La fidélité au souverain était un dogme au-dessus de toute discussion, mais nul pédagogue n'était tenu de préconiser l'amour de la France, ni l'étude du français.

C'est toujours à cette même constatation qu'il en faut revenir. Les progrès de la France en Alsace sont tout spontanés, tout volontaires. La contrainte scolaire y est aussi étrangère que la contrainte administrative. Le grand principe du haut en bas est celui que formulait d'Angervilliers, intendant de 1716 à 1724 : travailler à ce que « les peuples ne fussent pas trop entretenus dans le goût et les mœurs de l'Allemagne, » mais sans tracasser personne inutilement. Par exemple, l'intendant de Lucé, fondant des cours d'anatomie à Colmar, Belfort, Wissembourg, écrivait : « Les démonstrations s'y feront en langue allemande, puisque c'est celle qui est le plus universellement entendue dans la province (26 novembre 1754). »

Dans ces conditions, la francisation ne pouvait être que lente, mais n'en est que plus solide dès le règne de Louis XIV. Ce qui concerne le for intérieur n'est pas toujours facile à démêler, parce que l'Alsacien est discret, peu expansif de sa nature et qu'il a la fierté de ne pas afficher à tout propos ceux de ses sentimens dont la manifestation peut paraître profitable. Au contraire, le progrès de la culture et surtout de la langue fran-

çaise est mesurable. Au moment de l'annexion, le nombre des Alsaciens connaissant le français était fort restreint. Paysans et artisans n'en avaient aucun besoin, sauf dans les quelques districts français de langue du Sundgau et des Hautes-Vosges. C'est seulement dans les familles nobles, dans la haute bourgeoisie, dans le monde savant, qu'on est bilingue, et c'est un mérite assez rare pour qu'on en fasse compliment. Ainsi, dans l'oraison funèbre d'un seigneur de Ribeaupierre, en 1638, le pasteur rappelle avec éloge que l'illustre défunt parlait aussi couramment l'allemand que le français. Pourtant la nécessité de savoir le français était déjà reconnue et admise dans les villes, et, à partir de l'annexion, elle s'imposa davantage par le contact plus fréquent avec les agens ou visiteurs français, fort ignorans de l'allemand à de bien rares exceptions. La femme d'un vieux conseiller du Conseil de Brisach disait en 1675 qu'elle n'avait connu, en toute sa vie, que deux Français capables de se mêler à une conversation en allemand. Les Alsaciens se trouvaient ainsi amenés, sans contrainte matérielle, à apprendre le français. Un édit de 1686, qui exigeait que les fonctionnaires locaux, même ceux des seigneuries protestantes, fussent catholiques, contribua à répandre la langue française, bien qu'il n'eût pas ce but. Il fallut en effet, sur certains points, recourir à des immigrés, qui propageaient naturellement leur idiome maternel, même sans intention préconçue, puisqu'ils ne savaient pas celui du pays. Aussi le nombre des précepteurs et des écoles privées qui enseignent le français augmente, et, dans les villes importantes comme Strasbourg ou Colmar, les moyens de l'apprendre ne manquent plus à quiconque en éprouve le désir ou le besoin. Il y en a à tous les prix. Les fils de famille sont de préférence envoyés en France ; les moins aisés recourent aux échanges d'enfans. Les protestans vont à Genève, Montbéliard, Sedan ; les catholiques à Metz, Nancy, Besançon, Belfort. Même de simples artisans, dans les vingt dernières années du siècle envoient leurs fils en pays français. Des prônes et des prêches en français font leur apparition à Schlestadt, dès 1649, à Strasbourg en 1680, avant l'annexion. Mais la royauté française songe si peu à en faire une obligation, ou même à les encourager, que le prêche français fut supprimé à Strasbourg après l'annexion. Louis XIV ne veut pas en Alsace de prédicans français qui pourraient « pervertir » ses fonction-

naires. La Grange accorde aux réformés de Wolfisheim (près de Strasbourg) un pasteur suisse, « pourvu toutefois que ledit ministre ne sache pas la langue française. »

Dans les petites villes, laissées à elles-mêmes, spécialement en Basse-Alsace, le français ne gagne pas vite. En 1685, le Magistrat de Haguenau refuse un congé au sieur Wurtz, secrétaire de la ville, vu que pendant son absence il n'y aurait plus, en cas d'urgence, une seule personne dans la ville pouvant servir d'interprète. Un historiographe sérieux de la ville de Lauterbourg va jusqu'à affirmer que, de 1680 à 1720, il ne s'y est rencontré qu'un seul autochtone sachant le français. La langue administrative locale est toujours l'allemand. Même à Strasbourg, les procès-verbaux des séances du Magistrat sont rédigés en allemand jusqu'en 1789. A Saverne, c'est seulement en 1699 que les comptes de la ville sont rédigés dans les deux langues. Pour nous en tenir à un témoignage éclairé et impartial, le mieux est de dire avec La Grange qu'à la fin du XVIIe siècle, « la langue commune de la province est l'allemand; cependant il ne s'y trouve guère de personnes un peu distinguées qui ne parlent assez le français pour se faire entendre, et tout le monde s'applique à le faire apprendre à ses enfans, en sorte que cette langue sera bientôt commune dans la province. »

C'est en effet ce qui se produit peu à peu au XVIIIe siècle, mais toujours par l'effet d'une bonne volonté que nul ne cherche à éperonner ni à violenter. Tout le monde y met au contraire beaucoup de bonhomie. A Réguisheim, on décide de prendre « un nouveau maître capable d'enseigner les deux langues ainsi que l'arithmétique. » Le maître en fonctions confesse qu'il ne connaît pas l'orthographe française à fond et qu'il ne sait en arithmétique que les trois premières règles, et il offre de prendre à ses frais un aide pour ces deux matières. Malheureusement, il suffit de lire sa propre requête pour voir qu'il n'est pas plus fort en allemand qu'en français. On le remplace, mais on en garde d'autres qui ne sont pas beaucoup plus brillans. Partout ce sont les autorités locales qui s'arrangent à leur gré. Rien de plus patriarcal. La monarchie française, et les écrivains allemands sont bien forcés de le reconnaître, n'a jamais fait échec systématiquement à la langue allemande, et surtout n'a jamais songé à imposer la langue française par l'école. C'est seulement en 1788 que le gouvernement de Louis XVI, consta-

tant que, même à Strasbourg, « la plupart des gens du peuple » ne parlent et n'entendent que l'allemand, prescrivit l'ouverture de « plusieurs écoles où la langue française serait enseignée. » Et il ne s'agit là ni d'écoles française obligatoires, ni de fermeture des écoles allemandes, ni même d'écoles françaises d'où l'allemand serait exclu.

Sur l'étendue des progrès accomplis à la veille de la Révolution, les témoignages diffèrent un peu. Le *Patriotischer Elsaesser* (1776) affirme que « la langue française est comprise, non seulement dans les villes, mais même dans les villages, et parlée par presque tout le monde. » Dans ses *Mémoires*, Mme d'Oberkirch, qui fit le voyage d'Alsace à la même époque (1778), est moins affirmative : « Les gens de basse classe, dit-elle, savent généralement peu le français. » Horrer, dans son *Dictionnaire géographique, historique et politique de l'Alsace*, dont le premier volume, le seul malheureusement que nous ayons, est de 1787, écrit au mot *Alsace :* « La langue française est aujourd'hui la langue ordinaire de tout ce qui est au-dessus du petit peuple, elle s'est même introduite dans les villages au point que tout Français peut s'y faire comprendre et qu'une partie des gens de la campagne le parlent de manière au moins à se faire entendre. » En revanche, comme nous l'avons vu, le gouvernement constate en 1788 que, même à Strasbourg, « la plupart des gens du peuple » ne parlent et ne comprennent que l'allemand. De même l'application de la loi sur la procédure en français (1786) se heurte à la difficulté de trouver dans les campagnes des sergens capables de notifier les actes rédigés en français. « Dans presque tous les villages, dit le procureur général du comté de Ribeaupierre, il n'y a pas de sergent qui sache le français. » On remarque jusqu'à la veille de la Révolution que presque tous les paysans signent même leur nom en caractères gothiques. Il semble donc bien que, si la langue française était devenue la langue ordinaire de « tout ce qui est au-dessus du petit peuple, » — et la publication de plus en plus courante d'ouvrages écrits en français par des Alsaciens en est la preuve, — elle n'est encore ni parlée ni comprise, sauf exceptions, dans la population rurale et ouvrière. C'est déjà un résultat considérable, d'autant plus que les idées françaises se sont infiltrées jusque dans les milieux où la langue n'a pas encore pénétré.

Devons-nous faire honneur de cette évolution à la caserne, chargée dans certains États modernes de compléter le travail d'assimilation de l'école? Certes, la terre d'Alsace est une terre de soldats, et elle en a fourni à la France plus que sa part, mais tous de leur plein gré. L'ancienne France n'a imposé à l'Alsace aucun service militaire. Les régimens cantonnés en Alsace y faisaient naturellement des recrues, mais nul n'était forcé d'en être. C'étaient d'ailleurs des régimens qui eussent été bien empêchés de travailler à la francisation de ceux qui y servaient, car on n'y parlait qu'allemand. Tels étaient Alsace-Infanterie, Alsace-Cavalerie, et surtout le Royal-Allemand. Ils étaient même plus allemands qu'alsaciens, si bien que les Cahiers de la noblesse d'Alsace en 89 demandent comme une faveur qu'on veuille bien y réserver aux nobles de la province la moitié des grades.

Il y avait bien, en dehors de l'armée régulière formée uniquement de volontaires, deux régimens de milice organisés par Louvois pour renforcer la défense en cas d'invasion subite. Ces deux régimens, de 1200 hommes chacun, étaient recrutés depuis 1691 par tirage au sort parmi les célibataires et veufs de 19 à 28 ans. D'ailleurs, depuis la paix de Ryswick, les miliciens ne font plus de service effectif : ils en sont quittes pour quelques jours d'exercice chaque année à Strasbourg ou à Colmar. La charge était légère pour ceux sur qui elle tombait, et elle tombait sur peu de monde. Ainsi, en 1764, le comté de Horbourg, en Haute-Alsace, fournissait cinq miliciens sur 223 hommes répondant aux conditions requises. On peut dire que l'Alsace, sous l'Ancien Régime, n'a pas connu d'obligation militaire, et cette immunité a contribué beaucoup plus sûrement à lui faire aimer notre drapeau que ne l'eût fait une incorporation forcée.

V

Ainsi ce n'est ni la bureaucratie, ni l'école, ni la caserne, qui ont fait la conquête morale et intellectuelle de l'Alsace. Et pourtant cette conquête était faite au fond des cœurs à la veille de la Révolution et elle éclatera à tous les yeux dès que la grande guerre européenne menacera la frontière française dont l'Alsace était la gardienne. A quelle raison l'attribuer?

Il y a d'abord les raisons négatives, et nous les avons exposées indirectement. La France n'a pas cherché à s'imposer, ce

qui est toujours une bonne condition pour y réussir. Elle n'a pas tenté de violenter l'Alsace, et c'est une première cause pour laquelle l'Alsace s'est donnée. Mais si l'absence de contrainte, le respect des coutumes et des consciences, peuvent rendre facile et honorable l'acceptation du fait accompli, il en faut davantage pour entraîner l'adhésion intime à une nouvelle patrie. Il faut pour franchir ce second pas des raisons positives.

Elles n'ont pas manqué pour l'Alsace. D'abord, il ne s'agissait pas pour elle d'un arrachement à une patrie dont elle eût conscience de faire partie. L'Allemagne n'existait pas à l'époque où l'Alsace était Allemande. Le Saint-Empire Romain-Germanique était un agrégat fort vague, où chaque élément gardait son individualité, ses intérêts, ses vues particulières. L'Alsace se rappelait qu'elle n'y avait été incorporée par usurpation qu'au milieu du xe siècle (1). Séparer l'Alsace de l'Empire au xviie siècle, ce n'était à aucun degré amputer un membre du corps sans lequel il éprouve qu'il ne peut vivre. Le corps germanique était encore invertébré. A chaque instant, et notamment au cours de la guerre de Trente Ans, des princes allemands faisaient alliance avec la France contre l'Empereur, sinon directement contre l'Empire. En Alsace même, beaucoup de seigneurs avaient coutume de recourir à la protection du roi de France. Il n'y avait, à proprement parler, ni patriotisme allemand, ni patriotisme alsacien, parce qu'il n'existait encore ni patrie allemande ni patrie alsacienne. On disait « les Allemagnes, » on aurait presque pu dire : les Alsaces. On ne savait même pas où finissait l'Alsace. Était-ce à la Queich avec Landau, à la Lauter avec Wissembourg? L'empereur Maximilien, dès 1511, plaçait Landau en Basse-Alsace. Colbert de Croissy, dans son Mémoire de 1663, indique pour frontière la Lauter. La Grange tient pour Landau (1698), mais encore en 1702 son successeur, Le Pelletier de la Houssaye, avouait « qu'à la vérité les bornes de l'Alsace du côté de l'Allemagne n'ont pas encore été bien précisément décrites et délimitées. » C'est la France qui a fixé les contours de l'Alsace, ce qui est déjà un service.

Elle lui en a rendu d'autres. L'Alsace, épuisée par des siècles de guerres, s'est reconstituée sous le régime français. Les chiffres

(1) M. Jacques Flach, *La première réunion à l'Allemagne de la Lorraine et de l'Alsace était-elle fondée en droit public? (Revue des Deux Mondes*, 1er octobre 1914.)

de la population, si approximatifs et discutables qu'ils puissent être, ne permettent pas d'en douter. Un recensement détaillé de 1695, dressé sur les ordres de Vauban à l'occasion de son projet de dîme royale, aboutit à 246000 habitans. Ce chiffre concorde avec celui que donne La Grange en 1698. (La Grange donne 257000, mais y compris Brisach et Fribourg-en-Brisgau). Le *Mémoire* déjà cité de Le Pelletier de la Houssaye indique pour 1702 un total de 235000 habitans, après défalcation des territoires de Brisach et du Brisgau, restitués par la paix de Ryswick. C'est à partir de cette date que la population grandit formidablement. Un état trouvé par M. Reuss aux archives de Strasbourg, porte 348000 habitans en 1709. Ce chiffre paraît au moins prématuré, mais en tout cas on s'en rapproche au dénombrement de 1731 qui donne 340000 habitans, et on le dépasse sensiblement au recensement de 1750 qui compte 88698 feux, soit, à raison de cinq têtes par feu, 445000 habitans. A la veille de la Révolution, un nouveau bond est constaté. Les procès-verbaux de l'Assemblée des Notables en 1787 parlent de 624000 habitans. Le premier président du Conseil souverain de Colmar, dans une lettre au Garde des Sceaux, va même jusqu'à 700000. Sans prendre à la lettre ces chiffres d'une statistique encore en enfance, il reste indiscutable qu'en moins d'un siècle, la population de l'Alsace avait plus que doublé, peut-être presque triplé. C'est un premier signe de la prospérité publique.

Pour que la population se soit relevée, il a fallu que se relevât aussi, — et même d'abord, — l'agriculture, et, à sa suite, le commerce et l'industrie. C'était la grande tâche, et la royauté française n'a rien négligé pour la mener à bien. « On voit par les anciens registres, écrit La Grange, qu'avant les grandes guerres d'Allemagne, le nombre des villages, familles et feux de la Haute et Basse-Alsace montait à un tiers de plus qu'à présent. La raison de cette différence est que la plupart des villes et villages ont été ruinés ou brûlés, les uns entièrement ou en partie, les autres tellement abîmés que d'un grand nombre de villages qui, avant les premières guerres de Suède, étaient grands et florissans, il n'en est resté que le nom et on n'en connaît que les endroits où ils étaient situés. » Tout cela se releva par la culture. Les édits se succèdent, offrant des concessions de terres aux étrangers, des exemptions d'impôts pour les terres défrichées, des titres de propriété presque gratuits à ceux qui trans-

formeront « en prés, champs ou vignobles » les broussailles ou taillis dont leurs possesseurs ne tirent pas parti. Les résultats ne se font pas attendre. Les céréales, les choux, — mets classique au pays de la choucroute, — les arbres fruitiers, la garance, le tabac, enfin et surtout la vigne, honneur des coteaux qui encadrent les vallées vosgiennes, reprennent possession du sol. Les forêts, « fort dégradées, » constate Colbert de Croissy, par le gaspillage des usagers riverains, sont sauvegardées par la mise en vigueur de la Grande Ordonnance de 1669. Dès la fin du siècle, l'Alsace produit près de 60 000 muids de céréales, soit 700 000 hectolitres. La Grange l'avait prédit peu auparavant : « Ce pays, étant fertile comme il l'est, se remettra entièrement à la paix. » Il acheva de se remettre au XVIIIe siècle, pendant lequel l'Alsace ne vit que deux fois l'ennemi. Le gouvernement pousse la sollicitude jusqu'à répandre en 1785 des brochures « imprimées par ordre du Roi » pour propager les bons procédés de culture.

Les industries s'éveillent ou se réveillent moins vite. Cependant il en est au moins deux qui se développent dès le début de la domination française : les brasseries de bière et les manufactures de tabac. En 1650, il n'y avait à Strasbourg qu'une douzaine de brasseries, on en compte déjà vingt-six en 1723. Le tabac était encore honni et condamné du haut de la chaire au milieu du siècle, et déjà, en 1698, sa préparation occupait 1 500 personnes à Strasbourg. En 1718, on y trouvait 72 manufactures, et leur tabac à priser, grâce à un tour de main, une « sauce, » dont le secret était jalousement gardé, s'exportait jusqu'en Hongrie et en Russie. Au XVIIIe siècle apparaît la grande industrie. Les cotonnades prospèrent à Mulhouse, — qui ne fait pas encore partie de l'Alsace, — à partir de 1745. On y cite une vingtaine de fabriques en 1789, occupant de 5 000 à 8 000 ouvriers, sans compter tous ceux qui en vivent indirectement. Comme la ville n'avait guère que 5 000 habitans, on voit que son industrie rayonnait au loin. Mme de Pompadour n'avait pas dédaigné de contribuer à cet essor économique en mettant à la mode les indiennes. Mais il est inutile d'entrer dans de plus amples détails pour montrer le développement industriel de l'Alsace sous le régime français. Rien n'est moins contesté. Le commerce gagne de même en activité. Trois routes parallèles desservaient le pays du Sud au Nord, et la grande voie trans-

versale de Strasbourg à Saverne les reliait toutes trois; toutes ces routes sont promptement débarrassées des « chenapans » (détrousseurs de poulaillers), résidu des bandes de la guerre de Trente Ans, qui les infestaient depuis des années. En outre, tous les péages locaux sont supprimés, mais le commerce de l'Alsace resta orienté vers l'Allemagne, car un cordon de douanes l'isolait de la France. Elle était « province d'étranger effectif. » Le Rhin, dont la navigation avait été proclamée libre par les traités de Westphalie, était la grande voie historique des échanges, et la paix lui redonna tout d'abord une animation considérable, surtout entre Strasbourg et Mayence. Malheureusement, les endiguemens qui furent exécutés à bonne intention, pour éviter les inondations, eurent comme effet de précipiter le courant et de déplacer à chaque instant le chenal navigable. Il fallait déjà une dizaine de jours pour remonter de Mayence à Strasbourg en 1650, il en faudra dix-huit en 1753, vingt-sept en 1786. Nul ne reprochera d'ailleurs au gouvernement français de n'avoir pas résolu au XVIIIe siècle un problème qui ne l'est encore que très imparfaitement aujourd'hui.

Au surplus, les avantages matériels peuvent contribuer à rendre supportable une annexion, ils ne suffiront jamais à la faire oublier. L'Alsace a goûté les avantages d'une police plus ferme, d'une justice plus égale, d'une paix mieux assurée; mais il faut autre chose que le légendaire « plat de lentilles » pour gagner une population fière, consciente de sa valeur et nullement prédisposée à croire d'avance que sa civilisation est inférieure à celle de ses nouveaux compatriotes. Il faut, pour que le sentiment national s'enracine dans ces conditions chez les derniers nés de la Cité, que la Cité où ils entrent ait à leurs yeux du prestige. Si le changement de patrie apparaît, à tort ou à raison, comme une déchéance, il ne sera jamais subi que comme une épreuve provisoire. Des barbares se laissent assimiler par des peuples de civilisation supérieure, et c'est le cas de presque toutes les provinces romaines, mais des barbares n'arrivent pas à nationaliser des vaincus qui se sentent supérieurs à eux, et les exemples d'échecs de ce genre ne manquent pas jusque dans l'histoire contemporaine. Or, la France de Louis XIV jouissait d'un prestige auquel nul ne se refusait à rendre hommage; tous les princes allemands copiaient « le

grand Roi, » et ce titre ne lui était pas contesté même par ses ennemis. Devenir sujet du Roi Très Chrétien ne donnait pas l'impression d'une *deminutio capitis*. Tout au contraire : même sous Louis XV, alors que la France est en décadence au point de vue militaire et politique, sa primauté intellectuelle n'est pas atteinte. Le grand Frédéric flatte le roi Voltaire. Son frère habite Paris et finit par y oublier sa langue maternelle. Anacharsis Cloots, baron prussien de bonne souche, se plaisait à rappeler qu'aux Écoles des Cadets les élèves-officiers de sa génération ne savaient pas l'allemand. Devenir Français, le devenir de plein gré n'avait donc rien que d'attirant pour une âme bien née.

Mais il y a autre chose. C'est en devenant Française que l'Alsace est devenue l'Alsace. Sa personnalité morale s'est dégagée au moment même, — et par le fait même, — de son entrée dans l'unité française. Il fallait, pour que l'Alsace devînt réellement une de ces petites patries dont l'union fait la force de la grande, qu'elle fût libérée de la complication féodale qui comprimait son élan. Heureusement, ce travail de simplification a été favorisé par les circonstances. Dans la foule des petits organismes politiques entre lesquels se morcelait le pays, il s'en trouvait beaucoup qui, au XVIIe siècle, appartenaient encore à de vieilles familles indigènes, enracinées au sol, mêlées à tout son passé, vivant sur leurs terres de la même vie que leurs sujets et y dépensant leurs revenus. Au contraire, au XVIIIe siècle, la plupart de ces maisons sont éteintes, et leurs terres ont passé à des héritiers allemands, qui ne viennent plus en Alsace, qui en tirent des revenus pour les dépenser ailleurs, et qui y sont non seulement étrangers, mais impopulaires. Les « princes possessionnés, » comme on les appelle, détiennent un sixième du territoire, sont exempts d'impôts, et ne contribuent ni directement, ni indirectement, aux charges publiques. On le leur reproche aigrement. A la veille de la Révolution, on les accuse de toutes parts d' « accaparer l'argent de l'Alsace sans servir en rien l'Alsace. » La « Commission intermédiaire, » nommée par l'Assemblée provinciale d'Alsace en 1787 pour « préparer tous les objets qu'elle croirait utiles, » ne craignit pas de se faire l'écho de ces plaintes. Et quand, après la nuit du 4 août, ces princes possessionnés protestent contre l'abolition de leurs droits féodaux, ils soulignent leur qualité de parasites et portent

eux-mêmes le dernier coup à l'Ancien Régime de l'Alsace. L'intervention de l'Empereur en leur faveur est une des causes de la guerre entre la Révolution et l'Europe, et c'est pourquoi l'Alsace a pu voir avec raison dans cette guerre nationale une guerre qui était un peu la sienne, une guerre où elle combattait pour sa propre cause. Quand l'Alsacien Kellermann arrête les Prussiens à Valmy, il sauve à la fois sa grande et sa petite patrie.

Il y a là une des raisons, — peut-être insuffisamment mise en lumière, — de la conquête morale de l'Alsace par la France. Un comte de Ribeaupierre, par exemple, est quelque chose en Alsace, quelque chose de consacré, de respectable, de sympathique. On le trouve dans son château de Ribeauvillé. Quand son héritage passe à un gendre, le comte palatin de Birkenfeld (1673), le lien traditionnel se relâche, et il se relâchera davantage à chaque génération. En 1789, le prince Maximilien, duc de Deux-Ponts, comte de Ribeaupierre, futur roi de Bavière, ne se soucie plus de ses domaines d'Alsace que pour les hypothéquer. Il commence même à dévorer son bien quand il n'en est encore que l'héritier présomptif. « Le prince Max était un bourreau d'argent, dit Mme d'Oberkirch. Le roi Louis XVI avait payé ses dettes, et il en faisait toujours de nouvelles. » Il a des courtiers à l'affût des capitaux à placer. Il a déjà donné en gage son comté de Ribeaupierre du vivant de son père (1782). Des lettres patentes de 1781 l'autorisent à emprunter un million sur ses terres de Basse-Alsace. On se plaint même qu'il n'y en ait que pour lui. Le duc de Wurtemberg, autre possessionné de marque, embusqué à Montbéliard, est à la recherche de 15 000 livres en 1782, et ne les trouve pas. Le cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg, est également criblé de dettes et, lui aussi, ne réside guère dans sa province.

Il n'en allait pas ainsi un siècle auparavant. Encore en 1718, l'intendant signale que le comte de Hanau vient de séjourner six mois dans ses terres d'Alsace et y a dépensé les 250 000 livres de rente qu'il en tire. Les possessionnés, en perdant contact avec l'Alsace, ôtent toute raison de durer aux vieilles coutumes de l'époque du Saint-Empire. Ils ont travaillé à s'éliminer; ils ont simplifié la situation: ils ont préparé l'unification de l'Alsace à laquelle ils étaient le principal obstacle. Quand il fallut constituer des districts, en application de l'Édit royal du

22 juin 1787 qui organisait des Assemblées provinciales partout où il n'existait pas d'États, on engloba pêle-mêle dans ces nouvelles subdivisions territoriales tout ce qui faisait partie d'un même ensemble géographique. C'était faire table rase de tout le chaos féodal et impérial. Il en fut de même quand furent créés les bailliages électoraux pour les États Généraux : on groupa les districts deux par deux. Les vieilles divisions, à partir de ce moment, apparaissent à tous comme des survivances sans objet, et les réclamations des princes possessionnés tombent dans le vide. L'œuvre d'unification de l'Alsace, ainsi accomplie comme par prétérition, s'affirmera et se complétera pour le reste en même temps que l'unité française, de la nuit du 4 août à la Fête de la Fédération. L'Alsace unifiée entrait librement et joyeusement dans l'unité française. « Au sein de l'unité française, écrit M. Ch. Pfister, l'unité alsacienne s'était faite. »

L'Alsace avait terminé son évolution, l'Alsace était française, non plus par un traité, mais de sa libre volonté. Elle était française, sans avoir été francisée au sens brutal du mot. L'Alsace n'était pas assimilée; elle ne cessait pas d'être alsacienne, elle l'était même plus que jamais, et n'avait ni à s'en cacher, ni à s'en excuser. Elle n'était francisée que dans la mesure, — d'ailleurs extensible, — où il était nécessaire et suffisant qu'elle le fût pour se sentir pleinement française. L'Alsace gardait sa physionomie : ce n'est pas l'écorce, c'est le cœur qui a pris les couleurs françaises. « Ils parlent en allemand, mais ils sabrent en français, » disait Napoléon.

Tel est le terme de ce long enfantement de l'Alsace française, œuvre patiente du temps, de l'esprit de race, de bienfaits qui n'exigent pas la reconnaissance comme un dû, de la communauté d'aspirations vers un idéal de justice et de liberté. En dégageant l'Alsace de son féodal maillot d'arlequin, la France lui a permis de courir à ses destinées. Malheureusement, le cours des destinées normales de l'Alsace a été interrompu par un retour offensif de l'ennemi séculaire. Une fois de plus, la barrière du Rhin a été forcée, et notre marche frontière violentée par l'envahisseur. En dépit de l'union persistante des cœurs et des esprits, les deux lèvres de la déchirure, après quarante-quatre ans, ont besoin d'être rapprochées par des mains

expertes et légères. Nous aurons à restaurer, à « réadapter » cette Alsace qui nous revient meurtrie, et d'autant plus digne de sollicitude qu'elle est une de ces « éternelles blessées » de l'histoire auxquelles coûte cher l'honneur d'être en avant-garde. Sachant comment elle est devenue française sous l'Ancien Régime, rendons-lui aisé le retour au foyer. Qu'elle se sente chez elle en reprenant sa place parmi nous. C'est d'ailleurs ce que le général Joffre lui a promis dans la visite qu'il lui a faite. Nous n'avons à lui demander aucun sacrifice de sa personnalité provinciale, elle n'en demande aucun à notre unité nationale. Certes l'Alsace, remarque M. Vidal de la Blache, avait déjà le sentiment de son unité, alors même qu'elle était politiquement dispersée en « robustes individualités urbaines, villageoises ou régionales, » férues de leur autonomie; mais elle n'a pleinement joué son rôle et réalisé sa personnalité qu'en retrouvant les autres membres de sa famille française. L'Alsace moderne ne serait pas ce qu'elle est, tout ce qu'elle est, si elle n'était pas l'Alsace française. Elle le sait. Et c'est pourquoi l'attachement de l'Alsace pour la France a, plus que dans toute autre province, quelque chose de l'amour filial qu'on éprouve pour une mère, — la mère patrie.

A. Albert-Petit.

LE
PASSÉ DE L'ONCLE JEAN

PREMIÈRE PARTIE

I

Mon journal.

Ce matin, à l'heure où l'herbe rafraîchie garde, sous les gouttes de rosée nocturne, un vague parfum de menthe et de violettes, je traversai la pelouse qui s'étend des deux côtés de l'avenue, jusqu'au pied de la vieille maison ancestrale que nous habitons.

— Joscelyne!... Joscelyne!... appelle tout à coup une voix que je reconnais bien.

Debout sur le seuil de sa porte vitrée, mon oncle Jean du Montal me faisait signe d'entrer dans son *studio* de prédilection.

Je m'empresse de déposer sur le rebord de sa fenêtre la brassée de roses que je venais de cueillir : des roses couleur chair qui fleuraient l'aurore et chantaient l'été, des roses idéales que mon oncle ne vit seulement pas, s'étant déjà replongé dans ses matinales occupations.

— Vous permettez, Josette?... me dit-il, je termine à l'instant la classification de mes catégories...

— De grainages?... je les connais toutes ou à peu près, surtout celles qui concernent les diverses espèces de froment...

et d'une traite, j'épelai en comptant sur mes doigts : blés *barbus*, blés *poulards*, blés *épeautres*, *d'Australie*, *de Smyrne*, *de Pologne*, *d'Astrakan;* blés *durs*, blés *tendres*, blés *vêtus*, de *miracle*, de *douro*, d'*esturgeon*... ouf!!... et pendant que mon oncle Jean riait malgré lui, Joscelyne Oswald, une petite personne, pas toujours très sérieuse, — convenons-en, — mais qui pourtant sait l'être quand il le faut, se glisse de droite et de gauche, met son doigt sous les gouttelettes d'eau de rose que distille le *serpentin* vermeil de l'alambic de cuivre, soulève le couvercle en verre des graines et des plantes sèches, puis en arrêt devant une panoplie originale :

— Oh! les jolies cravaches! s'écrie-t-elle.

— Quand vous aurez fini de vous agiter, Joscelyne, reprend l'oncle Jean de sa voix grave, et que vous viendrez vous asseoir là, à côté de ma table de travail, comme une jeune fille bien sage... nous causerons sérieusement.

D'un bond, je fus à son bureau, où je m'accoudai le menton dans ma main, assez perplexe devant son air préoccupé.

— Parlez, je vous écoute, lui dis-je. Vous voyez, je suis immobile comme une image!

— Eh bien! mon enfant, je déplore, et de plus en plus, la vie maussade qui vous est faite à la Chastagne, entre une grand'mère paralytique, et le vieux garçon maniaque et bizarre que je suis devenu...

— Vous vous calomniez!... interrompis-je vivement.

— Non seulement je ne me calomnie pas, mais je me connais mieux que personne... C'est la faute de la destinée dont le moulage cruel déforme certaines natures faites pour la vie heureuse!... Vous, Josette, c'est bien différent : tout enfant, vous avez eu vos épreuves, celles qui, hélas! arrivent à bien d'autres; celles que la jeunesse et le bonheur doivent réparer. Voilà pourquoi je suis peiné vraiment de la vie grise et trop fermée que vous avez ici, et qu'il faut à tout prix interrompre.

— Pourquoi interrompre?... Pourquoi voudriez-vous changer une vie qui me plaît mieux que toute autre? D'abord, j'adore la Chastagne, moi!... Ses vieux murs couverts de lierre, ses prairies, sa flore sauvage, et ses fleurs rares que vous faites éclore... Les champs d'orge, d'avoine, de blés aux épis verts, aux épis blonds... Les vieux saules du rivage, les roches crevassées et tordues qui ont de loin des airs de naïades et de

faunes verdâtres, penchés sur les eaux du Tarn... Vous n'avez jamais étudié votre rivière, mon oncle? Elle est tantôt rouge sous le soleil, tantôt mauve sous les étoiles, et si attachante à contempler!...

— Vous avez en vous l'âme d'un peintre et d'un poète, ma chère Joscelyne!...

— C'est-à-dire que j'aime de cœur et d'âme notre maison, et tout ce qui l'entoure. J'aime tout ce qui est réel et non fictif... ce qui n'est pas toujours le fait du poète, ni parfois du peintre... avouez-le?

— Je l'avoue... mais nous ne devons pas, ma mère et moi, profiter de ce culte touchant que vous avez pour nos paysages et notre vieille habitation, qui vous condamne à vivre entre nous deux, des années de jeunesse par trop étouffées, par trop monotones!...

— Entre vous deux? D'abord vous devriez dire : entre nous trois! Puis grand'mère, quoique infirme, est d'un naturel plutôt... souriant, et vous, mon oncle, si vous consentiez à être moins rêveur, moins solitaire, moins occupé de votre... *rural* et de vos cultures, si vous vous décidiez à recevoir plus souvent quelques amis, à vivre comme tout le monde!... ajoutai-je timidement, vous seriez peut-être le plus gai de tous! Vous êtes encore jeune, et moralement bien plus jeune que moi. qui suis parfois muette et sauvage comme un loup!

Il sourit d'un sourire contraint, un peu mélancolique :

— Je crois que nous changeons l'état de la question; il ne s'agit pas de moi, mais de vous, ma chère petite. J'ai eu tort, j'en conviens, de ne pas mettre un peu d'animation et de variété dans notre vie trop solitaire, non à cause de moi, mais à cause de vous.

— Rassurez-vous, mon oncle, je ne me suis pas ennuyée une minute depuis que je suis à la Chastagne, je vous le certifie! D'abord, j'ai tante Laure que vous oubliez un peu, ce me semble? Tante Laure, n'est-ce pas tout dire?

Il sourit de nouveau :

— Celle dont on parle le moins, n'est-ce pas celle à qui l'on pense davantage?... Je conviens qu'avec tante Laure pour compagne, on ne peut guère s'ennuyer. Cependant, vous ne pouvez songer à passer votre vie entre nous trois, pas plus que je ne puis songer à modifier ma manière de vivre, et à donner à notre vieille demeure l'allure un peu plus mondaine qui lui

conviendrait de droit, et de souvenirs. Il s'ensuit donc que mon devoir le plus élémentaire est de vous aider dans le choix de votre foyer futur! de vous présenter... il hésita un instant... de vous présenter un mari, par exemple?

— Un mari?... Vous voudriez me marier? Mais, mon oncle, je n'ai pas tout à fait vingt ans. Quelle plaisanterie!

Je ne savais si je devais rire ou pleurer... J'avais le cœur serré, inexprimablement! Me marier? alors que je n'y avais jamais songé moi-même, c'était ridicule, c'était fou!

L'oncle Jean fixait sur moi ses yeux couleur d'acier, au fond desquels se consume et renaît sans cesse je ne sais quelle lointaine flamme qui vous pénètre, vous enveloppe, et dont l'acuité fait jaillir, d'une petite âme fermée comme la mienne, la vérité qu'il lui demande.

Je n'aurais jamais pu mentir à l'oncle Jean! ni surtout me poser en rébellion ouverte; mais n'ayant rien à dissimuler, je me laissai dévisager tranquillement. Je pris même le parti d'en rire, et, l'interrogeant :

— Alors, vous avez un candidat à me proposer?

— J'en ai un, en effet, qui nous semble réunir de bien sérieuses qualités à une jolie fortune, et qui possède vraiment les principaux avantages que nous désirons pour assurer votre bonheur!

— Mais, c'est fort bien, tout cela... très avantageux, en vérité! Et... le nom de cet admirable candidat à qui vous voulez confier le soin de mon existence?

— Ne raillez pas, Joscelyne, je vous en prie. Il s'agit de Noël Quinault, notaire à Rabastens.

Un éclat de rire fusa de mes lèvres à demi fermées, et les notes qui s'en échappèrent, quelque peu hoquetantes, me semblèrent faire écho dans le cabinet de travail, et s'allonger... s'allonger autour de nous indéfiniment!

Tout en riant, j'avais envie de pleurer; oh! bien envie!... Et je sentais même, sur mon visage, ruisseler des larmes.

Lui m'entendait rire, mais ne me regardait pas; le front dans ses mains, il reprit d'une voix impatiente :

— Il ne me paraît pas que, dans cette pensée de mariage, il y ait quelque chose de risible. Noël Quinault est un charmant garçon. Son physique n'a rien de très caractéristique, j'en conviens...

— Si, son nez!... Le contraire du mien. Les deux pôles!... L'attraction des deux pôles, me direz-vous?... C'est une découverte intéressante, mais déjà faite!

L'oncle Jean haussa les épaules :

— En attendant, c'est un garçon fort intelligent, très travailleur, et qui est en train de doubler sa fortune!

— De mieux en mieux!... Ce soir, je vais gagner tous les *quines* du loto, avec tante Laure et grand'mère! A propos de grand'mère, ajoutai-je, refoulant mes larmes et reprenant mon sérieux, vous savez qu'elle est imbue d'idées aristocratiques, tout à fait rétrogrades? Elle n'a jamais franchement accepté que ma pauvre maman soit devenue Mme Carle Oswald, après s'être appelée Sabine de Kersables...

— Peut-être... Mais il y avait surtout cette pensée d'éloignement, qui la bouleversait et lui faisait accepter difficilement ce mariage. Il est préférable, en effet, qu'une jeune fille ne s'éloigne pas de sa famille, ni de son pays; il faut surtout se défier des mariages d'inclination; ils réussissent rarement. Quant aux idées aristocratiques de ma mère, ne vous en préoccupez pas, Josette, car cette proposition de mariage semble la satisfaire entièrement ; elle s'est rendu compte que les Quinault de Saint-Mart sont issus d'une race ancienne et connue en Albigeois. Toutes leurs alliances sont fort distinguées... Parlez-en avec elle, qui est très au courant, puisque nous en avons causé ensemble.

— Déjà?... fis-je d'un ton qui aurait voulu être un reproche. Car je ne pouvais plus dissimuler, sous une attitude plaisante, l'angoisse qui m'étreignait insensiblement.

— Il le fallait bien, avant de vous en parler! Mais peut-être que le notariat vous est antipathique? ajouta-t-il, voyant que je ne répondais pas. Si cela est, il sera facile de vendre l'étude, lorsque vous aurez trouvé une situation plus... élégante, plus conforme à vos goûts.

— Je vous en prie!... Je vous en prie! balbutiai-je, n'insistez pas davantage! L'étude Quinault m'est absolument indifférente ; l'étude... et le notaire... par-dessus le marché!

Il me regarda, étonné, sans me voir probablement...

— Vous parlez comme une enfant, Joscelyne ; savez-vous quel est le chiffre de la fortune des Quinault de Saint-Mart, immeubles et valeurs?

J'eus un mouvement irréfléchi de fureur et de désolation. Je lui criai dans les oreilles :

— Je vous dis... Je vous dis que tout cela m'est indifférent!... Et je vous prie de ne m'en plus parler. Vous êtes donc bien pressé de vous débarrasser de moi, oncle Jean?

Et des larmes chaudes, que je ne pouvais plus retenir, jaillirent de mes yeux, détournés des siens... Il tressaillit, prit mes deux mains, les caressa un instant sans mot dire. Je n'osais encore le regarder, mais je sentais levée sur moi l'autorité de son regard dominateur et tendre :

— Ne pleurez plus, Joscelyne... ne pleurez plus, je vous en conjure!

Et sa voix prenait malgré lui des inflexions émues qui adoucissaient singulièrement ma peine.

— C'est peut-être trop tôt, en effet. Et n'êtes-vous pas encore trop jeune pour vous entretenir de choses aussi graves? Je voulais vous assurer un avenir heureux et riche; c'était mon unique pensée. Ma chère enfant, la vie a été dure pour moi et pour les miens, décimés avant l'âge! Ma mère, à la suite de douloureux chagrins, est restée dans l'état maladif où vous la voyez aujourd'hui. Lorsque ma cousine Laurence de Kersables vous ramena de Philadelphie, il y a près de huit années, toute blanche et rose dans vos vêtemens de deuil, il nous parut qu'un rayon de soleil et de joie éclairait tout à coup les murs assombris de notre vieille demeure! Vous avez mis dans notre vie découragée un espoir, un but sur la morne étendue de notre sombre route. Et là où l'on ne riait plus jamais, le sourire est revenu. Comment ne devinez-vous pas, Josette, que, vous partie, il fera nuit dans la maison, et bien gris dans notre âme?...

Pendant qu'il me parlait et que ses yeux contemplaient mon insignifiant petit visage tout mouillé de larmes, je me sentais de plus en plus rassérénée. Ce que j'éprouvais au dedans de moi était pareil à ce calme délicieux qui suit l'orage...

De son côté, Jean du Montal avait repris l'attitude froide et préoccupée qu'il avait avant mes larmes. Les émotions, chez lui, ne durent guère, on les constate... il s'est déjà ressaisi!

— Une dernière fois, mon enfant, réfléchissez!... insista-t-il encore, de sa voix de basse chantante : vous vous marierez un jour, qui peut-être ne sera pas lointain; en Bretagne, les quelques parens qui nous restent n'ont pas oublié votre exis-

tence, on vous croit riche. A Toulouse, dans les cours que vous suivez sous l'égide de Mlle Darnoy, on vous connaît aussi... Or, comme il n'y a pas de parti pour vous à Rabastens, à Saint-Maurice, ni même à Albi, je ne le crois pas, vous vous marierez donc loin de nous. Réfléchissez... Le bonheur passe! Ne faudrait-il pas le saisir? Ce sera triste pour nous, très triste, mais du moins nous ne vous verrions pas disparaître; vous resteriez dans le cercle rapproché de notre affection... Réfléchissez, Joscelyne, je vous en prie. Cette heure est vraiment grave.

— C'est tout réfléchi, mon cher oncle, répondis-je fermement : je ne veux pas me marier!

Il me considéra avec stupeur, mais une sorte d'allégement détendit son visage.

— Voilà une singulière petite fille, murmura-t-il comme se parlant à lui-même... Très singulière, en vérité, et qui vous a des réflexions de femme faite. Au fond, vous êtes plus enfant qu'on ne l'est à votre âge. C'était trop tôt, en effet, vous parler d'un changement de vie aussi sérieux. Nous verrons plus tard... Mais que vais-je répondre à cette famille qui vous désire si vivement?

— Que je suis très honorée, que je les tiens tous en très haute estime, mais que je n'ai encore pour le mariage aucune vocation!... Et puis... zut! pour Noël Quinault, et zut! pour les Saint-Mart passés et présens!... Vous ne m'en voulez pas, mon cher oncle?

Il me considéra de nouveau et sourit de ce sourire énigmatique qui lui est particulier. Par deux fois, d'un hochement de tête, il sembla me dire : non... non... je ne vous en veux pas, et se remit à classer ses graines.

L'entrevue est terminée.

Que de fois, j'ai songé à la mélancolie que renferme le mystère de ce sourire! Que de fois je me suis demandé quelles pensées secrètes, quels souvenirs impénétrables des années disparues s'y dissimulent sournoisement?

II

Au dehors, la matinée attiédie berce de quiétude le tourment momentané de ma pensée, tandis que je descends lentement la pente conduisant à la rivière, sous la réverbération du soleil

automnal, qui semble, sur mon chemin, tout revêtir d'or. Je contemple à son tour le vieux manoir de la Chastagne, coquettement posé à mi-côte, sous l'ombre familière de ses platanes et de ses charmes. La grisaille de ses murs est éclairée et en fête, sous les touffes de roses montantes et de chrysanthèmes, qui décorent la pierre fruste de la magie de leurs nuances, et de l'enlacement de leurs tiges aux pétales échevelés.

Moitié courant, moitié songeant, je suis les jardins en terrasses, bordés de briques ajourées, et de buis à l'amère senteur, qui vont zigzaguant jusqu'au bord du Tarn, jusqu'à ce rivage pittoresque dont mon âme est sans cesse saisie!...

Voici le saule au tronc noueux qui s'ouvre comme un fauteuil rustique sous l'ombrelle des branches aux feuilles effilées... Mon vieux saule! dont les racines semblent vivre et chanter comme une mandragore sous la caresse de l'eau qui bruit avec mes pensées... O mon rivage! O ma rivière à l'eau changeante! Je voudrais ne jamais vous quitter! C'est surtout vos bords tourmentés que j'aime. Du plus loin où ma vue se porte, je n'aperçois que rochers verdâtres, aux formes convulsées : les uns couverts d'une flore inconnue au feuillage traînant, les autres surmontés de ruines bizarres, restes de tourelles gothiques, de vieux moutiers aux clochetons détruits. Et peu à peu, la rivière creuse son lit plus profondément, et, à mesure que l'eau descend plus bas, ses bords paraissent monter plus haut. Puis, au delà du talus géant, des cottages qui verdoient s'élèvent au milieu de leurs blondes frondaisons, tandis qu'au-dessous, parfois le roc s'entr'ouvre, dessinant l'ouverture de grottes mystérieuses, barrées de portes solides, et percées de minuscules fenêtres grillagées de fer. Des lierres et des fleurs d'ajoncs les enguirlandent; de loin en loin, des touffes de *violliers* (1) orange sortent à même du roc comme d'une urne sombre; et c'est une joie pour les petits, de grimper les cueillir, car des familles entières de nomades et de pêcheurs habitent ces singulières demeures, surtout le printemps et l'été. Vides maintenant, elles n'ont plus que leurs guirlandes vertes, et encore leurs *violliers* fleuris qui se reflètent dans l'eau changeante. Cette diversité de teintes répond à mes impressions d'âme; et comme il est convenu que je garderai

(1) Nom local de la giroflée des murailles.

longtemps, si ce n'est toujours, cette liberté qui m'est si précieuse, et que je ne quitterai jamais la Chastagne : l'onde calme est bleutée comme le ciel!... Et me voilà au pied du saule pleureur, qui n'est pas seul à laisser traîner dans l'eau la frange de ses branches : un bout d'écharpe mauve s'y plonge consciencieusement, et j'aperçois tante Laure, confortablement installée sur mon fauteuil rustique. Tout doucement je la considère, la voyant de profil, sans qu'elle puisse m'apercevoir. Laurence de Kersables doit avoir tout près de quarante-quatre ans, mais ne les paraît pas : sans s'en douter, elle sait faire oublier bien vite la masse de fils d'argent qui pâlissent ses cheveux dorés et le ton un peu terni de son fin visage; car on ne voit d'elle que ses grands yeux verts, brûlés de mélancolie, dont le doux regard, si l'on a du chagrin, vous console, et surtout vous attache! En contemplant sa taille frêle que semble bercer d'un rythme égal le balancement des branches, je songe à la silhouette irréelle de Gwendoline, l'une des plus poétiques héroïnes d'Ossian!

— Bonjour!... tante Laure! — Et je sors tout à coup d'un massif fleuri de genêts d'Espagne, au milieu duquel je m'étais dissimulée. — N'est-ce pas qu'on est bien dans notre saule pleureur?

— Dans *ton* saule pleureur? reprit-elle, surprise. Oh! délicieusement! Mais j'allais rentrer... Reprends vite ta place, *my dear little girl!* car tu aimes ce coin de rêve autant et plus que moi.

— Un peu moins que vous, en vérité. Vous savez que ma promenade favorite est de longer le ruisseau du moulin des Pierreux? Ici, ce n'est pas une promenade, c'est une sieste! Si vous saviez le joli tableau que vous faites, enfouie sous ces branches, avec votre écharpe mauve qui trempe dans l'eau? Vous avez l'air d'une ondine qui va bientôt replonger dans son fleuve. Ne partez pas, tante Laure, restez encore sur la terre pendant que j'y suis! Et, m'asseyant à ses pieds, je posai ma tête sur ses genoux.

— Tu es une gentille enfant, Josette! murmura-t-elle en me caressant les cheveux.

— Saviez-vous, ma tante, fis-je en l'interrogeant du regard, que l'oncle Jean voulait me marier?

— Évidemment, je m'en doute un peu...

— Vous savez avec qui, alors?

— Avec le fils de l'ancien notaire : M. Quinault de Saint-Mart! Tu étais la seule à ne pas t'en douter. Dans le pays, tout le monde en parle!

— C'est-à-dire que, de Rabastens à la Chastagne, ce jeune notaire rendrait processives les pierres du chemin! Il a toujours des affaires de nos côtés... Heureusement qu'un refus net et catégorique réduira à néant toutes les bonnes langues du voisinage.

— Réfléchis bien, ma chère enfant, avant de refuser un si excellent parti. Crois-en mon expérience de la vie seule, — et sa voix faiblit légèrement, — si tu ne trouves pas mieux, tu le regretteras.

— Je n'ai pas la prétention de trouver mieux, j'ai eu seulement la résolution de refuser.

— Tu as grand tort, Joscelyne! Il n'y a que du bien à dire sur ce jeune homme et sur sa famille.

— De grâce, ma chère tante, épargnez-moi le panégyrique de M. Quinault, de ses ancêtres, et de son notariat. Laissez-moi jouir de ma vie telle qu'elle m'est faite, telle que je l'aime, telle que je la veux... Et puis... n'en parlons plus, sans quoi je croirais que vous vous êtes donné le mot, avec votre cousin, pour vous débarrasser de moi.

— Méchante! Tu ne penses pas un mot de ce que tu dis, heureusement...

— *Yes! I do'nt, my dear aunt Lancy* (1), lui déclarai-je avec tendresse. Mais, me direz-vous pourquoi l'oncle Jean pense à marier les autres au lieu de se marier lui-même?

— Il eût fallu y songer plus tôt, répondit-elle évasivement; il a pris maintenant des habitudes de vieux garçon auxquelles il renoncerait difficilement... et, d'ailleurs, ne souhaitons pas qu'il se marie, Josette!

— Pourquoi, ma tante?

— Sans lui, que deviendrions-nous?

— Oh! m'écriai-je, me sentant rougir : si je croyais être une charge pour grand'mère et pour son fils, je partirais à l'instant même!

Ma tante de Kersables m'embrassa tendrement :

(1) *Lancy* : diminutif de Laurence.

— Pauvre chérie, *poor darling!* Ce n'est pas du tout ce que j'ai voulu dire! Nous n'avons, toi et moi, qu'une bien petite fortune, mais elle est suffisante pour nous permettre de vivre sans le secours d'autrui. Cependant, crois-en mon expérience, deux femmes seules sont toujours exposées au mauvais vouloir, aux vexations des uns et des autres; nous avons besoin des conseils de Jean, de son soutien moral, de son affection. Si, au milieu de nous quatre, si unis, pénètre une femme étrangère, nous souffrirons, Josette, c'est fatal! Mais c'est là une pensée égoïste que nous ne devons pas avoir; prions toujours pour le bonheur de ton oncle, et que la volonté d'En-Haut soit faite!...

— A-t-il été heureux ou malheureux dans son passé, l'oncle Jean?

Ce fut alors ma tante Laure qui rougit vivement :

— En réalité, j'ignore quelle a été la vie de ton oncle avant mon retour en France; — je fus frappé du ton de lassitude qu'elle avait en me répondant; — tu venais de perdre ta mère, lorsque ton père me demanda de venir continuer ton éducation. Jean était absent de Bretagne, et comme il paraissait très satisfait, à cette époque, et que plus tard, au contraire, les lettres qu'il m'écrivit en Amérique étaient attristées, je suppose que, pour lui, le bonheur avait disparu, presque aussitôt qu'il avait essayé de le saisir. Après la mort de ton père et la liquidation de sa banque, je t'ai amenée en France, et je l'ai retrouvé à la Chastagne, tel que le faisait pressentir sa correspondance. Tu m'interroges souvent sur lui, mon enfant, mais je n'en sais pas davantage. Il ne faut pas être trop curieuse, vois-tu... on dit que la curiosité porte malheur!

Je baissai la tête avec confusion, tellement la réflexion était vraie!...

— Je sais que vous auriez pu épouser papa, insinuai-je timidement, si vous aviez voulu? Le chagrin l'a tué, tandis qu'ensemble vous auriez pu être si heureux!

— Ce n'est pas le chagrin qui l'a tué, mais la *fièvre jaune*, dans un court voyage entrepris pour le règlement de ses affaires. Certes, Carle Oswald fut bien malheureux, mais beaucoup par son imprudence. Ce n'était pas un brasseur d'affaires, ni un habile et courageux travailleur, il a été du reste fort mal conseillé. Quant à l'épouser? Je n'y aurais jamais songé,

ajouta-t-elle, en détournant du mien son regard; il savait d'ailleurs que ma volonté absolue était de ne pas me marier.

— Comme moi, alors, tout à fait comme moi?

— Toi?... Tu n'es qu'une enfant! fit-elle en manière de conclusion.

— Une enfant qui vous aime, tante Laure, vous qui avez été la vraie mère de la pauvre orpheline!... Et j'attirai sous mes lèvres la main frêle qui me caressait les cheveux...

Un bruit de voix et de rames nous fit tressaillir... Non loin de nous et bien en vue dans une anse minuscule, que dessinait sur l'eau un festonnement de roches aux pointes bizarres, une barque amarrait; un homme d'un certain âge, distingué d'allures, aux cheveux déjà blanchis, était assis à côté des rames, tandis que le batelier, remontant sur la berge, jetait de là son filet. Aux pieds de l'homme âgé, un garçonnet de huit à dix ans, vêtu frileusement, malgré le soleil encore chaud d'automne, s'amusait à pêcher à la ligne. De longues boucles blondes, d'un blond pâle, couleur de lin, s'échappaient de son béret en laine blanche des Pyrénées. A l'autre bout du bateau, deux femmes causaient entre elles, en fabriquant une légère dentelle au crochet. De l'une, nous n'apercevions que la jaquette verte, et des torsades de cheveux roux, sous son chapeau de simple paille tressée; nous la voyions de dos, tandis que nous avions en face l'autre jeune femme qui, ayant enlevé sa *charlotte* en mousseline, pour replacer dans ses lourds cheveux noirs son peigne d'écaille, nous montra un beau visage, à l'ovale allongé et aux traits purs de déesse pâle; elle était vêtue de vêtemens sombres, mais l'on apercevait la minceur excessive de sa taille, faisant opposition à l'ampleur des épaules et de la gorge; ployée avec grâce sur le rebord de la barque, elle laissait traîner une de ses mains dans l'eau, et, de l'autre, elle promenait sa lorgnette sur le paysage.

— Père? s'écria-t-elle tout à coup : regardez du côté que je vous indique... Tenez, voilà la lorgnette, regardez donc!...

Nous eûmes la crainte qu'il ne fût question de nous, et nous nous dissimulâmes plus parfaitement sous le rideau des branches pleureuses. Il était d'ailleurs impossible de nous apercevoir. L'enfant poussait des cris de joie : un carpillon de belle allure frétillait au bout de sa ligne! On déposa son butin au fond de la barque; le père ou le grand-père amorça de nou-

veau et fut s'asseoir auprès des deux jeunes femmes; la lorgnette en main, il contempla le paysage...

— Là!... tout près, c'est le château, indique la dame brune en baissant la voix, et leurs paroles se perdirent... Soudain, elle se dresse debout, raidie en un geste d'effarement :

— C'est lui!... lui!!! s'écrie-t-elle. Et sa belle main à courbure élégante désigne de nouveau un point de l'horizon que nous ne pouvons distinguer, ne l'ayant pas en face de nous.

— Oh! père! père!... dit-elle aussitôt, partons, partons vite...

Et il nous sembla que sa voix, tremblante, ajoutait :

— J'en meurs!...

Lui soupirait, considérant l'horizon d'un air pétrifié.

Mais la petite dame rousse avait attiré à elle la grande jeune femme brune, la forçant à se rasseoir et entourant sa taille d'un bras affectueux :

— Tu es folle, ma chérie, disait-elle.

Puis, comme ils se parlaient bas, tous les trois, leurs têtes rapprochées, nous ne pûmes rien entendre. Soudain, la barque oscille et se détache; le batelier venait d'en ressaisir les rames.

— J'ai pris deux poissons, lui dit le garçonnet, et des beaux!

— Il faut filer à l'instant, commanda le grand-père, je crains que le petit ne prenne froid.

Et tout aussitôt le bateau s'en va, laissant derrière lui dans le soleil, un remous troublé, aux reflets pourpres... emporté par le courant au fil de l'onde, notre œil ne pouvait déjà plus le suivre, et d'ailleurs les méandres de la rivière ne nous le permettaient plus. Ainsi disparut la barque mystérieuse, petit navire de paille, poussé au large par le vent de la destinée... Nous restâmes un long moment silencieuses, intriguées et émues par l'étrange rencontre!

La cloche familiale, sonnant le déjeuner, interrompit notre rêverie.

— Déjà! murmura tante Laure, ramenant autour d'elle l'écharpe de gaze enroulée aux branches.

— Déjà! fis-je pensivement, comme dans un écho.

Sans nous presser, nous remontâmes les allées en lacets du jardin en terrasses.

— Quels sont ces gens? pensais-je tout haut. D'où viennent-ils? Où vont-ils?

— Où donc ai-je vu ce visage? s'interrogeait ma tante de son côté. Où donc?...

— Vous allez encore dire que je suis trop curieuse, interrompis-je timidement : vous êtes tous nés en Bretagne, n'est-ce pas? excepté moi qui suis Américaine?

— Dis : créole.

— Créole? soit! C'est plus poétique... Eh bien! vous possédez en Bretagne votre propriété de Kersables, et l'oncle Jean, son vieux château de Locmenhir, où il retourne chaque printemps avec amour...

— Il y est bien obligé, puisque c'est lui qui gère ces deux terres assez importantes, et qu'il en a assumé sur lui toutes les charges.

— Sans doute que ça lui fait plaisir de les assumer... Il n'est pas à plaindre! surtout si ces dames sont... des amies de Bretagne?...

Tante Laure se mit à rire; ça finit toujours ainsi entre nous...

— Je crois qu'il n'a aucune amie là-bas, m'affirme-t-elle sérieusement. Tu as une imagination par trop... créatrice, ma chérie. C'est une famille étrangère venue probablement de Saint-Maurice, qui est une station de passage et d'arrêt pour plusieurs lignes du Midi.

Puis, de nouveau, elle murmura entre ses dents :

— C'est vraiment curieux... Où donc ai-je vu ce visage?

— Vous aussi, vous avez rêvé, lui dis-je à l'oreille...

Nous voilà remontées au-dessous de la dernière terrasse. Accoudé aux balustres, l'oncle Jean, avec ses cheveux drus et sa barbe fauve, où se joue l'or du soleil, avait bien l'air du chevalier Phébus de la légende... Et comme, jusque-là, j'avais marché les yeux baissés, il m'apparut si inopinément que je m'écriai malgré moi, me sentant prise d'une terreur irraisonnée :

— Lui!... Lui!...

Sans m'en rendre compte, j'avais redit, et presque avec la même intonation, les deux mots que la belle dame brune venait de prononcer!

III

Depuis que, sur les eaux pourprées du Tarn, disparut à nos yeux le bateau fantôme, dont l'énigme ne me fut jamais expliquée, nos jours s'écoulent à la Chastagne, paisibles comme ces jours de novembre que nous traversons, appelés : *l'été de la Saint-Martin*, parce qu'ils sont emplis encore des teintes adoucies et ensoleillées de l'été véritable. Jours délicieux et rares ! Mais empreints de mélancolie, parce qu'ils vont bientôt finir, et que l'hiver sera là, qui nous guette et nous paralyse !

Grand'mère éprouve comme moi l'ivresse du soleil d'automne ; mais elle préfère au soleil couchant, que je trouve adorable, les chauds rayons de midi. C'est pourquoi, après son déjeuner, elle fait ouvrir une de ses fenêtres qui donne sur les pelouses encore vertes, et sur les touffes de chrysanthèmes qui épuisent leurs teintes décadentes en nuances de plus en plus délicates et bizarres... Et là, à demi couchée dans ses oreillers de dentelles, enveloppée dans sa douillette de satin, sa fanchon de laine mauve sur la masse ondulée de ses cheveux blancs, elle semble se baigner toute dans les effluves du bon soleil méridional, tandis qu'un grand feu flamboie quand même, dans la haute cheminée de sa chambre.

Elle a dû être très jolie, grand'mère, alors qu'elle s'appelait Françoise de Locmenhir, marquise de Kersables : blonde, avec des yeux aussi noirs que le jais qui étincelle sur sa robe...

Une habitude que j'aime est celle de lui faire chaque jour sa lecture : *la Vie des Saints*, — *la Croix du Tarn*..., ça ne varie guère ! Parfois, quelques pages d'un roman anglais oublié parmi ses livres de jeune fille, dont elle possède ici une partie, — l'autre est restée en Bretagne, — et ces pages nous promènent paisiblement de chasses en chasses, de pâtés de venaison en autres comestibles alléchans ; et lorsque l'habitante de la tour hantée et le chevalier inconnu, après de terribles péripéties, sont enfin mis en présence, les autres héros se rassérènent vite, devant le samovar fumant et les galettes toutes chaudes...

Cependant, en face du ciel si clair, du soleil limpide, qui rose et dore la campagne d'automne, grand'mère a un vrai scrupule de me retenir aujourd'hui dans sa chambre. Je commence cependant ma lecture quotidienne.

— Ne deviez-vous pas aller à Rabastens? interrompt tout à coup la chère voix dolente, un peu impérative parfois.

— Je ne crois pas, grand'mère, tante Laure a un travail pressé à finir.

— Eh bien! tu iras seule avec ton oncle. Vous y verrez votre amie Marcelle Darnoy, à moins que vous ne préfériez aller jusqu'à Toulouse? Ici nous sommes un peu graves pour ta jeunesse, et je voudrais te voir enfin jouir de la vie de ton âge, et secouer plus souvent la mélancolie des êtres et des choses qui entoure les vieilles demeures comme la nôtre!... Ensuite le soleil s'éteint, l'hiver arrive...

— Et plus tard, c'est trop tard! remarque tout bas l'oncle Jean, qui vient chaque jour écouter la lecture du journal dans la chambre de sa mère.

Il s'assied au pied de la chaise longue, pressant dans les siennes la main affaiblie, aux veines trop saillantes, mais si fine, si aristocratique encore! Et, dans un respect attendri, il courbe sa haute taille pour y poser ses lèvres. Je lis d'un œil, de l'autre je les regarde : lui, si grand et si fort, avec des gestes ouatés et précautionneux, comme s'il avait peur de briser les frêles mains et les épaules qu'il emprisonne de son bras robuste; elle, pauvre vieille femme, dont la paralysie progressive épuise lentement les forces, le considérant de ce regard ardent qu'ont parfois les mères, inimitable dans sa tendresse sans limites!

Et c'est là sa grande beauté : cet amour maternel qui l'auréole toute! C'est la beauté qui demeure quand l'autre est partie!

— Mon cher fils, insiste-t-elle, il faut que cette enfant sorte davantage; elle a une petite figure toute pâlotte... aujourd'hui, le temps est idéal. Prenez l'auto et faites une longue promenade au bord du Tarn? le soleil et le grand air sont si bons quand on peut en jouir!

Et comme nous résistons, ne voulant pas la laisser seule, elle appuie sur un timbre électrique placé à ses côtés :

— Priez Mlle de Kersables de venir auprès de moi et d'apporter son ouvrage, dit-elle à la femme de chambre, tandis que nous congédie son regard d'autorité et de tendresse.

IV

Malgré la glace de l'auto qui intercepte suffisamment en cette saison les brises automnales, l'oncle Jean redoute pour moi l'air qui fraîchit, à mesure que le soir s'avance, et m'enveloppe dans un plaid écossais, avec des précautions quasi maternelles.

Cette promenade est une griserie des yeux, un bercement de la pensée...

Nous ne causons pas. Dans la vitesse qui emporte comme un tourbillon de vie, la parole est oiseuse ; elle bruit à l'oreille, semblable à des battemens d'ailes qui décroissent dans l'infini de l'air traversé. Les routes défilent toutes blanches, entre les coteaux de vignes jaunies; d'autres sont bordées d'ormeaux, dont quelques feuilles, déjà mortes, tombent sur nos visages. Puis nous contournons des roches grisâtres, surmontées de vieilles ruines, à demi recouvertes d'un échevèlement de plantes grimpantes. Nous apercevons des cimetières encore fleuris comme des jardins ; d'humbles hameaux, de pauvres clochers d'églises, des villas souriantes, entourées de roses et de figuiers mûrs, et cela donne au vol l'illusion d'un perpétuel printemps.

Un dernier tournant de collines rocheuses, et le Tarn apparaît moiré de rose, dans son décor abrupt, si pittoresque sous le soleil couchant.

— Si vous arrêtiez l'auto, mon oncle ? lui demandai-je timidement... Ne trouveriez-vous pas délicieux de nous promener un peu sur cette route, et de descendre au bord de l'eau ?

— Je ne demande pas mieux, Josette, puisque cela vous fait plaisir.

Il met pied à terre, me tendant les bras, et, pendant quelques secondes, je m'appuie sur son cœur..., le cœur de l'oncle Jean!... dont j'aurais tant voulu pénétrer le mystère...

Il me déposa tout étourdie, un peu oppressée, sur la route...

Nous marchâmes côte à côte, n'entendant autour de nous que le bruit d'une chaussée lointaine, et le clapotis de l'eau contre les blocs de granit, sombres geôliers de ce rivage. Pourtant, j'aperçois un coin plus ensoleillé, un enfoncement de

roc avec de la mousse et des fleurettes oubliées par l'été disparu.

Aussitôt, je voulus m'y asseoir. Il y avait deux places, à vrai dire un peu étroites ; pour y arriver, il fallait suivre, à même le rocher, une sorte d'escalier glissant et difficile. De nouveau, l'oncle Jean entoure ma taille de son bras, et, ainsi soutenue, je m'y trouve assise sans qu'il ait desserré son étreinte, sans que sa voix, sombrée tout à coup dans un peu d'émotion, ait retrouvé son timbre habituel, car il y avait à pic sous nos pieds la hauteur d'un petit abîme !

— Ne vous penchez pas en avant, Joscelyne ; si je ne vous retenais pas, vous glisseriez dans l'eau, qui est très profonde à cet endroit. Ce site est curieux à voir, sans quoi je m'en voudrais beaucoup d'avoir été ce soir plus enfant que vous-même !... De grâce, ne vous penchez pas !...

Mais il me retenait si bien que j'avais beau regarder au-dessous l'eau qui tourbillonnait, je me sentais solide et n'avais nulle crainte. J'éprouvais même une intime joie, dont la suavité m'était inconnue... Le ciel au-dessus de nous était bleu immensément, et dans le silence des choses, je voyais flotter dans l'air, et j'écoutais nos deux âmes, n'ayant plus d'âge, toutes petites..., toutes pareilles..., se parler indéfiniment ! Cela dura quelques minutes...

— Je crois que vous vous endormez, Josette ? dit soudain l'oncle Jean d'une voix moqueuse, légèrement altérée. L'air fraîchit, il est temps de regagner l'auto, surtout si vous voulez vous arrêter à Rabastens ?

— Déjà ? fis-je en rougissant. C'était si joli, ce grand soleil d'or qui se couche au fond de l'eau ! Et puis..., on était si bien !

— Trop bien ! répliqua-t-il d'un ton qui laissait percer je ne sais quelle amertume.

Soudain, d'affreux croassemens nous firent tressaillir : le bleu du ciel était noirci par un vol innombrable de corbeaux ; ils passèrent au-dessus de nous, se dirigeant plus loin, vers les montagnes rocheuses où se trouvent les Gorges du Tarn.

— Ce sont des oiseaux de malheur ! m'écriai-je, tandis que nous remontions le sentier ardu et rocailleux qui ramène à la route.

— Est-ce que vous seriez superstitieuse, par hasard ?

— Ce soir, beaucoup ! répliquai-je, sans trop savoir ce que je disais.

— Êtes-vous enfant !

Il eut un léger haussement d'épaules, mais je sentis son bras, — protection ou tendresse, — serrer affectueusement le mien ; et je songeai, non sans un peu de mélancolie, qu'un instant de joie intense comme celle que je venais d'éprouver se paierait peut-être un jour par quelque grand chagrin, je ne savais lequel, heureusement ! mais voilà que cette pensée me bouleverse pendant que l'auto roule à toute vitesse vers Rabastens. Il me semble qu'un voile tombe de mes yeux, arraché par la brise, et je me demande, non sans un secret effroi, si les sentimens de cœur que je donne à mon oncle Jean ne sont pas un peu trop vifs..., un peu trop tendres..., pour la nièce respectueuse que je devrais être ?...

Mais j'y songe : Françoise de Locmenhir, ma grand'mère, avait d'abord épousé son cousin, le marquis de Kersables, et leur fille, — ma mère, — n'est en somme que la demi-sœur de son frère du Montal, le fils du second mari de grand'mère. Ce qui fait que l'oncle Jean n'est plus pour moi qu'une moitié d'oncle !... Combien alors nos responsabilités mutuelles, en ce qui concerne le genre d'affection que nous pourrions avoir l'un pour l'autre, seraient diminuées !... Sur ce raisonnement, que je jugeai rempli de sagesse et de logique, j'essayai de chasser victorieusement quelques petits remords, et aussi des larmes qui, malgré moi, me venaient aux yeux.

Quelques minutes plus tard, nous étions à Rabastens.

Mon amie, Marcienne Darnoy, plus âgée que moi d'au moins trois années, habite seule avec son père, docteur spécialiste pour les maladies respiratoires, une fort agréable villa au fond d'un jardin ombreux. Nous nous étions connues alors que j'étais à peine une adolescente, dont ma tante de Kersables continuait l'éducation. Marcienne, sortie du Sacré-Cœur, suivait à Toulouse des cours de musique en renom, où nous nous rencontrions régulièrement une fois par semaine ; nous fûmes d'abord deux compagnes du même cours et bientôt deux amies. Elle avait perdu sa mère la même année où je perdais la mienne. Ce deuil du passé et l'habitation dans le même pays nous rapprochèrent. Et comme cela arrive parfois, la différence de nos goûts, de nos caractères, loin de nous éloigner, devint une attirance.

Jolie ?... Marcienne ne l'était pas dans la stricte acception

du mot : grande, souple, d'une réelle distinction, ses traits expressifs, son teint d'une délicatesse et d'une fraîcheur extrême, faisaient vite oublier la coupe un peu élargie de son visage. Cette légère irrégularité disparaissait d'elle-même sous le regard de deux yeux immenses, gris teintés de vert, des yeux qui semblent voir au delà de ce monde... et qui, s'ils se reposent sur les vôtres, s'irradient d'une expression de tendre prière dont la séduction vous attire et vous retient.

— Savez-vous, Marcienne, lui dis-je au cours de notre causerie d'abord insignifiante, savez-vous que mon oncle du Montal a voulu me marier? Vous ne devinez pas avec qui?

— Peut-être... N'était-il pas question pour vous du fils de Me Quinault, le plus ancien notaire de notre ville? Depuis qu'il a remplacé son père à l'étude, on n'entend dire sur lui que des choses élogieuses.

— Les éloges ne font pas tout. Il aurait fallu qu'il me plût : il est simplement quelconque..., plutôt mal que bien; je lui trouve même l'air par trop naïf... Du reste, je ne l'ai jamais beaucoup regardé...

— Qu'importe l'air plus ou moins naïf, s'il est bon et intelligent, comme on l'assure? Regardez-le davantage, Josette. Mais je parie que vous l'avez déjà refusé?

— Vous pariez à coup sûr.

— Quel dommage! Nous aurions été heureux, père et moi, de vous avoir si près de nous.

— Et c'eût été pour moi une grande compensation! Mais... si Noël Quinault vous avait demandée, Marcienne, auriez-vous accepté? Je serais curieuse de le savoir.

— Moi?... non... dit-elle rêveusement : ma patrie, mon foyer ne sont pas de ce monde! Mais n'attachez pas un sens de spiritualité par trop déterminé à mes paroles... C'est seulement pour vous prouver, ajouta-t-elle en riant, qu'en ce qui me concerne, le mariage ne me dit rien, absolument rien!

— Et moi, c'est exactement le contraire! répliquai-je avec mon habituelle étourderie. C'est-à-dire que, si j'aimais, si j'étais aimée... Oh! alors... Je rougis vivement, voyant les grands yeux braqués sur moi avec une douce fixité :

— Je comprends... je comprends... fit-elle toujours souriante; dans ce cas, d'ailleurs bien naturel, le mariage vous dirait?... Cependant, vous êtes si difficile!... A qui voudriez-vous

que votre mari ressemblât? Confiez-moi le portrait de votre rêve? dites, Josette?... personne ne le saura.

— Eh bien! Marcienne, je voudrais qu'il ressemblât.., à votre frère, par exemple!

— Ça, je m'y attendais. C'est dommage qu'il soit marié! A qui encore?... allez!... mais allez donc... ou bien je vais deviner.

— A l'oncle Jean, murmurai-je, penchée au creux de son oreille pour dissimuler le trouble qui m'envahissait.

— Je m'en doutais, et depuis longtemps! pensa Marcienne presque tout haut. Ma chérie, ajouta-t-elle, vous savez si je vous aime? si je m'intéresse à votre bonheur à venir? Me permettez-vous de vous dire le fond de ma pensée? en toute sincérité d'amie?

— Je fais plus que permettre, je vous en prie!

— Eh bien! M. du Montal est très séduisant quand il veut, non par son regard que je n'aime pas beaucoup, — vous ne m'en voulez pas, Josette? — mais par son sourire qui est de ceux qu'on gratifie d'irrésistible. Il a donc un charmant sourire, parfois un peu triste dans sa douceur, parfois un peu moqueur dans sa finesse... Vous voyez que je lui rends toute justice. J'ajoute qu'il est très sympathique, jusque dans son originalité, jusque dans sa misanthropie. Pourtant il ne faudrait l'aimer que comme un oncle, Josette... pas plus, ou pas différemment, veux-je dire.

— Est-ce que je sais, moi, comment je l'aime? Et par quelle divination le savez-vous mieux que moi, grande amie? Je suis si humiliée... si humiliée, ajoutai-je très bas. Pensez donc!... Un oncle!...

— Pas tout à fait, puisque vous êtes une Kersables; et puis, on peut s'épouser entre oncle et nièce, avec une dispense de Rome. Il n'y a pas d'humiliation à cela.

D'un geste très doux, elle m'attira plus près d'elle sur la causeuse où nous étions assises :

— Pardonnez-moi, Joscelyne, me dit-elle gentiment, pour rien au monde je ne voudrais vous faire de la peine, mais soyez franche jusqu'au bout : est-ce que véritablement vous auriez songé à épouser M. du Montal, bien qu'il soit votre oncle et qu'il ait quarante-deux ans sonnés? Est-ce qu'il ne s'élèverait pas d'obstacles entre vous?

— Les obstacles viendraient de lui, j'en ai le profond pressentiment.

Mais... épouser l'oncle Jean! l'épouser! L'ineffable vision m'aveugla une seconde comme une flamme éblouissante, pour disparaître aussi inaccessible que les neiges de l'Himalaya.

— Jamais je n'y ai songé sérieusement, repris-je avec tristesse, je sens bien que c'est impossible!

— Si vraiment vous pensez cela, ma chérie, j'en bénis le ciel pour vous, car la pente où vous êtes pourrait devenir dangereuse. Il faudrait avoir le courage de la remonter; moi aussi, j'ai des pressentimens... j'aurais peur pour vous, pour votre tranquillité, pour votre bonheur, si vous épousiez M. du Montal; et plus peur encore, si dès maintenant vous l'aimiez plus qu'il ne faut...

Je me sentais profondément troublée! J'en voulais à Marcienne... Je me rendais pourtant un compte très net, de l'avertissement voilé et sage de ses paroles; mais je ne savais si je devais prendre cet avertissement en riant ou en avoir l'air blessée.

Hélas! le rire se figea sur mes lèvres... un sanglot m'étouffait!

— Oh! ma Josette, ma chérie! supplia la grande jeune fille qui me berçait sur son cœur calme, ne pleurez plus!... Vous êtes si jeune, le bonheur viendra en son temps, à son heure. Espérez, ne lui donnez surtout aucune apparence, laissez-le voilé comme doit être l'avenir. Je voudrais tant vous voir prendre la route qu'il faut prendre pour être heureuse dans la vie!

— Je ne pourrai jamais l'être, Marcienne, si vous ne vous expliquez pas davantage : pourquoi me parler à mots couverts? Quel est ce mystère? Pourquoi, si j'épousais Jean du Montal, si je l'aimais, serais-je si malheureuse? Vous le savez... Je devine que vous le savez. Alors, n'est-ce pas un devoir pour vous de tout me dire? D'ailleurs, ce rêve est un enfantillage, une folie!... je ne veux plus y songer. Parlez, je vous en conjure!... je suis forte, je puis tout entendre...

Elle réfléchit un instant, la tête dans ses mains :

— Eh bien! fit-elle avec effort : au temps où j'étais déjà une adolescente, j'ai entendu dire que M. du Montal dissimulait un détail grave de son passé : un événement, je ne sais lequel, qui a dû influer sur sa vie entière. Vous savez qu'autrefois il a été fortement question de son mariage avec une jeune fille de nationalité étrangère?

Je fis signe que oui, sans répondre. Qu'aurais-je répondu, moi qui ignorais tout?...

— Comment ce mariage s'est-il brisé? continua Mlle Darnoy, je ne saurais vous le dire. La famille de Croizier du Montal habitait à cette époque la Bretagne. Le manoir de la Chastagne était loué à des Parisiens qui venaient y passer la saison des chasses, et qui ne savaient rien de l'histoire intime des propriétaires. Ce ne fut que lorsque ceux-ci revinrent prendre possession de leur ancienne demeure que les potins circulèrent. Il y eut des gens qui dirent que votre oncle avait dissimulé je ne quel secret de santé, une tare quelconque... d'autres que sa fiancée l'avait trahi!... d'autres, — et c'est cette assertion malfaisante qui s'est de plus en plus propagée... — Mais vraiment, Joscelyne, je n'ose...

— Dites! je vous en supplie!

— Eh bien! on a fait courir le bruit que M. du Montal avait été enfermé six mois dans une maison de fous!

— Oh! m'écriai je indignée... on a pu mentir à ce point? Calomnier à ce point sa haute intelligence? lui si sérieux, si réfléchi : la raison même!... Mais je vous jure, Marcienne, que je le défendrai, que je dirai à tous ceux qui l'attaquent ce qu'il est et ce qu'il vaut!... tout le respect qu'il mérite. Oh! pauvre Jean, pauvre oncle Jean!... Je ne pouvais plus retenir mes larmes.

— Calmez-vous, ma chérie, je vous en conjure, reprit Marcienne Darnoy en m'embrassant tendrement. Personne, que je sache, n'attaque M. du Montal. Il est l'homme le plus considéré du pays; je vous ai conté les propos d'il y a quatorze ou quinze années, pour vous mettre un peu en garde contre les entraînemens de votre cœur... un petit cœur faible et si généreux qu'il ne raisonne guère, et qu'ainsi il s'expose à souffrir.

— Oh! cela!... fis-je avec un geste d'indifférence...

Un bruit de voix, où mon nom était prononcé, montant du jardin, nous interrompit : nous allâmes précipitamment au balcon. Le Dr Darnoy, jeune encore sous son front chauve, causait en fumant sur le banc de la charmille; on avait apporté le thé.

— Joscelyne! appelle l'oncle Jean, êtes-vous prête? Descendez! nous allons repartir.

Tandis que nous traversions le jardin pour rejoindre l'auto qui stationnait devant la porte, nous perçûmes les sons affaiblis d'un violon, accompagnant une voix de femme, qui venait de la maison voisine, et se faisait jour, harmonieuse, au timbre un

peu cuivré, à travers le rideau des arbres. Cette voix semblait avoir un charme original qui pouvait plaire plus ou moins, mais qui, à coup sûr, émouvait. Le violon ne donnait que les notes du chant ; la voix parcourait au piano quelques pages très connues d'une jolie opérette.

— Quelle est cette artiste? interroge l'oncle Jean subitement intéressé.

— C'est une jeune veuve, d'une famille étrangère, explique le Dr Darnoy; ils ont loué l'été dernier le chalet contigu au jardin. L'enfant qui joue du violon, s'il pouvait guérir, deviendrait un grand artiste! Ils vivent très à l'écart, circulant en touristes tant que l'état du petit garçon, qui est tuberculeux très avancé, leur a permis les déplacemens. Marcienne les connaît plus que moi qui ne les fréquente qu'à titre de médecin spécialiste; cet enfant est perdu! Je ne crois pas qu'il vive plus de six à huit mois... Si la mère a aujourd'hui ouvert son piano, cela prouve que le petit malade jouit d'un mieux temporaire, car elle ne chante que pour lui, et toujours des choses gaies...

— Où l'on devine, malgré l'effort, l'angoisse de l'âme!

Et Marcienne regarda tristement les fenêtres entr'ouvertes : tenez... la voilà qui reprend l'air de *Rip;* c'est poignant, mais j'aime l'entendre chanter...

De nouveau s'élève le timbre émouvant, plus émouvant que ne le requiert la chanson joyeuse :

C'est un rien!
Un souffle, un rien...
Un doux souvenir, une ombre légère,
C'est un rien!
Un souffle, un rien...
Une main d'enfant qu'on a dans sa main!

. . . . . .

Subitement la voix se brise dans un sanglot que nous devinons, que nous entendons presque, et que le vent d'automne emporte, comme il emporte les larmes et les joies... et pour ceux qui vont mourir les jours sans lendemains!...

« Pauvre femme!.. Pauvre mère!... » pensai-je, et j'eusse été avide d'avoir d'autres détails si nous avions pu rester davantage dans le jardin Darnoy; mais sur le front pensif de Jean du Montal naissait un pli soucieux, plus soucieux que d'habitude. Pendant que je reprenais ma place à ses côtés, il

ne détourna pas la tête; et je vis ses yeux fixés droit devant lui, sur la route crépusculaire, contemplant sans doute, au delà de l'horizon familier; d'autres paysages... d'autres crépuscules... d'autres âmes!...

V

Novembre s'est enfui... Aucune nouvelle promenade, — seule avec l'oncle Jean, — ne m'a été proposée. Les quelques mots échappés à Marcienne sur ce passé, d'ailleurs inconnu d'elle, hantent mon cerveau depuis ces grises et monotones semaines. J'ai beau interviewer habilement grand'mère et tante Laure, ni l'une, ni l'autre ne se coupent un instant dans leurs réponses. A peine si je puis saisir un geste de lassitude et d'ennui devant mon insistance...

— C'est ton cerveau qui est malade, petite! me disent-elles, puisqu'il se préoccupe d'histoires d'il y a vingt ans, inventées de toutes pièces; et c'est toi que nous serons obligées de faire coffrer dans une maison de santé, si tu continues! Le cerveau de ton oncle est heureusement sain et solide et l'a toujours été. Il est notre lumière et notre boussole, et toutes les trois nous avons souvent besoin de son bon conseil; tâche de ne plus l'oublier.

Elles ne se doutent pas, grand'mère et tante, que depuis toujours, je suis de leur avis!

Nous continuons notre vie de travail un peu méditative, un peu claustrale, et, pendant que nous brodons, grand'mère nous conte, avec un charme resté jeune, des histoires et des légendes d'autrefois.

Mais l'oncle Jean regrette les derniers jours d'automne emplis de soleil et de rêve; l'entrée de l'hiver semble le prendre au dépourvu; il se dérobe, toujours soucieux, et se verrouille dans des heures de silence...

Un temps a passé pendant lequel je n'ai pas eu le goût d'écrire. Je tiens cependant à graver dans mon journal mes deux derniers souvenirs d'hiver :

Un jour, à l'heure du *five o'clock* servi dans le petit salon, et, malgré la cloche sonnée, l'oncle Jean n'arrivait pas. Grand'mère prétend que c'est le mois des correspondances et que son fils lui a annoncé ce matin qu'il écrirait tout l'après-midi...

— Porte-lui son thé, Josette, a-t-elle ajouté, et ce bon morceau de brioche avec; tu assisteras à son goûter, ce sera pour lui la diversion salutaire d'un travail trop continu.

Jean du Montal n'écrivait aucune lettre pressée, il lisait, les coudes sur son bureau, et tellement plongé dans sa lecture qu'il ne m'aperçut que lorsque, sous son nez, je posai la tasse fumante.

— Que vous êtes gentille, Joscelyne!...

Il m'accueille de ce sourire attirant et doux qui sait sa puissance, et qui est son charme.

Plus troublée qu'à l'ordinaire, je balbutie des mots banals, pour dire quelque chose :

— C'est donc bien intéressant, mon oncle, ce que vous lisez là ?

— Intéressant n'est pas le mot qui convient : ce sont des pages très belles et très pures d'une admirable poésie chrétienne. Heureux celui dont la vie n'a pas été brisée, et qui peut, dans la maturité de l'âge, trouver dans ce livre l'écho de son cœur et de sa propre pensée! Malheureusement, elles n'ont pas été écrites pour les célibataires. Mais il leur est permis de trouver belles ces lignes...

Son doigt me les indiquait. Déjà j'avais saisi le livre.

— Lisez tout haut, Joscelyne, quoique ce ne soit pas écrit pour les petites filles... pas plus que pour les vieux garçons! ajouta-t-il avec un peu d'amertume.

Et je lus, heureuse de la diversion si excellemment choisie :

« A ces heures du soir de la vie où tu es arrivé, regarde ta femme, et tu te demanderas si tu ne l'aimes pas mieux et plus qu'autrefois! Il y aura dans ton amour comme une vénération profonde... Celle qui fut la poésie de ta jeunesse sera là, sous tes yeux, portant sur son noble visage, dans les premières rides de son front, dans ses cheveux qui blanchissent, le poème douloureux et doux de ta vie. Tu la suivras silencieusement, avec une inexprimable tendresse! Tu te diras en la considérant que, si tu as entrevu le ciel, c'est par elle, et que lorsque tu as été meilleur, c'est pour elle! La félicité la plus délicieuse qui soit au monde; l'amour!... elle te l'a fait goûter, et le plus grand honneur! celui de la paternité, elle te l'a présenté, quand, pour la première fois du sein de ses souffrances, elle a offert à tes baisers ton enfant!

« Plus tard, à l'heure des épreuves, elle est demeurée à ton foyer ton espoir suprême, ton conseil, ton courage! Tu peux t'endormir la main dans sa main, lorsqu'il faudra mourir, reposer sous la même croix, et te réveiller avec elle pour la vie qui ne finira plus!... Oh! que ce soit ton dernier rêve! »

— Pourquoi ne pas vous être marié? m'écriai-je, émue profondément; vous étiez fait pour cette vie à deux, cette vie adorable qui traverse souriante le présent, sans regarder le passé, va vers l'avenir sans crainte, et se retrouve dans *l'au-delà* sans s'être dénouée jamais!

En terminant cette page, je n'étais plus une petite fille, comme il m'appelait souvent. Il me semblait que j'avais vieilli en quelques minutes de plusieurs années!... Et j'ajoutai :

— Vous comprenez si bien cette vie d'amour dans le mariage! Je l'ai senti à la manière dont vous m'écoutiez lire. Vous la comprenez entièrement, comme je la comprends moi-même, et cette vie vous manque, elle vous manque affreusement?...

Appuyé sur le rebord de la cheminée, où les débris d'un vieil arbre achevaient de se consumer, il restait silencieux, le front dans ses mains.

Au dehors, le soir tombait; au dedans, le *studio* n'était éclairé que par les lueurs rougeâtres du feu mourant, qui projetait sur les murs une sorte de halo fantastique. Je ne me souviens plus des paroles que j'ajoutai encore; mon habituelle, timidité avait disparu, je parlai de la vie telle que je l'aurais conçue pour moi-même, telle que je la désirerais pour lui, et telle que, sans nul doute, je ne la vivrais jamais! Je parlais d'un cœur brûlant que ma raison n'avait pourtant pas cessé de dominer. Je parlais à voix basse, lentement, sans hésiter, avec l'émotion d'une femme et la conviction d'un apôtre!...

Un choc léger, suivi d'un crépitement sourd m'interrompt brusquement. La bûche avait roulé, incandescente, jusqu'au-dessus du garde-feu. Mon oncle Jean s'incline pour la réintégrer au fond de la cheminée, puis, sans quitter sa position agenouillée, les mains croisées dans un mouvement de prière ardente, il me supplie :

— Parlez encore, Joscelyne... Parlez, mon enfant chérie! Voyez avec quelle foi je vous écoute?...

Je ne pouvais plus prononcer une parole. Ses yeux attachés aux miens semblaient avoir perdu leur teinte acérée; des lueurs

bleues s'en échappaient qui m'enveloppèrent de tendres effluves! Et son visage, pâle d'émotion, n'avait plus cette froideur britannique à laquelle j'étais habituée; mais son trouble si inattendu me chavirait l'âme... Je me rappelai tout à coup ma promesse à Marcienne Darnoy de... remonter la pente... Hélas! je n'en prenais pas le chemin. J'eus cependant la pensée de m'enfuir... J'essayai... Mais du même élan, il fut debout, m'entourant de ses bras, appuyant sur son cœur ma petite personne fragile et sans beauté!... Farouchement, me ressaisissant enfin, je le repoussai. Il me considéra d'un air calme; déjà l'expression de ses yeux avait changé. Et ces mots :

— De quoi avez-vous peur, Josette? me couvrirent d'une véritable confusion.

Sans le moindre effort, il m'avait de nouveau contrainte à m'asseoir sur le fauteuil armorié où j'étais auparavant. L'incident n'avait duré que quelques secondes...

En face de moi, l'oncle Jean, à l'autre coin de la cheminée, semble tisonner avec attention. Le silence entre nous ne peut cependant se prolonger.

— Que doivent penser grand'mère et ma tante, de ne pas me voir revenir? murmurai-je sans oser lever les yeux...

Lui me considère de nouveau, et sa physionomie s'imprègne d'une tristesse, d'un découragement dont l'expression dépasse celle qu'il m'a parfois laissé voir!...

— Je n'oublierai pas, me dit-il, l'illusion que vous m'avez donnée ce soir si généreusement; l'illusion du foyer heureux! Pendant quelques minutes, grâce à vous, Joscelyne, j'ai pu croire que ma vie n'avait pas été brisée, que l'amour, le bonheur pouvaient encore renaître!

— Ils renaîtront, si vous le voulez. Je le crois, j'en suis sûre! Vous paraissez encore plus jeune que vous n'êtes. A votre âge d'ailleurs, tout homme peut de nouveau refaire sa vie.

— Non, je ne suis plus jeune... et il est trop tard! — sa voix altérée siffle à travers ses moustaches fauves, — je sens que le charme est rompu.

— Et votre thé, mon oncle? fis-je en m'assurant que la tasse était glacée, nous l'avons bel et bien oublié?

— Mais nous allons en fabriquer d'autre : j'ai tout ce qu'il faut. Il y a ici autre chose que des graines! Il sourit comme si rien ne s'était passé entre nous, comme si nous ne venions pas

d'entrevoir en rêve un coin du ciel, et comme si, dans mon cœur ouvert sous sa main, il ne venait pas de semer, sur les bourgeons roses d'espoir, un champ d'herbes mortes!...

Et sur le réchaud à alcool, il pose tranquillement son petit *samovar* d'argent, avec une pincée de thé de Chine, odorant et frais. Les lampes d'acétylène sont allumées et, gaiement en apparence, nous nous attablons au coin du feu. Pendant que je bois un soupçon de thé, du bout des lèvres... une pensée obsédante me tenaille, dominant la situation et lui enlevant ce qu'elle a pour moi d'intimidation extrême... Oh! savoir... Savoir enfin!... Sinon tout, — je ne l'espérais pas, — mais un peu... rien qu'un peu de ce passé, dont ces seuls mots : « ma vie brisée » m'ont fait entrevoir le sombre mystère; ce passé, qu'à force de dévouement et de tendresse, j'aurais pu adoucir, abolir même... si je l'avais connu!

Un peu moqueuse, la voix de l'oncle Jean résonne à mes oreilles :

— A quoi pensez-vous, Josette? Vous qui parliez comme un livre, il n'y a qu'un instant, vous ne dites plus rien maintenant. A quoi songez-vous?

— Je songe que je vous ai prouvé beaucoup d'affection et que vous n'avez en moi aucune confiance.

— Vous osez affirmer cela, sérieusement?

— Sérieusement, je l'affirme : aucune confiance!

— Précisez, s'il vous plaît?

— Mon Dieu! je n'ai rien à préciser, cela se devine tout seul : nous parlons mariage, vie à deux, bonheur du foyer...

— Et vous en parliez, Joscelyne, avec une profusion d'éloquence que je n'oublie pas!

— Puisque vous êtes assez aimable pour le constater, pourquoi alors me laisser prêcher ainsi, sans plus de chance que saint Jean, votre patron, dans le désert? Pourquoi ne pas me confier en toute sincérité et franchise qu'un jour, il y a quelques années..., vous avez voulu épouser la femme que vous aimiez? Car vous avez aimé, cela se devine, cela se voit... Pourquoi ne pas me dire la cause terrible, douloureuse, par laquelle votre mariage s'est rompu?... Ou, sans me la dire, — car ce n'est pas par curiosité que je parle, — m'avouer que c'est vrai... et combien vous avez souffert, et à quel point en a été bouleversée votre existence... votre santé?..

Soudain, j'étouffai un cri : Jean du Montal avait jeté à terre sa tasse de thé à moitié pleine, et, au travers de la table, m'avait saisi les deux poignets qu'il serrait violemment.

— Vous êtes folle, Joscelyne? folle de parler ainsi de choses qui ne vous regardent pas, qui ne regardent personne! Et cela sur des commérages absurdes. De qui tenez-vous ces racontars faux, archi-faux? A votre tour, vous devez me le dire?...

— De personne... et de tout le monde, car tout le monde s'intéresse à vous, et de vous-même en dernier lieu. Ne venez-vous pas de faire allusion à votre vie brisée, à votre désespérance? Mais lâchez mon bras, mon oncle, vous me faites mal!

Il poussa un profond soupir, et, s'inclinant sur ma main qu'il porta à ses lèvres :

— Pardon!... pardon!... ma chère petite, c'est moi qui ai tort. Je suis fou et grotesque, et je m'en rends bien compte, allez! Il ne faut pas m'en vouloir. Chaque homme, voyez-vous, dissimule dans sa vie une époque néfaste : tout un passé pour les uns, un seul mauvais souvenir pour les autres, dont ils ne doivent compte qu'à eux-mêmes. Vous parliez de mariage brisé; mais qui n'a pas eu, je vous le demande, un ou plusieurs mariages manqués, dans le cours de son existence? Il n'y a là rien de très intéressant, ni de très mystérieux. Et quel cœur d'homme peut se vanter qu'il est resté indemne de toute souffrance? Pourquoi remuer des cendres?... Laissez-moi oublier les années disparues. Les vagues du temps, voyez-vous, c'est comme les vagues de la mer : elles vont du présent au passé, du passé à l'avenir, dans un remous continuel qui charrie dans le gouffre les jours vécus et soufferts... Pourquoi les retenir sur les bords, afin de vous les révéler? Pourquoi? Ah! croyez-moi, Joscelyne, laissez dormir le passé du pauvre oncle Jean! ne le réveillez pas, vous me rendriez très malheureux, et vraiment l'histoire n'en vaut pas la peine!... Moi-même, j'ai oublié... ne m'en parlez jamais! Il faut me promettre cela, mon enfant, je vous en supplie, il le faut.

Malgré lui, sa voix se durcissait...

— Je vous le promets, fis-je, sans croire ce dont il voulait me persuader..., mais découragée infiniment.

Sur la porte vitrée, ouverte sans bruit, ma tante de Kersables dardait sur nous ses grands yeux d'émeraude, tandis

qu'un pli douloureux se creusait sur son front étroit à la naissance de ses bandeaux argentés.

VI

J'ai longuement réfléchi, et j'ai compris qu'il n'appartenait pas à ma jeunesse d'interroger comme je l'ai fait un homme de l'âge de mon oncle. Tôt ou tard, son secret viendra à moi de lui-même, et je serai peut-être désespérée d'avoir voulu savoir!...

O Jean! — je puis bien sur mon journal vous appeler quelquefois ainsi, — je suis trop enfant, trop imparfaite, trop peu de chose, pour être un jour votre femme; mais ce bonheur, cette joie de vivre, vers lesquels tendent toutes les fibres de votre être, si mon amour ne doit pas vous les donner, et si je n'en suis pas morte, je pourrai, en retrouvant *celle* que vous avez aimée,... que vous aimez peut-être encore,... aider à la reconstruction de votre foyer détruit,... mais au prix de quels sacrifices?... au prix de quels déchiremens, arriverai-je à remettre dans votre vie le bonheur qui s'en est enfui? O Jean,... Dieu seul le sait!...

Je vais brûler ces lignes; c'est fou de les avoir écrites... Que penserait Marcienne si elle les lisait? Elle, la saine raison; elle, le pur dévouement; elle, qui ne saurait comprendre l'amour qu'avec un cœur chaste et une âme de sainte.

La femme que Jean a aimée devait être très belle!... et follement, je me suis placée entre lui et ce souvenir.

Pourtant, je ne suis pas laide : le fond de mon bureau est fait d'une glace de Venise, voyons un peu : de taille trop exiguë sans aucun doute, mais bien faite. J'ai des cheveux châtains à reflets dorés, des yeux marron très tendres, pointillés d'or; la bouche trop grande, mais avec de petites dents gourmandes couleur de neige, qui ont toujours l'air de rire quand on les regarde; un teint délicat, un peu pâlot, qui rosit facilement, trop facilement peut-être... Mais si je pouvais me débarrasser de mon nez, je ne serais vraiment pas à plaindre! Oh! ce nez trop court qui a sans cesse envie de se remuer et de souligner ainsi la moindre de mes paroles! Et si je rêve, ce nez qui semble humer dans l'air d'inexplicables parfums, ce nez me désespère! Il n'est pas douteux que les quelques amis qui veulent bien me trouver un

charme point banal, ont évité de regarder mon nez. Avec ce nez bête, personne n'aimera Joscelyne Oswald!

J'allais oublier ce brave Noël Quinault... Hélas!... Joscelyne Oswald ne pourra jamais aimer Noël Quinault!

Singulière coïncidence : *quand on parle du loup*, dit le proverbe...

Et voilà qu'à deux heures sonnantes, par ce beau jour de fin d'hiver, un vaste omnibus de famille s'arrête à notre porte. Et il en descend :

Mme Quinault de Saint-Mart, la mère; M. Noël Quinault, le fils aîné, Mme Farny de Saint-Mart, la tante ; M. Tournel de Saint-Mart, le grand-oncle; enfin M. Louis Quinault, le saint-cyrien...

Je soupçonne que si M. Noël n'a pas été directement encouragé à revenir à la Chastagne, on n'a nullement découragé sa famille! Les grand'mères sont toutes les mêmes. Il leur faut une « poire » pour la soif, en fait de projets de mariage. Pauvre M. Noël!... Mais vraiment ils ont eu de la chance, en parcourant ces routes encore hivernales, par une atmosphère d'aussi chauds rayons!

Mars, qui rit malgré les averses,
Prépare en secret le printemps.

Tous ces Quinault réunis sont aimables et simples; gens du monde, on ne peut le contester. Ils sont restés une bonne heure dans le petit salon de grand'mère, qui était ravie! Puis ils ont accepté de descendre nos jardins en terrasses, et se sont de nouveau extasiés sur la belle vue qu'ils connaissaient déjà. Ils ont contemplé avec attendrissement le vieux saule qui nous sert d'abri quand nous brodons et quand nous rêvons, tante Laure et moi... Puis les grands-parens nous ont attendus sur le rivage, pendant que nous montions en barque pour une courte et gaie promenade. L'oncle Jean et son notaire ramaient consciencieusement. Jean de Croizier du Montal est étonnant de jeunesse et de force ; le soleil avait oublié ses rayons dans sa barbe fauve, et son sourire un peu railleur avait ce charme fin qui est surtout sa séduction. Aux endroits où les rames devenaient inutiles, debout à l'arrière du bateau, il maniait puissamment la *perche*, et son torse d'athlète se détachait sur le bleu du ciel, avec une harmonie d'allures et de mouvemens, à côté de laquelle le buste étriqué du pauvre

Noël pâlissait quelque peu. Et pourtant..., sans cette idée vraiment saugrenue de me demander en mariage, ce type de brave garçon ne m'aurait pas trop déplu. Et pour ce qui est du nez?... Nous aurions pu arranger entre nous le différend : j'aurais pris ce que le sien a de trop en longueur, et lui ce que le mien a de trop en raccourci !... Mais le menton fuyant, le front bombé, les cheveux plats, hélas! il n'y aurait pas eu d'arrangement possible. J'ai aperçu pourtant, sous ce front proéminent, des yeux superbes, ardens et mélancoliques, qui bien souvent se sont fixés sur moi quand ils s'imaginent que je ne vois pas leur petit manège.

M. Quinault a donc pour lui le regard et le sourire; l'avare nature a bien voulu lui accorder ces deux choses précieuses, mais là se sont bornées ses largesses, et ce jeune homme bien élevé n'a pas hérité de la fine distinction maternelle. « Mme de Saint-Mart, » ainsi que sa famille la désigne, nous a tenus sous le charme de sa causerie : aisée, spirituelle, s'exprimant toujours en termes choisis, sur des sujets pouvant nous intéresser. Est-ce une illusion? Et ne suis-je pas le but secret de toutes ces paroles aimables, de ces regards, de ces sourires que grand'mère et tante Laure semblent encourager de tout l'effort voilé de leur pensée unie?

Ah! l'erreur profonde de disposer ainsi de moi, quand mon cœur et ma volonté n'appartiennent qu'à un seul!

La promenade en barque fut écourtée à cause de l'heure qui s'avançait vers le départ. Le retour par les jardins, la prairie et le parc ne fut pas sans attraits.

Ces paysages de fin d'hiver ont un charme bien particulier : Les ondes bleutées de l'atmosphère semblent flotter sur les branches dépouillées et leur servir de vêture transparente. Sous la flamme du soleil couchant, les bourgeons qui naissent s'animent efflorescens et vivifiés; les verdures demeurantes : buis chenus, sapins aux senteurs de résine, genièvres dentelés, cyprès spectraux, lierres et mousses sur lesquels on marche comme sur la douceur d'un tapis, donnent à ce parc, au milieu même d'arbustes désolés, le mirage de printanières frondaisons, parmi lesquelles les fruits rouges du houx épineux jettent çà et là quelques gouttes de sang.

Chacun marche au hasard, pressé de regagner la maison. Je m'étais un peu attardée, appuyée au tronc noueux d'un chêne

double, dont les gigantesques branches, descendant lourdement à terre, protègent de leur ombre l'intarissable ruisselet qui bruit à deux pas de là, vers la lisière du parc où nous arrivons.

— Ne trouvez-vous pas, mademoiselle, dit soudain une voix un peu émue par la marche précipitée, qu'à certaines heures, la nature reflète exactement les pensées que nous avons dans l'âme?

— C'est-à-dire, répliquai-je, qu'à nos heures de rêverie, nous revêtons la nature des couleurs et des formes qu'enfante notre imagination. N'est-ce pas en réalité ce que vous vouliez dire, monsieur Quinault?

— C'est du moins ce que vous pensez, mademoiselle, et cela suffit. N'oubliez pas cependant que la nature est avant tout une inspiratrice pour ceux qui savent la comprendre...

— Vous êtes très observateur, à ce que je vois... Eh bien! cher monsieur, que vous dit cette nature d'hiver, à l'heure où nous sommes?

— Elle me dit, mademoiselle, oh! des choses très simples: par exemple qu'à travers le deuil de leurs feuilles, les pauvres arbres voient le bleu de l'horizon, ce qui les console! Que des effluves de printemps réchauffent la terre glacée, qu'il y a du soleil sous les branches mortes, et des violettes dans les bois. Vous permettez?...

Et l'humble bouquet qu'il venait de cueillir et qu'il dissimulait, depuis un instant, fit son apparition. Je l'acceptai, attirée par la senteur grisante qui s'échappait des petits calices sombres de chaque violette encore humide des ondées de mars.

Le jeune notaire, visiblement troublé, en parut ravi. Hélas! son bonheur fut de courte durée : en causant, en marchant plus vite, le bouquet se flétrit sous mes doigts, les fleurs tombèrent une à une, et lorsque nous entrâmes au salon où un goûter plantureux était servi, je crois bien qu'il n'en restait plus trace!...

Seul, un petit remords se glissa furtif, dans mon cœur fermé; néanmoins, je n'y songeai plus, j'avais en moi tant d'autres pensées absorbantes!...

Le soir de ce jour mémorable, les lampes n'étant pas encore allumées, j'étais seule dans la pénombre avec l'oncle Jean. Nous suivions du regard, derrière les vitres, la lune qui semblait glisser dans le ciel calme, au-dessus du paysage silencieux.

Tout à coup, emprisonnant violemment mes mains dans les

siennes, il m'attire à lui avec une brusquerie qui ne lui est pas coutumière :

— Josette, regardez-moi ? prononça-t-il les dents serrées, —et je voyais ses yeux d'acier briller d'une lueur mauvaise... — Vous avez été aujourd'hui détestablement coquette ! Dites que ce n'est pas la vérité ?

Je détournai la tête sans répondre, et deux grosses larmes que je ne pouvais retenir roulèrent sur mes joues.

— Je ne veux pas, continua-t-il avec agitation, je ne veux pas que vous pleuriez ! Vous avez été coquette... Convenez-en... Je ne vous demande que d'en convenir ?

— Je conviens de tout ce que vous voudrez, balbutiai-je d'un ton de lassitude douloureuse. Je suis pareille aux jeunes filles de mon âge, ni meilleure, ni pire ; mais coquette *détestablement ?* retirez ce mot, je vous en prie, car il est contraire à la vérité.

— Soit !... Qu'importent les mots d'ailleurs, quand le fait reste fulgurant et palpable... Alors, vous êtes revenue, je le suppose, sur votre résolution première ? Vous êtes décidée à accueillir les démarches de cette famille Quinault ?

Fièrement, je le regarde en face :

— Je n'ai rien changé à ma décision, je ne veux pas me marier. Mais je ne vous reconnais pas le droit, mon oncle, de me torturer comme vous le faites... Et j'étouffai un sanglot qui montait à ma gorge.

— Mon enfant..., ma pauvre petite fille ! murmura-t-il en portant mes deux mains à ses lèvres : je vous aime d'une tendre et sincère affection, et je vous fais souffrir ! Je vois votre cœur confiant s'attacher à moi, et je n'ai pas l'énergie de l'en détacher... Aimer le maudit de la vie que je suis, Joscelyne, ce serait, voyez-vous, le pire de tout ! Et ne me demandez jamais pourquoi ?... Ne me le demandez jamais !

— Je vous l'ai promis. Soyez calme, oncle Jean, soyez joyeux, je ne vous interrogerai plus, je vous le jure. Je n'aime que vous au monde, ce n'est que trop vrai..., mais à quoi bon vous en préoccuper ? Je sais bien que je ne puis pas être votre femme, — ma voix faiblit une seconde, — je ne serai du moins la femme de personne !

. . . . . .

Un long soupir me répondit, et dans la nuit montante il me sembla soudain le sentir chanceler.

— Je suis un grand coupable de vous avoir entraînée dans cette folie, balbutia-t-il, la voix hachée par une oppression soudaine. Oubliez tout, Joscelyne, oubliez!...

Il se tut, car on entrait pour allumer les lampes. Timidement, je le considérai : il était très pâle... un tremblement convulsif agitait ses mains et ses lèvres, il se laissa aller sur le divan et ses traits se décolorèrent de plus en plus.

Tante Laure entrait au salon :

— Vite de l'éther, m'écriai-je, de l'éther? J'ai peur d'une syncope!

Mais déjà disparaissait comme par enchantement le singulier malaise...

— Ce n'est rien, affirma-t-il avec un sourire contraint : un simple vertige! Vous êtes mon ange gardien, Laurence, vous arrivez toujours près de moi quand il faut.

Tandis que j'étais toute bouleversée, ma tante ne paraissait ni étonnée, ni inquiète, mais vivement contrariée.

— Ta grand'mère t'attend, Josette, me dit-elle un peu sèchement. Et vous, Jean, ajouta-t-elle avec autorité, venez dans votre chambre; vous avez eu tort de rester dans cette pièce surchauffée après une journée passée au grand air : le contraste vous a saisi; et puis vous aviez besoin de repos. Ce ne sera rien, on va vous apporter du tilleul.

Sous l'empire d'un trouble stupéfiant, je me sentais immobilisée au milieu du salon, si gai sous le feu clair, et sous les abat-jour de mousseline rose.

— Oubliez... Oubliez!.. murmura à mon oreille une voix, ou plutôt un souffle.

Et je regardai passer l'étrange couple : Jean du Montal si grand et si fort, ployé comme un enfant sur le bras frêle de sa cousine Laurence de Kersables, qui, maternellement, presque amoureusement... le soutenait.

Et lorsque la porte se referma sur eux, il me sembla, dans mon cœur, entendre le bruit d'un couvercle de cercueil qui retombe... et qu'on cloue!

MAXIME DES ARNEAUX.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ESPAGNE ET LA GUERRE

Que de fois, depuis que l'on s'occupe en France de suivre les mouvemens de l'opinion chez les neutres, n'avons-nous pas entendu et n'entendons-nous pas encore cette question : « Savez-vous ce qui se passe en Espagne ? Est-il donc vrai que beaucoup d'Espagnols prennent parti contre les Alliés? » Beaucoup est trop dire, mais il faut bien reconnaître qu'un certain nombre d'Espagnols manifestent à notre adresse et à l'adresse de l'Angleterre des sentimens peu affectueux. De là chez quelques Français, très fins lettrés, mais trop portés à croire que nos frères latins ne peuvent pas manquer de nous aimer comme nation, une émotion assez vive. Or, on ne s'aime guère de nation à nation. Entre individus appartenant à des pays différens peuvent se nouer, heureusement, des relations amicales; mais de grandes agglomérations humaines, séparées par mille traits d'ordre physique, linguistique, moral, politique ou économique, se sentent rarement attirées en masse l'une vers l'autre.

On note volontiers chez l'Espagnol à la fois peu de satisfaction de l'état présent de son pays et une grande méfiance, une attitude ombrageuse à l'égard de l'étranger. Les deux sentimens résultent de la situation qu'occupe l'Espagne à côté des grandes Puissances européennes et qui ne répond ni à son extension territoriale ni à sa glorieuse histoire. Se sentant relégué, — *arrinconado*, comme il dit, — à l'extrémité Sud-Ouest de l'Europe, l'Espagnol s'attriste dans son isolement; mais ce pessimisme est-il justifié? Le temps que mettra l'Espagne à reprendre la

place qu'elle devrait avoir dans le concert européen, personne ne peut le dire au juste; toutefois, chacun sait et voit les progrès matériels considérables qu'elle a réalisés dès la deuxième moitié du XIXe siècle et dont elle peut tirer le pronostic d'un brillant avenir, vu que tout accroissement de forces économiques prépare le terrrain à une supériorité politique. La richesse et le bien-être contribuent puissamment à hausser le prestige d'une nation et à lui donner cette assurance sans laquelle rien de grand ne saurait être entrepris. C'est ce qu'a toujours soutenu, dans ses livres et dans ses discours parlementaires, le grand homme d'État Cánovas del Castillo, qui attachait une importance capitale au développement financier et commercial de son pays; et c'est ce que défendit aussi un jour, avec une pointe de paradoxe, le charmant et spirituel écrivain, D. Juan Valera, à l'occasion d'une polémique sur la valeur de la philosophie espagnole : « Que notre Extérieure monte seulement à 100, et nous ferons croire au monde que Vivès vaut Descartes! » Une fois riche et prospère, repeuplée et bien mise en valeur, l'Espagne redeviendra du même coup puissante et pourra résoudre certains grands problèmes que ses hommes politiques renvoient toujours au lendemain ; surtout, elle possédera enfin un esprit public alerte et vigilant, et nous ne la verrons plus se nourrir seulement de regrets mélancoliques ou de vagues aspirations. Mais, jusque là, elle éprouvera des mouvemens d'impatience et des accès de mauvaise humeur, qui s'exercent volontiers à nos dépens.

Le fait, à coup sûr, est regrettable, mais comment l'éviter? La géographie nous y condamne. Sauf exceptions, les Espagnols ne connaissent pas d'autres étrangers que nous; c'est avec des Français qu'ont lieu presque tous leurs frottemens et, partant, leurs froissemens. Les Allemands qui vivent ou circulent sur leur sol se perdent dans la masse et ne les incommodent guère. Alors que chez nous les représentans de la *Kultur* infestent, en formations compactes, plusieurs de nos départemens, y étalant leurs habitudes bruyantes et vulgaires, l'Allemand d'Espagne, qui se montre surtout sous l'aspect d'un commerçant ou d'un commis voyageur, passe inaperçu Même s'il n'a pas beaucoup de goût pour ses allures, l'Espagnol le tolère; il admire son inlassable activité; il trouve avantageux de profiter de son aptitude mercantile et d'acheter à bas prix sa camelote. Politiquement parlant, l'Allemagne ne gêne pas non plus les Espagnols,

ou du moins ils le croient. Il y a bien eu, au temps de Bismarck, l'affaire des Carolines, qui faillit provoquer un grave conflit, et qui donna à nos voisins un avant-goût des procédés de la diplomatie allemande, mais l'incident fut vite oublié. Avec nous, il n'en est pas de même.

Un journal de Madrid, qui nous est très hostile, écrivait, il y a peu de temps : « Il nous convient que l'Allemagne triomphe, parce que, moralement et matériellement, elle est plus loin de nous que la France. Une France triomphante, première nation de l'Europe, deviendrait maîtresse souveraine de l'Espagne. Au contraire, vaincue par l'Allemagne, la France est tenue de respecter notre autonomie, et nous, de notre part, la voyant battue, nous réprimerons la tendance que nous avons d'imiter et de copier en tout nos voisins. L'affaiblissement de la France, par conséquent, donne à l'Espagne une garantie d'indépendance, d'autant mieux que la prépondérance abusive et irritante que la France dominatrice exerce aujourd'hui sur nous ne peut pas passer à l'Allemagne : 1° à cause de son éloignement ; 2° parce que notre caractère national est plus réfractaire au caractère allemand qu'au français ; 3° parce qu'il y aura toujours entre l'Allemagne et nous une France assez forte pour nous servir d'écran et de bouclier. » Sous une forme moins revêche et avec des atténuations dues à la courtoisie castillane, que d'aveux du même genre n'avons-nous pas recueillis, depuis 1870, de la bouche de tant d'autres Espagnols, qui pourtant aiment la France et qui souffrirent de sa défaite, dont ils se sentaient touchés en tant que Latins !

***

Un des enseignemens de cette terrible guerre sera de nous guérir de la fâcheuse manie de généraliser. Souvent, l'on entend dire que les « gauches » espagnoles sont pour nous, tandis que les « droites » sont pour l'Allemagne. Assurément, il y a plus de sympathies pour la forme du gouvernement français dans le premier groupe que dans le second, quoique le terme de « gauches » soit bien élastique et de nature à créer des confusions. Mais gouvernement et nation font deux, et, dans les circonstances présentes, la nation a bien quelque importance. Or, il convient de se demander si la France, ses mœurs, ses traditions et son génie ne comptent pas de nombreux partisans

chez les conservateurs espagnols. Loin de chercher des appuis au loin et d'intriguer contre nous, les chefs du parti conservateur ont, à diverses reprises, recommandé une entente avec la France sur des questions de politique extérieure, entente qui, si elle n'a pas remplacé le « pacte de famille » du temps où les deux pays étaient régis par la même maison royale, s'en rapproche un peu. Ce ne sont pas les conservateurs espagnols, très attachés à la maison de Bourbon, qui inventèrent la candidature Hohenzollern, l'un des motifs ou des prétextes de la guerre entre la France et l'Allemagne ; ce ne sont pas eux non plus qui, plus récemment, ont pris l'initiative de nouvelles orientations de la politique espagnole dans la Méditerranée, dont nous n'avions rien à espérer de bon. Quant au parti carliste, il fait grand bruit de ses sympathies allemandes. L'un de ses plus éloquens *leaders*, issu d'une famille militaire réputée, ne tarit pas d'éloges sur le militarisme allemand ; il y retrouve sans doute quelque chose de l'ancienne manière espagnole de Philippe II. La récente « furie allemande » de Louvain rappelle assez, en effet, la « furie espagnole » d'Anvers du 4 novembre 1576 : seulement, au massacre, à l'incendie et au pillage, la *Kultur* allemande a su joindre l'hypocrisie. Si le parti carliste, sans grande signification aujourd'hui, se proposait d'entrer en campagne, ou, comme ils disent, de « s'enfoncer dans le taillis » *(echarse al monte)*, à la façon des carlistes d'autrefois, il faudrait lui conseiller charitablement de ne pas se mettre à dos nos Basques et Navarrais de France, qui furent toujours ses plus utiles ravitailleurs. Il ne semble pas, au surplus, que son chef suprême actuel, l'infant don Jaime, montre beaucoup d'entrain à disputer le trône d'Espagne à son cousin don Alphonse. En tout cas, s'il s'y décidait, souhaitons-lui de ne pas rencontrer sur son chemin des Allemands tels que celui que fit fusiller son père, don Carlos, et dont il est parlé dans le *Manifeste aux puissances chrétiennes* du 6 août 1874 : « Un Allemand pris à l'entrée du village de Villatuerta, le revolver au poing, à la tête d'une bande incendiaire (déjà !), a été condamné par un conseil de guerre et passé par les armes. Ce que l'on a fait là est bien fait, je le maintiens, et, en pareilles circonstances, on agira de même... »

A part le groupe carliste, qui a pris cette attitude antifrançaise ou plutôt encore anti-anglaise dès l'ouverture des hos-

tilités, et, de l'autre bord, les républicains, tout naturellement attirés vers notre république et vers l'Angleterre démocratique, aucun autre parti ne se range nettement sous les étendards des Alliés ou sous les aigles d'Autriche et d'Allemagne. Vouloir classer les groupes et les sous-groupes libéraux ou conservateurs d'après leurs sentimens envers les belligérans serait une entreprise chimérique. Et à quoi bon? Il va de soi que la plupart des membres influens de ces groupes, tous partisans de la neutralité, ne compromettront pas leur situation intérieure en se prononçant ouvertement pour ou contre les Alliés, tant qu'ils ne seront pas certains de l'issue de la guerre. Plusieurs d'entre eux, comme le député nationaliste catalan M. Corominas, ou le député conservateur M. Martinez Ruiz (en littérature *Azorin)*, professent, nous le savons, des opinions personnelles très arrêtées et tout à fait en notre faveur, qu'ils n'hésitent pas, au reste, à faire connaître à l'occasion ; d'autres, au contraire, estiment de leur devoir de ne pas donner leur pensée en pâture aux discussions plus déchaînées que jamais de la presse espagnole. Respectons cette réserve, et, pour en finir avec la politique, sachons gré au président du Conseil des ministres, M. Dato, de sa conduite très loyale et des mesures strictes qu'il a su prendre, dans des circonstances particulièrement difficiles, pour faire respecter la neutralité qu'a proclamée son gouvernement.

***

Comme bien l'on pense, le clergé espagnol séculier ou régulier ne nourrit pas envers la République française des sentimens fort tendres. La séparation chez nous de l'Église et de l'État, la dissolution de divers ordres religieux, qui ont été chercher par delà les monts un asile, l'esprit sectaire fomenté par beaucoup de nos gouvernans et l'intervention de la franc-maçonnerie dans l'avancement des officiers au temps funeste du général André, tout cela nous vaut, dans la presse religieuse espagnole, les épithètes d'État impie, d'État athée et combien d'autres encore! Les prêtres et les religieux espagnols englobent-ils aussi dans leur réprobation la nation française? Certains laïques traditionalistes ou de l'extrême droite, qui ont la haute main sur une partie des journaux catholiques, le voudraient et s'y emploient activement. Ce sont eux qui ont

imposé le silence sur les atrocités allemandes en Belgique ou qui les ont malhonnêtement palliées; ce sont eux qui ont nié le bombardement de la cathédrale de Reims ou qui l'ont présenté, quand il a fallu se rendre à l'évidence, comme une juste punition de nos forfaits. Mais sait-on ce qui a surtout dicté leur conduite et inspiré ces vilaines manœuvres? L'affaire Ferrer. Nous l'avions oubliée; eux y pensaient. La destruction du monument élevé à Bruxelles à Ferrer par quelques libres penseurs, voilà ce qu'ils guettaient avec anxiété. Dès qu'ils surent les Allemands en Belgique, leur cœur tressaillit d'aise. Ils vont, se disaient-ils, nous donner satisfaction. Les Allemands ne le firent pas tout de suite : ils songeaient à autre chose qu'à Ferrer. Enfin, au mois de janvier dernier, le haut commandement du Kaiser, n'ayant plus rien à détruire ni à égorger, et de plus en plus sollicité par les émissaires des traditionalistes, qui lui faisaient peut-être entrevoir une utile diversion de quelques hardis *cabecillas* sur les sommets des Pyrénées, décida, pour leur être agréable, de *déplacer* le monument. Maigre résultat : c'en était un cependant; aussi une pluie de cartes de visite vint-elle s'abattre sur l'ambassade impériale à Madrid. Ni les centaines de prêtres fusillés, ni les églises profanées, ni les tabernacles enfoncés, ni les hosties piétinées par des soudards ivres de sang et de vin n'ont ému ces défenseurs du trône et de l'autel! Bagatelles que ces crimes hideux : l'important était la disparition du monument Ferrer. Et c'est ainsi que la catholique Espagne s'est comportée envers la non moins catholique Belgique. Nous ne voulons pas croire que le clergé espagnol, qui compte tant d'hommes pieux, doctes et de haute intelligence, ait trempé dans cette lamentable et ridicule démonstration où des devoirs impérieux ont été sacrifiés à une bien piètre rancune. Nous ne voulons pas croire non plus que ce clergé, qui a toujours entretenu avec le clergé de notre pays d'étroites relations et qui se nourrit surtout comme celui de l'Amérique du Sud de livres religieux français, ait pu prendre, comme on le prétend, une attitude antifrançaise. Certes, on aurait voulu entendre, en la circonstance, quelque grande voix catholique autorisée, qui aurait instruit les ignorans et ramené les égarés; mais où sont aujourd'hui les Balmès, les Quadrado et les Menéndez y Pelayo ? En leur absence, il nous est au moins agréable de constater qu'un des principaux organes du nationa-

lisme et du parti catholique basque, le journal l'*Euzcadi*, a remis les choses au point et sévèrement admonesté ses coreligionnaires : « Ce n'est pas l'État français qui lutte contre l'Allemagne, c'est toute la nation française. Or, aucune nation n'a donné à l'Église en ces derniers temps plus de religieux et plus de missionnaires que la France, aucun pays du monde n'a procuré aux Conférences de Saint-Vincent de Paul autant d'argent et de ressources pour secourir les pauvres. Malgré la persécution religieuse et la suppression de toute subvention officielle au culte et au clergé, le peuple français les soutient plus splendidement que la catholique Espagne, ainsi nommée, malgré ses gouvernemens libéraux, anticléricaux et antivaticanistes, malgré la condition misérable de son clergé et de son culte, malgré l'insignifiance de ses manifestations religieuses comparées à celles des Français; ainsi nommée, dis-je, par ceux-là mêmes qui traitent la France d'athée. »

*
* *

Le monde littéraire espagnol est depuis six mois en pleine fermentation et ressemble un peu au fameux camp d'Agramant. On y assiste à de fort beaux tournois de plume, à des assauts d'ingéniosité et de verve, à des feux d'artifice étincelans. Nos amis très nombreux, depuis le maître incontesté du roman espagnol, Benito Galdós, jusqu'au brillant humouriste Unamuno, jusqu'au critique si délicat et si pénétrant *Azorin*, jusqu'à tant d'autres appartenant à tous les compartimens de la littérature sérieuse ou frivole, s'y reconnaissent aisément, car ils portent leur visière haute et leur devise bien apparente. Tous disent avec franchise et conviction pourquoi la cause des Alliés leur apparaît comme celle de la civilisation, pourquoi les génies français et anglais, par leur largeur, leur clarté et leur humanité, les séduisent, pourquoi ils estiment qu'une hégémonie allemande serait opprimante et violemment opposée aux aspirations de nations jeunes ou vieilles qui entendent se développer ou se refaire en toute liberté.

Nos adversaires au contraire s'enveloppent de précautions et de réticences; ils affectent de grands airs d'impartialité et de neutralité; ils taxent l'Angleterre d'égoïsme et morigènent la France, tout en consentant à la plaindre. Pauvre France, entraînée malgré elle dans une si mauvaise passe! Puisse-t-elle

en sortir sans trop de dommage ! etc. D'argumens un peu solides en faveur de la *Kultur* et de ses propagateurs, point. Évidemment le Sven Hedin espagnol n'est pas né encore. La raison de cette timidité tient surtout à ceci que les Espagnols connaissent mal l'Allemagne. A part quelques savans, quelques dilettantes, quelques voyageurs, — ceux-là souvent bons observateurs, comme le notait déjà Rousseau dans un passage de l'*Émile*, — infiniment peu d'Espagnols manient assez l'allemand pour pouvoir goûter la littérature d'outre-Rhin et la connaître à fond; la plupart n'arrivent pas à citer un mot allemand sans l'estropier. Le peu, l'infiniment peu qu'ils connaissent du mouvement des idées en Allemagne et de son expression littéraire, ils l'empruntent à nos traducteurs : nous sommes leurs truchemens. A proprement parler, il n'existe pas, parmi les littérateurs espagnols en renom, de germanophiles avérés et capables d'expliquer les motifs de leurs préférences; il n'y a que des écrivains plus ou moins mécontens de la France et qui se servent de la guerre pour nous égratigner. Égratignures pas très dangereuses et qui pourront même, en certains cas, nous être salutaires, car, après tout, nous n'avons pas la prétention, qu'ont d'autres nations, de faire croire à notre infaillibilité, ni d'échapper à la critique. Au nombre de nos plus aimables censeurs, on peut citer l'auteur dramatique très fécond et très prisé par ses compatriotes, M. Jacinto Benavente. La France, selon lui, est une coquette, qui réclame de tous des hommages, et n'accorde ses faveurs à personne. « Quelles preuves d'amitié, demande-t-il, de bienveillance même nous a-t-elle jamais données? La France, qui s'est toujours montrée l'ennemie naturelle de l'Espagne, a travaillé sans relâche à la rapetisser et à la rabaisser. Bien entendu, nous avons tout mis en œuvre pour lui faciliter cette tâche et nous continuons patriotiquement à le faire... Aujourd'hui, celle qui nous a toujours traités avec dédain nous demande notre amitié; elle ne nous sait même pas gré du sincère chagrin que nous éprouvons, nous ses amis véritables, à la voir mêlée à ce conflit. Elle, qui aurait dû pouvoir se défendre seule, la voici la comparse de l'Angleterre et l'alliée de la Russie, dans une guerre qu'un illustre écrivain norvégien, nullement suspect de germanophilie, a appelée la guerre de l'envie : l'envie que l'Angleterre porte à l'Allemagne. » Remercions M. Benavente de ses précieuses remontrances en

même temps que de sa commisération; mais nous permettra-t-il à notre tour de lui demander *sincèrement* si, aux péchés dont il nous charge, il ne faudrait pas encore ajouter celui de n'avoir pas prêté une attention suffisante aux dix-neuf volumes de son théâtre?

La connaissance de l'Allemagne fait défaut à la plupart des littérateurs espagnols; manque-t-elle aussi aux studieux, plus particulièrement aux philosophes et aux savans? Une excellente institution, fondée à Madrid il y a quelques années, la Commission pour le perfectionnement des études supérieures *(Junta para ampliacion de estudios)*, dont le but est d'envoyer des étudians espagnols à l'étranger pour y poursuivre des études déjà commencées en leur pays, dirige souvent ses missionnaires sur les universités allemandes. En matière philosophique, on ne sait pas encore ce que la formation allemande réussit à faire d'un jeune cerveau espagnol d'aujourd'hui : l'avenir le dira, mais les expériences antérieures n'avaient pas été fort heureuses. La pensée philosophique allemande, vers le milieu du XIXe siècle, était essentiellement représentée en Espagne par le *Krausisme* ou doctrine de Karl Christian Friedrich Krause, un disciple assez obscur de Schelling et que les siens mêmes ne tiennent pas pour un très grand personnage. Ce *Krausisme*, qui fut après la révolution de 1868, pendant quelques années, la doctrine en faveur auprès des universités espagnoles, succomba surtout aux attaques très vives des traditionalistes catholiques, alors fort peu germanophiles, et trouva, en dernier lieu, un adversaire impitoyable dans la personne de Menéndez y Pelayo, qui l'accabla de ses quolibets et lui donna le coup de grâce. Il ne resterait de cette doctrine qu'un souvenir bien vague, si elle n'avait pas été embrassée par M. Francisco Giner de Los Rios, pédagogue célèbre, qui vient de mourir à Madrid; mais l'œuvre essentielle de cet homme de haute valeur morale et respecté de tous les partis, son *École libre* et sa méthode pédagogique, doivent bien plus à l'Angleterre et à la France qu'à l'Allemagne.

*
* *

Nul n'ignore à quel point les Allemands prétendent s'emparer des sciences biologiques et les marquer de leur sceau. Pour un peu, ils déclareraient que ce domaine leur appartient

exclusivement. En tout cas, ils dédaignent les plus grands noms de l'étranger : un traité de médecine publié récemment en Allemagne attribue à Robert Koch et à Ferdinand Cohn les découvertes incontestées de Pasteur, et c'est un professeur espagnol, le Dr Juan Madinaveitia, qui a souligné cet acte de déloyauté, révélateur, à son avis, de la décadence de la médecine allemande. « Je ne conseillerai plus à mes élèves d'aller en Allemagne; mais je les enverrai à Paris ou en Russie, dans le laboratoire de Pawlow, » écrit-il dans le numéro 5 du journal hebdomadaire *España*. Les histologistes germaniques se montrent-ils aussi méprisans à l'endroit de M. Santiago Ramon y Cajal, professeur à l'Université de Madrid, l'un des histologistes les plus éminens de notre époque, prix Nobel de 1906 et hautement estimé en tous lieux ? Voilà un homme qui connaît par le menu sa science, les progrès qu'elle a accomplis de nos jours et ce que chaque nation, la nation allemande y comprise, peut en revendiquer; ce savant, qui est un penseur, a dû réfléchir sur les conséquences de l'effroyable cataclysme qui ébranle en ce moment le monde. Que dit-il? Il a fallu quelque peine pour le faire sortir de son laboratoire et répondre à une enquête sur « l'Après-guerre, » ouverte par le journal que nous venons de citer. Sa réponse est empreinte d'un découragement profond et de ce pessimisme navrant dont tous les Espagnols cultivés font profession et même étalage. Seulement, M. Ramon y Cajal donne à ses idées une base scientifique qui les rend encore plus désolantes. « La présente guerre, nous dit-il, a révélé chez l'homme la bête de proie qu'il porte en lui et justifié la donnée biologique admise de la résistance du cerveau à toute évolution. En dépit de l'influence éducatrice de la philosophie, du droit et de l'art; en dépit des merveilleuses conquêtes de la science et de la technique, nos cellules nerveuses réagissent de la même façon qu'à l'époque néolithique : même tendance irrésistible vers le pillage à main armée, même goût pour l'odeur du sang d'autrui, même haine contre les peuples qui parlent une autre langue ou habitent de l'autre côté d'un fleuve ou d'une montagne. » Quant aux conséquences de la guerre, il ne croit pas à l'écrasement complet d'un des groupes belligérans; il estime que les vaincus n'auront d'autre pensée que d'imiter les méthodes du vainqueur pour essayer de vaincre à leur tour, et que, quand les orphelins d'aujourd'hui auront atteint l'âge

d'homme, le terrible massacre recommencera. N'est-ce pas voir l'avenir trop en noir? Mais ce qui fait pour nous le prix exceptionnel des déclarations du grand biologiste, c'est le jugement si grave dont il accable la *Kultur* allemande : « Notre ancêtre des cavernes pillait et assassinait franchement et sincèrement, sans tourmenter ses victimes à l'aide de théories anthropologiques; *aujourd'hui les agresseurs, quand ils se sentent forts, écrivent des livres savans, pleins de haute philosophie, non seulement pour justifier leurs crimes et leurs iniquités, mais pour se présenter au monde comme une race supérieure à laquelle tout est permis.* » Que pouvons-nous demander de mieux? Le plus grand savant de l'Espagne actuellement vivant, un homme d'une probité scientifique indiscutée, d'une indépendance absolue, et qui plane très au-dessus des manèges de la politique ou des coteries des littérateurs, nous a livré le fond de sa pensée, et cette pensée est la condamnation la plus formelle de tout ce qui anime depuis quarante ans l'intellectualisme germanique. Un tel aveu dispense de bien d'autres et rachète beaucoup d'écarts, au demeurant assez négligeables, de langage et de jugement.

L'opinion publique des masses, en Espagne comme à peu près partout, dépend du journal à un sou que le demi-lettré absorbe quotidiennement, qu'il propage et qu'il commente dans les milieux où la lettre moulée demeure indéchiffrable. Les informations puisées à d'autres sources sont rares et en dernier ressort remontent presque toujours à ce qui, très à la hâte, a été écrit et pensé, — si ce dernier mot ne paraît pas trop ambitieux, — dans quelque bureau de rédaction ou quelque antichambre de ministère. Comment rectifier le travail d'assimilation auquel se livrent tant de gens crédules et bornés? En ces temps de trouble, beaucoup de personnes s'improvisent directeurs de conscience, qui ne possèdent pas toutes les qualités de l'emploi; mais, d'autre part, tout vaut mieux que l'indifférence et l'abstention. Quiconque se sent en mesure d'éclairer son prochain, d'arrêter la propagation de fausses nouvelles, de redresser des erreurs de jugement ou de conduite, doit s'y employer. Un fort bon exemple de ce dévouement à la chose publique vient d'être donné en Espagne par M. Alvaro Alcalá Galiano, dans un petit opuscule intitulé : *La Vérité sur la guerre. Origine et aspects du conflit européen.* Fils cadet du comte de Casa Valencia, qui fut ministre d'État et ambassadeur à Londres, M. Alcalá

Galiano porte un nom qu'a illustré le grand patriote D. Antonio Alcalá Galiano, auteur de Mémoires d'un prix inestimable sur la guerre de l'Indépendance et le règne de Ferdinand VII. Esprit très pondéré, nullement ennemi de l'Allemagne, où il a séjourné souvent et dont il admire certains côtés de l'activité nationale, M. Alcalá Galiano cherche surtout à détromper ceux de ses compatriotes qui ignorent tout de la transformation de ce pays par le militarisme prussien, ou, comme on a dit très justement, de son « intoxication » progressive dès 1871, mais surtout à partir de ses progrès économiques et de l'avènement d'une très grande prospérité matérielle. Il expose quelle a été l'action de philosophes comme Nietzsche, d'historiens comme Treitschke, de théoriciens militaires comme Bernhardi, de journalistes comme Harden, qui ont implanté dans les cerveaux allemands le principe de *Deutschland über alles* et de l'asservissement des nations plus faibles à la nation élue, et il explique les graves dangers qu'un tel principe ferait précisément courir à l'Espagne; enfin il montre, par l'analyse des documens diplomatiques comme par l'histoire de ces dernières années, que la responsabilité de la guerre, préparée jusque dans ses moindres détails par l'Allemagne, retombe uniquement sur son empereur. Était-il utile d'enfoncer tant de portes ouvertes et d'affirmer une fois de plus ce qui est l'évidence même? Oui, puisqu'il s'agissait dans l'espèce d'agir sur un public un peu passif. M. Alcalá Galiano, sans ménager personne, tance plus vertement que d'autres les Espagnols coupables, au début de la guerre, d'avoir compromis le bon renom de leur pays, notamment quelques jeunes gens qui, sur notre sol, crurent élégant de faire parade de sentimens allemands et de déclamer contre la corruption de la grande Babylone. Or, il se trouve que ces fervens admirateurs de la *Kultur* hantent les trois quarts de l'année nos plages de la côte de Diamant en pantalons de flanelle, — *flanneled fools*, dit Kipling des joueurs de *golf* anglais lents à endosser l'uniforme, — et se montrent fort assidus à certaines attractions parisiennes plutôt répréhensibles, dont nous autres Parisiens ne soupçonnons même pas l'existence. Ces frasques de mauvais goût n'indisposeront pas nos populations de la frontière Sud-Ouest contre les honorables *villégiateurs* espagnols de Biarritz et de Saint-Jean-de-Luz, ni contre les familles de l'« ancienne » grandesse

qui ont charitablement prodigué à nos blessés les soins les plus empressés. Sévères aussi sont les reproches que M. Alcalá Galiano adresse aux agités de la politique, à ces coureurs d'aventures et à ces utopistes, que l'ancienne Espagne a trop connus pour son malheur, sous le nom d'*arbitristas*, et dont Cervantes disait qu'ils sont aussi funestes à eux-mêmes qu'à la république, car ils s'en vont toujours mourir dans les hôpitaux. A peine les armées allemandes avaient-elles violé la frontière de Belgique que nos gens se mirent à vociférer : Gibraltar! Tanger! Portugal! et s'armèrent... de leur plume pour remanier la carte de l'Europe et de l'Afrique. Profitons de l'occasion, s'écrièrent-ils, l'Allemagne compte sur nous, n'hésitons pas à réaliser le rêve, caressé par tous les vrais patriotes, de la « plus grande Espagne, » portons un coup fatal à l'Angleterre exécrée! M. Alcalá Galiano réprime en quelques phrases fort judicieuses et concluantes cette levée de boucliers de carton. « Croire que l'Allemagne éprouve pour nous des *sympathies*, que son empereur nous est *reconnaissant*, qu'il a un intérêt quelconque à agrandir l'Espagne ou qu'il pense à nous rendre Gibraltar, ce sont là des chimères que seuls peuvent se forger des esprits puérils, qui attendent le triomphe du Kaiser comme les petits enfans attendent la venue des Rois Mages. » Ces utopistes ne voient pas le piège que tend l'Allemagne aux Espagnols, cherchant à réveiller leur haine contre la France et l'Angleterre et qui, selon l'heureuse expression de notre auteur, « voudrait se servir d'eux, dans l'ordre spirituel, comme elle s'est servie de la Turquie dans l'ordre matériel. » Que deviendrait l'Espagne avec une France ennemie sur terre et une Angleterre qui lui couperait ses communications maritimes, sans parler du sacrifice absurde de la plupart de ses intérêts commerciaux et de la rupture des liens géographiques ou ethniques qui la rattachent à notre pays? Et ne vaut-il pas cent fois mieux s'entendre avec la France au Maroc qu'avec une Puissance dont on connaît les théories sur les nations faibles? Que resterait-il à l'Espagne, au bout de quelques années, de sa nouvelle colonie, si elle attirait à ses côtés ceux qui partout et toujours exigent la part du lion? — Tant de bon sens, de rigueur dans le raisonnement et de clarté dans l'expression cause une impression rassurante : la brochure très opportune de M. Alcalá Galiano, nous en avons la ferme conviction, triomphera de bien des

idées préconçues et fera tomber bien des œillères. En écrivant des pages si pleines de vérités, l'auteur a rendu à ses compatriotes un éminent service et donné une preuve de courage civique dont il y a lieu de le féliciter hautement.

Rien n'est prestigieux comme la gloire militaire, et rien ne s'impose tant à l'imitation que la supériorité acquise sur les champs de bataille. Coup sur coup, en 1866 et en 1870, l'armée prussienne triompha des armées autrichienne et française et reconquit la suprématie qu'elle possédait sous Frédéric et qu'elle avait perdue à Valmy. De telles victoires firent de l'armée prussienne, devenue celle du nouvel empire allemand, l'armée modèle que chacun s'empressa de copier, les vaincus comme les autres. A notre exemple, l'Espagne se mit donc à l'école de l'Allemagne, comme elle se mit aussi plus tard à l'école du Japon, en abaissant la taille de ses conscrits, quand la guerre de Mandchourie eut appris au monde étonné ce que l'on peut faire avec de très petits soldats. A quels résultats tangibles la germanisation de l'armée espagnole a-t-elle abouti? La récente occupation d'une partie du Maroc par d'importantes forces péninsulaires n'a pas permis de s'en rendre un compte exact : seule une guerre européenne montrerait ce que le corps des officiers espagnols doit au dressage à la prussienne, en fait d'art militaire exclusivement, car, pour le reste, il ne saurait être question d'aucune infiltration d'idées allemandes.

Le principe de la « nation armée » n'existant en Espagne que sur le papier, l'éducation militaire, conçue à la façon de von der Goltz et autres, n'y est pas encore applicable. On se demande même s'il se trouvera bientôt un parti politique pour inscrire sur son programme le fonctionnement régulier du service militaire universel : pour l'instant, non seulement tous les chefs de parti, mais les classes dirigeantes y sont opposés. Aussi quand on dit, — et on le dit souvent, — que l'armée espagnole affecte des sentimens allemands, cela ne signifie pas du tout qu'elle soit imprégnée de science ou de méthode militaire allemande; cela signifie que beaucoup d'officiers supérieurs et subalternes admirent le militarisme prussien, c'est-à-dire le rôle prépondérant joué par la caste militaire en Allemagne. Mais ces officiers ont-ils réfléchi à ce qui les sépare du régime féodal prussien? Qui trouverait-on dans l'armée espagnole d'aujourd'hui, complètement démocratisée

et où les officiers de fortune occupent les plus hauts emplois, pour réclamer une sorte de *Junkerthum*, d'hidalguisme militaire, avec preuves de pureté de sang et de quartiers de noblesse? Non, les cinq cents généraux espagnols de l'active et de la réserve, pas plus que leurs camarades des grades inférieurs, n'ont en vue rien de semblable, sauf que certains d'entre eux ne seraient peut-être pas fâchés de se créer, en marge de la société civile, un domaine où ils jouiraient, à l'abri des lois, d'avantages palpables et d'une situation plus reluisante. Les incidens de Barcelone en 1905 ont montré à la fois que d'anciens erremens, qu'on croyait abolis, persistent encore et que les gouvernemens libéraux ou autres conservent l'habitude de capituler devant des insurrections militaires, quand ils les sentent soutenues par des chefs influens : la crainte du *pronunciamiento* hante toujours leur sommeil, et ils se disent, non sans raison, que l'armée telle qu'elle existe peut servir d'instrument à quelque coup d'État, surtout du parti jaimiste, le plus habile et le plus disposé à se concilier les militaires. Puissent ces appréhensions être vaines! L'armée espagnole, destinée tôt ou tard à devenir la nation armée, a une mission plus noble que celle de servir de tremplin aux prétendans et aux politiciens; elle sait où l'attend la gloire. Si elle en récolte, la nation lui témoignera sa reconnaissance, en rendant, par des mesures législatives, le métier militaire plus respecté et plus enviable. Ce ne sera peut-être pas là le militarisme prussien rêvé par quelques jeunes lieutenans très férus de *Schneidigkeit* et très enclins à laisser traîner leur sabre sur le pavé, mais ce sera le seul compatible avec la dignité et la sécurité du pays.

*
* *

Reste à parler de l'influence du *régionalisme* sur les relations avec l'étranger. L'unité politique de l'Espagne s'est accomplie presque en même temps que celle de la France, mais n'a pas produit les mêmes effets. Il y a eu plutôt juxtaposition que fusion des élémens unifiés. Pour des motifs divers, qui tiennent à des différences de tempérament comme à des souvenirs historiques, les parties aujourd'hui constitutives du corps politique espagnol ne se soumettent pas sans contrainte à l'action du pouvoir central : d'où ces tendances séparatistes qu'on qualifie

du nom de *régionalisme*. Le régionalisme en Espagne se fonde essentiellement, sinon exclusivement, sur la langue; ainsi le régionalisme catalan, le plus important de tous, ne répond pas à ce qui constituait autrefois le territoire de la couronne d'Aragon ; il exclut précisément la province d'Aragon de langue castillane, et n'englobe que les pays de langue catalane. Il en est de même des régionalismes basque et galicien, qui dépendent aussi de la langue. Un autre trait de ces groupemens, c'est qu'ils s'épanchent par delà les frontières politiques; mais seul le régionalisme catalan y a bien réussi, notre Roussillon, grâce au dialecte qui y est parlé par toutes les classes, formant avec la Catalogne une unité linguistique suffisante, sinon parfaite ; tandis que Basques espagnols et Basques français ne se comprennent que très difficilement. La langue étant le grand trait d'union entre les hommes, on conçoit que nous ayons trouvé, auprès des Catalans d'Espagne, dans les circonstances présentes, de très vives sympathies. A Barcelone, on discute autant qu'à Madrid ; mais, malgré tous les efforts du *Service d'informations* allemand installé en cette ville et qui, sur un ton alternativement matamore et sentimental, prodigue ses réclames, nos amis ne se laissent pas endoctriner par cette littérature trop manifestement mensongère. A peu près tout ce qui porte un nom dans les sciences, les lettres, l'art, le haut commerce et la grande industrie s'est prononcé énergiquement en faveur de la France et de l'Angleterre, dans des manifestes publics ou des lettres privées dont nous avons les mains pleines. Le fait aussi que notre généralissime appartient à une famille roussillonnaise a beaucoup contribué à resserrer des liens que les hasards de la politique n'ont jamais complètement détendus. Nos bons voisins du Sud-Est aiment à dire que nos succès militaires sont de la gloire catalane, et nous n'y voyons certes aucun inconvénient. Une seule note discordante nous a été apportée par le *Manifeste des amis de l'unité morale européenne*, daté de Barcelone, le 27 novembre 1914, morceau d'un humanitarisme nuageux et en apparence anodin, mais qui cachait, paraît-il, de la part de quelques signataires au moins, une tentative de justifier la cause allemande; aussi plusieurs de ceux qui y avaient d'abord mis leur nom se sont-ils empressés de le retirer, entre autres M. Massó Torrents, l'un des membres les plus justement estimés de l'Institut des Études catalanes.

Il est à coup sûr réconfortant de constater que les soutiens de l'impérialisme germanique n'osent presque jamais parler ouvertement, ni expliquer au grand jour les motifs de leurs convictions. Si ce manifeste tendait vraiment à glorifier la *Kultur*, pourquoi n'avoir pas eu le courage de le dire en toutes lettres?

Si nous rencontrons beaucoup de sympathies en Catalogne, nous en rencontrons moins à l'autre extrémité de la frontière. Bilbao, Saint-Sébastien, cette dernière ville surtout, parce que le gouvernement y réside en été, sont devenus le refuge d'une fraction importante de la colonie allemande d'Espagne, celle de la *gente de levita*, comme disent nos voisins, ou porteurs de redingote, tandis que le menu fretin, — l'Allemand *vornehm* fuyant le contact du parent pauvre, — a été dirigé sur Barcelone, où des soupes populaires, plus grasses que ne sont en ce moment celles de la mère patrie, le sustentent aux frais du consulat. Autour de ces Allemands de Saint-Sébastien et de la Corniche basque se groupent volontiers bon nombre de carlistes, domiciliés ou non en France, que nous connaissons et estimons à leur valeur, et aussi peut-être quelques membres de certaine association religieuse, gouvernée il y a peu par un général né wurtembergeois, qui n'a pas dû inculquer à sa milice un grand amour pour notre pays. Dans ce milieu bigarré se nouent des intrigues de nature à nous causer quelques préjudices : nos autorités de la frontière, qui doivent être renseignées, feront bien de se tenir sur leurs gardes.

***

Diverses autres questions, surtout économiques, déterminent en Espagne des courans d'opinion qui souvent se contrarient : questions de protectionnisme et de libre-échange, traités de commerce, zones franches et bien d'autres encore. En donner un simple aperçu exigerait des lumières spéciales et beaucoup d'espace. Pour ne pas sortir du cadre de cet article, il paraît préférable de renvoyer à un livre bien informé, *L'Espagne au XXe siècle*, de M. Angel Marvaud, paru il y a deux ans et qui peut servir de guide à travers la littérature du cru où toutes ces questions sont discutées journellement avec plus de fougue et de grandiloquence, semble-t-il, que de véritable connaissance du sujet. On verra dans l'ouvrage de M. Marvaud combien certains intérêts généraux ou locaux influent sur les relations

extérieures et sont de nature, soit à rapprocher soit à brouiller nos deux pays.

***

L'exposé qui vient d'être présenté de l'attitude de l'Espagne dans cette guerre formidable laissera peut-être au lecteur une impression mélangée, résultant du malaise dont souffrent nos voisins, ballottés qu'ils sont en sens contraires, comme d'autres neutres, et qui ne s'accordent pas très bien sur la voie à suivre; mais leur prêter de mauvais desseins serait tout à fait excessif. Il ne s'agit après tout que de malentendus, de différends momentanés et faciles à régler d'un commun accord : rien, absolument rien n'est à prendre au tragique. Et après la victoire de nos armes, ces malentendus, ces différends seront bien vite apaisés. L'Espagne se rapprochera de nous spontanément, non pas parce qu'elle nous craindra, ce qui serait indigne d'elle, mais parce qu'elle nous estimera davantage. Alors la divine Méditerranée, berceau de la civilisation gréco-latine, redeviendra le *mare nostrum*, le lac de bonne compagnie, où évolueront fraternellement les escadres de la France, de l'Italie et de l'Espagne, où une place digne d'elles sera réservée à l'Angleterre et à la Russie et où nous serons heureux de voir flotter, à côté des nôtres, les pavillons des nations balkaniques, définitivement délivrées de la tyrannie germanique.

A. Morel-Fatio.

LA GUERRE EN FLANDRE

VUE PAR UN JOURNALISTE AMÉRICAIN

I

La guerre européenne n'est pas encore finie, et cependant la littérature qu'elle inspire garnirait déjà une vaste bibliothèque. Les quotidiens de toute nature publient une foule de journaux de marche, tandis que les écrivains rassis livrent aux méditations des lecteurs des œuvres plus objectives dont le genre va de l'Histoire générale aux Commentaires de Polybe. Enfin, les gouvernemens eux-mêmes éclairent et guident l'opinion avec des rapports officiels que distillent d'impartiaux enquêteurs. Mais les auteurs de journaux de marche ne décrivent guère que les épisodes locaux où se dépense leur ardeur ; les historiens ne jugent que sur pièces hâtives, et leurs documens, tout comme les grades, seront après la tourmente sujets à revision. Quant aux rapports des Commissions d'enquête, ils attisent les sentimens belliqueux et la haine contre l'envahisseur ; ils sont éloquens et précis, ils donnent du relief aux conséquences horribles de la guerre, mais ils ne sont que les procès-verbaux de crimes encore impunis.

Les correspondans militaires, seuls, peuvent avoir en principe une vue d'ensemble, contemporaine des événemens. Jusque vers la fin du dernier siècle, ils formaient une corporation de spécialistes que les journaux puissans, les revues riches se disputaient à prix d'or. Dès qu'un conflit, quelque part dans le monde, mettait des armées en présence, ils accouraient pour observer et décrire au jour le jour. Ils étaient actifs, débrouil-

lards, polyglottes et courageux. Ils suivaient à leurs risques et périls les troupes en campagne ; ils allaient partout et ils voyaient tout, prêts aux pires ruses et aux audaces les plus folles pour avoir la primeur d'une nouvelle, un cliché inédit, les élémens d'un récit sensationnel. L'Alcide Jollivet de *Michel Strogoff* était le type populaire de ces chroniqueurs nomades, pour qui les dangers et les obstacles n'existent pas.

Mais à mesure qu'augmentaient les effectifs engagés, l'importance des objectifs, l'acharnement des querelles où se jouait l'existence même des nations, le rôle des correspondans de guerre diminuait d'ampleur. Les commandans des forces adverses redoutaient ces témoins indiscrets et bavards qui éventaient les plans, discutaient les tactiques, pronostiquaient les résultats, évaluaient au juste prix les triomphes ou dévoilaient les déceptions. Le séjour sur le théâtre de la guerre fut rendu difficile à ces irréguliers. Chambrés par les états-majors, maintenus en arrière des zones intéressantes, expulsés sans aménité à la moindre incartade, ils durent se soumettre aux consignes sévères que le souci du secret des opérations leur imposait. Ils en furent peu à peu réduits à tirer plusieurs moutures des renseignemens dont le sens variait selon le côté de la barricade ou le bout de la lorgnette, et qui leur étaient communiqués par le bureau de la Presse des grands quartiers généraux. Le plus souvent, des clichés maquillés, des croquis faits de chic étoffaient leurs variations sur des thèmes dont l'adresse, ou la chance, ou le flair individuels pouvaient seuls, en de rares occasions, atténuer l'aridité. Ainsi, les qualités simplement techniques des spécialistes militaires devinrent moins utiles que celles du reporter imaginatif, dessinateur habile ou photographe ingénieux.

La guerre sud-africaine inaugura ce nouveau régime que la guerre de Mandchourie portait à sa perfection, au moins du côté des Japonais. A part quelques-uns, les correspondans de presse n'étaient plus déjà que des hérauts d'armes postés hors des barrières du champ clos; tournés vers la cantonade, ils annonçaient les coups d'après les seules indications des adversaires qui se déclaraient chacun juge du camp. Le système parut si avantageux que tous les belligérans, désormais, l'appliquèrent pour leur propre compte. Malgré l'importance mondiale de la Macédoine et de la Thrace, les innombrables journalistes qui

suivaient la guerre des Balkans devaient recourir aux expédiens pour rassasier la curiosité du public. Ils décrivaient avec complaisance les traditionnelles horreurs des campagnes dévastées, des villages incendiés, des populations massacrées. Ces scènes de ruine et de carnage à l'aurore du xxe siècle choquèrent d'abord l'opinion. Le témoignage officiel d'enquêteurs étrangers en attesta bientôt l'authenticité; mais les sensibles Occidentaux les expliquèrent en les attribuant à la barbarie naturelle des mœurs de peuples rudes et belliqueux. Les Occidentaux ne se doutaient pas de ce qui les attendait chez eux-mêmes, moins d'une année plus tard.

Cependant les expéditions coloniales, à condition de ne pas être trop lointaines, donnent encore aux correspondans de guerre l'occasion d'employer leurs facultés selon le mode ancien. L'ennemi, qu'il soit en Tripolitaine ou au Maroc, n'a pas d'agences d'espionnage bien développées ; il n'a pas de télégraphie avec ou sans fil, d'états-majors soupçonneux et discrets ; il ne lit pas les journaux étrangers. En face, des généraux se plaisent au contraire à rendre l'expédition populaire, à convaincre les contribuables de l'excellence de l'entreprise et de la valeur de l'armée. L'envoyé de presse est alors le bienvenu. On facilite sa tâche, on le traite avec égards. Il habite sous la tente près des grands chefs, il va, il vient, il se mêle aux troupes et partage parfois leurs dangers. J'en vis un qui, pendant un combat chez les Zemmour, ne lâchait pas la section de mitrailleuses, pourtant fort exposée aux coups ; armé d'un mousqueton pris à un Sénégalais blessé, il s'était couché sur la ligne de feu et tirait comme au stand. Je le complimentai sur sa bravoure et le priai de se ménager : « Bah ! répondit-il, j'en ai vu bien d'autres au Transvaal ! » En l'honneur de l'Entente cordiale et aussi d'un lieutenant-colonel anglais qui avait obtenu la permission d'assister au « baroud, » je ne le questionnai pas plus avant. Mais ses impressions de témoin et ses articles de campagne au Maroc devaient être plus vécus et plus vivans que les descriptions rétrospectives de ses confrères alors disséminés dans les Balkans.

En réalité, de tels *conquistadores* de la plume parviennent quelquefois à pénétrer sur les théâtres de guerre les plus fermés. Leur caractère audacieux, l'abondance et la variété de leurs ressources leur assurent l'indépendance du jugement. Ils

voient ce que les grands acteurs voudraient cacher, masquer ou nier. Ils savent transmettre à l'extérieur le résultat de leurs observations. Si, par aventure, ils sont neutres dans le conflit de deux races, de deux cultures ou de deux mentalités, leurs témoignages sont particulièrement précieux. Ils confirment ou contredisent les versions officielles, détruisent ou propagent des légendes, étouffent ou proclament la vérité. Quand leur neutralité politique se double de bonne foi, ils éclairent l'opinion universelle que les belligérans prennent toujours pour juge et qui, sans eux, donnerait raison au plus fort, sinon au plus bruyant. Quand, à leur bonne foi, s'ajoute la générosité du cœur, leurs comptes rendus deviennent cinglans comme des réquisitoires, et c'est le verdict de la postérité qu'ils annoncent par avance dans leurs journaux.

II

Alexander Powell, correspondant spécial du *New York World*, est un de ceux-là. Son livre : *La Guerre en Flandre* (1) est le résumé tout chaud des observations faites d'après nature, malgré les obstacles les plus divers. Dans quel esprit? Il nous le dit lui-même, dès la préface : « ... Citoyen américain, je me rendis en Belgique au début de la guerre, sans idées préconçues... J'avais également pratiqué Anglais, Français, Belges, Allemands. Je comptais des amis dans les quatre pays et je gardais l'agréable souvenir de jours heureux passés chez chacun d'eux Quand je quittai Anvers, après l'occupation, j'étais devenu aussi belgiophile que si je fusse né à l'ombre du drapeau rouge, noir et jaune... » Évidemment, un homme pondéré ne change pas ainsi de sentiment sans raison.

Powell arrive en Belgique dès les premiers jours d'août. Des centaines de journalistes l'y ont précédé : professionnels pourvus d'une longue expérience; amateurs qui guettaient l'occasion de forcer les portes de la grande presse par un article sensationnel; snobs qui venaient suivre les péripéties d'une lutte plus intéressante que des matches de boxe ou de foot-ball. Il y avait des inconsciens, comme cette jolie Anglaise qui se poudrait le visage sous les éclats d'obus, en admirant un

(1) Traduit de l'anglais par Gérard Harry; 1 vol. in-8°, Larousse, éditeur.

combat de cavalerie ; des excentriques comme ce Thomson qui, toujours chassé, revenait toujours, sans doute grâce moins à ses qualités de polyglotte parlant trois langues : « l'anglais, l'américain et le yankee, » qu'à son imperturbable sang-froid ; des enthousiastes qui s'offraient comme courriers à travers des régions dangereuses, et qui parfois portaient, sans le savoir, de simples feuilles blanches dans des enveloppes scellées de nombreux cachets. Dès les premiers jours, tout ce monde s'agitait, bourdonnait autour des états-majors, se révélant indiscret et encombrant. « Finalement, la question se réduisit à ce dilemme : qui, de la légion des correspondans de guerre ou de la légion des soldats, céderait la place à l'autre ? Il n'y avait pas assez d'espace pour toutes deux. Il fut décidé de donner la préférence aux soldats. » Comment, malgré toutes les consignes et toutes les expulsions, Powell réussit-il à se maintenir en Belgique, à rayonner autour d'Anvers dans un confortable automobile, à tout voir et presque tout entendre, à posséder le laissez-passer et le mot qui, sur les lignes, apaisent les sentinelles et rendent obligeans les officiers ? Sans doute, il est « citoyen américain, » c'est-à-dire qu'il appartient à une nation chatouilleuse, forte, et dont les belligérans se disputent les bonnes grâces ; il a de copieuses lettres de crédit, des recommandations imposantes, de l'audace et le patronage d'un puissant journal. Mais cela ne suffirait pas. Il en convient, et il glisse légèrement sur « la chance spéciale » qui le favorisa. Imitons sa réserve, et bénissons le sort qui fit de ce publiciste neutre un témoin bien renseigné.

Les circonstances ne tardent pas à réagir sur sa mentalité. Déjà, le spectacle d'Anvers, où il a pénétré dès les premiers jours de la guerre, lui inspire une vive admiration pour ces Belges prêts à tous les sacrifices. Il a vu les merveilleux faubourgs nivelés, leurs parcs et leurs jardins rasés, les arbres centenaires des routes abattus. Des ruines matérielles pour plus de 400 millions sont acceptées sans murmure, parce qu'elles dégagent maintenant une zone de 40 kilomètres de long sur 4 de large où « un lapereau ne pourrait passer sans être découvert. » San Francisco après le tremblement de terre, Salem après l'inondation, donnaient à peine l'idée de tels ravages. Les Belges se sentent enfin entre soi. La colonie allemande était expulsée et, après son départ, leurs hôtes confians découvrent

des préparatifs d'Avant-Guerre aussi bien machinés que ceux qui furent dénoncés chez nous par M. Léon Daudet. N'importe, puisqu'ils sont éventés à temps. Toutes les classes sociales font bloc autour de leur roi. L'aristocratie de la naissance et celle de l'argent s'enrôlent et vont gaîment au feu après quelques jours de dressage. Les *boys-scouts* s'offrent comme estafettes, — deux d'entre eux seront fusillés par les Allemands, — et se rendent utiles de toute manière. Les gardes civiques à qui l'ennemi refuse la qualité de belligérans, s'ils ne sont pas tous et toujours des héros, sont au moins de braves gens qui servent de leur mieux leur pays. Cette union morale réalisée sans fanfaronnades, cette abnégation dans le sacrifice matériel, semblent impressionner d'abord Powell. Il observe tout avec l'intérêt d'un galant homme qui suivrait les péripéties d'une lutte entre deux adversaires inégaux. C'est un combat qui ne peut manquer de plaire à tout bon Anglo-Saxon. Mais si le plus fort, pressé de triompher, a recours à des coups défendus, la curiosité sportive se change en dégoût indigné pour l'attentat et en sympathie pour la victime.

Évidemment, l'emploi de zeppelins qui laissent, pendant la nuit, tomber des bombes sur les maisons d'Anvers et massacrent des habitans inoffensifs, est un de ces actes qui disqualifient leur auteur. Alexander Powell le pense et l'affirme : « Sur aucun champ de bataille, écrit-il, je n'ai vu un spectacle aussi horrible que celui qui me souleva le cœur et me fit presque défaillir lorsque je pénétrai dans une de ces maisons bouleversées... Si j'insiste sur ces détails, si révoltans soient-ils, c'est afin d'établir clairement que les seules victimes de ce raid aérien furent d'innocens non-combattans. » C'est assez pour orienter désormais ses préférences. Les Allemands, s'il en rencontre, n'auront plus droit, de sa part, qu'à une attitude correcte, et rien de plus. Tel est d'ailleurs le sentiment général de ses compatriotes qui habitent encore Anvers et qui se sont réunis pour en délibérer : « ... On traitait les intrus casqués avec une politesse glaciale ; autrement dit, il ne fallait leur offrir ni cigares, ni boissons. » Après cela, peut-on résister au plaisir de constater que l'excellente mitrailleuse en service dans l'armée belge est d'un modèle américain, et que la Compagnie américaine des téléphones a rendu au gouvernement belge des services éminens ? Eh bien ! Powell n'y résiste pas. Il éprouve

même, à l'avouer, une joie maligne qui le venge bien des émois causés par les bombes des zeppelins.

D'ailleurs, s'il est sévère pour les randonnées meurtrières du dirigeable qui bombarde une ville endormie, les vols audacieux des aéroplanes le trouvent plus indulgent. Les aviateurs opèrent au grand jour, tandis que les ballonniers ont besoin de la nuit pour perpétrer leurs crimes ou leurs tentatives criminelles. Ils n'agissent que par surprise, tandis que les premiers s'exposent franchement aux coups.

Certes, sans manquer au patriotisme, on peut reconnaître aux aviateurs allemands des qualités louables. Aux débuts de la guerre, ils s'efforçaient de prouver que les critiques faites chez nous par *l'Œuvre* et par le sénateur Reymond étaient fondées. Sans cesse, ils volaient sur nos colonnes et dénonçaient en temps opportun les emplacemens de nos troupes et de nos batteries. Dans la région où je me trouvais, leur maîtrise de l'air paraissait incontestable et ils recouraient parfois aux manœuvres les plus téméraires pour obtenir des renseignemens. Un jour, pendant la retraite vers la Marne, ma troupe avait formé l'arrière-garde d'une de nos colonnes et, le soir venu, elle prenait sa part du service de sûreté. Après l'inspection du secteur, je rentrais à cheval vers le cantonnement de la réserve quand, tout à coup, une fusillade rapide et brève se fait entendre derrière moi. C'était un poste détaché qui tirait sur un Taube.

L'avion s'était envolé d'un champ voisin, caché par des oseraies et des pépinières. Les tireurs furent assez heureux pour le descendre comme il était environ à 50 mètres de hauteur. J'arrivai à temps pour voir la capture de l'aviateur qu'un lieutenant se préparait à interroger, tandis que les soldats surexcités menaçaient de lui faire un mauvais parti. Leur fureur avait pourtant une excuse : près d'atterrir, l'Allemand avait déchargé son pistolet à signaux pour éviter quelque accident, et les troupiers croyaient qu'il s'était livré à de diaboliques manigances. Je laissai là mon cheval et j'emmenai le prisonnier, un capitaine à la carrure impressionnante, galant homme d'ailleurs. A nous voir partir ainsi tout seuls à travers la campagne, mes guerriers conçurent sur mon sort des inquiétudes qu'ils rendaient vraiment trop visibles. En cheminant, je questionnai mon compagnon involontaire sur les causes de son évidente témérité.

Il me raconta une histoire sur le thème prévu de la panne de moteur et de l'erreur géographique dont il avait été victime dès le matin. Qu'elle fût vraie ou non, il avait eu le sang-froid de rester caché avec son appareil, sans doute depuis l'aurore, — nul aéroplane ennemi n'avait été vu ce jour-là sur la région, — à 400 mètres à peine d'une route sur laquelle défilait tout un corps d'armée en retraite. Son carnet d'observations bien garni, la nuit approchant et sa mission terminée, il prenait son vol sous le nez d'un poste dont il n'avait pas soupçonné la proximité ou la vigilance. Une balle dans le réservoir d'essence avait mis fin à cette audacieuse équipée. Grâce à un automobile militaire qui errait sur un mauvais chemin, je pus diriger vers l'un de nos lointains états-majors le capitaine prisonnier, après lui avoir témoigné les égards dus à sa vaillance. Et je remerciai le Seigneur qui privait ainsi le Kronprinz impérial d'une foule de renseignemens écrits et verbaux trop intéressans.

Tandis que l'armée belge se préparait à défendre Anvers, Alexander Powell ne restait pas inactif. Le moment ne lui semblait pas encore venu de s'enfermer dans la ville et d'y attendre le premier acte d'un siège que l'intervention prématurée des zeppelins faisait déjà prévoir dramatique et sanglant. Il voulait parcourir en reporter la Belgique envahie, pour observer d'après nature la conquête et l'administration allemandes dont la rumeur publique dénonçait déjà les excès. Peut-être supposait-il, après tout, que les victimes de la première incursion des dirigeables sur Anvers avaient dû leur mort à l'un de ces hasards funestes qui protègent les militaires aux dépens des non-combattans; « l'armée la plus disciplinée du monde » ne pouvait se conduire comme une horde sans frein de reîtres brutaux, et tous ses crimes n'étaient imputables qu'à des calomnies intéressées. Il y avait bien, au moins, une histoire de Bruxellois affamés pour le ravitaillement desquels le ministre des États-Unis était obligé d'agir vite et de parler haut. Mais, dans le doute, il valait mieux aller y voir.

Les grands chefs allemands avaient promis une exécution sommaire, comme espion, à tout journaliste égaré dans leurs lignes. Powell, qui les soupçonne fort de n'être pas gens à se contenter de vaines menaces, juge donc préférable de se muer à son tour en courrier de cabinet. Un ami l'accompagne; et l'auto bourré de paquets de cigarettes, orné de deux immenses

drapeaux américains, transporte vers Bruxelles, par Aerschot, l'envoyé spécial du consul général d'Anvers au ministre des États-Unis.

La précaution était bonne et la ruse louable, puisqu'elle nous permet de savoir, sans ambiguïté, comment les armées de Guillaume II appliquent le principe des responsabilités collectives en pays ennemi. Certes, les chefs militaires, sous quelque longitude qu'ils opèrent, ne sauraient prendre trop de précautions pour préserver leurs troupes contre l'hostilité effective des habitans. Parfois, des exemples sont nécessaires pour contenir le patriotisme surexcité, qui d'ailleurs entretiendrait le trouble dans une région conquise ou servirait d'excuse à de regrettables attentats. Mais il y a « la manière, » et les Allemands ne l'ont pas. Que le fils du bourgmestre d'Aerschot ait, avec ou sans raison, tué d'un coup de revolver le général qui dînait chez son père, que des civils aient tiré en même temps sur les soldats disséminés dans les rues, les scènes dont la malheureuse ville fut le théâtre ne s'excusent pas. Sous prétexte d'exécution militaire, l'armée d'un pays qui revendique le monopole de la *Kultur* a commis au xxe siècle des forfaits pires peut-être que ceux du Sac de Rome ou des Noces de Magdebourg. Ce n'est pas le gouvernement belge, dont les doléances pourraient paraître suspectes, qui l'affirme. C'est un neutre, citoyen des États-Unis, journaliste sans préférences et sans préjugés, que le souvenir des horreurs vues et devinées poursuit comme un cauchemar : « J'ai vu, écrit-il, en maints lieux de la terre, maintes choses terribles et révoltantes, mais rien d'aussi épouvantable qu'Aerschot. Les deux tiers, je n'exagère point, de ses maisons avaient été la proie des flammes et portaient les visibles traces d'un pillage préalable par une démente soldatesque. Les preuves du crime étaient partout... » Je ne retiens de son récit que celle-ci, qui me paraît assez éloquente : « ...Malgré les froncemens de sourcils des soldats, je tentai de causer avec quelques-unes des femmes tassées devant une boulangerie, dans l'attente d'une distribution de pain; mais les pauvres créatures étaient trop terrorisées pour répondre autrement que par un regard fixe et suppliant de leurs yeux largement écarquillés. Ces yeux me hanteront à jamais. Ne hantent-ils pas quelquefois les Allemands? Mais un mince incident qui se produisit au moment où nous quittions la ville fit plus que tout le reste pour me rendre

sensible l'horreur des choses. Nous croisions une petite fille de neuf ou dix ans, et j'arrêtai mon auto pour la questionner sur notre route. A l'instant, elle leva les mains au-dessus de sa tête, et se mit à crier en demandant grâce. Après que nous lui eûmes donné du chocolat et de l'argent, en l'assurant que nous n'étions pas des Allemands, mais des Américains, des amis, elle s'enfuit comme une biche effarouchée. Cette enfant aux yeux agrandis par l'épouvante, et ces mains qui imploraient encore, quelle vivante et terrible pièce à conviction contre les Allemands! »

Mais Powell n'a pas fini de s'indigner. La route d'Aerschot à Bruxelles traverse Louvain. Et Louvain, plus qu'Aerschot et autant que Termonde, prouve le savoir-faire des envahisseurs. Pourtant, avec une impartialité méritoire, il publie la version des victimes et celle des Allemands sur les ruines de la malheureuse cité. Il pousse même le scrupule jusqu'à reproduire son dialogue avec un général de haut parage qui explique les divers épisodes du drame par la nécessité de justes représailles et l'imprudente curiosité des femmes et des enfans! Tout cela, d'ailleurs, ne paraît pas bien convaincant au reporter qui le confesse, avec sa répugnance pour de telles sauvageries. Que les Belges aient conspiré, — ce qui est peu probable après l'exemple d'Aerschot, — que les Allemands, pris de panique après un combat malheureux aux environs, se soient fusillés les uns les autres dans les rues de la ville, et se soient vengés sur les habitans pour expliquer congrûment aux étrangers leur méprise, on ne peut admettre, en pleine Europe, des actes de guerre qu'aurait désavoués Samory. D'après des témoins oculaires, Américains comme lui, Powell affirme que le sac de Louvain dura deux jours. Or, Napoléon Ier, qui n'était pas tendre, ayant eu des motifs aussi impérieux de châtier Ratisbonne, fit cesser par dégoût, au bout d'une heure, le pillage dont il avait d'abord fixé la durée à un jour. Les généraux allemands répondraient peut-être, à cet argument, qu'ils ne sont pas Napoléon. Hé! nous le savons bien.

Que parfois, dans les districts envahis, des actes inopportuns ou maladroits aient pu servir de prétexte à des répressions, qui d'ailleurs en tout cas furent barbares, nul ne songe à le nier. Avec un souci de bonne foi évident, Alexander Powell porte les bonnes actions, quand il en voit sur sa route, à l'actif des envahis-

seurs. Telle est l'histoire des incidens qui précédèrent l'entrée des troupes allemandes à Gand. D'ailleurs, il s'en fallut de peu que cette ville eût le sort de Termonde et de Louvain. Peut-être, la nationalité des témoins placés par le hasard à l'origine du conflit, la fermeté du consul évoquant à propos les sympathies historiques de la grande République américaine pour Gand, firent-elles plus que la douceur hypothétique de cœur du général von Bœhn pour sauver l'antique cité. Maïs elle fut sauvée contre toute espérance, et le reporter du *New York World* est justement fier d'avoir joué un rôle important dans cette dramatique affaire.

La rencontre lui permit en outre de contempler à loisir le merveilleux outil de guerre qu'étaient encore, dans les premières semaines de septembre, les armées de Guillaume II. A lire cette description saisissante, déjà reproduite par les grands journaux, on est contraint de méditer. L'offensive inattendue des Belges détourna soudain vers le Nord ces troupes formidables qui allaient à marches forcées intervenir dans la bataille de l'Aisne où s'arrêtait notre élan. Plus tard, quand l'heure sera venue d'épiloguer, des critiques susceptibles mesureront peut-être au compte-gouttes la part militaire de la Belgique dans l'œuvre du salut commun. Et cependant, plus encore que les sacrifices du début de la campagne, l'héroïque diversion qui força les Allemands à éloigner leur IIIe et leur IXe corps du théâtre principal de la guerre, au moment où leur intervention pouvait être décisive, mérite le respect et la reconnaissance sans réserves des Français.

Si étonnant que cela paraisse, Powell a circulé sans ennuis sur toutes ces routes couvertes de guerriers peu accommodans. Il doit, pense-t-il, son bonheur extraordinaire à la provision de tabac dont il avait eu soin de bourrer le coffre de l'auto. Rencontrait-il dans la région occupée par les troupes allemandes une patrouille, un poste, des groupes d'isolés avec lesquels des discussions auraient vite tourné à l'aigre, des paquets de cigarettes jetés sans parcimonie, accompagnés d'un « au revoir » aimable, dégageaient la route plus vite et mieux que le plus en règle des laissez-passer. On peut donc croire que le grand État-major avait quelque peu oublié l'approvisionnement de tabac dans ses minutieux calculs : le soleil lui-même a des taches. Un tel oubli, qui paraît être de minime importance, est cepen-

dant celui dont les effets sont partout les plus pénibles pour les combattans. Ils se moquent d'avoir des habits en loques ou des souliers troués; si les vivres réglementaires n'arrivent pas, ils patientent ou savent s'en procurer. Mais sans la pipe ou la cigarette habituelles, privations et fatigues sont ressenties avec une acuité qui réagit fâcheusement sur le moral.

L'auto-tabagie de Powell me remémore le marasme où l'absence d'allumettes, de scaferlati et de maryland plongeait, à la même époque, nos officiers et nos soldats. Dans notre marche vers la Belgique, nous traversions des villages dont les bureaux de tabac étaient déjà presque vidés par les forces de cavalerie qui nous précédaient. Nos cyclistes et nos éclaireurs régimentaires se faufilaient avec les campemens, glanaient le reste des vitrines chez les buralistes, pour exploiter sans vergogne les profits d'un trust avantageux. Les petites provisions emportées dans les sacs et les cantines s'étaient depuis longtemps converties en fumée. Seuls, ceux que les trusteurs honoraient de leur protection ou de leur amitié pouvaient encore cultiver, à prix d'or, un vice dont le spectacle de l'envie générale augmentait la douceur. Les autres devaient recourir aux pratiques de l'adolescence et piper tristement la paille hachée menu, ou la barbe de maïs. Or, notre colonel, qui ne fumait pas, avait une âme pitoyable. Et comme, vainement, il avait imploré l'Intendance, il décida d'être tout seul le pourvoyeur du régiment.

Depuis deux jours, on était cantonné près de la frontière qu'on devait bientôt franchir. De l'autre côté, la Belgique s'offrait comme la terre promise des fumeurs. Mais, pendant l'accalmie qui précéda l'orage, de nombreuses patrouilles de uhlans en défendaient l'accès. Du haut d'une colline, on les voyait à la lorgnette, trottant à travers les villages et les bois, pourchassés par nos cavaliers, mais toujours aux aguets. Entre temps, le colonel s'était procuré un auto de tourisme, mené par un chauffeur débrouillard. Sans rien dire à personne, il partit en voiture après le déjeuner avec, pour toute escorte, son ordonnance sur le siège du conducteur. Trois heures après, il revenait d'une longue randonnée en Belgique où il avait acheté un monceau de cigares, cigarettes et paquets de tabac, sans que les ennemis disséminés dans la campagne aient été mis en éveil par cette voiture errante sur les chemins. La joie bruyante qui

accueillit son retour et la distribution gratuite de ses provisions fut, pour le bon colonel, une récompense de qualité rare : « Quoi! diront les sages, un colonel se risquer ainsi pour du tabac! Quelle faute blâmable! » Je concède que, en principe, les sages parlent bien. Mais les sages ne comprennent rien aux sentimens généreux, ni aux gestes élégans. Et, mieux que toutes les harangues, l' « imprudence » du colonel inspira au régiment la passion du sacrifice et le culte de son chef.

III

Comme un fleuve débordé, l'invasion allemande s'étendait rapidement sur les provinces occidentales de la Belgique, et Powell en avait observé tout à son aise les effets destructeurs. Cependant, l'armée belge, concentrée dans le camp retranché d'Anvers, guettait le moment favorable pour établir une digue contre l'inondation. A la fin du mois d'août, la poussée vers le Sud semble aspirer, derrière Kluck et Bülow, la majeure partie des contingens qui occupaient les Flandres. Après les exemples d'Aerschot et de Louvain, les Allemands pouvaient croire que la terreur suffirait à contenir le pays, mieux que de copieuses garnisons. Ils comptaient sans les impétueuses troupes du roi Albert. C'est leur duel avec leur puissant adversaire que Powell analyse en termes imagés : « On eût dit un terrier fonçant sur un bouledogue. »

L'organisation matérielle de l'armée belge était alors, comme aujourd'hui, tout à fait digne d'éloges. La cavalerie était admirablement montée; l'artillerie était du plus récent modèle, et ses attelages étaient excellens; les services de ravitaillement et de transport n'employaient que des automobiles fort bien aménagés; enfin de nombreuses mitrailleuses blindées, sur des châssis à moteur, servies par des conducteurs, adroits et braves, qui accomplissaient audacieusement des tours de force, compensaient ce que l'armement de l'infanterie et l'habillement de toutes les troupes avaient de défectueux. L'armée était en effet vêtue de costumes pittoresques, mais terriblement voyans. Les couleurs de l'arc-en-ciel distinguaient les uniformes qui faisaient de jolies taches dans le paysage, mais fournissaient aux ennemis des objectifs visibles à souhait. Malgré cela, fantassins, cavaliers, artilleurs, gendarmes même,

se battaient avec un brio, une fougue endiablée qui remplissaient le classique « vide du champ de bataille » de scènes épiques dont l'allure et la couleur auraient tenté, nous dit Powell, Detaille ou Meissonier.

Dans ces régions plates et découvertes où les seuls obstacles sont les fossés des routes, les remblais boisés des chemins de fer, les berges des canaux, il était difficile pour les combattans d'utiliser le terrain. Sans abris naturels dans ces espaces nus où les balles et la mitraille faisaient rage, où les clôtures en fil de fer disloquaient les offensives, les adversaires en étaient réduits aux manœuvres d'ailes, qui avaient pour conséquence l'extension indéfinie des fronts. Le succès devait donc se tourner, à courage égal, — et nous savons que les Allemands, aussi, sont braves, — du côté des effectifs les plus nombreux. Or, nous dit Powell, les Belges n'avaient guère que 60 000 hommes dans leurs troupes de campagne. Les Allemands au contraire, quoique d'abord pris au dépourvu et chassés de Malines, pouvaient envoyer à la bataille des renforts presque inépuisables.

Plus heureux que les combattans dont les vues sont limitées par l'étroitesse de la scène où chacun s'agite, dont les impressions sont déformées par un relief qu'accuse la proximité des faits, le correspondant du *New York World* pouvait tout voir. Son auto le transportait, malgré les rafales des shrapnells, vers tous les points du front. Du haut des clochers et des beffrois, il pouvait contempler les péripéties de la lutte, jusqu'à ce que la menace des obus dirigés sur son observatoire l'obligeât à s'en éloigner prestement. Il a donc vu, et bien vu. Il a noté, d'après nature, l'erreur des tacticiens en chambre, qui niaient, avant la guerre, les possibilités d'emploi de la cavalerie à cheval, car il a suivi de l'œil les phases d'une charge de lanciers belges sur un fort détachement d'infanterie, qui fut refoulé : « ... Au point de vue purement militaire, ce fut sans doute une mince affaire; mais, sous le rapport de la couleur, du mouvement et de l'émotion, ce fut un spectacle qui, à lui seul, valait le voyage en Belgique... » Il a constaté l'admirable tenue, sous un feu violent, de ces troupes belges, chez qui l'amour de la patrie, le loyalisme envers le souverain, la haine de l'envahisseur, remplaçaient les traditions d'une gloire ancienne et le dressage méthodique et savant.

Certains détails, dans ce tableau d'ensemble, sont particuliè-

rement poussés, soit parce qu'ils symbolisent la mentalité de la résistance belge, soit parce qu'ils fixent le souvenir d'actes intéressans ou instructifs. L'invulnérabilité inexplicable de quelques êtres privilégiés, la discipline de la troupe et le sang-froid des chefs à des momens critiques, les ravages du tir, les effets de la retraite sur des villageois qui croyaient au retour de la victoire et à la libération prochaine du pays, sont décrits par Powell avec la justesse et la sobriété caractéristiques des épisodes « vécus. » De tels croquis ne s'inventent pas. Par exemple, le gendarme qui file en terrain découvert, sous un ouragan de projectiles, pour porter un ordre au loin, et qui s'en revient indemne, qui de nous ne l'a vu et ne l'a complimenté?

Un jour, je faisais cavalier seul avec ma troupe sur un plateau qui était bien aussi dénudé que les environs d'Anvers avant le siège. Il s'agissait de ne pas laisser les Allemands y progresser, afin de donner aux nôtres le temps d'organiser en arrière un point d'appui pour l'offensive du lendemain. La route bordée d'arbres qui longeait l'arête du plateau était prise de front et de flanc par les rafales ennemies et, à chaque instant, de grosses branches s'abattaient sur le sol. Les balles des fusils et des mitrailleuses, les shrapnells et les « marmites » miaulaient, bourdonnaient et tonnaient comme les instrumens désaccordés d'un orchestre de musiciens fous. Et, sur cette route où les heures me paraissaient longues, je vis arriver un bon gros brigadier réserviste, sous-chef des éclaireurs du régiment, qui faisait à toute petite allure du *steeple* à travers les branchages. Il s'arrêta devant moi, me tendit un papier et, bien campé en selle, il épongea doucement sa rouge figure réjouie : « Mais descendez donc et terrez-vous, pendant que j'écris la réponse, lui criai-je. Vous ne voyez pas qu'on vous tire dessus ? — Ah! vous croyez? » Je m'attendais si peu à tant d'insouciance que j'en restai tout ébaubi. Impassible, il descendit, toujours soufflant, observa d'un air intéressé, mais sans rien dire, les ravages que tireurs et pointeurs ennemis faisaient dans les arbres et sur la chaussée, tandis que je griffonnais un compte rendu concis. Puis il repartit comme il était venu, sans plus de hâte ni d'émotion. J'appris plus tard, avec surprise, que la vaste cible représentée par le gros brigadier et son roussin était, comme le gendarme de Powell, arrivée intacte à bon port. Ce sont de tels exemples qui démontrent aux gens de guerre

la souveraine puissance de la Fatalité ou de la Providence.

On arrive très vite, dans ces orages de fer et de feu, à comprendre, selon ses croyances, qu'on n'est qu'un fétu entre les mains de Dieu ou du Destin. Et des actes qui, en temps normal, seraient jugés comme d'inexcusables folies se classent sans effort, après quelques jours de bataille, dans la catégorie des faits raisonnables et naturels. A l'époque où se livrait la bataille de la Marne, j'avais comme objectif une position assez fortement occupée. La ligne de tirailleurs en était arrivée à trois cents mètres environ, et je songeais aux préparatifs de l'assaut quand, pour un motif quelconque, je reçus l'ordre de me replier. La dernière des compagnies allait donc battre en retraite à son tour, lorsque je vis les hommes déjà levés se figer sur le sol au signal de leur chef. Alors, celui-ci franchit la ligne des corps aplatis et, tout seul, posément, s'en alla vers l'ennemi. Stupéfait, je le regardais sans comprendre. Autour de lui les balles innombrables soulevaient des flocons de poussière, qui l'environnaient comme d'une nuée roussâtre. Dans ce voile léger et tremblant sa haute taille paraissait immense, et ses enjambées étaient celles d'un titan. Il fit ainsi deux cents mètres et, soudain, il s'affaissa. Je le croyais touché, mort peut-être, et je renonçais à déchiffrer l'énigme de son équipée, mais il se releva aussitôt. Il soutenait un homme qu'il portait presque, et qu'il ramena sur la ligne avec le même calme et le même bonheur. Alors seulement il mit son monde en marche et je n'ai jamais vu, sur aucun terrain de manœuvre ou de défilé, une troupe évoluer avec autant de sang-froid et de précision. Elle ne laissa d'ailleurs, sauf quelques morts, personne en arrière.

J'allai m'enquérir, aussitôt que possible, des causes de cette fugue mystérieuse. L'officier, un lieutenant très ancien, — le capitaine avait été blessé au début de l'affaire, — me l'expliqua froidement, comme il aurait raconté une histoire banale : « J'avais envoyé, dit-il, une patrouille de combat vers la position, dans mon secteur d'attaque. Au moment de commander demi-tour à la compagnie, j'ai vu qu'un des hommes de cette patrouille, blessé, avait été abandonné par elle. Je n'ai pas voulu le laisser prendre par les Allemands, et je suis allé le chercher. » Je n'insistai pas sur les complimens que la modestie de l'officier refusait, et j'énumérai les objections nombreuses

que son acte inspirait : « Bah! je suis très fort et je pouvais, tout seul, ramener le bonhomme. Autrement, j'aurais dû, pour obtenir ce résultat, envoyer deux soldats qui étaient évidemment plus vulnérables. — Mais vous pouviez y rester vous aussi, et vous êtes le chef qui ne doit pas s'exposer sans raison... — Oh! nul n'est indispensable, et, si j'avais été touché, ça aurait fait de l'avancement... » Je crois inutile d'ajouter que cet exemple d'héroïsme sans façon établit sans conteste dans la compagnie l'autorité morale de son nouveau chef.

Après une lutte qui dura trois jours, du 23 au 26 août, l'armée belge est obligée de céder à la pression de forces très supérieures; elle évacue de nouveau Malines et se retire dans le camp retranché d'Anvers. Powell a suivi toutes les phases de la bataille, qui s'étendit sur un front de trente-cinq kilomètres; il accompagne la retraite, et il pense que ce mouvement en arrière n'est pas définitif. La discipline et la fière tenue des troupes ne sont pas amoindries par l'échec : « ... Les soldats demeuraient confians, pleins de courage, et me donnaient cette impression que, si le front allemand cessait une minute de se tenir sur ses gardes, la petite Belgique lui porterait un de ces coups qui cuisent comme ceux du soleil... » Si, par aventure, il avait assisté à la retraite française vers la Marne, il aurait eu le même spectacle et la même opinion.

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, les erreurs et les défaites du début de la campagne, le retour précipité vers le Sud, si différent de la marche rapide vers le Rhin, que beaucoup d'entre nous rêvaient encore quelques jours auparavant, les sommeils abrégés par les départs en pleine nuit, les marmites renversées dans la fièvre des alertes et des contre-ordres, les marches épuisantes dans l'ignorance des événemens, rien de tout cela n'entamait la cohésion ni l'espoir. « Ça commençait mal, mais ça ne durerait pas, et ça ne finirait pas ainsi. » Tel était le sentiment commun dans les rangs. On ne pouvait croire que la France ferait faillite à ses destinées; on avait beau être sans indices sur la situation générale, les plans de campagne et les sentimens des grands chefs, on était « sûr de Les avoir tout de même. » Et, si des pessimistes geignaient, on ramenait la confiance en affirmant au petit bonheur : « Ne vous frappez pas! C'est un piège qu'on leur tend; on Les attire pour mieux leur tomber dessus! » C'est grâce à cette confiance adroitement entre-

tenue par les sous-ordres, à cette foi instinctive de tous dans la vitalité du pays, que la manœuvre du Parthe, si difficile et si dangereuse pour des groupes d'armées, put réussir.

D'ailleurs, toute cette partie du récit de Powell évoque chez les Français des souvenirs et des comparaisons qui sont à la fois tristes et consolans. L'exode des villageois et des citadins fuyant devant l'envahisseur, dont le passage de l'armée belge en retraite annonce l'approche inattendue, fut semblable dans ses moindres détails à celui des bourgeois et des paysans de chez nous. Ces pauvres gens avaient vu nos troupes pleines d'entrain aller vers le Nord, vers la victoire que les premiers *Bulletins officiels des Communes* promettaient complète et prochaine. Et, quelques jours après, ces mêmes troupes revenaient. Elles arrivaient à une heure tardive, harassées, les rangs éclaircis, mais toujours bien équipées, avec leurs trains en bon état. Comme aux manœuvres du temps de paix, les officiers de jour préparaient les cantonnemens, veillaient aux distributions, et, pendant la nuit, les cyclistes portaient dans les unités les ordres pour le départ au point du jour : « Alors, nous aussi, nous devons partir ? » demandaient les habitans au maire perplexe, aux officiers et aux gradés, qui n'en savaient pas plus long qu'eux. Et c'étaient les matelas chargés en toute hâte sur des chariots, des tiroirs ouverts et vidés sur le plancher dans la fièvre des recherches et des choix indécis, des cachettes mises au jour d'où sortaient les économies et les bijoux ; des bestiaux rendus inquiets par tout ce remue-ménage et qui faisaient grand bruit; des enfans ahuris et pleurans. Quand tout était paré pour le départ, on le différait jusqu'au dernier moment. Qui sait? On n'entendait pas le canon, les uhlans n'étaient pas signalés ; peut-être ne viendraient-ils pas jusque-là ? Les Français feraient front et les chasseraient au loin. Mais, à l'aurore, ce fragile espoir s'envolait. Alors on attelait un vieux cheval, dont la réquisition n'avait pas voulu, l'on hissait sur le char les derniers nés et parfois les grands-parens, qui avaient vu 70; on abandonnait les bœufs et les moutons à la garde de Dieu ou des entêtés qui ne voulaient pas fuir, et l'on allait par les routes, les chemins de traverse, chez des amis, chez des cousins, chez des étrangers, qui donneraient asile aux fugitifs. Et ce que je ne me lassais pas d'admirer, c'était la délicatesse de tous ces malheureux qui ne songeaient pas à nous reprocher leur misère. Je n'ai jamais vu

un mauvais regard, ni entendu un sarcasme ou une injure. Non! nous n'étions pas fiers, alors, car, si nous avions bien combattu, nous étions seuls à le savoir. Et nous aurions excusé la plainte de quiconque nous aurait dit : « Quoi! c'est comme en 70! Après quelques jours de guerre, vous êtes incapables de nous protéger! On a donné sans compter, depuis quarante-trois ans, notre argent et nos fils, et voilà notre récompense! Qu'appreniez-vous dans vos Écoles, et que faisiez-vous dans vos garnisons? »

Eh bien! ces doléances mêmes nous furent épargnées. Nous n'étions pas traités de capitulards, et nos chefs n'étaient pas soupçonnés de trahison. Au contraire. Dans les maisons les plus pauvres, dans les cantonnemens les plus misérables, nos hôtes exhumaient toujours quelques vieilles bouteilles, qu'ils nous invitaient à vider avec eux en l'honneur de la victoire prochaine Et, au départ, ils faisaient passer dans l'étreinte de leurs mains la consolation et le réconfort que donnait le spectacle de leurs sacrifices acceptés sans phrases et sans arrière-pensée.

Braves gens du Nord de la France, qui saura jamais, hormis nous, vos héroïsmes et vos générosités! Quels ordres du jour citeront les boutiquiers qui vidaient gratuitement leurs tiroirs dans les musettes des fantassins et sur les coffres des artilleurs, les ménagères qui offraient les trésors de leurs huches et de leurs basses-cours aux convoitises des soldats, les agriculteurs qui faisaient l'hécatombe de leurs troupeaux avant de s'exiler pour en priver l'ennemi. Le guerrier qui, dans la griserie du combat, donne son sang pour le pays, espère en obtenir une récompense, matérielle ou morale; mais ces anonymes ont donné, pour rien, ce qui représentait une vie de labeur, le pain pour leurs vieux jours, ou la dot de leurs enfans. Et l'abnégation du bourgeois, de l'ouvrier, du paysan paisibles, me paraît aussi méritoire que celle du soldat.

Faut-il en citer un exemple? Je choisis au hasard. Un après-midi, j'avais arrêté ma troupe aux environs d'une ferme immense. Des fumées au-dessus de villages, le grondement assourdi de canons annonçaient que les Allemands n'étaient pas très loin. Quelques officiers qui venaient d'explorer la ferme annoncèrent, tout joyeux, que le propriétaire mettait à notre disposition, pour rien, le contenu de ses étables, de son cellier, de ses granges et de sa basse-cour. J'allai voir aussitôt cet homme généreux : « Vous êtes bien aimable, monsieur, lui

dis-je, mais je ne puis accepter. Vendez tout ce que vous voudrez, et l'on paiera sur-le-champ. — Pourquoi donc ! J'ai plaisir à donner à des Français ce qui, demain, serait pillé par les Allemands. — Le résultat serait le même. Vendez donc aujourd'hui, puisqu'il est temps encore. Ce sera autant de sauvé; votre ruine sera moins complète. » Mais je ne réussis pas à le convaincre sans un long débat. Il ne pouvait se faire à l'idée d'une vente qui froissait son patriotisme délicat. Quand je lui eus exposé la richesse des ordinaires, quand il comprit qu'une forte saignée à des bonis copieux n'appauvrirait pas les capitaux personnels des troupiers et que les chefs de popote des officiers ne regardaient pas à la dépense, alors seulement il accepta le principe des compensations. Mais, grâce aux prix qu'il imposa, la cession contre argent ne fut guère que le don déguisé des meilleurs produits de son domaine. Le lendemain, on se battait autour des bâtimens, et la ferme entière flambait sous les obus des deux partis. Je n'ai plus revu ce magnanime homme des champs. Peut-être, après la victoire finale, sera-t-il indemnisé de sa ruine. Et que d'histoires analogues je pourrais raconter en égrenant mes souvenirs!

Alexander Powell aussi, sans doute; cependant, il ne s'y attarde pas. La misère des campagnards belges l'attriste, mais elle l'indigne moins que le sort de Malines, bombardée sans répit et sans nécessité. La cathédrale, surtout, était visée par les Allemands qui « semblaient prendre un âcre plaisir à diriger leur feu sur le vénérable édifice... Comme, à ce moment-là, il n'y avait pas de troupes belges dans Malines, ce que les Allemands savaient fort bien, ce bombardement de ville ouverte et la destruction de ses monumens historiques me parurent des actes particulièrement cruels et qu'aucune nécessité militaire ne réclamait. Mais il va sans dire que ces dévastations faisaient partie intégrante de la politique allemande de terrorisme et d'intimidation. Avec le massacre des civils, elles constituaient la rançon à payer par les Belges pour expier la résistance à l'envahisseur. »

Cette fois encore, les généraux de Guillaume II raisonnaient mal. Au lieu de réduire leurs adversaires à merci, une telle sauvagerie les exaspéra. Vers la mi-septembre, leur armée de campagne se rue de nouveau à l'attaque. Et la bataille de quatre jours qui en est la conséquence causa peut-être l'échec définitif

des plans du grand état-major allemand. Du moins, Powell l'affirme en termes précis : « ... Le grand mouvement de flanc des Alliés contre les envahisseurs de la France avait été redevable de son succès à cette énergique offensive des Belges qui, cela a été prouvé depuis, agissaient en coopération étroite avec l'état-major général français... »

Weerde paraît être le centre de cette bataille dont le correspondant du *New York World* ne manque pas de suivre les moindres péripéties. Il comprend bien que cette tentative sera la dernière pour briser le cercle qui se dessine autour d'Anvers. Le roi Albert ne veut pas se laisser enfermer, et ses adversaires sont décidés à l'y contraindre. Et, quoique toute la bataille se résume dans le conflit de deux volontés et que la victoire récompense en principe la plus tenace, les forces en présence étaient trop disproportionnées pour que cet axiome militaire fût encore une fois vérifié par les événemens.

D'ailleurs, Powell ne cherche pas à faire, pas plus que naguère, une critique technique des faits. Ce spécialiste du reportage militaire comprend qu'il n'aurait pas les moyens de la justifier. Les diverses campagnes dans les quatre parties du monde, où s'est formée son expérience, n'étaient que les *répétitions des couturières* du drame ultra-terrible auquel il assiste le 13 septembre et jours suivans. Jamais, en effet, il n'avait vu réunis, sur un espace relativement restreint, tant de gens résolus à s'entre-tuer avec des engins aussi perfectionnés.

A cette période de la guerre, l'art militaire ne s'était pas encore figé dans la défense ou l'attaque de tranchées. Les ouvrages de fortification passagère n'étaient que l'accessoire utile d'une stratégie et d'une tactique de mouvemens. Les adversaires manœuvraient, faisaient des feintes, se tendaient des pièges, comme aux époques classiques où la variété des combinaisons, la rapidité des marches, la divination du chef, plus encore que la bravoure des exécutans, suffisaient fréquemment pour triompher. Mais les effets d'un tir servi par un matériel dont on avait trop méprisé la meurtrière puissance ; les conditions récentes de vulnérabilité relative des troupes qui, chez les Allemands, ne formaient que des objectifs imprécis et presque invisibles ; l'emploi d'abris qui permettaient d'appliquer à la perfection le principe de l'économie des forces, étaient des facteurs, secondaires en apparence, dont il fallait maintenant

tenir compte. C'est peut-être pour les avoir négligés que les Belges virent échouer leurs efforts. Malgré leur entrain et leur savante préparation de l'attaque décisive, ces facteurs secondaires agirent contre eux et changèrent le sens du résultat escompté.

Au lieu d'un ennemi démoralisé, réduit au silence dans le secteur choisi pour l'assaut, ce furent une artillerie puissante, des mitrailleuses innombrables qui accueillirent les troupes royales et brisèrent leur élan : « J'ai assisté à des combats sur quatre continens différens, écrit Powell, mais je n'ai jamais vu un feu aussi homicide que celui qui effaça la tête de colonne belge comme une éponge oblitère les chiffres tracés sur une ardoise... » Puis le tir s'allongea pour atteindre l'assaillant dans les haltes successives de son repli, tandis que l'infanterie allemande fonçait en masse, progressait avec rapidité, ne laissait pas à l'adversaire le temps de se ressaisir. Dans ce pays sans reliefs, aucun obstacle naturel, à défaut d'ouvrages de campagne, ne permettait aux Belges de s'accrocher au terrain, et de préparer à l'abri un retour offensif. La bataille qui déterminait le sort éventuel d'Anvers était perdue pour eux.

Ce n'est pas seulement autour de Weerde que les tenans de la contre-attaque, les théoriciens de la défensive-offensive trouveront dans cette guerre la preuve de leurs argumens bien connus depuis le Transvaal. Les premières rencontres de la campagne de France, avant même la bataille de l'Aisne, furent machinées de la même manière par les Allemands. Terrés dans les accidens du sol qu'ils utilisaient et fortifiaient à merveille, rendus invisibles jusqu'aux moyennes distances par leurs uniformes gris, ils nous laissaient évoluer en marches d'approche où nos tenues archaïques leur livraient de loin, par les taches sombres qu'elles dessinaient sur les champs et sur les prés, le chiffre de nos forces et le secret de nos dispositifs. Prévenus par leurs Tauben, ils nous guettaient comme à l'affût, tous points de passage bien repérés sur leurs carnets de tir, tandis que nous avancions dans le vague, ne sachant guère de l'ennemi que son contour apparent.

A nos canonnades sans buts précis ils ripostaient en temps utile par une tempête de balles innombrables et sûres qui arrêtaient l'élan, tandis qu'un arrosage préventif de shrapnells sur les zones en arrière ou latérales compromettait l'exécution d'une manœuvre alors trop tardive, ou gênait la marche en avant

des renforts. On s'était attendu à des combats de rencontre, sur la foi de théories prônant de part et d'autre l'offensive, et l'on se heurtait à des positions organisées, d'où l'adversaire ne sortait que lorsqu'il supposait notre force matérielle détruite et notre moral anéanti. Sans le ressort naturel de la race et l'habileté de nos grands chefs, les pénibles déceptions éprouvées pendant la prise de contact auraient produit un résultat désastreux.

C'est très joli de railler, dans des lettres destinées à la publicité, les engins guerriers de l'adversaire ; mais je ne sais si tous ceux qui en ont vraiment éprouvé les effets professent pour ses shrapnells, « marmites » et mitrailleuses un aussi tranquille mépris. Je suis resté maintes fois plusieurs heures de suite sans abri sous les projectiles variés des Allemands, et je trouve que Powell énonce à leur égard une opinion raisonnable : « Vous avez tous ouï la tempête d'hiver clamant et sifflant au faîte des arbres décharnés. Le shrapnell a la même résonance, mais très accentuée. On ne conçoit pas à quel point les shrapnells sont désagréables, quand ils éclatent dans votre voisinage immédiat. On éprouve le regret de ne pouvoir se métamorphoser brusquement en bûche de bois cachée dans un creux de terrain... » Comme lui j'ai constaté que les obus à balles explosaient toujours à bonne hauteur et à bonne portée, que les « marmites » semblaient posées comme avec la main à leur adresse, que mitrailleuses et fusils tiraient toujours dans la bonne direction. Sans parler des pertes éprouvées par certains régimens, je puis dire que le tir sur des objectifs même peu vulnérables était en général, au début de la guerre, efficace ou bien réglé. Il me souvient par exemple d'une section de mitrailleuses dont le commandement équivalait à un arrêt de blessure ou de mort : trois fois en diverses rencontres, cette section se mit en batterie, et trois fois, dès la première bande, le chef fut une des victimes du combat. Un jour, certain officier de ma connaissance reçut, en peu de temps, dans sa personne ou ses habits, cinq projectiles variés, tandis qu'il flânait sur un petit espace découvert.

Mais ce que j'en dis n'est pas pour dégoûter les curieux qui voudraient aller y voir. L'exemple de Powell, et de bien d'autres, prouve qu'on en revient. Après tout, en ces matières, il vaut mieux s'attendre au pire pour avoir l'agréable surprise du moindre mal.

IV

Après la bataille de Weerde, l'armée belge se réfugie sous la protection d'Anvers. Powell l'y suit. Les Allemands, que ne gêne plus aucun obstacle dans le Nord de la Belgique, se hâtent d'investir le camp retranché où ils comptent bien prendre le roi Albert et ses troupes dans un nouveau Sedan. Et, sans retard, le bombardement commence. Les grosses pièces autrichiennes sont abritées derrière le remblai du chemin de fer de Louvain à Malines, que les envahisseurs avaient défendu avec acharnement pour donner au génie le temps de construire les terrasses bétonnées, qui peuvent seules supporter ces mastodontes. Ainsi tenues hors de la portée des canons des forts, elles bouleversent les ouvrages, anéantissent sans danger pour l'assiégeant les élémens avancés de la place. L'effet destructeur de ces projectiles monstres était une révélation pour un grand nombre d'habitans qui croyaient leur ville imprenable. Le correspondant du *New York World* ne manque pas de courir partout, même aux endroits les plus exposés, pour noter les progrès de l'attaque, l'héroïsme de la défense, les conditions de la lutte. Celle-ci, déjà, lui paraît fort inégale : «... Les Allemands tiraient à une distance de 8 milles, tandis qu'aucune des pièces belges ne portait à plus de 6. Ajoutez à cela la remarquable précision du tir des Allemands, réglé par des aérostiers, et les propriétés éminemment destructives des explosifs de leurs obus, explosifs plus terribles que la cordite et la mélinite, et vous comprendrez à quel point la défense de la position belge était fatalement illusoire... » Les « express d'Anvers, » — c'était le nom donné par les soldats à ces « marmites » de taille exceptionnelle, — justifiaient par les faits le pessimisme du reporter. Geysers de terre projetée à 70 ou 80 mètres de hauteur, village entier démoli comme un château de cartes par le souffle d'un obus, hécatombes humaines à chaque coup heureux, ne sont pas imaginés par un témoin à qui l'émotion aurait fait perdre le sens des réalités. C'est par de menus détails simultanément notés que Powell authentique son récit. Ainsi « la cargaison trempée de sang » de l'auto d'une brave dame américaine qui va chercher des blessés jusque dans les décombres du fort de Waelhem, la petite brouette et l'agneau blanc du pauvre

homme dont un éclat d'obus a tué les deux enfans, le tremblement des mains de deux fumeurs émus par le passage voisin d'un « express » et qui gaspillent une demi-boîte d'allumettes avant de pouvoir allumer leurs cigares, le convoi de folles transférées dans un asile plus sûr et qui s'extasient au spectacle des explosions, sont des impressions ou des souvenirs réellement vécus, car il serait impossible de les inventer.

La sincérité de Powell apparaît encore dans l'éloge sans réserves qu'il décerne au clergé belge, régulier et séculier. Cet Américain, dont on ignore les convictions, est émerveillé par les actes innombrables d'héroïsme et de charité que les prêtres et les congréganistes accomplissent sans phrases, sous ses yeux. Il ne peut s'empêcher de remarquer que la foi peut-être chancelante du peuple est stimulée par le martyre de ses pasteurs, et que l'envahisseur semble animé d'une haine spéciale envers les édifices religieux. Peut-être a-t-il raison. Je ne sais si, comme on l'affirme chez nous, l'indifférence ou l'hostilité à l'égard de la religion catholique font vraiment place à une ferveur générale qui transformera la mentalité de la nation et la politique de l'État; mais j'ai constaté l'acharnement parfois inexplicable de l'ennemi contre nos clochers. Pourtant, cachés dans des vallons, entourés de grands arbres, ils n'étaient pas toujours des observatoires gênans qu'il importait de démolir. Et cependant les premiers obus leur étaient destinés. Les grosses « marmites » arrivaient par deux, et leurs doubles explosions sonnaient et se répercutaient comme un glas qui annonçait la fin prochaine de ces vénérables témoins de l'histoire locale. Et bientôt le coq ou la croix de fer, les cloches qui avaient chanté les joies et les tristesses de tant de générations, gisaient dans un linceul de pierres écroulées, tandis que des tourbillons d'épaisse fumée noire flottaient sur ce désastre comme les voiles funèbres du village en deuil.

Ainsi, sans y penser peut-être, Powell accumule en traits précis les preuves de son exactitude et de sa bonne foi. Elles rendent plus captivante la dernière partie de son livre, qui n'est pas la moins dramatique. Nous ne savions pas grand'chose des ultimes convulsions d'Anvers, et la brève résistance de ce chef-d'œuvre d'art militaire avait douloureusement surpris l'opinion publique dans nos pays alliés. Nombre de réfugiés belges chuchotaient même leurs soupçons de trahison à des auditeurs

d'ailleurs trop enclins à résoudre par l'absurde les problèmes les moins compliqués. Mais les notes fidèles du reporter expliquent les sous-entendus ou comblent les lacunes des communiqués officiels. Elles ne sont certes pas des pages définitives d'histoire, mais elles dessinent une trame que les critiques et les annalistes rempliront sans doute avec la version *ne varietur* des événemens.

Le 3 octobre, après quinze jours de lutte intense, les Allemands ont fait craquer la ceinture des forts dans le secteur Lierre-Waelhem. Ils ont franchi la Nèthe, et le moment semble venu, pour le gouvernement et l'armée, de se dégager et d'abandonner la place à son inévitable sort. Différer plus longtemps, laisser encore la population dans l'espoir d'une lutte victorieuse, c'est fermer aux civils et aux militaires la voie libre d'Ostende, en risquant la capture avec la chute imminente de la place, ou l'internement sur le territoire hollandais. Le Roi, les ministres, les chefs de l'armée sont donc résolus à l'exode. Les diplomates étrangers sont prévenus; ils font leurs malles et brûlent leurs papiers superflus. Mais, le lendemain, coup de théâtre. On ne part plus, et la confiance apparaît sur les visages jusqu'alors soucieux des personnages officiels. C'est M. Winston Churchill qui l'apporta. Le ministre de la Marine anglais est arrivé; il précède un fort contingent de troupes aguerries que le Royaume-Uni envoie au secours d'Anvers, et qui changera le cours des événemens. Powell paraît en douter : « Ce fut, dit-il, une entrée des plus dramatiques. Elle me rappelle irrésistiblement la scène de mélodrame où le héros surgit, nu-tête, sur un cheval blanc d'écume, et sauve l'héroïne, ou le foyer ancestral, ou la fortune de la famille, selon les cas... » Mais si le reporter est sceptique, le ministre est plein de foi : « Je crois, monsieur le bourgmestre, répondit-il tout en courant et d'une voix qui résonna jusqu'au fond du vestibule, que tout ira bien désormais. Ne vous tracassez pas! Nous allons sauver Anvers! »

Hélas! ce n'étaient pas les 2000 hommes de la brigade de marine, renforcés par 5 ou 6000 volontaires de la réserve navale qui pouvaient sauver Anvers. Ils firent de leur mieux, et le correspondant du *New York World* rend un hommage ému à leur héroïque bravoure. D'ailleurs, le « cousin Jonathan, » mis en éveil par le verbe sonore du ministre anglais, semble se plaire avec malice à comparer les promesses et les moyens.

Avec leur artillerie insuffisante et leur dressage incomplet, les *marsouins* anglais n'étaient pas assez nombreux pour donner une aide efficace aux troupes belges épuisées. Mais ils savaient qu'on les envoyait à la mort, et ils y allèrent galamment.

Leur intervention trop escomptée ne retarda pas la catastrophe. Elle la rendit au contraire plus sanglante, et faillit compromettre la liberté du gouvernement, de l'armée de campagne, et aussi d'une foule d'habitans qui préféraient l'exil au séjour dans leur ville conquise. Jusqu'au dernier moment, militaires et civils avaient espéré. Puis, soudain, ils apprenaient que la capitale de la Belgique est transférée à Ostende et que la place est devenue intenable : « On nous prévint en nous donnant deux heures, me racontait un Anversois, pour faire nos préparatifs et nous embarquer. » Et Powell renchérit : « C'était comme si l'on eût attendu, pour crier « Au feu ! » le moment où les flammes auraient embrasé le premier étage de l'immeuble et coupé la retraite aux locataires. »

Le reporter américain n'est probablement pas un écrivain professionnel. Mais il a dépeint la fuite des habitans de la ville et des régions rurales, « un demi-million de fuyards » et les derniers momens de la place assiégée en des pages qui sont d'un réalisme saisissant et d'une beauté classique. Elles seraient à citer tout entières, si on pouvait, sans nuire à leur relief, les détacher d'un ensemble d'impressions singulièrement vivant et harmonieux. Cette armée qui dispute le terrain pied à pied ; ce grouillement de citadins et de campagnards qui s'expatrient par tous les moyens de locomotion connus, quel souffle patriotique les entraîne, quelle haine de l'envahisseur les anime !

L'armée de campagne a pu s'échapper ; la majeure partie de la garnison l'a suivie. Quelques forts au delà de l'Escaut tiennent encore, mais la ville, où pleuvent les bombes, est maîtresse de son sort. Elle se rend aux vainqueurs qui la traversent et, sans désemparer, se lancent à la poursuite des troupes belges en retraite vers Ostende. Pendant qu'ils bataillent avec l'arrière-garde, le nouveau régime est systématiquement installé.

Rien n'y manque et, cette fois, l'esprit méthodique des Allemands fait merveille. Il ne fallait pas moins que leurs facultés d'organisation bien connues pour vaincre prestement les incendies allumés ou fomentés par les obus du bombardement, les épidémies que la rupture des canalisations rendait

menaçantes. Powell, en Américain pratique, observe et approuve; mais peut-être aurait-il mieux valu ne pas bombarder la ville et détruire les réservoirs.

Son rôle de reporter est terminé. Le pavé d'Anvers lui brûle les pieds maintenant que certaine usurpation de la dignité consulaire qu'il raconte avec son humour habituel, si elle était découverte, pourrait lui coûter cher. Mais, avant de partir, il a pu voir l' « entrée triomphale » du gros de l'armée victorieuse. Triomphale, elle ne le fut guère, dans le silence des rues désertes et la protestation des volets clos. Pas plus qu'à Paris, en 71, des badauds humiliés ne se donnèrent en spectacle à la joie orgueilleuse des conquérans. Ils sont pourtant, après deux mois de luttes incessantes, « à l'apogée de leur forme; » hommes et chevaux sont « tranchans comme des rasoirs, durs comme des clous. » Mais ces troupes, comme celles qui sont répandues sur la Pologne, la Belgique et le Nord de la France, manquent de l'élément « humain. » L'armée allemande, constate en effet Powell, n'est qu'une « grande machine dont le seul objectif est la Mort. » Et il résume ainsi son livre et ses sentimens : « ... En regardant passer avec son grondement cet énorme engin de combat, aussi exempt de remords qu'un marteau-pilon, impitoyable comme un concasseur de pierres, je ne pouvais m'empêcher de m'émerveiller en songeant qu'il avait été si longtemps tenu en échec par l'ardente, la chevaleresque, l'héroïque et si peu préparée petite armée de la petite Belgique. »

Tout commentaire serait maintenant superflu. Il n'ajouterait rien à la vigueur et la justesse de cette conclusion dictée à un neutre impartial par le témoignage véridique des faits. Nous comprenons d'ailleurs ce qu'elle signifie. La France n'a jamais renié ses dettes. Et la lettre de change que la Belgique a tirée sur elle sera acquittée.

PIERRE KHORAT.

LA GUERRE ALLEMANDE

ET

LE CATHOLICISME[1]

I

Un livre, ou plutôt une collection d'articles, publié par Mgr Baudrillart, recteur de l'Institut catholique, apportera à ses lecteurs, en cette terrible année, quelque réconfort.

Horrible année, en même temps qu'admirable, où les vieux vaincus de 1870 célèbrent et pleurent en même temps une revanche longtemps souhaitée, mais payée au prix du sang le plus pur de la jeunesse. Pourquoi ces immenses sacrifices? De notre côté, il y fallait consentir, ou n'avoir plus de patrie!

Mais il n'est plus question dans ce livre de discuter les causes de la guerre. Car jamais problème historique ne fut plus complètement élucidé : agression, guet-apens, attentat, les Allemands ont le choix des mots. Eux-mêmes ne semblent plus chercher de justification que dans les œuvres de leurs écrivains nationaux, les Sybel, les Treitschke, les Bernhardi... Et quand nous jetons les yeux sur les écrits de ces apôtres de la Prusse, nous demeurons stupéfaits. Exalter la force pour elle-même, sans raison à faire prévaloir, sans cause à servir; célébrer la brutalité pour elle-même et par principe, nous paraîtra toujours un langage incompréhensible. Nous voulions vivre, a dit l'empereur Guillaume, souverain d'un État dont le commerce avait décuplé depuis trente ans. On nous empêchait de vivre! Et l'Allemagne, sous ce prétexte, est devenue la puissance meurtrière la plus efficace que le monde ait encore connue!

(1) L'ouvrage auquel se rapporte cet article a paru sous ce titre en un volume gr. in-12, à la librairie Bloud et Gay.

Il ne s'agit donc plus ici de la cause, mais des conséquences de la lutte. Chez les neutres, les ennemis de la France ont essayé de lui créer un mauvais renom. Ils ont voulu persuader à des Espagnols, à des Italiens, que la France était devenue une ennemie de la Foi catholique, et que son triomphe serait un malheur pour l'Église. Contre cette mensongère campagne, l'éminent recteur de l'Institut catholique et ses collaborateurs se sont élevés, et le livre qu'ils publient est une décisive réponse, en même temps qu'un bien juste hommage rendu à notre patrie.

Oserai-je dire qu'en pareille matière, ils n'ont pas eu grand'-peine à faire triompher la vérité? Ils sont trop bons Français pour que cette constatation puisse choquer leur amour-propre. Les auteurs malveillans de la campagne menée contre nous n'ont pu réussir qu'auprès d'ignorans dont la France était tout à fait inconnue. Les écrivains qui ont uni leurs talens pour la défendre n'ont pas voulu composer des plaidoyers : ils se contentent, avec une bonne foi et une compétence dont personne ne doute, de montrer par des documens et des faits ce qu'on peut attendre, en 1915, de la France catholique, et de faire connaître l'état d'âme qui règne dans les deux camps.

On me pardonnera, avant de rendre compte d'un livre excellent et opportun, de sortir un peu de mon rôle de critique et d'ajouter au livre une courte préface. On s'est adressé à un vieux député; comment résisterait-il à la tentation de chercher d'où nous vient le mauvais renom dont les auteurs du livre veulent nous laver?

Il nous vient de la politique anticléricale, évidemment. Mais cette politique répond-elle à des passions profondes qui régneraient sur les Français, en majorité? Je ne le crois pas du tout. L'anticléricalisme français est né surtout de l'embarras d'imaginer de nouveaux programmes. La plupart des candidats avaient cru devoir adopter les qualifications de radical, ou radical-socialiste : comment expliquer ces appellations redoutables, alors que leurs idées (je leur rends cette justice) étaient le plus souvent modérées et même timides? « Le cléricalisme, voilà l'ennemi » a servi d'enseigne à plusieurs générations de candidats. Au fond, aujourd'hui encore, quelle est la différence véritable entre un préfet et son prédécesseur du temps de l'Empire? C'est que celui d'aujourd'hui a des relations moins distinguées,

ne dîne pas chez Mgr l'Évêque, et pratique plus consciencieusement la candidature officielle. Et le député radical-socialiste lui-même n'est, fort souvent, qu'un bonapartiste, en mauvais termes avec son curé. C'est enfler et fausser le sens des mots que d'appeler ou 1830, ou le 4 Septembre des révolutions.

Cette attitude politique a produit de mauvais résultats : cela est trop certain. Le Concordat a été, fort inconsidérément, rompu : il est vrai qu'un autre Concordat, — en vain recommandé par ceux qu'on a appelés cardinaux verts, — était tout prêt. Il eût été probablement agréé, si nous avions eu des relations avec Rome : ces relations, dont tous nos hommes d'État reconnaissent la nécessité, et que l'attitude prise devant les électeurs empêche de rétablir, même en un pareil moment! Toute l'Europe est représentée auprès du Pape, excepté nous : — abstention absurde, chacun le sait, et personne n'ose le dire.

Une autre conséquence fâcheuse a été la fermeture de milliers d'écoles excellentes. « Laissons à tout Français le droit d'enseigner, déclare libéralement M. Buisson dans une lettre à M. Aulard, — sans autre réserve que d'enseigner au grand jour dans une maison de verre, toujours ouverte à l'œil de la nation! »

A moins cependant que l'œil de la nation n'aperçoive un rabat ou une cornette. — « On a suspendu Michelet, s'écrie M. Buisson dans la même lettre, destitué Quinet, poursuivi Proudhon, exclu Deschanel (le père). » Il oublie qu'il a destitué, poursuivi, exclu des milliers de maîtres, appartenant, il est vrai, à une moins haute aristocratie enseignante, mais aussi respectables.

Ces hauts faits ont pu nous nuire dans le monde. Les étrangers ne sont pas tenus de savoir à quel point il est vrai que personne ne réclamait, en France, ces exécutions. Ce sont là les hasards de la politique, les surprises qui surviennent à la suite de campagnes électorales menées au milieu de l'inattention et de l'indifférence. Mais quelle erreur on commettrait si l'on pensait voir dans ces fâcheux effets de l'attitude anticléricale l'expression des sentimens profonds de la France! Autant vaudrait, en ces jours de pure gloire pour l'armée française, citer, comme son plus beau titre, le siège récent de la cathédrale de Valence!

Je voudrais donc aller chercher ces catholiques des pays

neutres, si sévères pour la France, dont les bureaux de rédaction se trouvent dans quelques sacristies italiennes et quelques anciens corps de garde carlistes, et leur proposer un défi. En toute loyauté, pensent-ils que leurs pays auraient pu traverser avec le même calme et le même succès les épreuves auxquelles la France catholique a été soumise ?

J'ai vu le début de ces épreuves dans ma jeunesse, quand tout à coup le préfet Herold et le Conseil municipal chassèrent les instituteurs religieux des écoles de Paris. Les ministres d'alors répétaient aux catholiques : « Créez des écoles libres : c'est votre droit. Il sera respecté. » M. Goblet, président du Conseil, tenait ce langage à la tribune de la Chambre. Je n'ai jamais douté des sentimens libéraux de M. Goblet. Mais le Conseil municipal avait d'autres soucis que celui de la liberté d'autrui : il ne disposait encore ni de locaux suffisans, ni d'un personnel capable de recueillir et d'instruire 70 000 enfans de Paris, auxquels il ôtait les maîtres choisis par les parens. L'embarras eût été grand, si les catholiques, justement mécontens, avaient abandonné la partie.

J'entends encore, dans une réunion tenue à l'archevêché, la voix sévère du vénérable cardinal Guibert, repoussant une pareille proposition. « Usons, disait-il, pour le bien, de la liberté, tant qu'elle nous sera laissée. »

Et, pendant vingt-cinq ans, grâce au désintéressement des religieux, et à la générosité de Paris, 70 000 enfans fréquentèrent les écoles libres : dans des maisons de verre, comme dit M. Buisson et sous l'œil de la nation, qui se trouvait alors être l'œil même de M. Buisson, directeur de l'enseignement primaire. Si l'on estime seulement à cent francs par an la dépense d'un élève de l'école primaire, ce fut, pendant cette période, un allégement de deux cents millions pour les finances de la Ville. A l'Exposition de 1900, les Frères furent comblés de félicitations et de récompenses officielles, par les pédagogues les plus réputés. Il est vrai que, trois ans plus tard, ils furent déclarés, par les mêmes personnes, indignes d'enseigner!

Je ne cite ces faits que pour montrer combien ces prétendues réformes sont peu profondes, et qu'elles peuvent se faire et se défaire du vivant et sous l'autorité des mêmes personnes.

Je suis assez ancien député pour avoir entendu l'honnête et courageux Eugène Spuller annoncer l'avènement nécessaire

d'un esprit nouveau. Il prononça ces paroles en répondant à une interpellation dont j'étais l'auteur. Que d'efforts désespérés et que d'intrigues ont retardé cet avènement! La jeune génération, vaillante, sensée, unie par la fraternité des armes, verra l'esprit nouveau non pas triompher et exercer des représailles, — mais se répandre tout naturellement. Des réformes contraires à la liberté n'ont jamais répondu à un besoin ni satisfait une passion de notre pays; et la guerre actuelle est une suprême lutte entre l'étatisme à outrance et la liberté.

Si l'on veut bien connaître notre pays, ce n'est pas sur de banales manifestations administratives, arrêtés de préfets, circulaires de ministres, qu'il faut le juger. C'est sur les efforts de l'initiative privée. Les Français ont été souvent médiocrement gouvernés. Ils gagneraient beaucoup à l'être le moins possible.

Contre la loi de 1903, ils luttent pour la liberté d'enseignement et la maintiennent. Malgré la rupture du Concordat et l'absence de toute organisation nouvelle, ils font vivre leurs églises. Les diocèses, presque toutes les paroisses, sont maintenues. Les Espagnols ont le droit de vanter leur foi solide, mais ont-ils jamais connu de pareilles épreuves? Les Italiens ont *l'Associazione per un scopo religioso*, — ressource qui a sauvé chez eux les congrégations, et qui nous manque.

Et, dans une occasion solennelle, dans un moment douloureux, le Saint-Siège a pu s'assurer de l'inébranlable fidélité de la France. Beaucoup d'évêques étaient prêts à former des associations cultuelles; des catholiques les priaient d'accepter la nouvelle loi. Le Pape la rejeta. Six cents millions de biens dus à d'anciennes fondations en faveur d'établissemens ecclésiastiques furent réputés biens sans maîtres. Cependant, pas une hésitation ne se produisit. Et la France catholique poursuivit vaillamment sa lourde tâche : paroisses, écoles, missions, en parfaite et respectueuse déférence envers les décisions du Chef de l'Église universelle.

Une pareille soumission ne peut être dictée que par un sentiment purement religieux. Tout acte politique se discute. Il n'y aura jamais de parti catholique en France; non, rien qui ressemble au Centre allemand, — parce que la Foi catholique, uniquement religieuse, ne conduit pas chez nous à des manifestations politiques. Je suis fermement convaincu que le cléricalisme a été inventé ou au moins considérablement augmenté et

embelli par nos adversaires, afin de se donner une attitude. Qui de nous a jamais souhaité ou même rêvé un gouvernement clérical? Une intrusion du clergé dans les affaires publiques? A notre clergé, — le plus respectable qui soit, et le plus libéral, et (qui le niera maintenant?) le plus patriote, — nous ne demandons que l'appui et le secours, pour nos familles et pour nous-mêmes, de son saint ministère.

Quant au Pape, nous ne le regardons pas comme une Puissance séparée de nous. Il est Français en France, Anglais en Angleterre, Italien en Italie, a déclaré M. Briand, un jour où il était très bien inspiré. J'ai risqué cette interruption : « Alors, parlez-lui!... » Il n'appartient pas à une nation, encore bien moins à un parti. Un jour, un prélat romain, — qu'on dit fort influent sur la rédaction d'un journal peu favorable à la France, — m'a dit : « C'est vous, catholiques français, qui empêchez le rapprochement du Saint-Siège et de l'Italie! » Le respect, non sans peine, m'a empêché de m'écrier : « Quelle folie! » Nous ne souhaitons rien de plus que de voir assurée l'indépendance du Saint-Siège; et il n'est nullement prouvé que la possession d'un petit État en soit la meilleure garantie. Peu de temps avant la guerre, un discours de Mgr l'archevêque d'Udine, un autre de M. le comte della Torre, furent, en faveur d'une entente avec l'Ialie, de retentissantes manifestations. Aucun obstacle assurément ne sera apporté par les catholiques français, s'il leur est démontré qu'ils n'ont rien à craindre pour l'indépendance du chef de l'Église.

Le Pape adresse à Dieu des prières en faveur de la Paix; j'ai entendu à ce sujet des réflexions étranges et d'ailleurs contradictoires. Un très savant médecin m'a dit : « Que sont ces empires et ces armées dans l'univers? S'il est un Dieu, au fond du ciel, il aperçoit cette guerre monstrueuse comme un combat de fourmis! » Sans doute, lui dis-je, si ce Dieu, quoique de plus grandes dimensions, ne possède que nos yeux et notre faculté de connaître!

Des politiques tenaient un langage contraire; mais inspiré aussi par le même singulier anthropomorphisme. Le Pape priait pour la paix. Quelle paix? Il faut le dire. Il faut que Dieu sache bien ce que nous accepterons ou n'accepterons pas. Et ils mettraient nos évêques en demeure de rédiger un véritable protocole : comme si le Centenier, suppliant le Seigneur de sauver

son fils de la fièvre maligne, avait proposé un diagnostic et une ordonnance; ou comme si, lorsque nous adressons au ciel ce vœu : « Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien! » nous avions préparé un menu! Ces hommes si jaloux des affaires temporelles et laïques, si inquiets de l'intervention de l'Église, lui reprochent maintenant de manquer de précision dans ses démarches. On les verra, si l'Église prie pour la France, demander : Quelle France? et s'inquiéter de savoir si elle a eu soin de mentionner le dernier ordre du jour voté par la majorité.

Prier n'est pas allumer un cierge dans un sanctuaire pour gagner aux courses dimanche prochain. Les vœux que l'homme adresse à Dieu laissent à la Providence divine plus de latitude. En ce moment il n'est pas un de nous, Français, qui ne repousse, même au prix de sa vie, une paix boiteuse, éphémère et indigne. Mais en quoi ce sentiment est-il blessé, et quel homme raisonnable peut éprouver de l'étonnement ou de l'inquiétude, quand nous apprenons cette nouvelle : Le Pape au nom de l'humanité, au milieu de la plus horrible guerre, a adressé ses prières à Dieu, pour la Paix!

II

Je m'excuse en vérité d'avoir écrit trop longuement pour le livre de Mgr Baudrillart une sorte de préface. Le rôle du critique se réduisait à bien peu de chose en présence d'un ouvrage composé par des auteurs dont le talent est connu et dont les sentimens sont, avec les miens, en si parfaite conformité. Je n'ai pas résisté à la tentation de leur offrir une collaboration plutôt que de juger leur œuvre.

Moi aussi, après avoir été pendant tant d'années un témoin, j'ai voulu, avec eux, rendre hommage à la persévérance de la France catholique, contre laquelle les tracasseries politiques n'ont obtenu aucun succès. Il a été parlé de déchristianiser la France; je voudrais être sûr qu'en d'autres pays l'entreprise fût aussi impraticable qu'elle l'est chez nous!

Comme critique du recueil de Mgr Baudrillart, je n'ai que des vœux à exprimer. Puissent en Italie en Espagne ou ailleurs les esprits chagrins, qui doutent de la France catholique, lire les pages signées « Un Missionnaire! » Pourquoi nous cache-t-il

son nom ? Son article : *Du rôle catholique de la France dans le monde*, est excellent. Il énumère (et un missionnaire les connaît bien) les noms de saints et de martyrs nés en France depuis cent ans. Quel peuple a fait plus d'efforts que le nôtre pour répandre dans la Chine, dans l'Afrique, dans les îles sauvages de l'Océanie, les bienfaits de la foi chrétienne ? L'œuvre de la Propagation de la Foi a été créée en 1822, à Lyon, et a été bientôt installée dans tous les diocèses. Depuis lors, elle a reçu du monde catholique 417 463 000 francs, sur lesquels 255 188 000 francs ont été fournis par la France. Il pourrait citer bien d'autres œuvres : au premier rang, les Écoles d'Orient, que le récent rapport de M. Maurice Pernot fait si bien connaître, et auxquelles nos gouvernemens successifs ont toujours accordé leur protection et leur subvention.

Faisons maintenant une excursion dans l'autre camp. Le bel article de M. Goyau, intitulé : *La culture allemande et le catholicisme*, montre clairement comment la première est l'ennemie du second. « Avec l'appui officieux des pouvoirs allemands et de l'or allemand, écrit M. Goyau, descendirent en pays tchèques et slovènes et dans l'Autriche allemande d'entreprenans messagers qui prêchaient aux populations la séparation d'avec Rome, *Los von Rom.* »

Ce fut là, pendant quelques années, un cri de ralliement pangermaniste. Le protestantisme a été créé à l'usage des princes allemands, qui voulaient régner à la fois sur les intérêts matériels et sur la conscience de leurs sujets. Treitschke, Sybel, ont déclaré l'État prussien solidaire de l'Église protestante, et Guillaume II, suivant M. Goyau, se croit le pape de la Réforme.

Il prétend même réunir tous les pouvoirs dans la même main : et c'est ce que les plus ardens défenseurs du pouvoir pontifical n'ont jamais revendiqué pour le Pape. Lisez le cardinal Bellarmin : *De potestate summi pontificis in rebus temporalibus;* et vous verrez qu'il a été donné au Pape, sur l'Église, un pouvoir direct ; mais que son pouvoir sur les affaires de ce monde est seulement indirect ; c'est-à-dire réduit au droit de donner des conseils, au nom de l'éternelle justice, quand il plaît aux hommes d'en appeler à son autorité.

Lisez en revanche Hobbes (*A Christian Common Wealth*, ch. XLII). Vous verrez que ce devancier de Treitschke et de

Sybel reconnaît au Prince tous les droits même ecclésiastiques. Le droit de nommer les pasteurs, bien entendu. Le droit de prêcher, dont Guillaume II use abondamment. Le droit de consacrer les églises. Et même le droit de baptiser et de conférer les sacremens, bien que les rois, dans la pratique, y aient habituellement renoncé !

Dans un article remarquable sur *les Lois chrétiennes de la guerre*, M. Bernard Gaudeau a raison d'affirmer que « la pensée allemande moderne ruine l'absolu dans l'intelligence humaine » et que de cette ruine résulte « la maxime scélérate : la force crée le droit. »

On n'adoptera jamais chez nous de pareilles maximes. Dans le gouvernement des hommes, les philosophes agissent beaucoup plus que les législateurs, et les nôtres ne conduisent pas à ces excès. Les idées naissent à l'écart, dans quelque solitaire et fière retraite ; elles sont avidement recueillies, propagées et mises en œuvre, bien que parfois imparfaitement comprises, par les politiques, pour l'utilité de leur parti. Et elles sont quelquefois redressées et mises au point par le bon sens du peuple, enclin à appliquer les idées, dans la pratique, jusqu'à leurs plus extrêmes conséquences.

Comte et Renan ont amené le règne de Ferry et de Buisson. Règne déjà fort différent de celui des disciples de Voltaire. Règne près de céder la place aux disciples de Durckeim, qui seront tout différens encore. Ceux-là, par exemple, ne songeront plus, après les expériences de William James, à nier, ni à tourner en dérision, ni à traiter d'imposture ce qu'ils appellent le phénomène religieux, mais ils inventeront une religion nouvelle. Ils admettent le fait religieux, mais en le qualifiant, comme d'ailleurs tout ce qui se manifeste en l'homme, de phénomène social ; et ils offrent à l'adoration de chacun un objet réel.

Quel objet? Il ne s'agit plus du Panthéisme littéraire de Renan, ni de la séduisante poésie de M. Buisson. « La plus pure, la plus ailée, la plus insaisissable des poésies, par où l'âme exprime son besoin d'aimer et d'espérer sans fin, » écrit-il à son ami, M. Aulard : telle est la religion laïque, au nom de laquelle ces poètes sans *credo* ont chassé les Sœurs des écoles et des hôpitaux ! Non, nous n'en sommes plus à ces explications naïves d'un sentiment et d'un besoin de l'humanité tout

entière. Nous n'en sommes plus même à la religion de l'Inconnaissable de Spencer et de Littré : l'aveu d'impuissance des savans, arrivés au terme de leur effort, devant « l'Océan sans barque et sans voile, » ne rend pas compte de la religion des humbles qui ont toujours des explications pour toute chose.

Quel sera donc cet objet réel d'un culte consacré par la science?

La Société. Étant démontré que la société est quelque chose de plus que le total des individus, et qu'au-dessus d'eux tous plane une force impersonnelle, qui se communique à eux, qu'ils sentent venir pour redoubler leur efficacité et leur courage : c'est cette puissance que les individus, sous d'autres noms et à leur insu, invoquent et honorent. Toutes les mythologies, suivant le langage de M. Durckeim, se sont trompées sur le véritable objet de leur culte. Et parmi les sectateurs de mythologies le savant auteur compte assurément Bossuet et Descartes.

En revanche, les Arunta, peuples de l'Australie centrale, sans vêtemens et sans maisons, ont aperçu la vérité. Le *totem* qu'ils vénèrent est l'expression même du clan, et tous les hommes du clan participent à la nature du totem, et sont de son espèce : cacatoès blanc, par exemple, ou kanguroo; où, dans un autre ordre de choses, la pluie! Ces peuples connaissent aussi la Mana, puissance environnante et bienfaisante, et impersonnelle; la Mana ne saurait être que la puissance collective et supérieure de la société. Malheureusement cette notion religieuse, scientifique et juste, éclose chez un peuple primitif et barbare, a été depuis lors égarée dans le dédale des mythologies.

Je ne crois pas ces idées-là appelées chez nous à un grand avenir. La mythologie de Bossuet et de Descartes nous retiendra longtemps. Mais ne vous semble-t-il pas qu'elles fleurissent chez les Allemands? Il est permis pour bien des raisons de les comparer aux Barbares. Leur grand Frédéric, cité l'autre jour par M. Charles Benoist, ne disait-il pas : « J'aime le vieux prince d'Anhalt-Dessau, parce qu'il est un vrai Vandale : oui, tel que Tacite nous les a dépeints. » Osons donc les rapprocher des Arunta. Leur culte s'adresse à la puissance qui se dégage de l'État ; à une force sociale et impersonnelle. La Mana dirige le boomerang de l'Australien, et elle inspire M. le professeur Ostwald. Guillaume II est le ministre de *Unser Gott*, mais ministre comme Richelieu l'était de Louis XIII. Il le

traîne à sa suite. C'est le totem de l'Empire, l'idéal du fonctionnaire. On est tenté de l'appeler Von Gott.

Non, ces idées-là ne réussiront pas chez nous. Le culte de l'État nous venait d'Allemagne et devenait menaçant. L'Étatisme sortira vaincu de la présente lutte.

« L'Allemand, écrivait il y a huit jours bien justement M. Maurice Barrès, est un faible individu qui tire de l'Empire son âme guerrière et son aspiration surhumaine... En s'anéantissant, l'Empire arracherait à l'individu allemand l'âme même que nous lui voyons, lui soutirerait son être moral. »

L'individu français n'a pas besoin de cet entourage et de ce soutien. C'est un individu confiant en sa propre raison et sa propre initiative, amoureux de l'indépendance, refusant de confondre le bon droit avec l'artillerie de l'Empereur, et la vérité avec la raison d'État.

Il se sent roi dans son domaine, et entretient simplement avec la société un échange de bons offices. La Société ne pourra jamais lui offrir un appui moral supérieur, n'étant que la collection de ses semblables; et la Mana, Divinité sociale, n'étant qu'une chimère. Il ne professera donc jamais la Religion de l'État. S'il veut prier, son culte et ses prières s'adressent à une puissance et à une justice éternelles. Il a confiance en la liberté et foi en Dieu.

Il n'est pas surprenant que l'esprit religieux, quand il revêt deux formes si différentes entraîne les âmes dans des directions opposées. Ceux qui ont gardé la notion de l'absolu, — comme dit M. Gaudeau, — et qui adorent la vérité et la justice éternelles, voudront respecter les faiblesses et soulager les misères de l'humanité : ceux-là seront chrétiens. Ceux qui jugent toute relative la valeur des notions atteintes par notre intelligence, et par suite professent la religion de la force et le culte de l'État, ne songeront qu'à vaincre et à dominer. Je suppose que les « dieux des nations » dont parlent les psaumes étaient autant d'exemplaires du Dieu-État qui, par nature, est intolérant et exclusif : *Oculos habet et non videt ; aures habet, et non audit.*

M. François Veuillot montre dans un éloquent chapitre, intitulé : *la guerre aux églises et aux prêtres*, les passions qui animent l'armée allemande poussées jusqu'à la férocité.

Il commente, d'après le récit saisissant d'un Hollandais protestant M. L.-H. Grondijs, le crime de Louvain. Il décrit

les églises ruinées autour d'Arras, d'Albert, de Soissons. Quand on a vu à Nomeny, où pas une maison n'a été épargnée par l'incendie, les tabernacles et les reliquaires de l'église brisés et mêlés aux débris des murs, on peut assurer qu'il n'a rien exagéré. Il cite M. Nothomb : « Comme otages, les Allemands cherchent particulièrement les prêtres. Comme jouets et comme victimes, ils les cherchent encore. » Et M. Grondijs : « Les prêtres sont particulièrement insultés par les soldats. » Ces crimes des soldats allemands ne font que servir les passions de leur maître. Guillaume II écrit à la landgrave de Hesse, qui venait de se convertir : « Je hais cette religion que tu as embrassée... Tu accèdes à cette superstition romaine dont je considère la destruction comme le but de ma vie ! »

Qu'on veuille bien lire ensuite et mettre en parallèle avec le précédent le beau chapitre écrit par Mgr Baudrillart sur *La Religion dans l'armée française*. Organiser, augmenter le service des aumôniers a été la dernière bonne œuvre d'Albert de Mun. La liste est longue des prêtres-soldats qui ont donné leur vie. Et, sur les soldats chrétiens, l'éminent historien rapporte de nombreux récits, qui, gardant le ton souriant de l'anecdote, racontent d'héroïques actions.

Après cette revue passée dans les deux camps, l'opinion de M. Auguste Melot, député de Namur et témoin direct, paraîtra justifiée. « L'invasion allemande, écrit M. Melot, cité par M. Veuillot, fut persécutrice de la religion et des prêtres. Elle s'attacha à détruire les monumens de la foi catholique et prit, dans certaines régions, le caractère d'une guerre de religion. »

Le recueil contient de touchantes et patriotiques lettres des cardinaux et des évêques français.

Il se termine par la réponse, si hautement philosophique, de l'Institut catholique aux intellectuels allemands.

« Quand on identifie, dit ce manifeste, ses propres idées avec le vrai, sa propre conduite ou celle des siens, avec le juste, on n'est pas loin de méconnaître en pratique cet absolu que l'on admet en principe; on le plie à soi au lieu de se régler sur lui et on se fait la mesure des choses. »

C'est-à-dire qu'on a préféré Protagoras à Socrate, Kant à Descartes, la Force relative à l'Éternelle Justice, et la religion de l'Empire au Dieu des Chrétiens.

DENYS COCHIN.

HUMANITARISME ET PATRIOTISME

DANS L'ANCIENNE ROME [1]

Parmi tous les conflits d'idées qui peuvent tourmenter la conscience des hommes d'aujourd'hui, il n'en est guère de plus grave, de plus délicat, — et, à certaines heures, de plus douloureusement angoissant, — que celui qui met aux prises les deux notions de « patrie » et d' « humanité. » Car il se peut bien, sans doute, que ces mots admirables servent quelquefois de prétextes à des passions médiocrement dignes d'estime : n'importe ! les contrefaçons qui usurpent le nom des plus nobles sentimens ne sauraient en obscurcir le prestige sacré. Le dévouement civique et la fraternité humaine restent deux obligations primordiales, qu'il est parfois difficile de concilier, mais dont il est encore plus impossible de sacrifier l'une ou l'autre. — Ce cas de conscience, si actuel, n'est cependant pas nouveau. Les civilisations antérieures ont pu le connaître, au moins le soupçonner. Et l'historien qui examine le passé à la lueur des préoccupations contemporaines, — non pour le plaisir d'imaginer des rapprochemens puérils ou artificiels, mais pour suivre à travers les siècles le flux et le reflux

(1) L'article qu'on va lire est écrit depuis un an : il serait donc très vain d'y chercher des allusions que l'auteur ne pouvait y mettre. — Mais, ceci dit, il ne peut que s'applaudir de ce que ces pages voient le jour au moment où les socialistes modernes, comme les stoïciens antiques, démontrent que l'amour de l'humanité n'atrophie pas forcément celui de la patrie, — au moment surtout où les soldats français, comme jadis les légionnaires romains, défendent à la fois le sol natal et la civilisation universelle contre les éternels Barbares.

des idées, — l'historien peut se demander jusqu'à quel point les hommes d'autrefois ont aperçu ce problème si pressant aujourd'hui, sous quel aspect il s'est posé pour eux, comment ils en ont été affectés, et comment ils ont essayé de le résoudre.

A cet égard, des deux peuples anciens dont nous sommes les héritiers, c'est le peuple romain qui, croyons-nous, peut nous donner les enseignemens les plus curieux et les plus suggestifs. Les Grecs ont peut-être mieux vu les deux termes de l'antinomie, mais il semble qu'ils se soient exclusivement attachés à l'un des deux, — tantôt l'un, tantôt l'autre, suivant les individus et les époques, — avec une sorte de logique passionnément rectiligne. Leurs hommes d'État font de l'utilité nationale, entendue au sens le plus étroit, leur absolu critérium. Le roi de Sparte Agésilas, consulté sur l'opportunité d'une violation du droit des gens, — une attaque en pleine paix contre la citadelle d'un pays neutre, — déclare sans scrupule qu'il faut seulement examiner si elle est utile, car « dès qu'une action est utile à la patrie, il est beau de la faire. » Et les Athéniens, plus « intellectuels » pourtant, d'un esprit plus ouvert et d'un cœur moins sec, ne raisonnent pas d'une manière différente. Qu'on relise, chez Thucydide, la délibération sur le sort des Mytiléniens révoltés. Les deux orateurs en lutte, Cléon, qui prêche la vengeance, et Diodote, qui conseille l'amnistie, ne sont d'accord que sur un point : c'est qu'Athènes a le droit de massacrer les vaincus, et qu'elle doit seulement se demander si elle y trouvera son avantage. « N'oubliez pas que vous êtes des tyrans, dit Cléon à ses concitoyens... Les pires fléaux d'une domination, c'est la pitié et la douceur. » Et son contradicteur, comme s'il craignait de paraître trop sensible, débute par une profession de foi encore plus brutale : « Même si je reconnais que les rebelles ont eu tort, je ne serai pas d'avis de les punir, à moins que nous n'y ayons intérêt ; et, même s'ils ont toutes les excuses, je ne conseillerai pas de les absoudre, à moins que cela ne soit bon pour Athènes. » Qu'on se rappelle aussi la mise en demeure, vraiment cynique, adressée par les Athéniens aux habitans de Mélos : « Pas de grands mots ! Nous ne vous dirons pas que nous avons droit à l'hégémonie pour avoir jadis chassé les Mèdes... Ne nous dites pas non plus que vous n'avez pas aidé les Lacédémoniens contre nous, que vous ne nous avez fait aucun mal. Tout cela ne nous persuaderait pas. Voyons, vous comme nous,

le possible : le possible, c'est aux plus forts de le faire, aux plus faibles de le subir. » Jamais peut-être la suprématie de la force et de l'intérêt n'a été plus vigoureusement affirmée que dans ces formules insolentes, d'une lucidité joyeuse et cruelle.

Mais, par réaction contre ces politiques âprement enfermés dans un nationalisme exclusif, les philosophes se laissent emporter à perte de vue dans un cosmopolitisme illimité. La patrie, à laquelle on sacrifiait tout, va être à son tour totalement sacrifiée. Le citoyen ne voulait pas voir l'humanité : les penseurs vont de parti pris nier la cité. Ce n'est pas seulement l'épicurisme vulgaire qui proclame que « la patrie est où l'on vit bien : » toutes les écoles de moralistes s'entendent pour réduire à néant le devoir national. Selon Aristippe, « le sage ne doit pas exposer sa vie pour son pays, parce que ce serait sacrifier la sagesse aux intérêts des insensés, et qu'au surplus son vrai pays est le monde. » Cratès se vante de n'avoir qu'une patrie, le mépris de l'opinion des autres. Zénon enfin, — suivi par tout le stoïcisme, — écrit un traité pour ruiner l'antique conception du patriotisme local : « Nous ne sommes pas les habitans de tel dème ou de telle ville, séparés les uns des autres par un droit particulier et des lois exclusives; nous devons voir dans tous les hommes des concitoyens, comme si nous appartenions tous à la même ville et au même dème. » C'est déjà, — avec plus de simplicité dans le langage, — la conception de la fraternité humaine chère aux Lamartine et aux Michelet :

> Je suis concitoyen de tout homme qui pense :
> La vérité, c'est mon pays!

et, que cette *Marseillaise de la paix* stoïcienne ait pu retentir si vite après les fanfaronnades agressives d'un Cléon, ce n'est pas un des moins surprenans spectacles que nous offre l'histoire de l'hellénisme.

Les Grecs, on le voit, n'ont ignoré aucune des données de la question qui nous occupe. Ils ont successivement projeté sur chacune d'elles une lumière éblouissante, laissant l'autre dans l'ombre. Tour à tour Athéniens ou Lacédémoniens au point de n'être plus ni Grecs ni hommes, et hommes au point de ne plus savoir s'il existait une Lacédémone et une Athènes, on pourrait dire qu'ils ont dénoué le conflit entre les deux devoirs par la négation radicale de l'un des deux. Les Romains n'ont pas été

aussi simplistes, et ne pouvaient pas l'être. Avec leur esprit moins rationnel que le génie grec, plus positif et plus pratique, ils se soucient peu de suivre un seul principe jusqu'à ses dernières conséquences : en revanche, ils sentent plus fortement ce qu'il y a, dans les principes opposés, d'également bon, d'également nécessaire, et ils se mettent en mesure d'en essayer, tant bien que mal, la conciliation. Ils ont trop le sens des réalités pour les supprimer dès qu'elles les gênent, ou dès qu'elles se gênent l'une l'autre : ils aimeront mieux rogner un peu de toutes que de n'en conserver qu'une seule en abattant tout le reste. De plus, le rapport entre la patrie et l'humanité n'est pas de ceux qui apparaissent sous le même jour aux yeux d'une ville de quelques milliers d'habitans et aux yeux d'un empire de plusieurs millions d'hommes. Entre la petite bourgade juchée sur quelques collines du Latium, perpétuellement pillarde ou pillée, et l'immense agrégation de peuples qui enveloppe presque tout le monde civilisé, que d'étapes intermédiaires! combien de fois les conditions matérielles se sont transformées, en même temps que se transformaient les influences morales, religieuses, philosophiques, juridiques! Une pareille complexité ne saurait s'accommoder de quelques formules absolues, si sonores soient-elles, et si frappantes. Ce n'est pas une seule fois que Rome a eu à traiter le problème des devoirs de l'homme et de ceux du citoyen, c'est à chaque heure de son évolution, et dans des circonstances sans cesse renouvelées. — Essayons de voir comment elle y est arrivée.

I

Il est trop évident que les premiers Romains ne soupçonnaient pas qu'ils pussent avoir la moindre obligation envers les hommes d'une autre race. La Rome primitive est ce que sont toutes les cités du monde antique : un organisme très cohérent et très exclusif, qui tient à la fois du couvent et de la caserne, dont toutes les forces vives sont réunies en un faisceau convergeant vers le bien commun, qui, dans son propre sein, n'admet aucune volonté dissidente, et qui, en dehors de soi, ne conçoit aucun intérêt légitime. Quelques familles, plus ou moins sœurs les unes des autres, initiées aux mêmes rites, étroitement serrées pour tenir tête aux agressions des peuplades voisines, et,

s'il se peut, pour les attaquer à leur tour, voilà la forme, très simple et très rude, de l'État romain à ses débuts. Entre elles, ces familles sont jointes par ce qu'il y a de plus puissant alors, la parenté du sang, la communauté du culte et l'identité des intérêts : mais, plus sont forts les liens qui les unissent, moins il y a de place pour ceux auxquels ils ne s'étendent pas. Ceux-là, moralement, ne comptent pas, quels qu'ils soient et quoi qu'ils fassent. On les déteste alors même qu'on n'a pas de motif précis de rancune ou de crainte : il suffit qu'ils soient « autres » pour être haïs et suspectés. La langue archaïque ne distingue pas entre l'ennemi et l'étranger : elle leur applique le même qualificatif, *hostis*. Les moralistes postérieurs, tels que Cicéron, s'en apercevront, et, avec cette charmante candeur qu'apportent les civilisés à embellir les mœurs primitives, ils s'imagineront que leurs ancêtres ont voulu, par politesse, par douceur, user d'un euphémisme pour désigner ceux à qui ils faisaient la guerre. C'est juste le contraire de la vérité. Bien loin que l' « ennemi » ne soit qu'un « étranger, » c'est l' « étranger » qui est toujours et par définition un « ennemi. »

L'égoïsme local a donc été l'âme de Rome naissante, comme de toutes les villes d'alors. Cependant, si l'on y regarde de près, on peut, sans trop de complaisance, discerner en elle quelques traits qui la prédisposent à une conception plus large des rapports internationaux. Par exemple, si l'on admet avec Mommsen que Rome a été un marché en même temps qu'une forteresse, et qu'elle a dû sa prospérité initiale aux échanges commerciaux dont elle est devenue le centre, on peut se demander si cette activité économique n'a pas influé sur ses notions morales. Assurément, un peuple de marchands n'est pas plus humain qu'un peuple de guerriers, ni surtout plus désintéressé : l'exploitation mercantile et la concurrence sont, aussi bien que la guerre et la conquête, des formes du *struggle for life* national. Seulement, ce sont des formes moins brutales et moins strictes. Entre le marchand et le client, il y a toujours une certaine réciprocité, une certaine entente, qui peut, si les circonstances s'y prêtent, conduire à des relations plus amicales. — D'autre part, si mal renseignés que nous soyons sur les premiers agrandissemens de la cité romaine, nous ne pouvons guère douter qu'elle ne se soit augmentée par l'adjonction de tribus voisines. Les légendes qui se sont transmises jusqu'à nous sur Romulus et

les Sabins, sur Tullus Hostilius et les Albains, recouvrent certainement quelque chose d'historique. Peu importe le vrai caractère de ces incorporations, peu en importe le motif : elles ont eu à coup sûr pour résultat d'habituer les esprits, de très bonne heure, à cette idée qu'il peut se créer un lien moral et social entre ceux mêmes que la naissance avait séparés, que tels, comme on le dira plus tard (justement à propos de Romulus), « étaient ennemis le matin qui le soir furent compatriotes. » — Enfin et surtout le culte de Rome, composite comme sa population et plus encore, la met en rapports avec des peuples très divers, les uns voisins, les autres fort éloignés. Elle a des rites latins, sabins, étrusques, grecs, asiatiques même. La parenté religieuse, la plus respectable de toutes alors, l'établit en communion avec la plupart des peuplades italiennes, et, en dehors de la péninsule, avec Ségeste, avec l'Arcadie, avec Samothrace, avec Troie. Fustel de Coulanges a signalé avec raison l'avantage que ces affinités de culte offraient à Rome, et le parti qu'elle en a tiré : mais, d'avoir les mêmes dieux et les mêmes rites que telle ou telle autre cité ne lui créait pas seulement plus de droits; cela lui imposait aussi plus de devoirs. Le Romain qui prie et sacrifie selon les mêmes lois qu'un Sabin ou qu'un Grec, se sent confusément frère de ce Grec ou de ce Sabin. L'horizon de ses idées et de ses sentimens s'élargit quelque peu. Il admet qu'il puisse y avoir des alliances supérieures aux groupemens domestiques ou locaux, que d'autres hommes, loin de lui, puissent penser comme lui et compter autant que lui au regard des Dieux Immortels. Cela peut être de haute importance. Entre les peuples comme entre les individus, et dans la plus lointaine antiquité comme dans notre moyen âge, c'est de la fraternité religieuse qu'est née la fraternité humaine.

Ainsi, tandis que les conditions habituelles de la vie primitive enserrent toute l'activité intellectuelle du Romain dans le cercle restreint de sa petite ville, d'autres forces l'attirent hors de ces barrières. Les relations commerciales, les assimilations de peuples limitrophes, et plus encore les analogies religieuses, lui font apparaître comme possibles des rapprochemens avec ceux qui ne vivent pas dans ses murs. C'est bien peu de chose encore, pas assez pour ébranler, tant s'en faut, la notion archaïque de la cité jalousement close, hérissée de prohibitions et de défiances. Pourtant il sied de relever ces indices, si faibles

soient-ils, d'une mentalité différente. S'ils ne promettent pas l'évolution future comme certaine, ils la réservent comme possible. Ce sont des germes, qui peut-être un jour s'épanouiront.

A vrai dire, pendant très longtemps, ils ne semblent guère devoir s'épanouir. Les premiers siècles de l'histoire romaine nous montrent un peuple de lutte et de proie, orgueilleux et avide, défiant dans la paix, acharné dans la guerre, féroce dans la répression, tyrannique dans le commandement. Toutes les vertus patriotiques, courage, discipline, esprit de sacrifice et d'abnégation, y sont portées à leur apogée : mais les vertus humaines y manquent, non seulement la pitié ou la douceur, mais la justice même et la bonne foi. En dehors de tout état de guerre, l'étranger est un homme pour lequel il n'y a pas de droit; la loi des Douze Tables, rédigée pourtant à une époque où déjà les mœurs se sont adoucies et les idées transformées, stipule encore que contre lui le champ des revendications est perpétuellement ouvert, tandis que les citoyens peuvent s'abriter derrière la prescription : *adversus hostem aeterna auctoritas esto.* Si la guerre éclate, c'est toujours sans aucune préoccupation d'équité morale, et rien n'est plus caractéristique que l'expression *justum bellum*, sur laquelle nos idées modernes nous feraient si volontiers faire un contresens : une guerre est « juste » pour les anciens Romains, non lorsqu'elle est bien fondée en droit, mais lorsque les formalités prescrites par le rituel ont été observées, les paroles prononcées, les sacrifices accomplis, et la déclaration d'hostilité régulièrement signifiée par les féciaux ; leur unique souci est de se mettre en règle avec les dieux, afin de ne pas encourir leur défaveur par une négligence, mais ils s'inquiètent peu de la légitimité de leur cause. — Passons sur la guerre même : il est trop clair qu'elle entraîne alors avec elle toutes les cruautés et toutes les perfidies nécessaires, et même un bon nombre qui ne le sont pas. Mais, après la victoire, la haine nationale ne désarme pas; le droit de conquête, absolu chez les anciens, est exercé dans toute sa rigueur. Ne remontons pas jusqu'aux temps les plus proches de la barbarie primitive : voyons ce qui se passe deux siècles avant notre ère, à une époque où la dureté romaine a déjà été quelque peu entamée par la civilisation. Regardons, par exemple, les mesures prises après la reddition de Capoue. Les sénateurs de la ville vaincue viennent faire leur soumission dans le camp

romain. Immédiatement on les jette en prison. Un conflit s'élève entre les deux généraux : l'un, Claudius, enclin à quelque clémence, l'autre, Fulvius, partisan d'une répression rapide et terrifiante. Celui-ci, de peur que par hasard le Sénat ne donne raison à son collègue, se hâte de faire égorger les prisonniers. Mais il a eu bien tort de se défier du Sénat : ses actes sont ratifiés; on lui renouvelle ses pouvoirs; les Campaniens qui survivent se voient tous confisquer leurs biens; les uns sont emprisonnés, d'autres vendus comme esclaves, les autres déportés loin de leur pays. Il faut lire dans Tite-Live tout ce récit; la précision sèche et froide avec laquelle toutes ces rigueurs sont énumérées en dit bien long sur les sentimens de Rome envers les peuples vaincus, plus long que ne feraient les déclamations les plus pathétiques.

Quelquefois les conquérans pardonnent, souvent même. Les historiens postérieurs vanteront la générosité du peuple roi, qui a laissé subsister tant de nations jadis ses ennemies, qui les a même protégées et rendues plus heureuses qu'elles n'étaient auparavant. Il est bien vrai en effet que la victoire n'a pas toujours amené le massacre et la dévastation. Rome n'a pas fait de l'univers soumis un immense désert, ni un immense tombeau. Elle a su, selon l'un des plus beaux vers de son plus grand poète, « épargner les vaincus » autant que « vaincre les rebelles, » *parcere subjectis et debellare superbos*. Mais sa clémence est, si l'on peut dire, une clémence de lion, capricieuse et dédaigneuse, égoïste en son fond, et toujours provisoire, toujours sujette à de terribles démentis. Les grâces qu'elle accorde, aussi bien que les supplices qu'elle inflige, sont arbitraires, dépendent de son humeur variable; ce sont des boutades, qui s'accompagnent souvent d'ironie. Rappelons-nous la macabre plaisanterie de Caton l'Ancien au sujet des otages achéens qui demandaient à rentrer dans leur pays : « Est-ce la peine de délibérer toute une journée pour savoir si quelques vieux bonshommes seront enterrés par les fossoyeurs grecs ou par les nôtres? » Une faveur concédée en ces termes est plus inhumaine qu'un refus. — Il arrive fréquemment que le gouvernement romain ait des motifs sérieux pour laisser aux peuples soumis une indépendance relative, mais ce sont toujours des motifs d'intérêt : c'est parce qu'il a besoin de telle cité pour son commerce, ou pour lutter contre tel roi voisin, qu'il la traite en « amie et alliée. » Ce n'est pas

ici le lieu d'entrer dans le détail de la politique économique de Rome, ni de sa diplomatie. Disons seulement que, si la sagesse y a une grande part, l'humanité n'y en a à peu près aucune. — Enfin, quels que soient les services rendus, quelque solides que semblent être les traditions qui font d'un peuple un ami de Rome, l'amitié est toujours précaire et révocable. Au milieu du IVe siècle, les Latins sont depuis longtemps les alliés de Rome : ils sont de même race, parlent la même langue, ont les mêmes mœurs, servent sous les mêmes enseignes. Ils se croient autorisés par cela seul à réclamer une part dans le gouvernement, et demandent que l'on prenne parmi eux un des deux consuls et la moitié des sénateurs. Rome refuse, naturellement, — mais en quels termes outrageans! Le consul Manlius proclame que, si par hasard cette extravagante proposition était acceptée, il tuerait de sa propre main le premier Latin qui viendrait siéger au Sénat. On voit ce que pèse dans l'esprit des magistrats romains le souvenir d'une longue entente et d'une fidèle collaboration. Du jour au lendemain, cette alliance trompeuse peut laisser réapparaître le vieil antagonisme, caché, mais non détruit.

Que ces sentimens de haine, de défiance et de mépris pour l'étranger aient existé dans la Rome des premiers temps, on n'en peut être surpris : c'est, nous l'avons dit, la mentalité de toutes les nations primitives. Qu'ils y aient longtemps duré, à peu près aussi longtemps qu'il l'a fallu pour que Rome fît la conquête du monde, cela non plus n'est pas très étonnant. Ce qu'il faut remarquer, c'est que, pendant bien des années, ils ne semblent rencontrer presque aucune opposition. Ils sont habituellement aussi vivaces chez les novateurs que chez les conservateurs. La démocratie romaine, tout enfiévrée d'un impérialisme mercantile et agressif, n'est pas plus accessible aux idées d'humanité que l'oligarchie la plus arriérée. C'est l'aristocratie qui a si durement réglé le sort des vaincus, qui leur a si obstinément refusé l'accès de la vie politique et juridique; mais c'est le parti populaire qui a décidé la plupart des grandes expéditions militaires. L'œuvre d'assujettissement universel a été poursuivie par les deux factions, à tour de rôle, mais avec une égale intransigeance. A peine peut-on nommer trois ou quatre réformateurs, d'une intelligence plus éclairée ou d'un cœur plus généreux, qui ont entrepris d'associer à la puissance de Rome

une partie des peuples vaincus : les Gracques, le tribun Drusus; mais ces velléités sont peut-être ce qui a causé leur ruine, car, en même temps qu'elles avivaient contre eux les rancunes de la noblesse, elles décourageaient la sympathie fragile et hésitante de la plèbe. Caïus Gracchus, notamment, est devenu suspect au peuple le jour où il a parlé de conférer le droit de citoyen aux Italiens, et ce projet, pourtant si conforme aux vrais intérêts de Rome en même temps qu'aux sains principes de moralité politique, est sans doute la cause première de son échec et de sa mort. Un peu plus tard, le Sénat déclare qu'on ne peut reprendre cette proposition sans être qualifié *ipso facto* d'ennemi public, et nulle voix ne proteste, pas plus dans le peuple que parmi les grands, contre ce décret où revit toute l'âpre fierté du patriotisme local de jadis.

Quant aux penseurs, aux philosophes, déjà assez nombreux dans les derniers siècles de la République, nous ne savons si, dans leur for intérieur, ils font des réserves sur la politique de guerres et de conquêtes, mais toujours est-il qu'ils ne les expriment pas, et il est bien douteux qu'elles se présentent même à leur esprit. N'en cherchons pas d'autre exemple que cet Ennius qui a été, un siècle et demi avant Cicéron et Lucrèce, le créateur de la littérature philosophique latine. Sur tous les points, sauf un, — celui qui nous intéresse, — il apparaît très affranchi des traditions romaines. Il parle avec indépendance, avec irrévérence même, des croyances religieuses et des cérémonies consacrées : il proclame sans se gêner que les devins sont des fourbes, et les dieux de simples mortels. Son théâtre, tout imprégné de libre pensée, rappelle Euripide et annonce Voltaire. Or, dès qu'il s'agit de la grandeur de Rome et de sa lutte contre les autres peuples, ce hardi penseur, — qui n'est pourtant pas né citoyen romain, mais qui l'est devenu avec joie, avec passion, — se révèle comme le plus pieux admirateur du passé. C'est à célébrer la patrie latine qu'il consacre son ouvrage le plus considérable, les *Annales*. Il la salue, en termes enthousiastes, dans son fabuleux fondateur Romulus; il énumère complaisamment les batailles qu'elle a livrées et les nations qu'elle a soumises; il proclame que c'est à ses vieilles traditions qu'elle doit sa force, *moribus antiquis stat res romana;* il exalte enfin son plus récent champion, Scipion l'Africain, à qui il fait prononcer ces paroles vibrantes d'orgueil militaire et national :

« Cesse, ô Rome, de redouter tes fiers ennemis ! mes peines ont élevé autour de toi un rempart inexpugnable. » Il se vante d'écrire en « vers de feu, » *versus flammeos*, et certes, ce feu est tout romain, fait pour allumer chez ses concitoyens les vertus dont l'État a besoin alors, l'ardeur belliqueuse et le dévouement à la chose commune. Le bien de Rome est son idéal et sa loi, et, d'être philosophe, cela ne l'empêche nullement d'être patriote.

Longtemps encore il en est de même. Bien qu'une culture intellectuelle plus raffinée se répande dans les hautes classes avec la connaissance des arts de la Grèce et l'imitation de ses mœurs, pour les plus imprégnés d'hellénisme, la patrie romaine demeure au premier plan de l'horizon moral, et cache le reste du monde. Scipion Émilien connaît les théories des penseurs grecs : il est le familier de Polybe et le disciple du stoïcien Panétius; c'est dans son entourage que Térence écrit ses comédies, et il a été sans doute un des premiers à connaître le célèbre vers : *Homo sum, humani nihil a me alienum puto*. Mais, pas plus chez lui que chez Ennius, cette éducation philosophique n'altère l'esprit national, ni ne réagit sur la conduite pratique. Il accepte la mission de vaincre, de prendre, de détruire Carthage et Numance; si, devant l'incendie de la grande ville africaine, il verse quelques pleurs comme la tradition le prétend, ces larmes, d'ailleurs très belles, ne l'empêchent pas de la laisser brûler, et lui sont probablement plus arrachées par un retour sur les périls possibles de Rome que par un réel sentiment de commisération humaine.

D'une manière générale, Rome républicaine, jusqu'à l'époque des guerres civiles, apparaît comme une cité perpétuellement et fortement armée en guerre. Toutes les énergies y sont tendues vers une fin unique : le « salut de l'État, » *salus populi suprema lex esto*, en comprenant par « salut » aussi bien la domination que la sécurité et l'indépendance. Nulle différence, à cet égard, ne sépare les démocrates des nobles, ni les gens cultivés des ignorans; nul scrupule intellectuel ou moral ne vient paralyser l'œuvre de conquête. Ce patriotisme absolu a la grandeur, la beauté, la fécondité de toute foi intransigeante ; il en a peut-être aussi l'étroitesse et la dureté. Quoi qu'il en soit, c'est de lui que procède tout ce que la postérité a tant admiré dans les mœurs romaines archaïques, et aussi tout ce que notre mentalité moderne peut y trouver à reprendre. Les actions

sont gouvernées par une règle, non humaine, mais nationale.

Et lorsque cette règle nationale commence à fléchir, ce n'est aucunement au profit d'un idéal plus large et plus doux. Dans le dernier siècle de la période républicaine, la moralité patriotique que nous avons essayé de retracer à la fois sous son aspect grandiose et sous son aspect farouche, tombe de plus en plus en ruines : mais, sur cet écroulement, ce n'est pas du tout une moralité nouvelle, libérale et philanthropique, que nous voyons s'élever; c'est simplement, sous diverses formes, — ambition, violence, vénalité, débauches, — le triomphe de l'égoïsme. L'époque des guerres civiles est, à cet égard comme à bien d'autres, une des plus tristes de l'histoire romaine : les anciennes vertus du citoyen y ont disparu, sans être remplacées par d'autres vertus plus douces. Les guerres ne se font plus pour assurer l'existence ni même la prééminence de Rome; elles sont plutôt entreprises pour servir les intérêts privés d'individus ou de groupes puissans : elles n'en sont menées qu'avec plus d'acharnement et de férocité. On pille moins, peut-être, pour enrichir le trésor public, mais on pille plus pour grossir les fortunes de quelques particuliers, généraux vainqueurs ou administrateurs de territoires conquis : les sujets y ont plutôt perdu que gagné. L'autorité, enfin, était une arme nécessaire que les magistrats recevaient pour maintenir les provinces dans le respect de la métropole, et dont ils usaient sans scrupules, mais non sans motifs : maintenant elle est devenue un jouet livré aux mains capricieuses de quelques tyranneaux, qui en abusent pour terroriser et pressurer les malheureux qu'on leur confie. Les noms de Scipion, d'une part, de Verrès, de l'autre, permettront, si l'on veut, de mesurer le chemin parcouru. Les contemporains des guerres puniques étaient prêts à tout sacrifier à leur pays, et le monde et eux-mêmes : ceux de la fin de la république sacrifient à leur propres personnes et le monde et leur pays. Longtemps on avait oublié d'être humain à force d'être patriote : maintenant, on n'est plus patriote, et l'on n'est pas devenu plus humain. Des deux morales entre lesquelles peut hésiter l'activité politique, l'une avait d'abord complètement tenu l'autre en échec ; désormais elles gisent toutes deux ensevelies dans un commun mépris, — et les penseurs qui vont venir, s'ils veulent proposer à l'homme un idéal digne de ses efforts, devront essayer de les ressusciter l'une et l'autre.

II

Le premier qui s'y emploie paraît bien être Cicéron, avec quelque incertitude malheureusement, et avec plus de générosité dans les desseins que de vigueur dans les actes. Son témoignage, dans la question qui nous occupe, est doublement précieux à recueillir. Car, étant à la fois homme d'État et homme de lettres, il se rattache, d'un côté, à la tradition politique de l'ancienne Rome, et, de l'autre, à la tradition philosophique de la Grèce. De plus et surtout, son esprit souple et malléable reçoit à tour de rôle toutes les influences qui peuvent s'exercer alors, les meilleures comme les plus discutables : les souvenirs du passé, les préoccupations du présent, les pressentimens de l'avenir, trouvent en lui, comme en notre Victor Hugo, à qui il ressemble tant (et non pas seulement par la vanité), un merveilleux « écho sonore. » Seulement, c'est cela même qui rend sa pensée souvent difficile à discerner. Sur tous les points qui touchent aux rapports entre Rome et le reste de l'univers, il dit, selon les circonstances, des choses qui paraissent ne pas bien s'accorder ensemble. Si l'on prend au pied de la lettre telle de ses phrases, en l'isolant des conditions dans lesquelles elle a été écrite, et sans la rapprocher de celles qui ont été tracées la veille ou le lendemain, rien n'est plus aisé que de le prendre, soit pour un « patriote » exalté, soit pour un « humanitaire » résolu. Or, en réalité, il n'est ni l'un ni l'autre ; ou plutôt, il est un peu les deux à la fois. Les deux opinions contraires coexistent en lui : suivant les jours et les besoins, c'est celle-ci qui parle plus haut, ou celle-là; mais elles sont toujours présentes, sinon également visibles ; et, dans les momens où il peut réfléchir avec le plus de calme et de liberté, elles apparaissent réunies en un harmonieux équilibre. Ses reviremens sont curieux, ses tentatives de conciliation ingénieuses : voyons-les de plus près.

Et d'abord, puisque la grandeur de Rome a été acquise par la force des armes, que pense-t-il de cette force? Voilà certes un point sur lequel il a beaucoup varié. Il y a dans son œuvre des phrases qui le feraient ranger, — qui peut-être l'ont fait ranger en effet, — parmi les lointains précurseurs de l'antimilitarisme. Les gens qui n'aiment pas l'armée peuvent, — s'ils

savent encore un peu de latin, — se répéter avec volupté le cri fameux *Cedant arma togæ*. — Mais, comme beaucoup de mots célèbres, ce vers n'a peut-être pas le sens qu'on lui prête. La « toge » que Cicéron vante au détriment des « armes » n'est pas celle de l'avocat, ni du juge, mais celle du chef d'État, du ministre de l'intérieur, si l'on veut, appuyé sur une bonne police et une garde nationale incorruptible. C'est à l'aide d'une troupe de volontaires, solidement équipés, que Cicéron a arrêté les projets révolutionnaires de Catilina. Son triomphe, s'il n'est pas absolument militaire, n'est pas non plus absolument pacifique. Et, parmi les rebelles qu'il accable de ses invectives ou de ses railleries, il y a sans doute des hommes de guerre, vétérans de Sylla enrôlés dans la conjuration, vieux soudards sans scrupules et sans culture, « trognes armées, » comme dirait Pascal : mais il y a aussi des jeunes gens qui répugnent à la vie des camps, des mondains, des raffinés, auxquels il reproche durement d'être inaptes au moindre effort belliqueux. Si bien que, tout compte fait, de ses *Catilinaires*, on pourrait tirer presque autant de paroles pour que contre le métier des armes. — Par ailleurs, il est revenu, et plusieurs fois, sur ce point, mais n'a pas toujours tenu le même langage. L'année de son consulat, ayant à défendre Muréna, qui s'était illustré dans des expéditions coloniales, contre le jurisconsulte Sulpicius, il est amené par les nécessités de sa plaidoirie à exalter magnifiquement la gloire des généraux et à lui sacrifier, non seulement celle des jurisconsultes, ce qui n'a pas dû lui faire beaucoup de peine, mais (abnégation plus méritoire) celle même des orateurs. — Beaucoup plus tard, dans le *Pro Marcello*, pour mieux vanter la clémence de César, il met cette vertu bien au-dessus du courage ou de l'habileté stratégique, et il semble faire bon marché des batailles gagnées, où la fortune a souvent plus de part que le mérite. Tout cela, au fond, ce ne sont que des « lieux communs » de circonstance, où il serait puéril de chercher la pensée intime de l'orateur. Si l'on se rappelle, pourtant, toutes les louanges qu'il a prodiguées aux exploits de Lucullus, de Pompée, de César, on aura peine à voir en lui un contempteur systématique de la gloire des armes. Il y a mieux : cette gloire lui paraît si séduisante qu'il la convoite pour son compte personnel. Tout enivré qu'il soit de sa réputation de grand avocat et de grand politique, il veut être aussi un grand capitaine : il

s'y efforce dans sa province de Cilicie (il semble, du reste, n'y avoir pas totalement échoué : sa campagne contre les montagnards de l'Amanus a été conduite avec autant de décision que d'habileté); bref, il rêve de joindre, pour parler le langage des anciens, la couronne de lauriers à la couronne civique. — On voit assez qu'il ne faut en faire ni un panégyriste quand même, ni un détracteur de parti pris, de l'art militaire : les conquêtes et les triomphes, dont s'alimente l'orgueil romain, ne sont pas tout pour lui, il s'en faut, mais il s'en faut aussi qu'ils ne soient rien.

Mêmes variations, au gré des dates et des occasions changeantes, dans ses sentimens à l'égard des populations vaincues. Quelquefois il en parle avec dureté ou avec une ironie plus insultante que la dureté, et quelquefois, plus souvent même, avec courtoisie et bienveillance. Lorsqu'il plaide pour des gouverneurs de provinces accusés de concussions par leurs administrés, il est bien obligé de discréditer le plus possible l'autorité morale des accusateurs, et les préjugés du peuple romain contre les étrangers lui en fournissent un moyen facile. Par exemple, si les Gaulois ont déposé contre Fonteius, ou les Grecs contre Valerius Flaccus, pour sauver ses cliens, Cicéron rappellera le peu de poids que doivent avoir de pareils témoignages : les Gaulois ne sont-ils pas des fanfarons arrogans et brutaux, les Grecs des bavards étourdis et menteurs? Ces caricatures conventionnelles des races exotiques sont de trop riches mines d'argumens et de plaisanteries pour qu'un tel avocat se les refuse. De même, vers la fin de sa carrière, lorsqu'il voit César appeler au Sénat des Gaulois ou des Espagnols, sa rancune d'aristocrate vaincu s'unit à son amour-propre national pour lui faire considérer cette mesure comme une catastrophe, et pour lui dicter, contre les Pères Conscrits ainsi fabriqués, des sarcasmes sanglans. — Mais, dans le cours ordinaire de la vie, il est accueillant pour les étrangers : il descend volontiers chez eux, et les reçoit non moins volontiers dans ses belles villas; il leur adresse des lettres aussi soignées que celles qu'il envoie aux plus nobles Romains, et aussi amicales; il plaide sans répugnance pour eux, pour le Grec Archias, l'Espagnol Balbus, ou le tétrarque de Galatie Déjotarus; et, en rapprochant des textes épars à travers son œuvre innombrable, on pourrait tout aussi bien composer un panégyrique qu'une satire de la plupart des

peuples voisins ou sujets de Rome. Pas plus ici que tout à l'heure, nous n'apercevons chez lui une attitude nettement tranchée : fier et amoureux de son pays sans en être ridiculement infatué, il ne se gêne pas pour médire des autres nations, quand cela se trouve, mais il les aime bien tout de même!

Le suivre dans toutes ses fluctuations, enregistrer toutes ses boutades, serait bien long, et peut-être médiocrement utile. Demandons-lui plutôt quelques opinions mûrement raisonnées sur les rapports de Rome avec les populations soumises. Justement il se trouve que trois fois au moins, et à des dates fort différentes, les circonstances de son activité politique l'ont conduit à examiner longuement et posément cette grave question.

C'est d'abord, presque à son entrée dans la vie publique, le procès de Verrès. Sans doute Cicéron y intervient comme avocat, défenseur des intérêts provinciaux, et peut sembler suspect de partialité. Mais c'est une affaire si considérable, si complexe, si retentissante, qu'il a dû faire effort pour la traiter autrement que par des traits d'esprit et des artifices de rhétorique. De plus, ce qu'il nous a laissé, ce ne sont pas les plaidoyers réellement prononcés, mais des discours refaits, complétés, rectifiés, à tête reposée. On est donc en droit de les interroger pour savoir ce qu'a pensé leur auteur. Or, tout au long de ces sept harangues, rien n'est plus frappant que son effort pour unir, pour solidariser ensemble la cause de Rome et celle des Siciliens. Débauches, exactions, vols, injustices, cruautés, toutes les infamies du préteur sont à la fois des crimes contre les alliés, qu'il rançonne et torture sans merci, et contre le peuple romain, dont il déshonore en sa personne la « majesté » et compromet le pouvoir. Par contraste, les grands généraux et les grands magistrats, dont Cicéron rappelle le glorieux souvenir pour en écraser Verrès, ont été en même temps les défenseurs énergiques du prestige national et les protecteurs bienveillans des libertés locales. Marcellus, — le vainqueur de Syracuse, celui à qui les lois de la guerre concédaient toute faculté d'user et d'abuser, — Marcellus est loué par l'orateur d'avoir respecté les monumens de la ville conquise de vive force : « Il n'a pas cru nécessaire à la gloire de Rome d'anéantir toute cette beauté inoffensive; il a épargné les temples et les maisons, à tel point qu'on aurait dit qu'il était venu les armes à la main pour défendre Syracuse, et non pour s'en emparer. Quand il s'est agi d'emporter le butin

à Rome, il a tenu un compte égal des droits de la victoire et de ceux de l'humanité. » Voilà donc l'honneur des conquérans et le bonheur des vaincus étroitement associés : les vieux héros de la République ont été soucieux de l'un comme de l'autre, les gouverneurs de l'école de Verrès se jouent de l'un comme de l'autre, telle est la thèse que Cicéron retourne et développe avec une fécondité merveilleuse. Est-ce une tactique d'avocat? Oui peut-être, en partie; il est habile, à coup sûr, de montrer qu'en tyrannisant ses administrés, loin de servir la mère patrie, Verrès l'a desservie; cela rend sa conduite plus odieuse, sa condamnation plus probable. Il n'en est pas moins vrai que l'orateur admet, comme un principe indiscutable, que le bien de Rome est en accord, et non en conflit, avec celui des sujets; un gouverneur de province est d'autant meilleur citoyen qu'il est plus juste, plus clément, plus généreux, envers ceux que Rome lui donne à régir; la loi patriotique et la loi humaine sont pareillement respectables, et toutes deux s'unissent pour flétrir les pratiques personnifiées par Verrès et pour suggérer un idéal nouveau.

Cet idéal se précise, dix ans plus tard, dans la belle lettre que Cicéron adresse à son frère, propréteur en Asie Mineure. La conception qui était implicitement contenue dans les reproches accumulés contre Verrès, se dégage ici en formules plus nettes. Cette lettre, une des plus longues de Cicéron et aussi une des plus solennelles de ton, est un véritable traité sur les devoirs d'un gouverneur de province. L'équité, le désintéressement, le dévouement, y figurent en première place; le noble mot d' « humanité » y revient à chaque ligne, et dans le sens le plus étendu. Non seulement il faut être humain envers ceux qui le méritent par leur plus haute culture morale et intellectuelle, comme les Grecs, mais il faut l'être envers les peuples les moins dignes, les moins sympathiques, Africains, Espagnols ou Gaulois, « nations sauvages et barbares; » il faut l'être envers les serviteurs, et jusqu'envers les animaux : « tout être qui commande à d'autres ne doit avoir qu'un but, faire le bonheur de ceux qu'il dirige;... que l'on gouverne des alliés et des citoyens, ou des esclaves et des bêtes brutes, on doit se donner tout entier aux intérêts de ses inférieurs (1). » Voilà de belles phrases,

(1) On remarquera en passant la structure de cette phrase, où les « esclaves » sont rapprochés, non des « citoyens, » ni même des « alliés, » mais des « bêtes

mais ce ne sont pas seulement des phrases. Cicéron fait tous ses efforts pour en augmenter la portée. Il les met sous le patronage des philosophes grecs, de Xénophon dans sa *Cyropédie* ou de Platon dans sa *République*, et il n'oublie pas non plus d'invoquer l'autorité de certains hommes d'État romains, tels que Scipion Émilien, fidèle à la double tradition dont il aime à se réclamer. D'ailleurs, ces belles spéculations philanthropiques ne lui font pas perdre de vue les nécessités positives de l'État romain. Comme les Grecs d'Asie murmurent contre les sociétés de publicains qui ont affermé la perception du tribut, et que Quintus est assez enclin à encourager leurs plaintes, Cicéron les rappelle avec fermeté, et non sans malice, à leurs devoirs de contribuables. « Ils doivent bien se dire qu'ils seraient exposés à toutes les guerres, à toutes les discordes, s'ils n'étaient pas maintenus par notre autorité. Or cette autorité ne peut subsister sans argent. Qu'ils consentent donc à sacrifier une part de leurs revenus comme une prime d'assurance de paix et de tranquillité. » C'est une définition très précise des relations entre les maîtres et les sujets, une définition ni chimérique ni tyrannique, où les intérêts des deux parties sont conciliés, identifiés même, et non heurtés brutalement. Si l'on songe que cette lettre est écrite au moment où Cicéron est le chef du parti modéré, où sont venus s'agglomérer, autour des chevaliers, les aristocrates les plus intelligens et les démocrates les plus raisonnables, on pensera peut-être qu'il a tracé une sorte de manifeste ou de discours-programme, et que ce manifeste, en ce qui touche à l'administration provinciale, fait autant d'honneur à sa clairvoyance qu'à sa générosité.

Seize ans se passent encore, pendant lesquels les événemens se chargent de ramener maintes fois son esprit sur ces importans problèmes. Les provinciaux se mêlent ardemment aux luttes des partis, à la guerre entre César et Pompée; César, très dur pour certains d'entre eux, ouvre toute large à d'autres la porte de la cité romaine : tout cela invite Cicéron à réfléchir plus que jamais aux droits et devoirs réciproques des vainqueurs et des vaincus. Aussi, dans son dernier grand traité de morale, le *De officiis*, composé au lendemain de la mort de César, apparaît-il préoccupé de marquer une juste limite en cette matière

brutes : » cette seule classification, — chez un homme aussi cultivé que Cicéron, et aussi tolérant pour ses serviteurs, — en dit long sur la condition des esclaves.

si délicate. Les pages qu'il consacre à discuter les « cas de conscience » de ce genre sont peut-être les plus originales de son ouvrage. On l'y sent très respectueux des droits de l'humanité, et très soucieux aussi des intérêts légitimes de son pays. En bon disciple des philosophes grecs, il affirme hautement qu'un lien sacré unit les hommes entre eux, qu'il y a « une solidarité générale de tous avec tous, » *omnibus inter omnes societas est*. C'est pécher contre cette solidarité que de prétendre qu'on ne doit tenir compte que de ses concitoyens et non des étrangers; c'est ruiner du même coup toutes les vertus, générosité, bonté, justice. — Mais cette parenté universelle admet des degrés : l'homme doit aimer sa patrie *et* tout le genre humain, mais non le genre humain *autant* que sa patrie. La patrie est, tout de suite après les dieux, avant ses parens et ses amis, — et *a fortiori* avant le reste de la famille humaine, — ce qu'il doit chérir et servir par-dessus tout. — Donc, entre les deux devoirs, celui de l'homme et celui du citoyen, il n'y a pas d'égalité, pas plus qu'il n'y a d'exclusion. — Peut-il y avoir conflit? Non, répond le philosophe par un raisonnement hardi et quelque peu subtil. On peut imaginer théoriquement des actions atroces ou honteuses, et se demander si le sage doit les accomplir pour le salut de son peuple : mais à quoi bon? Si elles sont réellement déshonorantes, le peuple lui-même ne voudra pas qu'il les accomplisse. Entre Thémistocle, qui avait eu l'idée d'incendier subrepticement la flotte de Lacédémone, alors alliée d'Athènes, pour mieux assurer l'hégémonie de celle-ci, et Aristide, qui avait combattu le projet comme immoral, les Athéniens n'ont pas hésité, — et Cicéron n'hésite pas non plus, — à ratifier la décision d'Aristide. Si quelquefois les nations se laissent séduire par un faux semblant d'avantages positifs, et écrasent leurs adversaires vaincus, afin de se réserver plus de puissance, Cicéron déclare que c'est une faute, *peccatum*, c'est-à-dire à la fois un acte coupable et une erreur de jugement : « la cruauté n'est jamais utile, puisqu'elle est contraire à ce caractère humain qui doit être la règle suprême. » Là est le principe auquel il s'attache fortement : l'intérêt de l'État, entendu comme on doit l'entendre, ne saurait exiger une action criminelle; entre lui et le devoir philanthropique, la contradiction n'est qu'apparente, car il ne peut y avoir ni patriotisme sans moralité, ni moralité sans humanité.

Cette doctrine, consolante et rassurante, il en a trouvé les fondemens essentiels dans la philosophie : ce qui est intéressant, c'est de voir comment il l'applique à l'histoire de son pays, et à cette série de guerres et de conquêtes qui en a fait la grandeur. Ses idées à ce sujet peuvent se résumer ainsi. En premier lieu, la guerre est un mal. « Des deux modes de conflit, la discussion et la lutte violente, le premier convient aux hommes, le second aux bêtes, et il ne faut recourir au second qu'à défaut du premier. » Mais, en ce cas, il ne faut pas craindre d'y recourir : la guerre est légitime quand elle est nécessaire pour obtenir le droit « de vivre en paix sans être opprimé. » Cette formule semble ne laisser subsister que les guerres défensives, les guerres de salut public, et exclure les guerres de domination : Cicéron les admet pourtant. Un peuple, d'après lui, peut et doit se battre, non seulement pour sauvegarder son existence menacée, mais pour maintenir son prestige compromis, *imperii gloria.* Contre les Cimbres, les Romains ont lutté pour savoir qui des deux subsisterait, *uter esset;* contre les Carthaginois et contre Pyrrhus, pour savoir qui des deux serait le maître, *uter imperaret.* L'un est aussi bien permis que l'autre. Seulement, dans le second cas, Cicéron demande que l'on se batte avec moins d'acharnement : si ce n'était commettre un anachronisme, on pourrait dire qu'il conçoit les guerres « impériales » comme des sortes de tournois chevaleresques, où il s'agit, non de faire du mal à son rival, mais simplement de prouver sa supériorité. Jusque dans les guerres « nationales, » du reste, il y a encore place pour les « droits de la guerre : » il entend par là des rapports de justice, et même de générosité, qui persistent entre ennemis. Et, après la victoire, il faut épargner ceux qui n'ont pas été atrocement cruels dans la lutte. Ici, le philosophe ne craint pas d'apprécier, de ce point de vue, les grands faits du passé de sa ville. « Nos ancêtres ont, non seulement laissé vivre, mais reconnu comme citoyens les Eques et les Volsques, les Sabins et les Herniques; au contraire, ils ont détruit de fond en comble Carthage et Numance [avec lesquelles la guerre avait été d'une âpreté exceptionnelle]; je regrette qu'ils aient aussi détruit Corinthe. » Évidemment, tous ces cas particuliers sont assez discutables, et le principe même n'est peut-être ni très net, ni très sûr : mais ce dosage ingénieux de l'éloge et du blâme révèle bien le caractère « moyen » et pondéré de Cicéron, son

application à ne désavouer ni les leçons de ses maîtres grecs, ni les exemples des aïeux latins. Trop philosophe pour diviniser la guerre, trop romain pour la condamner, trop humain pour souhaiter l'oppression des étrangers, trop bon citoyen pour désarmer son pays, il prêche la justice dans la lutte et la clémence dans la victoire.

III

Nous avons un peu longuement insisté sur Cicéron, parce que c'est chez lui qu'on voit se former pour la première fois cette conception des rapports entre les peuples, conception tout ensemble nationale et libérale, traditionnelle et novatrice, très élevée et nullement utopique. Elle se perpétue après lui, d'autant plus facilement que la paix presque universelle qui règne alors, et dont les Romains sont si fiers, leur permet d'embrasser dans le même amour leur patrie, qui l'a créée, et le monde, qui en bénéficie. Dans les cercles intelligens et lettrés de l'époque d'Auguste, il semble bien que les opinions les plus répandues soient assez analogues à celles de Cicéron. Virgile, qui donne à toutes les aspirations de son temps une expression si haute et si belle, en traduit aussi bien le fier patriotisme que l'esprit de large humanité. Est-il besoin de rappeler le dessein national de son *Énéide*, si fortement empreint que les critiques anciens donnaient pour sous-titre à ce poème : « les Exploits de Rome, » *res gestae populi romani?* Mais cet orgueil civique est tout imprégné, tout attendri de bonté généreuse. Dans le vers que nous avons déjà cité, *parcere subjectis et debellare superbos*, chacun des deux hémistiches résume une des règles de la morale romaine, et ces règles, aussi nécessaires, aussi sacrées, se complètent mutuellement. Si le poète proclame que son peuple est créé pour commander à toutes les nations, il lui enjoint aussitôt de leur enseigner la science de la paix. Dans le Tartare, il punit de châtimens égaux les crimes contre la ville natale et les crimes contre l'humanité; dans les Champs Élysées, il fait participer au bonheur suprême, d'un côté, ceux qui sont morts en combattant pour le pays, de l'autre, les héros de la civilisation, ceux qui, par la découverte des arts ou des sciences, ont embelli la vie de tous les hommes. Son Énée, qui se bat très souvent, et très bien, n'est pourtant pas un guerrier frénétique.

Il s'apitoie à l'occasion sur la mort de ses adversaires. Ce qu'il fait par les armes, il préférerait de beaucoup le faire par la paix : il demande seulement « une petite place pour ses dieux, » ces dieux dont l'ordre le conduit, et qu'il a amenés de si loin; comme on la lui refuse, il est bien obligé d'en venir aux mains; mais, aussitôt vainqueur, il se hâte d'appeler ses ennemis à une réconciliation sincère, à une alliance qui leur laissera leur liberté et leur nom. On a fréquemment signalé cette antithèse entre la farouche énergie de quelques-uns de ses actes et la mansuétude habituelle de sa conduite; on s'en est égayé; on l'a expliquée aussi en disant que Virgile a tantôt pris le ton, quelque peu brutal, de l'épopée homérique, et tantôt laissé parler son propre cœur, bien plus calme et plus doux : peut-être faut-il y voir surtout un effet de la dualité de sentimens qui règne dans la société d'alors. Les Romains contemporains de Virgile admirent trop leur riche passé de victoires pour ne pas goûter chez Énée l'ardeur militaire, mise au service d'une noble cause; et en même temps, ils veulent trouver en lui quelque chose de cette modération, de cette clémence qui leur semble la marque des grands hommes comme des grands peuples. Quoi qu'il en soit des contradictions qu'on a relevées, il est certain qu'Énée, tout en restant un serviteur passionné de la Rome future, n'est pas un de ces « héros sans humanité » que Bossuet flétrira plus tard : le patriotisme et le souci du devoir humain se mêlent dans son âme, comme dans l'âme de Virgile, et dans les tendances plus ou moins nettes de l'époque.

On les retrouverait associés aussi chez Tite-Live, qui est alors « l'historien national » comme Virgile est le « poète national. » A noter ses jugemens sur les grands événemens qu'il raconte, on en verrait beaucoup qui sont dictés par un amour-propre romain peut-être excessif, d'autres qui témoignent d'un libéralisme intelligent et élevé, d'autres enfin où il essaie de tenir la balance égale entre les droits de Rome et ceux du genre humain, — les mêmes hésitations, en un mot, et les mêmes reviremens que chez Cicéron, pour qui il avait tant d'enthousiasme. Il déclare sans ambages qu'il veut « éterniser la gloire du peuple roi, » et que les nations vaincues ne peuvent que s'incliner devant les décisions de Rome, en histoire aussi bien qu'en politique. Voilà qui promet, semble-t-il, un superbe dédain de la justice et de la vérité. En effet, il y a beaucoup

d'actes des aïeux que l'historien apprécie plutôt en plaideur passionné qu'en juge intègre. Lui qui est si sévère pour la « foi punique, » n'a pas un mot de blâme pour des perfidies au moins égales, dès qu'elles sont commises par les Romains : Romulus enlevant les Sabines, Camille violant la parole donnée aux Gaulois, Scipion incendiant le camp ennemi par trahison, lui paraissent agir dans la plénitude de leur droit. Les mesures si rigoureuses prises contre Capoue sont proclamées par lui « louables de tout point. » Il veut que les ennemis eux-mêmes « avouent la grandeur de Rome, » et il excelle à leur arracher de tels aveux. Vibius Virrius, chef des sénateurs campaniens, absout avant de mourir les Romains du reproche de cruauté : « Nous aurions fait comme eux si nous avions été les plus forts. » Tout cela est, si l'on ose dire, d'un « chauvinisme » un peu puéril. — Mais, en regard, que d'endroits où les sentimens d'équité et de tolérance parlent plus haut que l'amour-propre national ! Taine, qui n'est point suspect d'excessive indulgence pour Tite-Live, qui lui reproche de ne pas vouloir « déchirer la robe de pourpre qui dissimule une blessure ou une souillure, » Taine reconnaît pourtant que cet ardent défenseur de Rome est accessible à la bonne foi, à la pitié. « Parfois, dit-il, ayant avoué les mauvaises actions, il les juge ; il est homme autant que citoyen, et s'indigne des perfidies de Rome comme de ses défaites. » Taine cite à ce propos, avec beaucoup de finesse, les discours que Tite-Live met dans la bouche des adversaires de Rome ; il montre que la chaleur, la vigueur avec laquelle il les fait parler, suppose chez lui une adhésion plus ou moins sympathique : de telle harangue on peut déduire l'opinion de l'historien lui-même sur la violation du traité des Fourches Caudines, par exemple, ou sur l'acharnement de Rome contre Hannibal vieilli, ou sur sa tyrannie envers les Achéens, et cette opinion, quoique implicite, est nettement défavorable. « On sent que le Romain a entendu le dernier soupir de la justice, et qu'il est un moment du parti de l'opprimé. » — Ainsi, devant les crimes de la politique romaine, l'attitude de Tite-Live n'est pas toujours identique : tantôt il les excuse, non sans sophismes ; tantôt il les blâme, non sans regrets. Mais il est plus rassuré, cela se comprend, lorsqu'il peut louer sa chère patrie sans qu'il en coûte rien à sa conscience humaine. Toutes les fois qu'il rencontre dans les annales un

exemple de loyauté envers les ennemis, ou de douceur envers les neutres, ou de miséricorde envers les vaincus, il le célèbre avec une plénitude de joie où l'on sent l'effusion d'une âme honnête délivrée de tout scrupule. On pourrait comparer la manière dont il dépeint, à la même date, la conduite de Fulvius Flaccus en Campanie et celle de Scipion en Espagne, l'un despotique et féroce, l'autre libéral et doux : tous deux ont été utiles à Rome, et Tite-Live ne condamne pas Fulvius, mais il vante Scipion avec un bien autre enthousiasme. Pour lui, comme pour Cicéron et pour Virgile, le vrai héros n'est certes pas celui qui oublie sa patrie pour l'humanité, mais ce n'est pas non plus celui qui sacrifie l'humanité à sa patrie : c'est celui qui travaille pour toutes les deux en même temps.

Cette idée que l'intérêt de Rome et celui du monde sont au fond identiques, prend dès lors de plus en plus de crédit : c'est en la prenant comme règle que l'on interprète le passé et que l'on prépare l'avenir. L'historien grec Denys d'Halicarnasse, qui appelle Rome « la ville la plus universelle et la plus humaine de toutes, » insiste sur ce fait qu'elle doit sa grandeur à sa générosité : la meilleure maxime de Romulus (car c'est au fondateur qu'il attribue naïvement la politique suivie plus tard), une maxime que les Grecs auraient bien dû mettre en pratique, ç'a été de ne pas massacrer ni déporter les vaincus, mais de les incorporer dans la cité romaine ; Lacédémone, Thèbes, Athènes, cités orgueilleuses et égoïstes, ont gardé leurs droits pour elles : elles n'y ont rien gagné et tout perdu. Un siècle plus tard, Tacite reprend le même parallèle : « Qu'est-ce qui a causé la ruine de Lacédémone et d'Athènes, malgré leur puissance militaire, sinon leur habitude de traiter les vaincus en étrangers? Notre fondateur, Romulus, a été si sage, au contraire, que la plupart des peuples étrangers ont été, le matin ses ennemis, et le soir ses concitoyens. » Il y a là, très certainement, un lieu commun de la littérature historique, mais, comme il arrive souvent, ce lieu commun traduit une idée répandue en fait dans beaucoup d'esprits, une idée agissante et efficace, qui se reflète dans la politique pratique. En même temps qu'on voit, ou qu'on se flatte de voir, dans le passé, une communauté d'intérêts entre la ville et le monde, on s'applique à ne pas séparer ce qui a toujours été uni. On projette rétrospectivement sur l'histoire de la république cette notion de solidarité entre les peuples dont le

gouvernement impérial va s'inspirer, et souvent on travestit la période des conquêtes parce qu'on veut en faire, coûte que coûte, la préface de la « paix romaine. »

La paix romaine : ce n'est point ici le lieu d'énumérer tous les procédés par lesquels l'Empire est arrivé à en faire une réalité; nous voudrions seulement faire observer que, chez les écrivains qui en ont donné, si l'on peut dire, la formule, elle se présente toujours avec les deux caractères que nous avons déjà remarqués. Ils semblent tous également convaincus de la nécessité d'un pouvoir très fort au centre, et de celle d'une grande harmonie, loyale et pacifique, entre ce pouvoir et les divers membres de l'organisme impérial. Le rhéteur inconnu qui, dans les prétendues lettres de Salluste à César, a tracé un des premiers le programme du nouveau gouvernement, ne veut pour Rome ni d'une autorité affaiblie, ni d'une autorité égoïste. « Si quelque maladie ou quelque fatalité la faisait succomber, dit-il, ce serait aussitôt, dans la terre entière, la dévastation, la guerre et le massacre ; » et c'est pour le bien des provinces, autant que pour celui de la capitale, qu'il conseille au chef de l'État de faire une large place aux meilleurs citoyens des pays conquis. — Le discours de Mécène à Auguste chez Dion Cassius, — discours apocryphe, bien entendu, mais fabriqué par un homme initié aux desseins de la politique impériale, — reproduit le même conseil, et le justifie par les mêmes argumens : « Plus tu réuniras autour de toi d'hommes distingués, plus il te sera facile de gouverner; » voilà pour l'autorité romaine, et voici maintenant pour les autres peuples : « Les nations sujettes se convaincront que nous ne les tenons ni pour esclaves, ni pour inférieures ; je voudrais même qu'on pût donner à tous les alliés le droit de cité ; ils se croiraient alors enfans de la même ville que nous, et ne regarderaient plus leurs lieux d'origine que comme des campagnes ou des bourgades de Rome. » — Avec moins d'emphase, en sa langue rude et concise, Tacite exprime des pensées analogues dans la harangue qu'il prête à Cérialis devant les Trévires révoltés. Ce Cérialis est un général, non un « phraseur » (*neque ego unquam facundiam exercui*), il sait qne le peuple romain a conquis par les armes l'empire sur les Gaules, et, bien loin de renier ce passé de gloire militaire, il commence par le rappeler à ses auditeurs. Seulement, il leur montre que cette domination conquise par

la force est exercée pour l'avantage des sujets autant que des maîtres. « Nous n'exigeons de vous que juste ce qu'il faut pour maintenir la paix : pas de tranquillité sans armée, pas d'armée sans argent, par d'argent sans impôts. Tout le reste est commun entre vous et nous... Huit siècles de chance et de sagesse ont élevé cet édifice, qu'on ne peut ruiner sans être écrasé sous ses ruines. » Ces quelques paroles, pleines de substance, définissent fortement l'idée qu'on se fait alors des relations de Rome avec les autres peuples : une association de devoirs et d'intérêts entre la patrie victorieuse et l'univers vaincu.

On en arrive ainsi, non plus seulement à concilier, à rapprocher, mais à confondre la cause de Rome et celle du monde. Déjà Pline le naturaliste, avec une émotion presque religieuse, attribue à sa patrie une mission providentielle et philanthropique : « La volonté des dieux a choisi l'Italie pour rassembler les royaumes épars, pour adoucir les mœurs, pour rapprocher par l'unité de langue tant d'idiomes différens et sauvages, pour donner aux hommes l'humanité, *ut humanitatem homini daret.* » Plutarque, en maints endroits, et notamment dans son traité *Sur la fortune des Romains*, développe cette idée à grand renfort d'images : Rome est l'ancre qui a fixé au port le monde battu de la tempête; c'est le ciment éternel grâce auquel se sont agglomérés des élémens discordans; c'est la force créatrice qui a fait sortir l'ordre du chaos. Ælius Aristide, s'adressant aux empereurs Marc-Aurèle et Vérus, les félicite « d'administrer l'univers comme une seule et même famille, » si bien que « le nom romain cesse d'être celui d'une seule ville pour devenir celui de toute une collectivité. » Moins éloquens, plus secs, les textes juridiques n'en sont que plus significatifs : eux aussi, par les épithètes qu'ils donnent à Rome, « notre patrie commune, » « la patrie de tous, » traduisent la même conception. Elle se retrouve encore sous les cérémonies du culte de Rome et d'Auguste, le plus répandu de tous, le plus vivace, parce qu'il est le plus sincère. Pour les provinciaux comme pour les habitans de la capitale, pour les Grecs comme pour les Latins, pour les magistrats comme pour les poètes, il est incontestable que Rome, suivant le mot de Victor Hugo,

Absorbe dans son sort le sort du genre humain.

Or, s'il y a absorption, il ne peut y avoir opposition. La notion

généralement admise alors supprime *ipso facto* le problème des rapports entre la patrie et l'humanité, puisque les deux termes se réduisent à un seul.

Ce serait à merveille si toute l'humanité entrait en effet dans la patrie romaine : mais, aux frontières de l'empire, derrière le Rhin, le Danube et l'Euphrate, se pressent des races indépendantes, hostiles, menaçantes. Quels sont les sentimens des Romains envers ces étrangers, envers ces ennemis? La foule, ainsi qu'il est naturel, les regarde comme des monstres, a une peur horrible de les voir victorieux, et les insulte bruyamment quand ils sont battus, captifs, menés en triomphe; mais qu'en pensent les gens cultivés? En un sens, ils partagent les haines populaires. Ils sont trop soucieux de la grandeur et de la sécurité de Rome pour ne pas applaudir à tout ce qui diminue les forces rivales. Rappelons-nous comment Tacite décrit la sanglante mêlée de deux tribus germaniques : « Était-ce la passion de vaincre qui les animait, ou la convoitise du butin? C'était peut-être plutôt la bienveillance des dieux pour nous, car les dieux ne nous ont pas refusé le plaisir de les voir se battre; plus de 60 000 barbares sont tombés, non pas sous nos coups, mais, ce qui est bien plus beau, pour la fête de nos yeux. Ah! puissent ces peuples continuer, sinon à nous aimer, du moins à se haïr : menacés que nous sommes par les destinées de l'empire, la fortune ne peut nous donner rien de mieux que la discorde de nos ennemis. » On croirait entendre parler un contemporain des guerres d'Italie ou des guerres puniques, pour qui la ville natale est tout et le reste du monde rien. — Mais souvent la haine fait place à des sentimens d'équité, de respect même et de sympathie. Ce Tacite, dont nous entendions tout à l'heure le cri de joie féroce, parle souvent des Barbares sur un bien autre ton. Dans la *Germanie*, il rend à leurs vertus un tel hommage qu'on peut se demander s'il n'a pas voulu idéaliser leur portrait, afin de donner, par le contraste, une leçon à ses contemporains. Dans la *Vie d'Agricola*, il prête au chef des Calédoniens, Calgacus, le plus fier éloge de l'indépendance britannique, et le plus âpre réquisitoire contre la domination romaine. Bien d'autres témoignages, qu'on pourrait glaner dans ses œuvres, prouveraient qu'il voit les deux faces de la question, que pour lui les ennemis de Rome sont des hommes comme d'autres, ayant leurs qualités, ayant leurs droits, et non des adversaires

exécrables contre lesquels tout est permis. On peut penser que sa manière de voir est celle de ses plus intelligens contemporains; ceux-là mêmes qui ont le patriotisme indéfectible, ne l'ont pas impitoyable.

La plupart du temps, afin de concilier leur zèle pour la grandeur de l'Empire avec les obligations auxquelles ils se sentent astreints envers les peuples étrangers, ils se disent que ces peuples eux-mêmes ont tout profit à être soumis par les armes romaines : les légions, avec l'obéissance, leur apporteront la tranquillité matérielle, le bon ordre social, le bien-être, le luxe même, la culture de l'esprit, bref tout ce que la langue latine enveloppe sous le terme vague et sonore d'*humanitas*. Cette opinion trouve chez Pline l'Ancien une expression amusante par son emphase naïve; Pline ne comprend pas que ces nations, si malheureuses chez elles, ne viennent pas se jeter spontanément sous le joug impérial, où elles vivraient bien plus commodément: « C'est en restant libres, dit-il, qu'elles seront à plaindre. » C'est ce que répétera, trois siècles plus tard, un des derniers poètes latins, Rutilius Namatianus : « Puisque c'est toi qui commandes, dit-il à Rome, les peuples, malgré eux, ont gagné à être conquis. » De telles exagérations nous font sourire : elles sont pourtant, sans nul doute, plus sincères que sophistiques. Pour les apprécier sainement, n'oublions pas à quelle espèce d'hommes elles s'appliquent. Depuis longtemps, Rome n'a plus affaire à des États civilisés : elles les a combattus et vaincus à une époque où, comme nous l'avons vu, elle n'avait aucun doute sur la légitimité de la conquête. Ceux contre lesquels elle lutte maintenant sont, moralement et socialement, bien plus différens d'elle-même et de ses sujets. Parthes ou Arabes, Daces ou Sarmates, Germains ou Bretons, montagnards des Pyrénées, pillards du désert de Libye, ce sont à peine des États, plutôt des hordes sauvages, et les Romains peuvent fort bien être convaincus, en toute bonne foi, qu'en les initiant à un mode d'existence supérieur, en leur apprenant le bienfait des justes lois et des mœurs plus douces, ils leur rendent un très grand service. Pour prendre dans nos idées modernes un terme de comparaison, on peut dire que l'Empire romain n'a jamais été, en face d'un autre peuple, comme la France en face de l'Allemagne ou de l'Angleterre, mais plutôt comme la France en face du Tonkin ou du Maroc. La conquête a donc pu apparaître à beaucoup de

Romains cultivés d'alors, de même qu'elle apparaît à beaucoup de nos contemporains, non comme une occasion d'asservissement et d'exploitation, mais comme un moyen d'éducation, de perfectionnement, à l'égard de races inférieures. Resterait à savoir, il est vrai, jusqu'à quel point on est fondé à faire le bonheur des gens malgré eux : mais, si les hommes du xxe siècle ne sont pas d'accord sur cette question, comment nous étonner que les Romains l'aient résolue dans le sens affirmatif? En toutes matières, ils inclinent à penser que le supérieur doit se préoccuper des intérêts de l'inférieur, mais non de son opinion; pourvu que l'autorité soit bienveillante, ils s'inquiètent peu qu'elle soit absolue. Ils transportent donc dans la politique extérieure la règle qu'ils suivent dans la famille et dans l'État, et qui est un peu celle du « despotisme éclairé. » Elle leur fournit un excellent principe pour se rassurer, au cas où ils auraient par hasard quelque trouble de conscience sur la justice d'une expédition. Un général honnête homme, un Agricola, un Corbulon, peut marcher sans scrupules contre les tribus barbares qui bordent la frontière : indépendantes, elles vivent dans une instabilité qui les rend menaçantes et misérables tout ensemble; soumises, elles cesseront d'être un danger, et, du même coup, se hausseront à un genre de vie bien préférable. Rome s'attribue à la fois le droit et le devoir de les vaincre : le droit, pour s'en garantir; le devoir, pour les civiliser.

IV

La mentalité que nous venons de décrire, et dans laquelle le souci de la patrie ne fléchit certes pas, bien qu'il s'accompagne d'un généreux désir d'humanité, est celle des hommes qu'on pourrait appeler les « dirigeans » de l'Empire : hommes d'État, écrivains politiques, orateurs, historiens, poètes nationaux. En dehors d'eux, il y a d'autres hommes que leurs doctrines isolent plus ou moins de la société ambiante et mettent parfois en antagonisme avec elle : ce sont les philosophes, en particulier les philosophes stoïciens. Il peut être intéressant de savoir ce qu'ils pensent du sujet qui nous occupe. Contrairement à ce qu'on pourrait attendre, leurs opinions à cet endroit ne diffèrent pas beaucoup de celles que nous avons relevées jusqu'ici, et si, chez un Cicéron ou un Tacite, nous avons vu la

tradition romaine adoucie et assouplie par une morale plus humaine, chez les stoïciens de l'époque impériale, nous allons rencontrer la philanthropie grecque modérée et en quelque sorte « nationalisée » par un patriotisme vigilant.

C'est ainsi que Sénèque, qui reproduit souvent les théories humanitaires des Chrysippe et des Zénon, ne se laisse cependant pas complètement dominer par elles. Certes, il en retient tout ce qu'elles ont de noble. Il est parmi ceux qui ont parlé avec le plus d'élévation de la fraternité entre tous les hommes, *caritas generis humani*, et de l'insignifiance des divisions conventionnelles qui les séparent : « Que l'homme est ridicule avec ses frontières ! Quoi ? le Dace ne passera pas le Danube ? le Strymon servira de borne à la Thrace ? l'Euphrate sera notre barrière contre les Parthes ? le Danube séparera les Sarmates de l'Empire romain ? le Rhin marquera où s'arrête la Germanie ?... Donnez aux fourmis l'intelligence des hommes : elles tailleront cent provinces dans une plate-bande ! » Il rappelle à chaque occasion les devoirs que chacun de nous a envers tous ses semblables, de quelque race et de quelque langue qu'ils soient. S'il est exilé, il se console en se disant qu'un être humain n'est jamais isolé nulle part ; il ne pense pas que les bannis doivent toujours « tendre l'âme et les yeux » vers leur pays natal, ni se préoccuper d'y être ensevelis. Pour sa part, en homme revenu de tous les préjugés, il crie bien haut : « Je ne suis pas né pour un petit coin de terre ; ma patrie, c'est le monde entier. » Eh bien, non ! sa patrie, c'est Rome. Quoi qu'il en dise à certaines heures, il ne cesse pas de l'aimer de préférence au reste de l'univers, ni de travailler, ou de faire travailler les autres, pour son salut ou pour sa gloire. Dans tout ce qu'il écrit, il ne se montre nullement indifférent aux destinées de l'Empire ; il presse ou félicite ses jeunes disciples, un Lucilius, un Sérénus, de le servir de leur mieux. Lui-même, lorsque l'occasion lui en est offerte, n'hésite pas à mettre la main aux affaires publiques, et, sans abdiquer sa philosophie, les manie en homme d'État soucieux de la grandeur de son pays. Sous son impulsion, le gouvernement de Néron n'entreprend pas sans doute de nouvelles conquêtes (car la domination romaine est bien assez étendue, et, à vouloir l'amplifier encore, on risquerait de la compromettre) ; mais il répugne autant aux capitulations déshonorantes qu'aux aventures téméraires, et de vigoureuses campagnes contre

les Parthes, les Frisons et les Bretons, exécutées pendant son ministère, prouvent que son cosmopolitisme n'entraîne ni indifférence envers les intérêts de la patrie, ni défiance envers la force des armes lorsque l'emploi en apparaît juste et nécessaire. — Y a-t-il là une contradiction? Non certes, et, dans une page curieuse, lui-même a pris soin de marquer l'ordre qu'il établit entre les devoirs de l'homme et ceux du citoyen. Cette page se lit au début du traité de la *Tranquillité de l'âme :* Sénèque veut raffermir un de ses élèves, Sérénus, atteint, comme nous dirions, de neurasthénie ou d'aboulie, et, bien entendu, il lui prêche l'action. Mais quelle action? En premier lieu l'action politique, le dévouement à l'État, la gestion des magistratures. Si le sage ne peut, à cause des circonstances, servir son pays, il se rabattra sur le service de l'humanité : « Le rôle de citoyen lui est fermé, qu'il joue son rôle d'homme. » Cette seconde conception de l'existence, Sénèque la décrit avec beaucoup de sympathie, mais il ne la propose qu'à défaut de la première, et même, par une de ces subtilités où il excelle, il la ramène à la première. En donnant l'exemple des vertus humaines, le sage contribue pour sa part à améliorer les mœurs de ses compatriotes, donc à faire progresser la société qui l'entoure; il s'acquitte d'une manière indirecte, mais efficace, de ses obligations de citoyen, qui décidément s'accommodent très bien, aux yeux de Sénèque, avec celles de l'homme.

Sénèque fait école sur ce point. Lucain, son neveu et son élève, est pénétré comme lui et des principes de fraternité universelle et des légitimes intérêts de la cité romaine. Quand il se représente par avance la félicité qu'amènera sur terre l'apothéose de Néron, il place au premier rang, parmi les biens qu'il attend de cet âge d'or, la paix générale : « Le genre humain posera les armes pour songer à soi-même; tous les peuples s'aimeront. » Au plus fort des guerres civiles, il pousse un appel désespéré vers « la Concorde, salut du monde, » vers « l'amour sacré de l'univers. » En voyant les immenses travaux militaires accomplis en Épire par les troupes césariennes, il regrette tant de labeur dépensé pour des fins homicides : avec tout l'effort déployé, on aurait pu creuser le canal de Corinthe, ou améliorer, pour le bien de notre espèce, quelque autre partie de la terre. — Mais, pas plus chez lui que chez son maître, l'humanitarisme ne fait taire l'amour de la patrie. Il se vante d'écrire un « poème

national, » et la grandeur de Rome, sa liberté, son autorité sur les autres peuples, ne lui tiennent pas moins à cœur qu'à Virgile. — Le devoir civique et le devoir philanthropique lui semblent si peu opposés qu'il les cite côte à côte, tout comme s'ils n'en faisaient qu'un. C'est dans l'admirable portrait qu'il a tracé de Caton, de ce Caton qui a été, si l'on ose dire, un des « saints » du stoïcisme latin. Lucain le loue surtout d'avoir été « vertueux dans l'intérêt de tous, » et non pour lui seul, *in commune bonus*. Mais qu'est-ce qu'il entend par là ? Songe-t-il à « tous les Romains, » ou à « tous les hommes ? » L'un et l'autre à la fois, croyons-nous; le poète n'en fait pas la différence. Il représente son héros « pleurant sur le genre humain, » et un peu plus loin il le montre décidé à n'être « époux que pour Rome et père que pour Rome. » Il le dépeint, dans la même phrase, habitué « à sacrifier sa vie pour son pays, et à se croire né, non pour soi, mais pour le monde entier. » Les deux obligations sont donc comme des degrés d'une seule et même morale. Les deux sentimens ne se combattent point, ils s'aident bien plutôt, puisque tous deux tendent à arracher l'homme à l'égoïsme, et c'est justement par une condamnation de l'égoïsme que s'achève le bel éloge de Caton : « Jamais le plaisir personnel n'eut la moindre place dans ses actes. » Lucain est ici dans le vrai, et la règle qu'il pose ne saurait être trop méditée. Il ne manque pas de gens qui ne sont patriotes que pour s'autoriser à haïr ceux qui leur déplaisent; il n'en manque pas non plus qui ne sont philanthropes que pour se dispenser d'aimer leur pays : le poète stoïcien nous rappelle fort à propos que l'essentiel n'est pas de servir la patrie plutôt que l'humanité ou l'humanité plutôt que la patrie, mais de sortir de soi pour servir l'une ou l'autre, et les deux ensemble, s'il se peut.

Cette alliance entre les deux principes, que nous révèlent les traités de Sénèque et les beaux vers de Lucain, se manifeste, encore plus frappante, chez Marc-Aurèle, l'empereur philosophe. Profondément imprégné des maximes de la morale stoïcienne, doux et paisible de tempérament, généreux, voire même un peu candide, tout le porte vers une philanthropie idéaliste. On sait avec quel respect il salue la « cité de Jupiter, » et de cette cité, les Barbares ne sont pas plus exclus que les Romains. On voit aussi qu'il ne se fait nulle illusion sur la valeur réelle des victoires et des conquêtes : « L'araignée est fière de prendre une

mouche, tel de prendre un levraut, tel une sardine, tel des sangliers, tel des Sarmates : au regard des principes, tous brigands. » Voilà des réflexions que les meilleurs pacifistes ne désavoueraient pas. — Cependant, quand il le faut, dans l'intérêt de Rome, le bon Marc-Aurèle n'hésite pas à « prendre des Sarmates, » ou des Germains. Ce penseur passe plusieurs années de sa vie dans les camps. Ce théoricien convaincu de la fraternité universelle fortifie les frontières de l'Empire, et prend contre les hordes du Danube une contre-offensive énergique. C'est peut-être là que ses historiens le trouvent le plus admirable. « Il n'aimait pas la guerre, dit Renan, et ne la faisait que malgré lui; mais, quand il fallut, il la fit bien; il fut grand capitaine par devoir. » En effet, on se tromperait beaucoup, si l'on prêtait à Marc-Aurèle une dualité morale qui n'est pas du tout dans ses habitudes d'absolue sincérité. Il n'y a pas, dans sa conscience, de compartimens à cloisons étanches. Il est empereur et philosophe, mais non pas tantôt l'un et tantôt l'autre : c'est parce qu'il est philosophe qu'il se sent tenu d'être un bon, un énergique empereur. « Offre au dieu qui habite en toi, dit-il dans ses *Pensées*, un être viril, mûri par l'âge, ami du bien public, un vrai Romain, un vrai souverain. » La théorie stoïcienne des devoirs d'état intervient ici, et elle peut s'appliquer à tous les sujets de Marc-Aurèle aussi bien qu'à lui-même. Chacun de nous, en tant qu'homme, a des devoirs généraux envers le monde entier; mais de plus, selon les circonstances où le destin l'a placé, selon son milieu ou sa race, il a des obligations plus particulières envers ceux qui l'entourent. L'idée de patrie, ainsi interprétée, vient se superposer à l'idée d'humanité, sans l'annihiler comme sans être annihilée par elle.

C'est de cette manière que le stoïcisme, loin de nuire au zèle civique chez les Romains, le corrobore plutôt. En est-il de même du christianisme? Cette religion de douceur et de fraternité, qui érige si haut le dogme de la parenté naturelle de tous les hommes, qui fait profession d'ignorer toute différence entre les villes et les peuples, n'est-elle pas capable de ruiner l'esprit national? La question est complexe; elle exigerait, pour être traitée à fond, bien plus de temps que nous ne pouvons lui en accorder ici. Elle a récemment été reprise dans la très intéressante publication éditée sous les auspices de la Ligue des Catholiques français pour la paix, et intitulée *L'Église*

et la guerre : dans les deux premiers chapitres, l'un, écrit par Mgr Batiffol, sur « les premiers chrétiens et la guerre, » l'autre, dû à M. Paul Monceaux, sur « saint Augustin et la guerre, » on trouvera recueillis et discutés les textes les plus importans qui se rapportent à ce sujet. La matière qu'ils ont traitée ne se confond, du reste, pas tout à fait avec celle qui nous occupe : le problème de la guerre n'est pas identique à celui du patriotisme; il n'en est qu'une partie, la plus délicate peut-être, et, si l'on peut dire, la plus aiguë, mais une partie seulement. En outre, dans les prohibitions dont certains docteurs chrétiens ont accablé le métier des armes, il y aurait lieu de faire une place à des motifs dans lesquels la préoccupation humanitaire n'entre pour rien : lorsqu'ils défendent au fidèle d'être officier, parce qu'il lui faudrait offrir des sacrifices aux dieux du paganisme, ou d'être soldat, parce qu'il lui faudrait jurer par le nom de César, il est trop clair qu'une pareille décision, suggérée par des circonstances historiques particulières, n'a pas de portée pour le cas de conscience, bien plus général, que nous étudions. Ce *veto* s'oppose à l'armée païenne, non à toute armée. Une fois ces réserves faites, nous restons en présence d'un très grand nombre de témoignages, divers par leur origine et leur date, parfois contradictoires, et tous utiles à considérer, si l'on veut savoir comment est apparue, aux consciences chrétiennes des premiers siècles, l'antinomie entre la patrie et l'humanité.

De tous ces témoignages, il nous semble que deux choses se dégagent par-dessus tout. D'abord, c'est la tendance humanitaire et pacifique qui est, sinon formellement affirmée, au moins implicitement contenue dans la plupart des textes de la littérature chrétienne. La doctrine du christianisme primitif condamne, non seulement la guerre, mais toute haine, toute discorde, tout esprit de différence entre les nations, et cela pour une double raison : raison de morale collective, et raison de morale personnelle. Tous les hommes sont frères, comme créés par le même Dieu et rachetés par le même Messie, et chaque homme, en particulier, doit être toute douceur, et envers tous, afin de reproduire en lui, autant qu'il est possible, l'infinie douceur du Père divin. Il y a là des préceptes qui, entendus au sens strict et absolu, pouvaient autoriser une conception des rapports entre nations radicalement contraire aux idées romaines, même

les plus modérées, sur le devoir patriotique. Mais, ce qui n'est pas moins remarquable, c'est que ce genre de pacifisme ne s'est pas développé comme on aurait pu s'y attendre. Il ne s'est pas complètement atrophié, tant s'en faut. Des maximes évangéliques, il a subsisté une très belle exhortation à la mansuétude, entre peuples comme entre individus. Mais, pris dans leur ensemble, les écrivains chrétiens des premiers siècles ne se sont pas mis en lutte ouverte avec la morale civique de la société profane; ils ont conseillé la paix sans condamner la guerre.

« Pris dans leur ensemble, » disons-nous, car il est clair qu'il y a entre eux bien des divergences, dans le détail desquelles nous ne saurions entrer ici. Ce qu'on en peut retenir, c'est que l'acceptation de la guerre est en général plus nette chez les auteurs relativement récens que chez les docteurs primitifs, chez les Pères latins que chez les Pères grecs, chez les orthodoxes que chez les hérétiques, chez les évêques et les hommes d'action enfin que chez les purs spéculatifs. Cette classification, forcément sommaire et approximative, n'a rien qui doive surprendre. Ceux qui inclinent le plus à interdire aux fidèles le service des armes, ce sont les théologiens de cabinet. C'est, au premier rang, Origène, héritier du gnosticisme alexandrin et, par lui, de la métaphysique grecque, autant que de la doctrine chrétienne. Origène s'indigne que l'on demande à ses coreligionnaires « de servir pour le bien public et de tuer des hommes, » et, contre cette prétention, il invoque l'autorité de Jésus, qui a ordonné de changer les glaives en socs de charrues et les lances en faulx. « Nous ne tirons plus l'épée contre aucune notion, nous n'apprenons plus à faire la guerre, devenus que nous sommes, grâce à Jésus, les fils de la paix. » C'est encore, si l'on veut, Arnobe et Lactance, deux rhéteurs convertis, qui semblent avoir en horreur la profession militaire. On a souvent cité, du second, la prohibition formelle : « Le juste n'a pas le droit de porter les armes, » *neque militare justo licebit*. Mais il faut bien prendre garde que Lactance se borne à tracer le tableau d'une vie parfaitement conforme à la doctrine chrétienne, sans s'inquiéter beaucoup des conditions pratiques dans lesquelles les fidèles peuvent réaliser plus ou moins cet idéal. Il présente la morale nouvelle dans son maximum, en quelque sorte, et, pour parler le langage de la

théologie moderne, il ne fait pas la distinction de la thèse et de l'hypothèse. Lors donc qu'il déclare que, si tous les hommes pratiquaient la résignation évangélique, il n'y aurait plus de discordes et de violences, ou lorsque Arnobe proclame qu'en obéissant à la parole du Christ, l'univers « vivrait dans une douce tranquillité, rassemblé, par un pacte incorruptible, en une concorde salutaire, » les formes de style qu'ils emploient suffisent à nous avertir qu'ils ne songent pas à une mise en œuvre immédiate du rêve dont ils s'enchantent. Ce qu'ils nous livrent est plutôt un vœu qu'une règle.

Le cas de Tertullien est plus significatif, parce qu'il est plus complexe. On rencontre chez lui une condamnation irréfragable du service militaire : « Comment faire la guerre, comment, même en temps de paix, être soldat, sans avoir une épée? Or le Christ nous l'a ôtée. En dépouillant Pierre de son glaive, il a désarmé pour l'avenir tous les soldats. » Impossible, à coup sûr, de trouver une négation plus intransigeante. Mais, remarquons-le bien, elle se lit dans un des derniers ouvrages de Tertullien, dans un écrit de la période où, devenu hérétique, il raffine et renchérit sur la doctrine commune. C'est le sentiment d'une coterie qu'il exprime, non celui de l'Église en général, car, à cette date, l'Église catholique est pour lui une ennemie qu'il combat aussi farouchement que le monde païen. Auparavant, alors qu'il était encore un apologiste orthodoxe, il avait reconnu que les chrétiens pouvaient être soldats : « Nous remplissons vos villes, vos municipes, vos camps même, » disait-il aux païens, et ailleurs : « Nous naviguons avec vous, nous portons les armes avec vous,... » et il ne semblait ni s'en étonner ni s'en indigner.

C'est qu'en effet la doctrine officielle de l'Église, dès la fin du IIe siècle, très différente des rêveries de quelques théoriciens, ne ferme aux fidèles ni l'entrée de la caserne ni l'accès des champs de bataille. Les exemples de soldats chrétiens sont innombrables, et bientôt les docteurs les plus autorisés vont les justifier en formulant les règles de légitimité de la guerre. Saint Basile avoue que l'on ne peut compter comme meurtres véritables ceux qui se commettent dans les batailles. Saint Ambroise, non seulement accepte, mais recommande la guerre qui a pour but de repousser l'injustice, de défendre la patrie. Lui faisant écho, saint Jean Chrysostome approuve la lutte que « les soldats de chez nous »

livrent aux barbares. Saint Augustin reprend maintes fois cette controverse, et la tranche toujours, lui aussi, par le critérium de l'équité : ce n'est pas la guerre en soi qui est blâmable, c'est seulement la guerre injuste. « Pourquoi critique-t-on les combats? Parce que des gens y meurent qui devaient mourir tôt ou tard, et qui périssent là en domptant les coupables pour leur imposer la paix? Mais un tel reproche vient de la lâcheté, et non de la piété. » Saint Augustin va même plus loin, semble-t-il, que ses prédécesseurs, car, du moment que le motif d'une guerre est bien fondé, il tolère que l'on y emploie des moyens douteux, des stratagèmes, des ruses; et d'autre part, il fait juge de l'équité, non pas le soldat, mais le chef de l'État : le devoir du fidèle est d'obéir sans discussion, et les scrupules de la conscience individuelle se taisent devant les nécessités de la discipline. Il est vrai que l'état de guerre ne délie pas les combattans de toute obligation humaine. Le soldat chrétien doit être miséricordieux : « Si la rébellion appelle la violence, le vaincu, le captif, a droit à la compassion. » Mais ceci, qu'est-ce autre chose que le *parcere subjectis* de Virgile? et de même la distinction entre les guerres justes, défensives ou nationales, et les guerres de pure ambition, qu'est-ce autre chose que ce que nous lisions dans le *De officiis?* En établissant que la guerre est permise, pour peu qu'elle soit équitable dans ses causes et relativement modérée dans l'action, saint Augustin, achevant l'évolution théologique des siècles précédens, revient à une morale qui ne diffère guère de celle des Cicéron et des Sénèque. Sans doute il ne fait pas l'apologie de la guerre, qui reste un fléau à éviter le plus possible; mais les penseurs romains n'y voyaient pas non plus un bien à rechercher. Il est très loin de Joseph de Maistre, mais il est plus loin peut-être encore de Tolstoï : son ferme et lucide génie, assez semblable en ce point à celui de Bossuet, se souvient des besoins de l'État comme des leçons de l'Évangile, et repousse avec un pareil dédain le militarisme agressif et le pacifisme utopique.

Au surplus, l'activité guerrière est une des formes du zèle patriotique, mais ce n'est pas la seule, et si, sur celle-là, les théologiens chrétiens ont pu différer d'avis quelque peu, sur d'autres ils sont tombés plus facilement d'accord. Ceux-là mêmes qui blâment les vertus militaires du citoyen en tolèrent ou en approuvent les vertus « civiles, » l'obéissance, le dévouement,

Dans le cas où l'Empire serait attaqué par des ennemis extérieurs, Origène ne permet pas aux fidèles de combattre pour sa défense, mais il leur conseille de prier pour sa victoire. Lactance, que nous avons vu si épris de paix universelle, n'est pas un adversaire de la domination romaine; il y aperçoit la sauvegarde de l'univers contre l'anarchie, et demande à Dieu d'en retarder le plus longtemps possible l'anéantissement, de maintenir « cette lumière dont la perte serait la ruine du monde. » C'est à peine si quelques exaltés souhaitent le bouleversement de l'édifice impérial : les auteurs des livres pseudo-sibyllins, d'inspiration plus juive que chrétienne, ou encore leur disciple, cet étrange Commodien, qui se représente avec tant de joie amère le jour où « elle pleurera éternellement, celle qui se disait la ville éternelle, » *luget in aeternum quae se jactabat aeternam*. Les haines de cette espèce ne sont que des exceptions : en général, les évêques et les docteurs, non seulement acceptent la suprématie de Rome sur l'univers, mais s'en réjouissent, et en souhaitent la perpétuité. S'ils font quelques réserves sur les moyens par lesquels cette puissance a été acquise, — Cicéron en faisait bien déjà! — s'ils blâment les anciens Romains d'avoir été ambitieux, iniques, violens, perfides, ces critiques rétrospectives ne les empêchent point d'aimer Rome dans le présent et d'espérer en elle pour l'avenir.

Ils semblent parfois vouloir faire assaut de loyalisme national avec leurs adversaires païens. Saint Ambroise, répondant à Symmaque, se flatte d'être plus patriote que lui, puisqu'il attribue la grandeur de la patrie, non à la protection de ses dieux, mais aux vertus de ses héros. Le poète païen Claudien célèbre magnifiquement cette ville « qui, seule, a reçu les vaincus dans son sein, qui, mère plutôt que reine, appelle citoyens ceux qu'elle a domptés, qui fait que tous ne forment plus qu'un peuple unique ; » mais, à la même date, le poète chrétien Prudence loue en termes identiques la paix romaine, exalte le souvenir des antiques victoires et salue avec enthousiasme les victoires récentes; il est si fervent sujet de Rome qu'il pardonne presque à l'empereur Julien son apostasie en faveur de son patriotisme : « il a trahi son Dieu, mais non son pays, » Saint Augustin ne s'absorbe pas tellement dans la contemplation de la « cité de Dieu » qu'il soit indifférent à ce qui arrive à la « cité des hommes : » il souffre des premières

blessures faites à l'Empire romain ; il se plaît à espérer que ces blessures ne l'ont qu'affaibli sans le détruire, et qu'il pourra s'en relever ; lorsque l'invasion se rapproche de son pays, il organise la résistance, et sa dernière prière est pour demander à Dieu la grâce de mourir avant d'avoir vu prendre sa chère ville d'Hippone. Saint Jérôme, quoiqu'il dise beaucoup de mal de Rome, — et de qui n'en dit-il pas? — saint Jérôme considère lui aussi le triomphe des Barbares comme une déplorable catastrophe. Le premier écrivain chrétien qui se montre moins hostile envers eux, c'est un disciple de saint Augustin, l'Espagnol Paul Orose : il se résigne à l'invasion, cherche même à y découvrir des avantages. Encore s'en faut-il bien que cette acceptation accuse chez lui un manque de patriotisme. Il souhaite, au contraire, que Dieu ne permette jamais la chute de l'Empire, dont il célèbre l'action civilisatrice : « En quelque lieu que j'aborde, même inconnu, je suis tranquille; je n'ai pas de violence à craindre : je suis Romain parmi des Romains, chrétien parmi des chrétiens, homme parmi des hommes; je retrouve partout une patrie. » Ce bienfait, c'est à Rome qu'il le doit : il en est fier et reconnaissant. Si donc il accueille avec une certaine bienveillance les envahisseurs, c'est avec l'espoir qu'ils s'incorporeront à cet organisme immense qu'il appelle du nom de « Romanie, » que la Ville Éternelle assimilera ses vainqueurs comme elle a assimilé ses vaincus. Ce serait une dernière, une paradoxale extension de la cité romaine, ce n'en serait pas la destruction. Les termes mêmes qu'Orose emploie, cette phrase où « Romain parmi des Romains » et « homme parmi des hommes » sont presque synonymes, prouvent une fois de plus, après tout ce que nous avons lu chez Cicéron, Virgile et Tacite, l'accord intime des deux notions de patrie et d'humanité.

L'espoir de Paul Orose était chimérique : au moment où il écrivait, l'Empire était en train de s'écrouler, et le patriotisme romain ne pouvait plus survivre qu'à l'état de pieux souvenir. Nous en avons retracé l'évolution, et il nous semble qu'au cours de cette évolution il s'est révélé à nous tout ensemble comme très souple et comme singulièrement vivace. Assurément on ne saurait prétendre que, sur le point que nous avons considéré, saint Augustin ait pensé tout à fait comme Sénèque, ni Sénèque comme Cicéron, et encore bien moins Cicéron comme Fabius Cunctator : il est resté pourtant, à travers les siècles et les

changemens, quelque chose d'identique. Le vieil esprit national, forgé par des siècles de dure et âpre lutte, s'est trouvé assez solide pour résister à toutes les influences : la philosophie stoïcienne et la morale évangélique ont pu le modifier, non le détruire ; il a pris d'elles ce qui pouvait s'adapter, tant bien que mal, à sa propre essence ; il s'est, à leur contact, épuré, affiné, adouci, mais sans s'amollir. Ainsi s'est formée cette conception dont nous avons constaté la persistance prodigieuse, et d'après laquelle les intérêts du peuple roi et ceux de l'univers sont au fond analogues, si bien qu'il est faux de les distinguer et impie de les opposer. Cette idée se retrouve, en des vers où l'allitération relève l'antithèse, dans un des derniers éloges de Rome qu'ait produits la littérature impériale : « Tu as donné, dit Rutilius Namatianus, à des peuples divers une patrie commune ; tu as fait du monde entier une seule ville, » *urbem fecisti quod prius orbis erat. Urbs* et *orbis*, les deux termes ont passé dans la liturgie catholique. Leur rapprochement exprime avec vigueur un fait d'histoire indéniable : peut-être contient-il aussi une leçon pour nous. Ni « la ville » sans « le monde, » ni « le monde » sans « la ville, » mais « la ville » et « le monde » à la fois, c'est ce que les hommes d'État latins ont voulu servir, c'est ce que les Pontifes Souverains ont voulu bénir : des mains de Rome impériale et de Rome chrétienne, l'humanité moderne peut accepter cette belle formule.

RENÉ PICHON.

EDMOND ABOUT

A L'ÉCOLE NORMALE ET A L'ÉCOLE D'ATHÈNES

LETTRES ET DOCUMENS INÉDITS

I

Si l'année 1848 reste encore maintenant une date dans les annales de l'École normale supérieure, c'est d'abord parce qu'Hippolyte Taine y entra alors, suivi d'une brillante douzaine de camarades. Le public a depuis longtemps été mis à même de vérifier le jugement du jury d'examen et il a reconnu la supériorité évidente du chef de file de la promotion, de ce « cacique, » comme on dit là-bas, dans l'argot de l'École, sur ceux de ses camarades qui le suivaient de plus près. Mais, il y a soixante-six ans, quand l'événement se produisit, l'élève le plus en vue de cette élite, le plus alerte, le plus connu, était sans conteste Edmond About. Dès son adolescence, il avait une sorte de célébrité scolaire et déjà il attirait les regards de ses condisciples, gagnés par un ensemble de qualités vives et attrayantes. C'est ce qui eut lieu encore, l'année suivante, pour Prévost-Paradol. Depuis lors, le temps, ce galant homme, au dire des Italiens, a mis les choses en place et rendu à chacun la justice qui lui est due. Il n'importe. Peut-être, quand on parle maintenant encore de la fameuse promotion de 1848, pense-t-on plus volontiers à Edmond About qu'à Hippolyte Taine, et si celui-ci en reste l'incarnation la plus robuste' l'autre en est toujours la malice et la gaieté.

Né à Dieuze en Lorraine, ses ennemis, — il en eut de bonne heure et ne fit rien pour les calmer, — disaient qu'Edmond About avait débuté par le petit séminaire de Pont-à-Mousson, voulant marquer par là sans doute que celui qu'on appela si souvent un petit-fils de Voltaire avait, comme son aïeul, reçu sa première éducation du clergé. En tout cas, ce ne fut pas long. En 1840, dès l'âge de onze ans, on trouve Edmond About en septième au lycée Charlemagne, dont il suivait les classes en compagnie des rares élèves d'une pension du quartier, la pension Morin. C'était un établissement comme il y en avait beaucoup alors, vivant des écoliers qu'ils menaient dans les lycées et spéculant sur leurs succès scolaires. La pension Morin en vivait mal d'ailleurs, car son chef dut la fermer à la veille de la faillite, au moment où les triomphes assurés d'Edmond About, qu'il escomptait, allaient donner à l'établissement un avantage certain. Dès la classe de sixième, About pouvait prendre part à la lutte du Concours général, et son début devait être une victoire suivie de beaucoup d'autres, qui auraient amené la prospérité chez Morin. Mais la situation financière de celui-ci était trop obérée et ne dura pas jusque là.

Libéré de la sorte, Edmond About n'attendit pas longtemps d'être revendiqué par un autre établissement d'instruction. On conte qu'à peine rendu à sa famille, l'enfant était réclamé par un représentant de la grande institution Favart, qui faisait des offres excellentes et réussissait à emmener le jeune prodige rue Saint-Antoine, dans l'ancien hôtel de Guise-Mayenne, abritant alors cette institution. Peu après, nouvelle ambassade, venant celle-ci d'une pension rivale, la pension Jauffret, dont les propositions étaient meilleures encore, et qui parvenait à enlever à l'autre établissement l'écolier dont la possession était si convoitée. De la rue Saint-Antoine, Edmond About passait aussitôt, rue Culture-Sainte-Catherine, — aujourd'hui rue de Sévigné, — dans l'hôtel Saint-Fargeau, où se trouvait son nouveau gîte, définitif. Toutes ces négociations, ces marchandages, ouvrent un jour significatif sur la manière dont on pratiquait alors l'éducation de la jeunesse dans certains établissemens d'instruction, qui voyaient surtout dans leurs lauréats des sujets propres à faire marcher l'établissement et les traitaient en conséquence. Quelques victimes de cet état de choses en ont dit les inconvéniens, en particulier Francisque Sarcey et M. Ernest

Lavisse, tous deux élèves de la pension Massin, rue des Minimes, toujours au Marais, qui ont marqué, l'un avec une bonhomie caustique, l'autre avec une ironie plus acérée, les vices de ces procédés. Mais cette manière de voir n'était pas spéciale aux institutions qui rayonnaient autour des lycées de Paris, surtout du lycée Charlemagne. On procédait de même dans les établissemens ecclésiastiques, et l'abbé Dupanloup, alors directeur du petit séminaire de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, ne faisait pas autre chose quand il appelait le jeune Ernest Renan de sa Bretagne natale pour le transformer en un champion de concours. A cet égard, la mesure n'eut pas grand inconvénient pour le Celte, que ses succès scolaires laissèrent rêveur et modeste. On n'en saurait dire autant d'Edmond About. Le marchandage dont il fit l'objet ne pouvait que l'enorgueillir et accroître cette juste confiance en soi dont il ne semble pas qu'il ait jamais été dépourvu.

L'existence d'About collégien se ressentit donc des conditions particulières qui lui étaient faites. Cet écolier était un personnage : il le savait, et il en usait. Tandis que d'autres bons élèves, dont on escomptait aussi les chances, mais dont l'étoile pâlissait parfois, voyaient du même coup la bienveillance des maîtres se voiler à leur endroit, About, lui, ne connut pas ces éclipses. A peu près assuré du succès, il ne recueillait qu'indulgence et sourire, en prenait à son aise avec la contrainte des devoirs et des classes et se défendait, à l'occasion, d'une saillie ou d'un trait malicieux que plus d'un redoutait. Tandis que ses camarades éprouvaient la gêne du règlement, il l'évitait et passait, d'un air dégagé, à travers toutes les mailles de ce réseau d'obligations quotidiennes. Il ne s'inquiétait pas de ses sorties, certain qu'on ne le retiendrait pas à la pension, et courait volontiers dehors, à la salle d'armes, au manège, chez le tailleur, parce que le chef d'institution offrait tout ce luxe à son élève, qu'il ne voulait pas seulement vainqueur, mais élégant. Ne dit-on même pas qu'on allait jusqu'à feindre d'ignorer ses malices les moins excusables? Un jour, un mauvais drôle avait convoqué des charrettes de foin et des bains à domicile qui arrivèrent à la même heure dans les diverses pensions du quartier et même dans le vieux lycée. Grande émotion. C'est About qui s'est abandonné à son humeur de plaisanterie, et, pour une fois, fait une farce dont le sel est trop gros. On dépiste le délinquant,

et l'affaire s'apaise aussitôt. Un malheureux surveillant, coupable d'avoir deviné trop juste, fut même, dit-on, puni de sa clairvoyance, tandis que le châtiment épargnait celui qui l'avait mérité.

Ces faveurs, si manifestement excessives, auraient pu rendre tout à fait insupportable un adolescent qui connaissait ses moyens et n'était pas tenté de les négliger. Il n'en fut rien, mais il s'en fallut de peu. Ne dit-on pas encore qu'Edmond About, un jour, s'élança, le canif ouvert, contre un de ses camarades qui le plaisantait, lui et la situation privilégiée qui lui était faite? Mais si le sang était impétueux et l'humeur combative, le caractère ne manquait ni de bon sens, ni de bonté, une bonté spontanée et sincère, sinon très soutenue et durable. Ce petit potentat scolaire demeurait un aimable compagnon, un peu fat, un peu protecteur, mais sympathique et dévoué, et ceux qui le connurent alors sont unanimes sur ce point. Ils s'étonnent, en somme, que toutes ces circonstances n'aient pas gâté Edmond About, ce qui se fût produit avec un collégien moins judicieux. Car il n'avait pas la candeur de son âge et dans le présent et ses devoirs il voyait surtout le temps à venir, tel qu'il se le promettait. C'était déjà le travers de son esprit, instable, impatient, capricieux. Dans son amour de l'étude et des lettres entrait, semble-t-il, le sentiment de l'avantage qu'il en pouvait tirer, et c'est là sans doute ce qui distinguait le plus Edmond About de ses jeunes camarades, assez naïfs pour se contenter de leurs triomphes scolaires et pour y voir un gage assuré de succès dans la vie.

Sans illusion comme sans faiblesse, le jeune lauréat travaillait donc avec une énergie, non pas égale, ni sans à-coups, mais sûre d'elle-même, de ses efforts, de son but. Et la victoire, qui aime les volontaires, couronna régulièrement le labeur de celui-ci jusqu'en 1848. Edmond About terminait alors ses études secondaires, et, pour les bien finir, remportait le prix d'honneur de philosophie au concours général, avec Taine comme second, et, parmi les accessits, Francisque Sarcey, François-Victor Hugo, Ernest Hello. Ces concurrens n'étaient pas négligeables et le succès n'en valait que mieux. Il était escompté, malgré la présence de Taine, car celui-ci n'avait pas encore affirmé sa supériorité. Sarcey, déjà dévoué, commençait à marcher dans les traces de celui qu'il ne devait jamais abandonner, et il

n'était pas le seul, dans cette élite juvénile, qui portât à Edmond About une amitié franche et cordiale. Car c'est un des traits caractéristiques d'About d'avoir su inspirer de bonne heure de sincères sympathies et de les avoir gardées ensuite à travers la vie, par une très réelle bienveillance, qui faisait pardonner les boutades de son esprit trop prime-sautier pour résister à ses impulsions. Dans l'intimité des classes de Charlemagne, About avait noué d'amicales relations avec plusieurs de ses camarades, qu'il aimait et qui le lui rendaient. La plupart se destinaient comme lui à l'École normale supérieure, car c'est là que ses succès scolaires le poussaient, et c'est avec ceux-ci qu'il se lia particulièrement : Sarcey d'abord, puis Paul Albert, Alfred Quinot, Arthur Bary et d'autres encore. Ce dernier était fils d'un professeur, Émile Bary, qui enseignait au même lycée la physique et la chimie et qui logeait dans le vieux bâtiment de Charlemagne, formé, comme on le sait, des locaux de l'ancienne maison professe des Jésuites de Paris.

Le logis était fort incommode, mal distribué, trop chaud l'été, trop froid l'hiver, mais engageant par la bonne grâce de ceux qui l'habitaient : le professeur, aussi modeste qu'indulgent, tout à ses devoirs professionnels et à sa famille, nourri de l'antiquité classique qu'il ne cessait de fréquenter; Mme Bary, femme d'une instruction très solide et très variée, pratiquant les mêmes vertus domestiques que son mari, agrémentées d'une gravité douce et souriante, pleine de charme et de gaieté; les enfans, formés sur le modèle de ce ménage et cherchant à l'imiter : Arthur, un garçon modeste et résolu; un fils plus jeune, Gustave, et une jeune fille, presque une enfant, Mlle Louise Bary, qui devait plus tard épouser Charles Garnier, l'architecte de l'Opéra, un mariage auquel About ne fut pas étranger. C'est dans ce milieu si honorable, où s'épanouissaient les qualités naturelles à la petite bourgeoisie d'autrefois, que venaient souvent About, Sarcey et les autres collégiens de Charlemagne qui songeaient à entrer eux-mêmes dans l'Université. C'est là qu'ils venaient prendre l'habitude, je ne dirai pas du monde, mais de la vie sociale, le sentiment de la douceur d'un foyer ami, l'agrément d'une vie vouée aux devoirs quotidiens délibérément choisis et accomplis avec scrupule. Ils furent sensibles à cet exemple et eux-mêmes reconnaissaient combien il leur avait été salutaire.

On le verra d'ailleurs, dans les lettres qui vont suivre, dont les premières sont adressées à Arthur Bary. Pour se remettre de la fatigue du concours d'admission à l'École normale, celui-ci a gagné, avec sa famille, la forêt de Fontainebleau, et About, resté aux écoutes, lui transmet l'écho des bruits qui courent. Quelques-uns sont faux, — par exemple, si Hermile Reynald ne réussit pas à entrer alors à l'École normale et n'y pénétra que l'année suivante, il n'en est pas de même pour Paul Albert qui fut admis, et brillamment. — Le reste est plus intime : About entrevoit, lui aussi, le repos champêtre après le labeur de l'esprit et dit comment il espère avoir ce délassement. Sa mère, veuve, était dame de compagnie d'une Russe, la générale comtesse Pankratieff, et il avait fallu décider celle-ci à une villégiature proche de Fontainebleau.

« Mon cher ami, écrit About à Bary, tu n'avais pas besoin de me rappeler par l'entremise de Lefèvre les engagemens que j'ai pris envers toi; mais je lui suis reconnaissant de m'avoir donné ton adresse.

« Je vais au plus pressé : tu es admissible, Quinot aussi, moi aussi. Dans quel rang? Je n'en sais rien. L'École fait la bête et ne veut rien en dire. Dieu sait combien je trime depuis deux jours pour savoir ces malheureux rangs! Les professeurs l'ont fixé hier soir : à huit heures tout était fini. Je suis allé à l'École, mais je n'ai pu rien apprendre. On m'a renvoyé à ce matin, et, ce matin, on a refusé de me dire nos numéros. J'ai vu le mien par surprise : il n'est pas brillant. Libert est le premier, Taine le second, et moi le troisième. J'ai fait tous mes efforts pour voir les vôtres : impossible. Je pense qu'on les verra bientôt dans les journaux.

« Une bonne charge : Reynald n'est pas admissible, et encore devine qui? un des plus fendans, Albert! Je me le suis fait répéter deux fois. Piocheras-tu un peu ton grec, ton latin et ton français pour l'oral? Pour moi, je me promets d'y jeter de temps en temps les yeux à Fontainebleau, si j'ai ce loisir.

« Car je vais à Fontainebleau, et bientôt, et avec tout mon monde. La petite Olga, — fille de Mme Pankratieff, — soupirait après la campagne; de mon côté, j'étais bien aise de ne pas quitter ma mère, tout en prenant des vacances; et enfin la générale aime beaucoup le raisin. Tu devines le reste : j'ai parlé d'abord en l'air d'aller visiter la forêt, mais j'ai dit qu'il fallait

pour cela plusieurs jours; mais les hôtels de Fontainebleau sont très chers; il faudrait louer un petit appartement dans un village. Ah! si M. Benoît voulait nous donner l'hospitalité pour quelques jours! J'ai écrit à mon ami Benoît : son père était justement à Paris; nous nous sommes entendus, et, moyennant la bagatelle de 360 francs, ces trois dames vont trouver aux Sablons, pour un mois, la table, le couvert, une société agréable et énormément de raisin. Pour moi, j'y serais allé quand même, mais j'aime mieux y aller ainsi.

« Nous voilà voisins, et j'espère que nous nous verrons quelquefois, par exemple à la vallée de la Solle, ou à quelque autre promenade à moitié chemin de Fontainebleau et des Sablons; enfin, nous irons vous voir à Fontainebleau et vous nous montrerez le château.

« Nous partons d'ici le samedi 2 septembre, à 7 heures, par le bateau à vapeur ; nous serons vers 2 heures à Valvay ou Valvet ou Velvet (Valvins), à la hauteur de Fontainebleau. Là une voiture vient nous prendre au débarcadère; nous ne nous verrons donc pas ce jour-là; mais cela ne pourra tarder. Tu dois connaître Vacquier; nous rirons.

« C'est dans cet espoir, mon cher ami, que je te serre la main pour écrire à Quinot que nous sommes admissibles et qu'Albert et Reynald ne le sont pas. Présente mes devoirs à tes parens et embrasse pour moi ta sœur et ton frère. »

Ainsi fut fait. About et les Pankratieff vinrent aux Sablons, tandis que la famille Bary villégiaturait à Fontainebleau, et les amis se virent aussi souvent que le permettaient les trois lieues qui les séparaient. C'est dans ces conditions qu'Edmond About et Arthur Bary préparèrent leur examen oral, qu'ils passèrent tous deux avec succès. Et, le 20 octobre suivant, ils entraient à l'École normale, dans une promotion de vingt-quatre élèves, que Taine guidait, et qui se composait, en outre des lycéens de Charlemagne déjà cités, d'Édouard de Suckau, de Jules Libert, de Gustave Merlet, de Charaux, d'Heinrich, de Dionys Ordinaire, de Rieder, qui tous devaient se faire plus tard un nom honorable dans les lettres et dans l'Université. De ce moment, la suprématie d'About, jusque-là si manifeste, cessa d'être incontestée. Hippolyte Taine, qui venait du lycée Bourbon-Bonaparte, — aujourd'hui Condorcet, — apportait avec lui une intelligence plus ample, une volonté

de travail mieux équilibrée, un besoin de vues générales et philosophiques qui allaient s'imposer à cette jeunesse studieuse. Sans doute, Edmond About restait toujours sans rival pour la souplesse de l'esprit, la vivacité du trait, la finesse de l'ironie, qualités d'autant plus goûtées que tous ces normaliens nouveaux, pour la plupart issus de la province, venaient de passer par les divers collèges parisiens, s'y étaient polis et formés à ces manières si séduisantes pour la jeunesse. Si Taine devenait peu à peu le modèle et le guide de cette élite studieuse et lui enseignait par l'exemple la probité du travail et de la pensée, About restait le chef du chœur ironique et narquois qui domine les événemens et la vie, savait en tirer aussi un enseignement et montrer que l'esprit qui surmonte les faits et les explique, la malice qui les raille, la verve qui n'épargne ni les autres ni soi-même, sont encore parfois des leçons d'énergie et de réconfort. Et jamais, à coup sûr, les élèves de l'École normale n'eurent plus besoin d'être soutenus et réconfortés qu'à l'heure où la promotion de Taine et d'Edmond About venait d'en franchir le seuil.

Précisément, dans les promotions qui avaient précédé immédiatement celle-ci, s'étaient faufilés bien des jeunes gens dont on pouvait croire qu'ils ne voudraient pas rester confinés dans les devoirs de l'enseignement public et songeraient sans doute à en élargir le cadre. Déjà, en 1845, Beulé, Caro ou M. Alfred Mézières; en 1846, Challemel-Lacour ou Eugène Véron; en 1847, Alfred Assollant, Jean-Jacques Weiss ou Eugène Yung n'étaient pas des modèles d'universitaires tels qu'on les rêvait trop volontiers alors, uniquement attachés à leur mission, ne voyant rien au delà et écrasant leur curiosité d'esprit sous le poids de leurs obligations professionnelles. Ce devait être bien pis en 1848, alors que les émotions de la rue avaient fait vibrer les âmes des lycéens et qu'un souffle de liberté plus large enflait leurs poitrines. A cette génération qui arrivait alors à la vie active sous de si généreux auspices, les épreuves ne devaient, hélas! pas manquer. Si Taine fut le cerveau, la pensée de ses camarades dans l'épreuve prochaine, Edmond About en fut la gaieté, la joie, la vie, et, à de certaines heures déprimantes, le chant qui éclate dans le silence, la plaisanterie qui ranime les cœurs ne sont pas moins nécessaires que l'idée qui guide et qui éclaire.

Nous saurons plus tard, par Taine lui-même, le bienfait de l'exemple d'About. Pour le moment, celui-ci n'était qu'un élève assez fier de ses succès, un peu vain de ses moyens, tout à la camaraderie nouvelle, riant des farces traditionnelles du lieu et les inspirant peut-être. Dans la suite, il se déridait encore au souvenir des mauvais tours joués au Breton Rabasté et au Lyonnais Vignon, avec une complaisance telle qu'on y pouvait soupçonner quelque amour-propre d'auteur. Mais si ces plaisanteries étaient parfois d'un goût discutable, jamais elles ne furent ni méchantes ni envenimées. Riant trop volontiers aux dépens des autres, About se montrait agressif, non cruel, si ce n'est pour les maîtres qui, sans savoir et sans autorité, prétendaient régenter ces jeunes turbulences. Tandis que Taine, un peu dépaysé d'abord, se contenait en lui-même, observant et méditant, causait surtout avec les plus sérieux de ses camarades, Barnave ou Cambier, qui devaient tous deux entrer dans les ordres, Suckau ou Vignon, About et la joyeuse petite bande qu'il groupait mettaient plus de fantaisie dans un travail qui n'était cependant pas négligé. L'examen de la licence ès lettres clôturait alors la première année de l'École, et il fallait le subir avec succès pour être admis en seconde année. C'est à quoi tous nos jeunes gens s'employèrent d'abord. Ils y réussirent d'ailleurs, sauf Bary, qu'un échec força à affronter une seconde fois l'examen, — avec succès, cette fois, — au mois d'octobre suivant.

C'est dans ces conditions que les vacances arrivèrent, et les normaliens se disposèrent à en profiter de leur mieux. Ils se proposaient de faire une excursion dans l'Ouest de la France, en Normandie et en Bretagne, poussant leur curiosité le plus loin qu'ils le pourraient. Les dames Pankratieff et Mme About villégiaturaient à Fécamp ; la famille Bary s'était fixée à Sanvic, près du Havre. Ce fut la double raison qui amena les voyageurs dans ces parages. About aimait la marche ; déjà, l'année précédente, il avait fait une longue course pédestre à travers les Vosges. Cette fois, About et Sarcey partirent ensemble de Paris, par le chemin de fer de l'Ouest, sac au dos et bâton à la main, pour aller joindre Bary et l'emmener quelque temps avec eux. Les préparatifs de cette odyssée, qui devait se poursuivre à pied pour la plus grande partie, avaient été difficiles : il avait fallu trouver l'argent d'abord, car la tournée, même dans ce

simple appareil, devait coûter cher à des bourses mal garnies, s'équiper ensuite en chaussures et en vêtemens. Sarcey a dit ces ennuis dans des lettres pleines de bonne humeur, dont on a publié des fragmens. La liberté et la joie sont au bout de l'aventure. On s'embarque et il ne s'agit plus que de retrouver Bary. About se charge de lui donner un rendez-vous et lui envoie toutes les indications utiles.

« Mon cher ami, lui écrivait-il de Fécamp, le 5 septembre 1849, tu te souviens de nous avoir tous laissés à Étretat dans une situation d'esprit plus folâtre que raisonnable, sans excepter ni le sage des sages, Francisque, ni même ma jeune élève. J'ai ramené tout ce monde en assez bon état à Fécamp. Depuis, nous nous sommes assez modérément amusés; nous avons pris deux bains de mer, nous avons fait une grande promenade sous une grande pluie; hier, nous avons pêché la salicoque, en entrant dans l'eau jusqu'au ventre. Nous avons pris plus de rhumes que de crustacés. Francisque a la plus énorme fluxion que tu puisses imaginer; sa figure ne ressemble plus à rien.

« Nous partons d'ici le 12. On nous a conseillé un charmant voyage sur les bords de la Seine et qui ne serait pas cher. Le premier jour nous irons d'ici à Lillebonne, où tu pourrais venir en chemin de fer nous retrouver, si cela te souriait.

« De Lillebonne, avec des lettres de recommandation, nous visiterions Caudebec, Saint-Wandrille, La Meilleraie, Jumièges, Norville, Tancarville, Saint-Maurice-d'Ételan; et nous serions au Havre pour le 14 ou le 15. Notre centre d'opérations serait Lillebonne. La personnequi nous a donné notre itinéraire est le rédacteur du journal de Fécamp, *le Progressif cauchois*. S'il peut venir, il nous accompagnera; sinon, il nous donnera des lettres de recommandation pour tout visiter, même les fabriques.

« Le 15, nous retrouverons au Havre Mme de Pankratieff, sa fille et ma mère, qui iront faire une visite à tes parens. Eugène Benoît vient avec nous.

« Si ce voyage te sourit, écris-moi un mot rue Sainte-Croix, 30, chez M. Benoît. Nous te donnerons plus de détails.

« Tu vois que j'ai désappris à écrire. Adieu, mon vieux. Le voyage en question doit nous coûter à chacun environ quinze francs, y compris le voyage de Fécamp à Lillebonne. C'est moins cher pour toi qui es plus près. »

C'était là, comme on le voit, une simple excursion d'essai pour mesurer les forces des voyageurs. Elle se fit, et, après elle, commença aussitôt la randonnée en Bretagne, dont Bary ne fut pas. En ce temps-là, on ne voyageait guère, car les moyens de communication dont on disposait n'engageaient pas à sortir de chez soi, si ce n'est pour des raisons utiles. Il fallait la témérité de la jeunesse et son entrain pour entreprendre et mener à bien une si longue et si fatigante prouesse. Encore, nos apprentis étaient-ils moins rassurés qu'ils voulaient le paraître, et avant de se mettre en chemin, ils avaient demandé des conseils à une personne d'expérience, M. Callot, ancien préparateur de physique à Charlemagne, qui exerça plus de quarante ans en cette qualité à l'École normale. Puis, le sac au dos et le cœur en joie, About et Sarcey s'élançaient à travers la Bretagne, avides de plein air et de liberté. Ce que fut cette équipée, About va nous le dire d'une plume familière et abondante. Il aimait à écrire des lettres vives, pittoresques, qu'il faisait volontiers longues et qui, par une singulière malice du sort, se sont presque toutes perdues. Une main prévoyante a gardé cette fois-ci ces souvenirs d'un temps matinal. Le jeune voyageur instruit Arthur Bary, qui n'a pu aller jusqu'au bout et que la préparation de son examen a ramené à Paris avant la fin des vacances. Voici le début de ce récit improvisé. Il est daté de Crozon, le 29 septembre 1849.

« Mon cher Arthur, il y a un mois, à pareille heure, Rinn finissait son examen, et nous commencions à croire que nous irions en vacances. Il y a un mois que nous sommes montés ensemble dans le chemin de fer de Rouen. Alors notre grand voyage devenait chose possible, mais à peine encore vraisemblable, et quelques incrédules doutaient un peu que nous pussions aller jusqu'à Brest. Nous y étions hier, mon bon vieux; aujourd'hui, nous voici à Crozon; je t'écris dans la chambre d'Édouard (de Suckau), sur son papier, avec ses plumes; Francisque, bien entendu, est fidèlement en face de moi; quand nous écrivons, nous ressemblons toujours à deux chiens de faïence.

« Veux-tu entendre le récit de notre odyssée? A peine nous sortions des portes de Sanvic, nous étions embarqués comme tu l'as vu, sur un joli bâtiment qui promettait de bien filer. Il tint ses promesses; la traversée fut belle au possible; nous

avions une mer tout à fait calme, un beau ciel bleu et un soleil magnifique. Le bateau marchait grand train; des deux côtés, nous voyions ces affeux mollusques que tu sais, les satrous (1), nager comme des poches bleuâtres à un pied sous l'eau. Pas le moindre mal de mer, même autour de nous : une dame de bonne volonté se força un peu, pour nous montrer ce que c'est; mais c'est tout au plus si elle réussit à rendre son dîner.

« Au bout de quelques heures de navigation, l'ennui nous prit : il ne nous quitta guère qu'à Cherbourg. Un élève du Val-de-Grâce de Lille vint encore y ajouter quelque chose par sa conversation, et nous eûmes le temps de prendre en grande pitié les marins qui restent six mois sur mer. Au bout de huit heures, nous tombions d'ennui. Mais Cherbourg ne se fit pas attendre longtemps; nous y étions à quatre heures du soir. Nous nous sommes payé en arrivant le spectacle de tout le beau monde de la ville qui se promenait en écoutant une musique de régiment. Mais le beau monde est peu de chose à Cherbourg; comme ville, c'est une espèce de Fontainebleau maritime, un vrai nid à garnison. On ne rencontre que soldats et officiers, soit de terre, soit de mer. Un petit aspirant, dont nous avons fait la connaissance à table d'hôte, nous a fait visiter le port militaire. C'est à cent lieues au-dessous du Havre; tout y est mort : un cadavre de port, et des cadavres de vaisseaux. De port commerçant, il n'y en a point, ou c'est tout comme. La campagne environnante est à l'avenant; nous avons pu bien voir la ville du haut d'un fort qui domine tout le paysage, et qui a pour garnison quatre moutons, pour capitaine une vieille femme.

« Tout le département de la Manche est d'une insigne platitude : lande pure, et pas même de montagnes sérieuses. Nous n'y avons fait que de belles marches et de bons dîners. Nous avons tout à fait renoncé à l'omelette et reconnu que le morceau de pain et de fromage était un abus. Nous dînons dans les bons hôtels et déjeunons de même. Depuis qu'un gargotier nous a fait payer cinquante sous une tasse de lait et un peu de beurre salé, nous avons juré de fuir les gargotes. Je suis aussi très heureux de t'annoncer que nous avons fini avec le cidre, juste

(1) Nom populaire des pieuvres, à Fécamp.

au moment où nous commencions à pouvoir en boire sans nous faire tenir. Depuis Morlaix, on nous donne une bouteille pour deux à table d'hôte. Quand nous approcherons de Nantes, le vin sera à discrétion ; mais à ce moment-là, il faudra que je bouche Francisque : c'est un véritable gouffre ; il n'est aucun vin qui n'y passe, bon, mauvais, il boit tout sans sourciller. Adieu donc à ce malheureux quart de bouteille qu'il nous donnait autrefois. Nous aurons même à combattre pour qu'il ne boive pas la bouteille entière.

« Le Sud du département de la Manche nous a consolés du Nord. Granville est une ville féerique, bizarre et, par-dessus le marché, élégante. La plage y est belle, toute semée de rochers; la ville est moitié sur un roc, moitié sur un autre, avec un pont de bois entre les deux. C'est immodérément joli. Avec cela, il est bon de te dire que, depuis que nous t'avons dit adieu, nous avons eu constamment beau temps. J'ai peur que cela ne dure pas : le ciel se barbouille depuis trois jours.

« Après Granville, où nous avons fait un court, charmant et ruineux séjour, nous avons vu Avranches, admirablement situé sur une montagne escarpée, d'où l'on a vue sur une foule de paysages de terre et de mer. D'Avranches, nous avons marché à travers quatre lieues de sables prétendus mouvans, jusqu'au mont Saint-Michel. C'est un rocher vêtu d'un village, et coiffé d'un donjon, où pourrissent six cents détenus. On ne peut y aller qu'à la marée basse ; dans ce pays-là, la plage est si plate que la mer parcourt cinq lieues en montant chaque marée; c'est là qu'elle marche, en certains momens, plus vite qu'un cheval au galop. Elle a eu le bon esprit de nous laisser passer tranquillement notre chemin.

« Les sables, dont les guides disent pis que pendre, n'ont pas paru affamés de notre peau ; nous sommes allés tout seuls, à vol d'oiseau et sans encombre. Il est vrai que le voyage a été un bain de pied continu. De là, nous avons gagné Saint-Malo, si gagner est le mot propre. Je ne trouve pas que cela vaille sa réputation. La ville est une espèce de tache d'encre sur un rocher, tant elle est sombre et noire. Tout à l'entour, la mer est belle et semée de rochers.

« Nous avons été sur le point de passer à Jersey, sur les terres de la bonne reine Victoria. Mais il nous fallait ou y passer quatre jours, ou n'y rester qu'un dimanche. Dans un

cas, nous aurions trop vu; dans l'autre, nous n'aurions rien vu du tout, puisque tout chôme le dimanche, jusqu'aux promenades. Donc nous en avons fait notre deuil, et nous avons poussé plus avant.

« Nous avons vu à Jugon le jeune Robœté, comme on dit dans le pays. Il n'y était pas au moment de notre arrivée; on l'a envoyé chercher, et il s'est mis en petite tenue pour venir nous voir. Il est en grande odeur de sainteté dans le pays · quand on l'a vu en uniforme, on a cru qu'il était devenu général, et on s'étonnait de cette fortune rapide, et telle qu'on n'en voit que dans les révolutions. Au reste, il nous a faussé compagnie, et il n'a pas fait avec nous le petit voyage qu'il projetait. Nous avons causé quelques heures ensemble, beaucoup ri, et nous nous sommes dit adieu.

« Depuis, nous courons la poste. Nous avons fait pendant trois jours de suite treize lieues par jour, toujours à pied. En Normandie, on trouvait parfois une voiture complaisante; ici, le Breton écorche le Français, mais ne le conduit pas. Les rues sont pavées de mendians; les routes mêmes en sont macadamisées. Tout ce sale peuple comprend très bien le français quand il y a intérêt, et fait la sourde oreille quand vous avez besoin de lui. Hier, nous avons visité le port et le bagne de Brest; c'est une belle journée; nous avons beaucoup vu et des choses curieuses. Mais, une fois la rade passée, nous sommes tombés en Basse-Bretagne, et nous avons failli coucher au grand air.

« Crozon, où habite notre ami Édouard, n'est sur aucune route; il y a mille chemins de traverse pour y arriver; le meilleur est impraticable. Or hier, dans l'espoir d'aller coucher à Crozon, nous étions venus à Quelern, qui est à trois lieues de Crozon. Arrivés, on nous dit unanimement qu'il est impossible d'aller à Crozon sans se perdre; qu'il est impossible de coucher à Quelern; que le plus prochain village est à une lieue, et qu'il est également impossible d'y trouver un lit. Conséquence nette : il faut coucher à la belle étoile. Nous avons dû nous installer de force chez une femme, et lui dire que, de deux choses l'une : ou bien nous coucherions chez elle, ou bien elle nous trouverait un guide. Elle nous en trouva deux.

« A Crozon, portes closes partout. L'hôtel où habite M. de Suckau nous ferma sa porte au nez, et aujourd'hui il en verse

des larmes amères; ailleurs, nous avons frappé une heure durant à la porte d'un aubergiste : le chien, pendant une heure, a aboyé sans interruption ; mais le Breton s'était mis dans la tête qu'il ne bougerait pas, et il n'a pas bougé. Par bonheur, un brave homme nous a donné un lit pour deux, dans une chambre où couchaient déjà son fils et un douanier en retraite. Là, du moins, nous avons un peu dormi. Nous prenons nos repas chez l'hôtelier d'Édouard ; ce brave homme a la bonté de ne pas nous prendre plus cher que dans le premier hôtel de Cherbourg, quoique nous soyons infiniment moins bien chez lui. Mais peu importe; nous sommes avec des amis. Demain Édouard nous montrera les grottes qui sont aux environs ; il nous tracera un itinéraire dans le Morbihan. Mme de Suckau paraît à l'unisson de son fils et de son mari, une femme charmante et toute bonne.

« Notre voyage n'a plus guère que quinze jours à durer ; il faut que Francisque donne une quinzaine à ses parens ; nous serons le 15 octobre à Paris pour chercher des habits ; de la sorte, nous vous bénirons avant votre licence.

« Je n'ai pas reçu une lettre depuis mon départ, Francisque pas davantage ; la poste est aussi bête qu'un simple Breton, dans tout ce pays-ci. Nous avons écrit à Rabasté pour lui annoncer notre arrivée ; nous sommes arrivés à pied avant la poste. Notre lettre à Édouard n'est arrivée qu'un jour avant nous. Si tu m'écris, écris-moi à Nantes ; c'est un pays civilisé.

« Adieu, mon cher ami ; je ne te souhaite pas du plaisir ; tu as mieux que cela à Paris ; je te souhaite le courage de travailler un peu. Rappelle-moi au bon souvenir de tes parens quand ils seront de retour, et d'ici là, dis bien des choses aimables de ma part à M. Callot ; j'ai profité de mon mieux des instructions qu'il m'avait données ; mais il n'y a que l'expérience personnelle qui soit bien instructive. »

Tel est le récit qu'About envoie à son ami. Ne croirait-on pas lire une page préliminaire de la *Grèce contemporaine*, écrite avec plus de laisser aller, sans doute, et plus d'abandon, mais avec la même verve, le même entrain et les mêmes moyens d'observation et de style ? La formation de cet esprit si prompt fut, en effet, très rapide, et l'expression lui arrivait aussi aisément que l'idée. Parler avec une certaine désinvolture des hommes et des choses, ne s'en laisser imposer ni par les idées

reçues ni par les jugemens tout faits, jauger tout à la mesure véritable et dire son opinion avec une gaminerie détachée, voilà les traits saillans de cette lettre et ceux qu'on trouvera encore, plus ou moins adoucis, dans les œuvres que l'écrivain livrera par la suite au public. Pour le moment, il est surtout un Normalien en vacances, et il y paraît à son langage plus débridé que jamais. C'est pour cela qu'il avise, au passage, son camarade Rabasté, qui vient visiter nos voyageurs sous l'habit dont la République avait orné les Normaliens : tunique de drap noir à col de velours vert avec palmes d'or, poignets aussi en velours vert, passepoils verts, boutons d'or, pantalon à bandes vertes, bicorne à plumes noires et épée au côté! Comment s'étonner que les compatriotes de Rabasté l'aient pris, en le voyant ainsi, pour un général fait par la Révolution! C'est un autre Normalien qu'About et Sarcey allaient trouver plus loin, le philosophe Édouard de Suckau, qui villégiaturait à Crozon dans sa famille. On a vu comment tous trois réussirent à se joindre. La mésaventure déplut si fort à About qu'il la raconte encore, sans y prendre garde, au début de sa nouvelle lettre à Bary, lettre qui contient le détail des derniers temps de cette excursion mouvementée. Elle est datée d'Auray, le 8 octobre 1849.

« Mon cher ami, tout plaisir a son terme : nous serons le 15 à Paris. Depuis ma dernière lettre, datée je ne sais d'où, nous avons fait beaucoup de chemin, et nous avons eu encore plus de plaisir. Nous avons vu Brest, une ville charmante, où tout le monde, depuis le sergent de ville qui nous a demandé nos passeports jusqu'au major qui nous a signé un permis de visiter le port, a été charmant pour nous. Les forçats mêmes sont d'une grâce à ravir, et rivalisent d'amabilité avec les gardes-chiourmes. Nous avons décerné à Brest le titre de la ville la plus polie de France. Je n'ajouterai pas à tous ses mérites celui de nous avoir donné un excellent déjeuner : on vit admirablement dans toutes les villes de Bretagne. Il est vrai que dans les villages on ne trouve absolument rien, pas même de pain; à plus forte raison pas de vin, de viande, ni des autres vanités de la civilisation.

« De Brest, nous sommes allés, par un chemin héroïque, et en un voyage qui ferait une Odyssée, à Crozon, où nous avons trouvé Édouard. Mais ne crois pas que nous l'ayons trouvé là tout naturellement, comme on trouve un enfant sous un chou.

Nous nous étions fait transporter de l'autre côté de la rade de Brest dans la presqu'île qui recèle Crozon : c'est une traversée de trois lieues. On nous débarque à la nuit. Nous demandons le chemin de Crozon; on nous l'indique en ajoutant : « Mais vous êtes sûrs de vous perdre. » En effet, trois lieues de pays à travers les landes, les rochers et les sables du bord de la mer. « Bon, disons-nous, nous irons demain. En attendant, couchons ici. — Mais, nous dit-on, ici ce n'est pas un village; c'est un fort en construction, et le peu d'auberges qui existent sont littéralement remplies par les ouvriers. » En effet, nous courons toutes les maisons : pas un lit. Enfin, de guerre lasse, nous nous installons dans une maison, et nous déclarons positivement à la propriétaire que, de deux choses l'une, ou nous coucherons chez elle, ou elle nous trouvera un guide pour Crozon. Elle nous en trouva deux. Nous voilà courant à la suite de nos guides à travers le plus chien de pays qui salisse la surface de la terre ; à chaque pas nous prenions un bain de pieds quand nous ne buttions pas dans une pierre ou dans une racine. Enfin nous voici à Crozon : nous courons droit à l'hôtel qu'habite la famille de Suckau, le maître de l'hôtel vient en chemise nous ouvrir sa porte ; et, jugeant à notre mine que nous pourrions bien être des voleurs, il nous répond qu'il n'a pas un lit vacant.

« Autre embarras! Nous allons frapper à une auberge. Le maître de la maison se dit intérieurement qu'il n'ouvrira pas ; et, comme c'est un Breton, nous avons beau frapper. Le chien du logis aboyait comme un beau diable ; le maître ne soufflait pas mot : cela dura bien un quart d'heure. Enfin, un brave homme de cabaretier, malgré l'opposition de sa femme, consent à nous coucher, dans un seul lit, et dans une chambre où couchaient déjà deux personnes. Faute de mieux, nous acceptons avec reconnaissance ; et au préalable nous nous mettons sur la conscience une immense omelette avec une tasse du plus infernal thé que paysan breton ait moissonné dans son champ.

« Le lendemain, Édouard vint nous surprendre au matin dans ce dortoir où nous n'avions pas dormi. Je n'ai pas besoin de te dire combien l'hôtelier qui nous avait mis à la porte nous fit d'excuses le lendemain; notre émigration ne fut pas longue à faire ; pendant les trois jours que nous avons passés à Crozon,

nous avons pris tous nos repas avec la famille d'Édouard, qui a été charmante pour nous. L'hôtelier lui-même, pour regagner tout à fait nos bonnes grâces, nous a très modérément écorchés, après nous avoir bien traités.

« Édouard nous a offert une partie de cheval sur les rochers de la presqu'île. Tu sais quel pauvre écuyer est notre ami Francisque : cependant il a fait comme nous, il a enfourché son bidet breton, il a gravi dans les rochers, il a trotté et galopé sur les routes, il a passé avec nous toute sa journée à cheval, et, contre son attente, il n'est pas tombé! Aussi je te laisse à penser combien il était content de lui. Ces petits chevaux bretons sont infatigables; et ils ont le pied aussi sûr que des mulets. Édouard nous a conduits déjeuner à Camaret, dans un petit village où l'on pêche épouvantablement de sardines. Il y a plus de sept cents bateaux qui pêchent tous les jours; et quelquefois un seul en prend 20 000 dans sa journée.

« Le lendemain, nous sommes allés avec toute la famille visiter en bateau les grottes de Crozon ; c'est de toute beauté : des cavernes très profondément creusées dans le roc; la lumière s'y décompose de mille façons sur les cristaux. Ensuite, nous avons fait une partie de pêche, où Mme de Suckau s'est distinguée par un bonheur et une adresse incroyables. Elle est presque la seule qui ait pris du poisson, et elle en a fait un carnage.

« Le lendemain, toute la famille d'Édouard quittait Crozon pour aller à Châteaulin habiter chez une amie de Mme de Suckau. C'était notre chemin pour gagner le Morbihan; Édouard vint à pied avec nous : c'était une affaire de neuf lieues, une plaisanterie pour nous qui en faisons maintenant jusqu'à douze sans nous fatiguer, mais pour lui, c'était plus grave. D'autant plus que nous nous sommes perdus dans le brouillard en traversant une montagne. Arrivés à Châteaulin, nous devions nous mettre en route pour visiter des mines de plomb et d'argent qui sont à une douzaine de lieues de là. Édouard devait donc dîner à l'hôtel avec nous et partir ensuite, pour nous avancer de quelques lieues sur la route des mines. Mais notre guignon nous fit rencontrer la dame chez qui la famille d'Édouard devait venir s'installer une heure après; il nous tomba sur la tête une invitation à dîner : il fallut envoyer ou plutôt pousser Édouard en ambassade pour nous excuser sur ce que nous partions le

soir. Ce fut dur à arracher; mais enfin, nous pûmes dîner ensemble à peu près tranquilles. Le dîner terminé, autre histoire : il fallut qu'Édouard allât prendre congé de ses parens; il eut beau dire que nous avions une voiture, et que nous n'allions qu'à deux lieues et demie de Châteaulin pour coucher, comme il pleuvait à verse, ses parens avaient toutes les peines du monde à le lâcher. Il vint enfin, et à pied, par une pluie battante, nous fîmes deux lieues et demie en causant et en riant le plus gaiement du monde.

« Le lendemain est une de nos dures journées. Nous avons fait connaissance avec les chemins bretons que Francisque appelle des rivières de grande communication. Quelquefois, nous faisions un quart de lieue le long d'une berge en nous tenant aux branches. Jusqu'à six heures du soir, nous ne prîmes qu'un peu de lait, de pain et de beurre salé. Il ne nous manquait plus que de nous perdre, ce qui ne tarda pas à arriver. Retrouve-toi donc dans des chemins affreux, sans indications d'aucune sorte, sans rencontrer personne, si ce n'est de temps en temps une espèce de brute de Breton qui ne vous comprend pas et qui se moque de vous parce que vous parlez français! Enfin, un mauvais petit chien de guide nous conduisit où nous voulions d'abord aller. C'est une cascade de cent dix mètres de haut, toute en écume, au milieu d'énormes rochers de granit. Figure-toi la Gorge-au-Loup changée en rivière : c'était une vue de Fontainebleau, plus l'eau, que Fontainebleau n'a pas. Là, par bonheur, nous fîmes rencontre d'un jeune garde-chasse qui nous guida avec la plus grande complaisance, et fit une demi-lieue pour nous mettre dans notre chemin. Il est vrai qu'il parlait français.

« Aux mines de Poullaouen, nous trouvons un directeur, ancien élève de l'École polytechnique, renvoyé au bout de quelques mois pour manque de respect, on nous dit, à la personne de Louis-Philippe. Nous avions une lettre pour lui : il nous reçoit poliment, nous refuse poliment l'entrée de la mine, nous conduit poliment à la fonderie où il nous expose toutes les opérations de la coupellation, que nous savions aussi bien que lui. Là-dessus, il nous indique un village où nous trouverons à souper et à coucher. Or, il y a à Poullaouen un château où les propriétaires de la mine entendent qu'on héberge les étrangers qui en ont une bonne.

« Francisque m'interrompt pour me charger d'écrire qu'il a bien dîné, et qu'il a bu une bouteille de vin à lui tout seul, et une bonne, encore ! (Je l'ai laissé dîner seul, parce que je suis imperceptiblement malade.)

« Je reviens aux mines. Le sous-directeur, qui demeure au Huelgoat, nous a mieux reçus que son chef. C'est aussi un ancien élève de l'École, il se nomme Ladame ; ton père doit l'avoir connu. Il nous a tout expliqué avec le plus grand détail, et il est descendu avec nous jusqu'au fond de la mine, c'est-à-dire à plus de trois cents mètres sous terre. Le pauvre Édouard peinait à faire pleurer : il était abîmé de fatigue, et chacun des neuf cents échelons lui coûtait un énorme soupir; toutes les fois qu'il enfonçait sa jambe dans une flaque d'eau, le pauvre garçon poussait des cris de paon. Pour Francisque, fidèle à sa maxime de faire tout ce que font les autres, et sans murmurer, il allait partout, suait sang et eau, et ne se plaignait pas. On ne l'entendait que quand sa lampe venait à s'éteindre.

« A la sortie de la mine, M. Ladame nous conduisit devant un bon feu pour réchauffer nos dehors, et il déboucha deux bouteilles de vin vieux pour nous rétablir le dedans. Quand il nous vit bien débarbouillés, bien reposés et bien ragaillardis, il nous mit sur notre chemin et nous dit adieu comme à des amis. Tu vois qu'on trouve de bonnes gens, même en Bretagne, mais ils y sont rares.

« Ce soir-là, Édouard fit encore trois lieues avec nous, mais, à la fin, il avait besoin de l'aide de nos bras. Le soir, après dîner, il nous montra une ampoule grosse comme un œuf de pigeon. C'est à Carhaix que nous lui avons dit adieu. Il a pris le courrier pour Châteaulin, où il va trouver des dames et des demoiselles en masse, et danser. Les quelques jours que nous avons passés avec ce bon et excellent garçon compteront parmi les bons jours de notre voyage. Après l'avoir quitté, nous avons couru en deux jours à Lorient; c'est vingt lieues. Hier, nous sommes venus de Lorient ici par une pluie battante. Les gens du pays sont étonnés que cela nous étonne : ils prétendent qu'il pleut toujours dans le Morbihan. Heureux pays ! Nous sommes ici fort bien installés pour quelques jours dans le premier hôtel d'Auray; notre dîner ne nous coûte que trente sous et notre lit dix sous. Or, les lits sont délicieux, et les dîners... J'ai appris à

marchander dans les hôtels ; nous avons gagné comme cela beaucoup d'argent ; mais il faut faire ses prix avant d'entrer. Au moment de payer, l'aubergiste ne vous rabattrait pas un sou.

« Nous sommes au centre des antiquités celtiques du Morbihan, et même de toutes les antiquités quelconques. Aujourd'hui, nous sommes allés visiter une pierre branlante, que les Druides ont placée dans un équilibre si instable que la main d'un enfant suffit, dit-on, pour la mouvoir. Quant à nous, nous n'avons pu l'ébranler. Sans doute, c'est parce que nous ne sommes plus assez enfans. Nous avons fait encore aujourd'hui le pèlerinage que tout Breton fait une fois l'an, à Sainte-Anne d'Auray. C'est là qu'il y a des ex-voto, et de bien amusans, les tableaux surtout. Les murs en sont couverts. Enfin, nous sommes allés voir le monument élevé par le Duc d'Angoulême aux morts de Quiberon, et la place où on les a tués. Une seule chose nous désole : nos sacs sont à Châteaulin, notre linge est horriblement sale, et Francisque marche nu-pieds. Édouard devait nous envoyer nos sacs, et rien n'arrive. A part cela, nous serions les plus heureux voyageurs du monde.

« J'espère que nous serons là le 15 pour te souhaiter bonne chance : en attendant, nous te souhaitons bon travail. Rappelle-moi au bon souvenir de tes parens ; tu dois les avoir maintenant auprès de toi. Francisque te dit tout ce que je te dis. Si tu pouvais, à l'École, mettre ton nom, celui d'Alfred, d'Édouard, les nôtres et celui du Cacique sur tous les lits du petit dortoir, nous serions là chez nous, et ce serait bien agréable. Présente mes amitiés respectueuses à M. Callot. Adieu, mon bon vieux, je me couche ; nous verrons demain les champs de Carnac. »

Ainsi s'achevait cette longue équipée de plus d'un mois. Il était temps qu'elle prît fin, car, sans parler de l'argent qui s'épuisait vite dans la maigre escarcelle des voyageurs, en dépit de leur économie, About n'a plus de vareuse, Sarcey plus de souliers, tous deux plus de chapeaux. Ils rentrent donc, joyeux du plaisir réconfortant des marches en plein air et de l'apprentissage de la vie. Ils réintègrent l'École, où va s'écouler leur seconde année de séjour, année relativement tranquille, car aucun examen n'en marque le terme, et il est loisible de s'abandonner au travail personnel. On y étudie gaiement, on y

discute avec plus d'ardeur, car les élèves sont maintenant plus divisés. Tout en demeurant d'excellens camarades, quelques-uns affichent un catholicisme intransigeant, qui se manifeste à chaque occasion, pour les motifs les plus divers. Les autres, en plus grand nombre, non moins convaincus et non moins tenaces, plus malicieux encore et plus fertiles en ruses, loin de refuser le combat, le provoquent et se défendent avec une habileté consommée. About est le chef du clan des incrédules ; il fait ses premières armes de polémiste contre ses condisciples, en attendant qu'il se mesure avec des adversaires plus redoutables. Et Taine, toujours logicien, toujours réfléchi, penche manifestement vers ceux qui montrent le plus de largeur d'esprit et laissent un jeu plus libre à la raison de l'homme.

Sur ces années de fermentation intellectuelle à l'École normale, nous possédons maintenant le témoignage direct de quelques-uns de ceux qui les vécurent. La correspondance de Taine, si philosophique, si méditative, donne bien l'idée, encore qu'un peu trop haute, des aspirations généreuses qui guidaient les meilleures de ces intelligences si vibrantes. Les lettres de Sarcey, publiées plus récemment par fragmens, décrivent mieux le cours ordinaire de cette existence assez surchauffée, enivrée de son savoir et fière d'en user, les acteurs, — maîtres ou élèves, — et les incidens quotidiens d'une vie assez recluse qui se répand surtout en lectures et en discussions. Moins abstrait, moins dogmatique que Taine, Sarcey voit plus judicieusement leurs camarades et les marque d'un trait qui, pour être moins profond, n'en est pas moins juste et moins frappant. Les passions de ce petit monde y revivent au vrai, et Edmond About, comme il convient, s'y montre le plus agissant, le plus envahissant. La mobilité de son esprit, la fertilité de ses ressources, en font un adversaire redoutable dans la discussion, plus redoutable encore dans les examens, où le sentiment du danger proche affine ses qualités et transforme ses défauts en élémens de succès. Moins travailleur que les autres, quoiqu'il aime le travail et soit capable de s'y livrer avec une attention soutenue, il assimile les textes et les lectures avec une aisance telle qu'il semble avoir forgé lui-même tous les matériaux qu'il emploie et dont son esprit sait si bien tirer parti qu'ils lui paraissent familiers.

Ce ne sont pas là les habitudes de Taine, qui en souffre parfois, mais qui rend justice à un rival trop heureux dont il dit : « Il a des sens trop vifs, un esprit trop brillant, un trop grand besoin de jouir et de paraître; mais quel être fort, s'il voulait! » Il le devint, et Taine plus encore, mais non dans le sens où leurs facultés pensaient alors s'exercer. Sous la direction de Dubois (de la Loire-Inférieure), l'École normale avait trop attiré l'attention sur elle-même, sur les doctrines qu'on y professait, sur les élèves qu'on y formait. Il convenait de la réformer et, pour cela, on commença par en changer la direction, qui, des mains de Dubois, passa dans celles d'un honnête administrateur, Michelle, tout à fait étranger jusque-là aux traditions de l'établissement confié à ses soins. Le philosophe Vacherot, directeur des études littéraires, fut évincé lui aussi, et toutes ces modifications, qui firent grand bruit dans le temps et dont le souvenir n'est pas effacé, troublèrent profondément l'esprit de l'École et les conditions de son enseignement. Il était fatal que les élèves s'en ressentissent. La fin de la seconde année de la promotion de 1848 et sa troisième année tout entière se trouvèrent, de ce fait, fort assombries. Si le travail ne fut pas diminué, la gaieté fut atteinte à ses sources : on sentait que les difficultés allaient surgir et, malgré l'optimisme de l'âge, on s'en montrait vaguement inquiet. Détail caractéristique, le brillant uniforme de l'École était supprimé et remplacé par l'habit noir, à queue de morue, orné d'une large palme violette au-dessus de la boutonnière : désormais les Normaliens devaient se promener ainsi, se rendre aux cours de la Sorbonne et du Collège de France, venir écouter Jules Simon ou applaudir Michelet. C'étaient là les délassemens de cette jeunesse, qui n'interrompait ses propres travaux que pour entendre la voix des maîtres qui savaient l'émouvoir. Pourtant, au milieu des épreuves de l'agrégation, About eut une fantaisie à laquelle il s'abandonna. Après l'examen écrit, il partit pour Londres, où se tenait une exposition universelle dont on parlait beaucoup. Dans quelles conditions s'effectua cette visite, la lettre suivante à Arthur Bary, datée du 31 août 1851, va nous l'apprendre, avec les impressions qu'About rapportait de cette escapade.

« Mon cher ami, la date de cette lettre t'explique d'avance comment et pourquoi e ne pourrai pas profiter dimanche de

l'aimable invitation de ta mère. Jeudi dernier, comme je m'en allais, clopin-clopant, donner ma leçon rue d'Hauteville, j'ai rencontré mon élève, qui s'en venait à l'École me demander timidement si je consentais à le mener voir l'exposition. J'ai accepté sans timidité, et vendredi matin nous partions à six heures, avec mille francs en poche, et la résolution de nous amuser. Après un voyage assez agréablement varié par le mal de mer d'autrui, et le spectacle des bons Anglais qui, au lieu de tenir la tête de leurs femmes, s'occupaient uniquement à leur tenir les jupons que le vent emportait, nous avons touché le sol de la verte Angleterre, et je me suis écrié pieusement : « Witcomb! Witcomb! »

« Les Anglais ont fait tapisser de craie les côtes de leur pays; cela fait un assez bon effet de loin. Le chemin de Douvres à Londres suit la mer pendant quelque temps, et c'est fort beau à voir. Mais la plupart du temps on voyage sous terre : ils abusent de leur facilité à bâtir des tunnels. Quant à leurs wagons, je le dirai, au risque de blesser votre jeune pensionnaire, un chien n'en voudrait pas. Je parle des secondes; quant aux troisièmes, un Anglais n'y mettrait pas ses cochons : c'est trop sale.

« Nous avons déjà passé un jour à Londres; mais nous n'avons rien vu de la ville. La Tamise est encore un mythe pour nous. Notre journée d'hier s'est passée à chercher l'exposition et à la visiter. Je pense que nous y retournerons tous les jours, mais je doute que nous arrivions à la connaître un peu; c'est d'une grandeur telle, et si plein de recoins imprévus, que les gardiens eux-mêmes doivent en ignorer bien des choses.

« Je n'ai guère vu hier que les machines et les sculptures anglaises. J'aime mieux les machines. C'est non seulement beaucoup plus utile, mais encore et surtout beaucoup plus beau. C'est là qu'ils mettent leur imagination. Il y en a qui sont de génie; toutes leurs statues ne sont que de fabrique. Pour t'en donner une idée, figure-toi de la sculpture au daguerréotype. Une copie plate des formes, une sorte de moulage, fait à vue de nez; pas l'ombre d'idéal. Ce n'est pas peut-être là leur plus grand défaut : mais dans leurs statues, les hommes ne sont pas des hommes, ni les femmes des femmes; les hommes sont des Anglais, et les femmes des Anglaises. Figure-toi un Satan, orné d'une figure tragico-grassotique, assis sur un gros serpent

enroulé comme cela, en forme de câble, ou de tabac à chiquer; un mousse naufragé, orné de légendes telles que ceci : « Dieu tout puissant! Protège ma malheureuse mère *veuve!* » Veuve est un trait auquel Phidias n'aurait jamais songé. Mais le pantalon du mousse est d'un raide admirable, et le plus sceptique ne pourrait contester qu'il soit en cuir. Horrible! *o most horrible!* Mais le plus intolérable, c'est cette physionomie anglaise, et l'on y revient toujours. Quelle impression cela te ferait-il de voir Prométhée enchaîné auprès de son vautour, et de l'entendre crier : *Goddem!* Eh bien! ils ont un Prométhée que l'on croit entendre.

« Je ne te parle pas de la reine Victoria, qu'ils ont mise à toutes les sauces, et les sculpteurs aussi bien que les autres. On la voit en plâtre, en marbre et en bronze; ils ont embelli de tous leurs moyens cette bonne courtaude, mais quelquefois les bonnes caricatures! Il y en a une que je n'oublierai jamais : la reine Victoria, dans sa taille ramassée, se penche en avant, d'un air paterne, comme si elle volait sur le monde, et elle tient un globe dans sa main. C'est en bois, demi-grandeur : je donnerais beaucoup pour pouvoir te peindre la physionomie. Tout le reste est à la Victoria ou à l'Albert. Ce n'est pas étonnant à l'exposition, quand on voit le portrait de la Reine sur les enseignes des boutiques et des cabarets.

« Aujourd'hui, je crois que nous allons à la campagne, s'il y a de la campagne en ce pays-ci. Nous nous paierons un de ces jours Oxford ou Liverpool; à Oxford, j'aurais l'avantage de préparer mon agrégation. Et toi, travailles-tu? Adieu, mon papier est trop court. Rappelle-moi au gracieux souvenir de tes parens, et fais compliment à ta petite Anglaise de son noble pays. »

Comme on le voit, le souci de l'examen prochain n'a rien enlevé à Edmond About de la netteté de son coup d'œil et de sa verve railleuse. Avant la fin du mois de septembre, il était agrégé des lettres, le premier d'une promotion de huit, où ne figuraient ni Sarcey ni Bary. Moins heureux que son rival, Taine avait été évincé de l'agrégation de philosophie par un déni de justice sans exemple, qui mettait au premier rang le doux, l'honnête, le délicat Édouard de Suckau, plus embarrassé que quiconque d'un honneur qu'il sait ne pas mériter. Et toutes ces avanies ne sont que le prélude de tracasseries qui

vont assaillir tous ces jeunes universitaires libéraux. On exile Taine à Nevers, Sarcey à Chaumont, Bary à Saint-Omer, tandis que les plus favorisés débutent à Douai, à Clermont ou à Lyon. About, désemparé malgré son assurance, s'interroge et cherche le vent. On assure que, jusque-là, il n'avait pas envisagé nettement l'éventualité de quitter l'Université, dont il se préparait à remplir les devoirs. Il songe pourtant à en sortir, et Taine, qui connaît ces dispositions, écrit à Prévost-Paradol de les enrayer. « Son caractère n'est pas un sensuel égoïsme, dit-il d'About. C'est une force capable de se porter de tous côtés, qui va maintenant de celui-là. Mais il est capable d'aller de l'autre. Je l'ai vu étudier Platon et Aristote pendant un mois de suite; le plaisir de battre les catholiques en ferait pour six mois un bénédictin. Il est surtout agissant et militant. C'est de ce côté qu'il faut lui représenter les choses. D'ailleurs il a trop d'orgueil pour se résoudre à n'être qu'un homme d'esprit. » Là est bien, en effet, le nœud du caractère d'About : un peu lassé de sa réputation de facilité spirituelle, il veut faire autre chose, agir et étudier en vue de l'action. L'École d'Athènes semble offrir une voie à ce désir d'activité et il s'y lance, un peu étourdiment sans doute, mais le temps n'est pas aux longues réflexions.

On était aux derniers mois de 1851. L'année précédente, l'École d'Athènes, fondée depuis quatre ans, venait d'être réorganisée dans un sens où la littérature devait avoir sa part à côté de l'érudition. Un examen en ouvrait maintenant la porte: ce fut Edmond About qui le passa le premier, le 21 novembre 1851, et la commission d'examen estima qu'il ne pouvait « manquer de faire honneur à l'École française d'Athènes. » Elle ne prévoyait pas la manière. Le 1er décembre suivant, c'est-à-dire la veille même du coup d'État, on signait la nomination d'About. C'était le moment de s'éloigner de France et de laisser les camarades professer dans quelque ville de province, en face des mesquineries d'un pouvoir de plus en plus tracassier. About quitte Paris à la fin de janvier 1852 et, le 9 février suivant, il arrive à Athènes. Ce que fut le voyage et la désillusion du premier contact avec cette terre promise de la beauté, une lettre va nous le dire, écrite au débotté, et adressée par About au jeune homme en la compagnie de qui il visitait Londres six mois auparavant. Les rapprochemens entre les deux voyages

viennent donc naturellement sous la plume de l'écrivain, qui s'en sert, comme toujours, pour donner à sa pensée un piquant de plus.

« Monsieur et cher élève, j'arrive et je vous écris. Vous aurez l'étrenne de ma plume. Il est bien juste qu'après un si long et si lointain voyage, je donne d'abord de mes nouvelles aux personnes qui me l'ont rendu facile et agréable. Grâce à la recommandation de M. Revenaz, j'ai trouvé dans M. Rostand, dans le capitaine du *Lycurgue* et dans tous les employés de l'administration, une complaisance et une prévenance qui ressemblaient presque à de l'amitié. J'ai pris les premières places en payant le prix des secondes; et le confortable du bateau joint à la politesse des officiers m'a fait endurer une traversée de huit jours. Je soupçonne même M. Revenaz d'avoir écrit là-haut un petit mot en ma faveur, car le ciel s'est montré d'une clémence admirable; la mer, très violente quelques jours auparavant, s'est radoucie tout exprès pour nous. Ce n'est pas à dire que la houle nous ait entièrement laissés tranquilles. Vous souvenez-vous de ce joli petit mal de mer, qui nous a pris dans la dernière heure de notre traversée de Douvres à Calais? Eh bien! j'ai goûté un plaisir très semblable à celui-là, mais infiniment plus prolongé. Cela a duré quelque chose comme quatre jours, quoique tout l'équipage jurât que nous avions un temps magnifique. Mais enfin me voici à peu près amariné, et, si ma bonne étoile veut que je fasse un grand voyage ce printemps, je ne donnerai pas à M. Revenaz le triste spectacle de mes nausées. Je suis arrivé ici à peu près dans le même état que vous à votre retour de Londres, c'est-à-dire peu brillant, si vous vous souvenez. Mais je ne regrette pas plus ma fatigue d'hier que vous ne devez regretter vos fatigues de septembre: un malaise passe vite, et le souvenir de ce qu'on a vu demeure longtemps. J'ai bien des fois regretté que vous ne fussiez pas avec moi: après le spectacle de l'activité anglaise et des beaux résultats qu'elle a produits, vous auriez vu ici le triste tableau des effets de la paresse. Athènes est un horrible village, en comparaison de la plus petite ville d'Angleterre. Point de pavé, point d'éclairage; des maisons bâties à la hâte avec de la terre, ou, ce qui est pis, avec des chefs-d'œuvre en débris; une campagne ou inculte ou mal cultivée : les paysans croient avoir assez fait quand ils ont gratté l'épiderme de la terre, et les

Athéniens de la ville se croiraient déshonorés de porter un fardeau. Ils vont faire les beaux dans la ville et s'étaler au soleil dans leur brillant costume : voilà la seule occupation qui leur semble digne d'eux. Il y a plus d'honorabilité (barbarisme anglais) dans un ouvrier de Liverpool, noir de charbon, que dans cinquante de ces gens d'opéra-comique qui pavent les rues ici. Mais je ne veux pas en dire trop de mal avant d'avoir fait plus ample connaissance : je ne suis ici que de ce matin. Et s'il faut se garder de juger un homme à première vue, à plus forte raison quand il s'agit d'un peuple. Cependant, quand vous voyez un homme qui sort en savates, vous avez quelque droit de penser mal de lui; de même pour une nation : et ici, la ville et la campagne sont en savates.

« Avant de rencontrer le peuple grec et ses pompeux haillons, j'ai vu en passant un peuple bien curieux, les Maltais. Malte est une île italienne au pouvoir des Anglais : c'est assez vous dire qu'elle est propre, quoique italienne. L'île est un rendez-vous de tous les navires qui passent dans la Méditerranée; c'est un point central où l'Orient et l'Occident se donnent la main. Il est vraiment curieux d'y voir l'Occident en habit anglais, raide, actif, réglé dans tous ses mouvemens; et l'Orient vêtu de ses amples étoffes, indolent, au moins en apparence, et vautré partout au soleil. Ces Maltais sont encore bien plus Arabes qu'Italiens; leur italien leur sort de la gorge; on le reconnaît à peine. Les figures ont le type arabe fortement marqué; on croit rencontrer Abd-el-Kader dans tous les bateliers : des têtes superbes. Je parle des hommes : les femmes se cachent dans une mante noire et elles font bien. Tout ce peuple est fort et robuste; les Maltais sont les portefaix de tout l'Orient. Mais l'intelligence et la véritable activité leur manquent. Ils ne travaillent que forcés par la faim; et, la tâche finie, ils se couchent au soleil. Ce ne sont pas encore là les modèles que je vous proposerais, si j'étais en droit de vous proposer des modèles. Mais j'oublie toujours que le temps n'est plus où j'avais le plaisir de vous donner des leçons; et que je me suis remplacé moi-même par des maîtres qui valent mieux que moi. Je tiens beaucoup à ce que vous me rendiez cette justice, que je ne cherche pas à me faire valoir par les contrastes, et que je travaille plus à me faire oublier qu'à me faire regretter. J'espère, à mon retour en France, vous voir non seulement bachelier (c'est un jeu d'en-

fant), mais véritablement instruit et solide sur toutes choses. Vous devez être bien près du quatrième livre de la géométrie: et mon ami Bonnefont (1), en sa qualité d'historien, doit vous avoir conduit aux portes de l'histoire romaine. Apprenez; apprenez. Si vous devez voyager un jour, vous ne profiterez de vos voyages qu'à condition de savoir beaucoup. Je regrette tous les jours de ne pas savoir assez. Vous aurez en vous et autour de vous tout ce qu'il faut pour plaire aux gens superficiels; acquérez ce qui est nécessaire pour mériter l'estime et la considération des hommes sérieux. Ne croyez pas toutefois que je vous désire savant en *us;* restez homme du monde, et si vous ne l'êtes pas assez, devenez-le. Profitez des leçons de ma jolie collègue, aussi bien que de celles de Debray (2) et de Bonnefont.

« Aurez-vous la bonté de me rappeler au souvenir de ces trois honorables professeurs, qui ont, à des degrés différens, une grande place dans la mémoire de mon cœur? Faites que la famille de Sales, et le bon M. Reichenbach se souviennent de temps en temps qu'ils ont à Athènes un ami très dévoué; mais, avant toutes choses, je vous prie de dire à madame votre mère que je n'oublierai jamais tout ce que j'ai trouvé en elle de gracieuse bienveillance et d'inépuisable bonté. M. Revenaz sait que je l'aime autant que je l'estime; et ce n'est pas peu dire. Pour vous, mon cher ami, je suis tout à vous, comme la jolie montre que vous m'avez donnée est à moi. Toutes les fois que je la regarde, je suis sûr d'y trouver l'heure; toutes les fois que vous jetterez les yeux de mon côté, soyez sûr d'y trouver amitié solide et dévouement à toute épreuve. »

Telle est la première impression d'About. Doit-on ajouter que c'est la bonne? Comme en Bretagne, comme en Angleterre, le voyageur saisit vite l'aspect des choses et des gens, les juge non moins vite, en un style que sa précision fixe dans l'esprit comme un trait de clarté. Au fond, c'est bien là ce qu'il développera plus tard, quand il composera tout un livre sur la Grèce, en y mettant cependant plus de retenue et d'esprit d'équité. Mais le temps n'a adouci ni l'humeur ni la verve, qui restent caustiques et portées à railler. Jamais About ne savoura, suivant l'expression de Daveluy, les austères douceurs de l'existence des

(1) Professeur d'histoire au lycée Bonaparte (Condorcet).
(2) Chimiste, professeur à la Sorbonne et membre de l'Institut.

membres de l'École d'Athènes. Trop hanté du souvenir de Paris, il sentait trop ce qui lui manquait pour bien apprécier ce qu'il possédait; et c'est pour cela que sa vie est ennuyée, sans passion et sans but. Installée alors dans un immeuble spacieux et bien aéré, en face de l'Acropole, au pied du Lycabette, l'École d'Athènes avait cependant de quoi plaire même à un jeune homme que la science archéologique séduisait médiocrement. Là, sous l'autorité assez ferme, dominatrice, mais non sans esprit, d'Amédée Daveluy qui présida plus de vingt ans aux destinées de l'établissement, de studieux élèves vivaient, assez différens d'intelligence et de goûts, mais tous animés du désir de faire mieux connaître l'antiquité et d'en pratiquer le culte avec zèle. Une douzaine de jeunes gens y avaient habité avant About; trois s'y trouvaient encore lorsqu'il arriva : Ernest Beulé, Alexandre Bertrand, et M. Alfred Mézières, aujourd'hui seul survivant de ces âges héroïques. C'est parmi eux qu'About allait vivre, du moins tant qu'il séjournait à Athènes, et la diversité de leurs aptitudes dit assez que leur commerce n'était ni monotone, ni fastidieux.

Exactement un mois plus tard, le 8 mars 1852, arrivait de Rome à Athènes un grand prix d'architecture, Charles Garnier, venu en Grèce pour tenter la restauration de quelque monument antique. C'était un aimable compagnon, brun et nerveux, facile à vivre, et dont l'ingéniosité d'esprit allait augmenter encore l'agrément de cette vie en commun. Par ses qualités, par ses boutades même, le nouveau venu devait beaucoup plaire à Edmond About, qui, de fait, s'attacha vite à lui. Mais artiste avant tout, doué d'une sensibilité extrême et du sens aigu de la beauté, Charles Garnier était ébloui des spectacles qui retenaient moins About. Pour Garnier, l'arrivée à Athènes avait été un enchantement. Il a laissé le début d'un journal de son séjour en Grèce, qui nous permet de suivre les mouvemens divers de son âme d'artiste dans de telles circonstances, et qui, de plus, fournit le moyen de contrôler les faits et gestes de ceux qui vivent alors auprès de lui.

« J'ai tout oublié, écrit-il en arrivant à Athènes, le 8 mars 1852, j'ai tout oublié, fatigues, ennuis, malaises, tout! Je suis à Athènes, j'ai vu l'Acropole!!! A beau mentir qui vient de loin, dit le proverbe; je défie bien de mentir sur ce que j'ai vu. Toutes les paroles enchantées, toutes les descriptions louan-

geuses sont et seront impuissantes pour dire la magnificence du spectacle; la réunion du beau dans la nature, du beau dans l'art, ces deux sources si vives de joies si pures, tout cela se trouve ici. L'impression ressentie aujourd'hui sera toujours grande et ineffaçable...

« Quel est donc le secret de la nature? La dernière impression qu'elle vous donne vous paraît toujours la plus forte. J'avais vu déjà de splendides choses avant de venir en Grèce; puis, arrivé à Patras, je me dis : « Je n'ai rien vu encore de si beau. » Je m'en dis autant à l'isthme de Corinthe et voilà que j'en redis encore autant à présent. Eh bien! disons-le bien franchement : non, je n'ai rien vu de plus beau que le golfe de Salamine. Il me paraît tout naturel que les hommes qui habitaient cette merveille de Dieu fussent les premiers artistes : ils n'avaient qu'à se laisser aller. La forme et la couleur, ces deux grands maîtres de l'art, n'étaient-ils pas toujours présens à leurs yeux?

« Nous passons devant Mégare, devant l'île de Salamine, les noms de Xerxès, de Thémistocle bourdonnent autour de moi, je me sens belliqueux, et moi aussi j'aurais défait les Perses.

« Puis le ciel se découvre peu à peu, les montagnes du fond encore teintées par l'éloignement forment un rideau magifique; un rayon de soleil traverse les nuages, et, au détour de Salamine, vient éclairer et dorer le Parthénon, en mouchetant de lumière les roches de l'Acropole.

« Eh bien! oui, j'ai pleuré de bonheur, d'émotion; c'était ma chère Acropole si ardemment désirée, si souvent et si longtemps rêvée. Combien elle me parut encore plus belle que mes rêves! Quelle exquise finesse de lignes, quelle fière tournure! Gloire à Dieu, j'ai vu l'Acropole!

« Nous avions été attendus à Kalamaki, dans le nouveau paquebot, par un Grec envoyé par Beulé, et qui devait nous éviter les ennuis du débarquement. Grâce à lui en effet, nous évitons toutes les visites de la douane, les offres des cochers ou des bateliers, et nous débarquons au Pirée comme on débarque à Saint-Cloud.

« Le Pirée, qui s'agrandit de jour en jour, n'a à peu près aucun caractère; c'est une ville qui se fait et se défait en partie. Nous prenons la grande route blanche qui va à Athènes, nous passons le Céphise, tout desséché, nous traversons de grands

bois d'oliviers, nous côtoyons l'Acropole, que nous ne quittons pas du regard, et puis, hébétés par l'étonnement, l'émotion, le cœur tout remué par les beaux noms, les grandes choses, les vieux souvenirs, nous arrivons enfin à l'École de France, où Beulé et About nous reçoivent. Nous arrivons alors à des choses plus terre à terre, nous pensons au dîner, nous causons entre nous, toute la soirée, des vieilles connaissances, on prend le thé, on fume beaucoup, et les uns et les autres, excités par une conversation intéressante pour tous, nous nous quittons enfin pour aller nous coucher. Je rentre cependant dans ma chambre, j'écris au courant de la pensée mes impressions du jour, et je me dis encore : « Quelle merveille que ce pays ! Il n'y a pas à choisir dans les arts : il faut être le bon Dieu ou architecte ! »

On sent dans le tumulte de ces pensées la sincérité de l'enthousiasme. Le lendemain, quand Charles Garnier fut visiter l'Acropole, il ne fit pas, comme Renan devait le faire plus tard, une prière savante et délicate à ce modèle de perfection dans l'art. Son admiration se traduisit autrement, sous une forme qui, pour être plus familière, n'en est pas moins cordiale et profonde. Écoutons-le encore nous dire ce qu'il éprouva dans ce premier contact avec le génie grec, en compagnie de Beulé et d'About.

« Après déjeuner, visite à l'Acropole. Il m'est impossible de dire tout ce que j'ai ressenti dans cette belle et longue visite. J'ai ressenti pourtant une espèce de velléité d'orgueil en voyant tout cela : « et moi aussi j'étais architecte, » je pratiquais le grand art, celui qui touche et impressionne si vivement et je regardais avec admiration les Propylées, et le Parthénon, et le temple de Minerve Poliade, et la Victoire aptère, et ceci, et cela, et puis je recommençais à regarder, et je fumais force pipes, l'une en l'honneur de Phidias, l'autre pour Ictinus, l'autre encore pour Mnésiclès, de sorte que, de pipe en pipe, d'admiration en admiration, quatre heures se passèrent ainsi qui nous parurent quatre minutes. Enfin nous partons émerveillés, un peu abrutis et pas mal fatigués, nous disons en retournant à l'École un petit bonjour au monument chorégique de Lysicrate, avec son charmant fleuron et ses vilaines colonnes, puis côtoyons la tour des Vents, qui laisse un peu à désirer, et rentrons enfin faire un costume. Nous le faisons tant bien que mal, car le moutard qui posait remuait à tout instant. Ça ne fait rien, c'est déjà un commencement de travail. »

A quelques-uns de ces traits, on sent la joie du véritable artiste, que le passé intéresse plus que le présent, et qui est venu pour goûter le charme de ces grands souvenirs, et aussi celui du pays qui les encadre. Sans doute, Charles Garnier se mêle à la vie quotidienne, en note, comme About, les disparates et les singularités, et l'on retrouve sous sa plume bien des incidens qui font l'agrément de *la Grèce contemporaine*. Ces constatations d'un témoin oculaire servent même à marquer combien était juste, à son heure, la critique d'About, que d'aucuns voulurent croire seulement fantaisiste et malveillante. On pourrait s'attarder à rapprocher l'opinion des deux jeunes gens et montrer que la sincérité de leur jugement est modifiée uniquement par la variété de leur tournure d'esprit. Ce serait à coup sûr un rapprochement attrayant, où Garnier se montrerait à son avantage sous bien des égards, plus sensible que son compagnon, et non moins vif ou non moins pittoresque. Nous préférons recueillir ici, de la plume de Garnier, quelques détails nouveaux sur son excursion à Égine avec About et sur la manière dont elle se poursuivit. Partis pour Égine le 2 avril 1852, sur un petit bateau ponté, les deux amis y débarquaient le soir du même jour, après une traversée de plusieurs heures, mouvementée et glaciale.

PAUL BONNEFON.

DANS LE LEVANT

Que voulait-on faire, le 18 mars dernier, lorsque la flotte combinée s'est présentée devant le redoutable étranglement coudé que les Anglais appellent *the Narrows* des Dardanelles? Était-ce un rapide « forcement de passe, » en vue d'obtenir, par la soudaine apparition d'une force navale importante devant Constantinople, une révolution favorable aux intérêts des Alliés ? Coup risqué, assurément, mais que pouvait autoriser l'exemple de Farragut. Le vigoureux amiral nordiste n'avait-il pas deux fois, en 1862 et en 1863, devant Wicksburg et devant Port-Hudson, franchi les défilés du Mississipi, sans s'embarrasser des pertes que lui causaient les canons et les torpilles des Confédérés, sans se préocuper davantage de sa retraite et des conséquences lointaines de son audace? Et si quelques-uns citaient le fâcheux précédent de l'amiral Duckworth, dont les vaisseaux avaient subi des avaries en repassant les Dardanelles, en 1807, après leur vaine démonstration devant la capitale turque, d'autres ne pouvaient-ils pas observer qu'après tout l'escadre britannique s'était tirée de ce mauvais pas ; que l'insuccès de sa mission n'était dû qu'à la difficulté d'attaquer efficacement, avec des bâtimens à voiles et une artillerie à faible portée, les nouvelles batteries que l'envoyé de Napoléon, Sébastiani, — le von der Goltz de l'époque, — avait fait élever à la pointe du sérail ; que rien de semblable, enfin, n'était à craindre pour les Alliés de 1915, puisque, à supposer qu'ils perdissent six cuirassés au lieu de trois en continuant leur route, de Tchanak à Nagara, ils seraient arrivés devant San Stefano avec douze grandes unités, sans compter les croiseurs, les contre-torpilleurs, les sous-marins même, et que la

Queen Elizabeth, à elle seule, mettant en jeu ses huit canons de 381 millimètres, qui portent à 18 kilomètres, était en mesure de réduire à merci Constantinople, les « Jeunes-Turcs » et leurs conseillers germains.

Cela était-il *possible?* Certainement oui. A-t-on eu tort de ne s'y point résoudre, — car ce n'est pas cela qu'on a voulu faire, comme nous allons le voir? A-t-on eu tort de ne pas jouer cette grosse partie où les chances favorables ne l'emportaient que de peu sur les chances contraires? Qui oserait l'affirmer? Point d'autres que les Allemands eux-mêmes, qui, avec leur mentalité témérairement offensive et leur tactique de « risque tout, » eussent peut-être tenté ce coup de fortune...

Mais, enfin ce n'était pas cela que l'amiral de Robeck voulait faire, ou qu'il avait la mission de faire. Du moins semble-t-il bien, quand on étudie de près l'opération du 18 mars, étroitement liée à celles qui l'avaient précédée depuis le 19 février, que l'on poursuivait la destruction successive et méthodique, *par la seule artillerie des cuirassés*, par le *bombardement*, des ouvrages échelonnés sur les deux rives du détroit sur une longueur d'une douzaine de kilomètres, ceux de la pointe d'Europe et de la pointe d'Asie (Seddul Bahr et Koumkalessi) étant mis à part, bien entendu.

Pour une opération de ce genre et dans les conditions où elle se présentait, point de précédens, ou de peu décisifs, à invoquer. Rien ne ressemblait moins aux Dardanelles que la passe du Könge dyb, où, le 2 avril 1801, Nelson engageait si résolument ses douze vaisseaux, ses bombardes et ses brûlots. Point de torpilles, point de batteries de côte, au moins à l'endroit où se déroula le fort de l'action; des vaisseaux rasés, seulement, bien armés, certes, mais immobiles et que l'on pouvait incendier. Et cependant, à quoi tint le succès de cet acharné combat de Copenhague? Un peu plus de fermeté de la part du gouvernement danois, et Nelson, obligé par les vents du Sud à continuer sa route vers le débouché Nord du Könge dyb, essuyait avec des navires avariés et affaiblis les feux redoutables du grand fort de Tree-Krönen.

Dans la rivière Min, au mois d'août 1884, les circonstances géographiques, le décor, si l'on veut, se rapprochent singulièrement de ce que l'on voit dans les Dardanelles. Deux passes étroites et coudées, Mingan et Kimpaï, s'encadrent de collines

accidentées, solidement tenues par des troupes chinoises relativement aguerries. Les batteries de la défense sont bien armées, au moins aussi bien que l'escadre fort hétérogène de Courbet. Mais l'amiral français sait mettre à profit pour son attaque méthodique l'avantage qu'il a de descendre la rivière, alors que les ouvrages chinois sont plutôt disposés pour battre les navires qui voudraient remonter. Là, le succès est complet. Peut-être en eût-il été de même dans les Dardanelles, le 18 mars, si, tandis qu'une partie de la flotte combinée attaquait d'aval en amont, — on sait que le courant du détroit va toujours dans le même sens, de la Marmara vers l'Égée, — une autre eût pu prendre à revers, d'amont en aval, les batteries ottomanes. Il aurait fallu pour cela que cette division franchît le passage par surprise, la nuit, une nuit de mauvais temps. On avait d'assez bons pilotes pour ne pas craindre d'échouage. Mais on aurait probablement été découvert par les projecteurs et canonné avec plus ou moins de succès.

Restait donc le bombardement pur et simple, l'attaque directe exécutée par l'artillerie des unités de combat qui, partagées en plusieurs groupes, se présentaient successivement à l'ouvert du goulet Tchanak-Kilid Bahr, afin d'obtenir des feux continus. Mais ce n'était pas seulement dans cette journée décisive qu'il eût convenu de se donner cet avantage de la continuité du bombardement et d'enlever à l'adversaire la faculté de réparer à loisir ses pertes, de restaurer ses ouvrages, de se réapprovisionner en munitions. Combien il eût été désirable qu'il en pût être de même depuis le premier coup de canon tiré sur l'ensemble des ouvrages de l'étranglement coudé de Tchanak-Nagara! Oserai-je dire que c'était, à mon avis, une des conditions essentielles du succès? — Oui, mais ce n'était pas possible. Pour entretenir un tel feu, soit directement, par le vestibule du détroit, soit indirectement, en faisant passer les projectiles par-dessus la péninsule étroite que baigne, au Nord, le golfe de Saros, un plus grand nombre de bâtimens était nécessaire, que ce fussent des cuirassés, des croiseurs (même anciens, pourvu qu'ils eussent d'assez grosse artillerie : type *Edgard*, par exemple), et, mieux encore, des bombardes ou bateaux-mortiers. Ces derniers n'existaient pas, je le sais, il y a six mois. Il n'en fallait pas tant aux arsenaux anglais pour en produire un type convenable, encore que provisoire et, peut-être,

y a-t-on pensé, car il n'est pas admissible que l'on ait perdu de vue l'avantage des feux courbes et des projectiles spécialement organisés pour la destruction des ouvrages à terre. Mais laissons cela. L'obstacle capital à la continuité du bombardement se trouva dans les conditions météorologiques fâcheuses de la saison où s'engageait l'affaire. On se rappelle combien de fois les communiqués officiels répétèrent cette phrase : « Le mauvais temps a interrompu les opérations... » Et cela fait regretter d'autant plus que l'on n'eût pas, dès le début du conflit, occupé la pointe de la presqu'île, de Seddul Bahr au vallon du Suan-déré, d'où l'on aurait pu battre avec les pièces appropriées, quelque temps qu'il fît, le groupe d'ouvrages de Kilid Bahr, pris d'écharpe ou de revers. Était-ce possible en novembre dernier, à l'époque de la première démonstration navale contre les Dardanelles? Je ne prétends pas en décider. Au demeurant, pour n'être point absolument classique et conforme aux bonnes règles dans son développement, l'attaque menée par la flotte combinée eût probablement réussi, tant étaient puissans les feux directs des canons de 254, de 305 et de 381 millimètres mis en action, si les défenseurs n'avaient eu à leur disposition les redoutables engins de la guerre sous-marine.

Nous savons fort bien, quoi qu'en aient pu dire, depuis, les officiers allemands qui dirigent les canonniers turcs des Dardanelles, que les trois cuirassés qui ont succombé le 18 mars ont été frappés par des mines sous-marines. Le *Bouvet* l'a été en particulier par une mine dérivante ou, tout au moins, par une mine fixe accidentellement détachée du champ disposé à la hauteur de la pointe Képhès, et sur laquelle il est passé, tandis qu'après avoir fourni ses feux sur les groupes Tchanak et Kilid Bahr, il revenait vers l'entrée du détroit en passant assez près de la côte asiatique. Les projectiles turcs ne sont donc pour rien dans ce pénible incident, et les assertions allemandes n'ont d'autre objet que d'essayer de mettre en relief, à la fois la puissance des canons Krupp des forts ottomans et la valeur des instructeurs germains. Ceci ne veut pas dire, bien entendu, que la flotte alliée n'ait pas souffert des feux convergens auxquels elle se trouvait en butte dès qu'elle se présentait à l'ouverture du goulet Tchanak-Kilid Bahr. Mais ce n'étaient pas ces feux qui pouvaient couler un cuirassé d'escadre en deux

minutes. Un effet aussi foudroyant ne peut se produire que par l'action d'une mine.

Quelles dispositions avait-on prises pour parer à ce très grave danger des mines automatiques?

On avait beaucoup dragué et on pensait sans doute l'avoir fait avec un plein succès. Mais peut-il y avoir un plein succès en pareille matière, alors que, dans les intervalles des travaux des dragueurs, interrompus par le mauvais temps, l'adversaire a la faculté de mouiller de nouvelles mines? Supposons toutefois qu'il ne puisse user de cette faculté. Il reste qu'on ne saurait l'empêcher ni de laisser aller au fil de l'eau, au moment de l'attaque décisive, des torpilles dérivantes, ni de garder en réserve, pour les lancer à point nommé sur les grandes unités qui se décideraient à franchir le seuil du goulet, des torpilles automobiles disposées d'avance sur des radeaux à tubes-carcasses, immergés à la profondeur de 3 à 4 mètres.

C'est que la défense par les engins sous-marins a des ressources nombreuses. Encore ne les énuméré-je pas toutes. Mais, quelles qu'elles soient, ces ressources s'évanouissent entre les mains des défenseurs, lorsque ceux-ci sont obligés d'abandonner leurs ouvrages à terre et d'évacuer la frange littorale. C'est évidemment le résultat que l'on comptait obtenir par le bombardement, direct ou indirect, exécuté par les vaisseaux. L'expérience a montré qu'à ce mode d'action, dont on ne doit pas méconnaître aujourd'hui la valeur, il fallait en joindre un autre, l'intervention d'un corps de troupes suffisamment considérable et pourvu des engins nécessaires au bombardement, — facile d'ailleurs, — d'ouvrages de côte pris à revers.

Facile, viens-je de dire. A condition, toutefois, que l'on n'ait pas laissé à la défense le temps d'organiser, en arrière de la ligne des batteries de côte et sur les crêtes mêmes d'où on les pourrait battre, des batteries de circonstance, des fortins, des blockhaus, des observatoires, des routes militaires où circulent trucs à obusiers, autos-mitrailleuses, autos-canons, etc., etc.; à condition encore qu'on ne lui ait pas donné tout le loisir de rassembler une véritable armée sur le point menacé. C'est ce que j'écrivais ici même, non seulement il y a quelques semaines (n° du 1er avril), mais il y a plus de deux ans (n° du 1er janvier 1913).

Quelle est actuellement la situation ?

Depuis six semaines, la flotte alliée est là, à l'entrée des Dardanelles, non point inactive, certes, car outre qu'elle répare ses avaries et qu'elle s'amalgame les renforts qui lui ont été envoyés, elle entretient constamment, soit dans le vestibule du détroit, soit dans le golfe de Saros, au Nord de la presqu'île, des feux suffisans pour gêner singulièrement le personnel des ouvrages germano-turcs, tandis que ses dragueurs reprennent inlassablement leur dangereuse besogne, vers Képhès, et que ses aéroplanes survolent le théâtre des opérations, tenant les chefs alliés au courant de tout.

Ajoutez bon nombre d'opérations accessoires et une surveillance incessante des abords du détroit, surveillance qui n'est point inutile, puisque, au moment où j'écris, on signale la « randonnée » audacieuse d'un contre-torpilleur ottoman qui, après avoir lancé deux torpilles, — sans succès, — sur un transport anglais, a été poursuivi par les bâtimens légers des Alliés et forcé de faire côte à Kalamati de Chio. D'autre part, on voit des aéroplanes allemands se risquer au-dessus des escadres, des campemens de Ténédos et se faire chasser vigoureusement par les hydravions anglais. Mais cette activité extérieure n'est rien à côté de celle que les Turcs, énergiquement poussés par l'État-major germain, déploient pour renforcer les défenses fixe et mobile, terrestre et sous-marine du réduit des Dardanelles. Sans aller assurément jusqu'à dire que tout est à recommencer, pour la flotte alliée, dans l'attaque prochaine, dans l'attaque qui doit être décisive et, coûte que coûte, victorieuse, on ne peut dissimuler que le temps a été remarquablement mis à profit par l'adversaire pour réparer ses ouvrages, ses plates-formes, ses affûts, — sinon ses pièces, — ses casemates, ses magasins. Bien mieux, il semble que, reconnaissant la redoutable efficacité des feux des vaisseaux contre les batteries permanentes et plus ou moins repérables, les Germano-Turcs s'attachent, toutes les fois que le terrain et l'état des routes (1) le permettent, à organiser des batteries mobiles de pièces moyennes, de 150 millimètres, par exemple, montées sur trucs et traînées par des « tracteurs » automobiles. L'avantage de la mobilité

(1) Le réseau des routes militaires de la presqu'île de Gallipoli et des abords de Tchanak-Nagara, du côté asiatique du détroit, a été très amélioré dans ces derniers temps.

prend ainsi le pas sur celui de la puissance balistique. Mais il ne faut pas oublier que la hauteur des collines qui dominent de très près les *Narrows*, — 250-300 mètres, — facilite le tir plongeant adressé aux ponts, spardecks, toits de blockhaus et de tourelles, cheminées, hunes de mâts militaires, tous organes plus vulnérables que les flancs des cuirassés. On pense qu'en combinant ces feux avec ceux des pièces battant de plein fouet qui restent disponibles dans les ouvrages permanens, on arrêtera encore les escadres assaillantes, affaiblies par les pertes que leur feront subir les engins sous-marins. Les projecteurs sont aussi rendus mobiles, et l'on s'est procuré, en vue des débarquemens possibles, tout l'attirail de la guerre moderne, tel que nous le voyons utilisé en Flandre, en Champagne, en Pologne, en Galicie. Quant aux troupes, elles sont nombreuses, et le général allemand Liman von Sanders en a pris, dit-on, le commandement. Quelle est la valeur technique et quel est l'état moral de ces rassemblemens? Il n'est pas aisé de le savoir. Bien des bruits courent sur l'impopularité de la guerre et sur celle des officiers allemands, qu'il est prudent de n'accepter qu'avec réserve. En tout cas, le soldat turc se bat fort bien dans la défensive. Il l'a prouvé, à diverses époques, à Ismaïl, à Silistrie, à Plevna, à Andrinople et Tchataldja. Il faut compter avec cette force.

Des dispositions spéciales peuvent-elles être prises par les unités de combat des Alliés contre les mines automatiques, — fixes ou dérivantes, — et les torpilles automobiles? Certainement. Sans avoir là-dessus aucun renseignement particulier, je suis assuré que, depuis six semaines, on a beaucoup travaillé de ce côté-là, à Lemnos, à Mitylène, à Besika; voire à Malte et à Bizerte, s'il s'agit d'installations d'un ordre un peu plus élevé que les « moyens de fortune. » J'ajoute qu'il y a, ou qu'il est aisé de concevoir, pour déblayer un champ de mines, d'autres méthodes que celle du dragage. Mais il est inutile d'en dire plus long sur ce sujet.

On sait quelles difficultés ont éprouvées les Turcs pour obtenir, pendant la période critique qui s'est étendue du 19 février au 18 mars, un réapprovisionnement régulier de leur artillerie de côte. C'est à ce point que l'on a pu dire que la question des Dardanelles était une question de munitions. L'arsenal de Top-hané, même sous la direction habile et vigoureuse d'une équipe allemande, ne produit pas assez d'obus. Il en faut faire

venir d'Allemagne ou d'Autriche, ce qui n'est point aisé déjà, ce qui sera impossible bientôt, peut-être, quelque prix qu'on y mette. On sent par là combien il eût été précieux que la flotte russe pût agir à l'entrée du Bosphore dans le même temps que les escadres anglo-françaises obligeaient les batteries des Dardanelles à consommer des munitions. En tout cas, ces munitions, il faut les amener aux Dardanelles, par terre ou par mer. Par terre, du côté Europe, la route est fermée, passant à Boulaïr sous le feu des vaisseaux alliés. Celle d'Asie est beaucoup trop longue, si tant est qu'elle existe au delà de Brousse. C'est donc par la mer de Marmara qu'arrivent obus, gargousses, cartouches, artifices de toute espèce. On voit, sans que j'y insiste autrement, quel intérêt il y aurait à ce que l'on pût faire passer dans cette mer des unités sous-marines susceptibles de s'y maintenir quelques jours dans une phase d'opérations décisives. Le problème peut être résolu de diverses façons, que je n'ai garde d'énumérer, me bornant à dire que ni les mines, ni les filets ne sont d'infranchissables obstacles. Je hasarderai pourtant une solution d'un caractère tout spécial, justement parce qu'il n'y a nulle chance qu'elle puisse être adoptée, les autorités compétentes en ayant certainement sous la main de moins aventurées, si tant est que la question ait été jamais mise à l'étude. La voici.

Considérons l'isthme de Boulaïr, que nous tenons sous notre feu. Cette langue de terre se développe sur une longueur d'à peu près 20 kilomètres, avec une largeur moyenne de 5000 à 6000 mètres. L'altitude de ce bourrelet ne dépasse guère 100 mètres, au faîte du vallon du Boulaïr Boyhaz. La puissance des moyens mécaniques actuels ne permet-elle pas de faire franchir un si faible obstacle à de petits bâtimens dont le poids n'excède pas 400 tonnes, et que l'on peut momentanément alléger? Nul n'en doute. Mahomet II, avec des engins rudimentaires et n'ayant à sa disposition que la force musculaire de ses soldats, ne réussit-il pas à faire passer ses galères dans le fond de la Corne d'Or, par-dessus l'isthme, deux fois plus large et plus accidenté, de Galata? Il est vrai que les Grecs de Constantin Dracozès et les Génois de Giustiniani assistèrent, stupéfaits et passifs, au développement de cette audacieuse opération, tandis que les Germano-Turcs d'aujourd'hui interviendraient avec énergie pour troubler celle dont je parle. Mais

cette intervention serait-elle efficace en présence des corps expéditionnaires anglais et français, qui auraient, au préalable, pris possession de l'isthme?...

Laissons cela, qui n'est que jeu de l'imagination ou suggestion de la mémoire, encore qu'à la guerre on se trouve toujours bien d'user de ces deux facultés. La réalisation de l'idée générale d'ouvrir aux sous-marins, et même aux bâtimens légers, l'accès de la mer de Marmara, par l'isthme de Boulaïr, supposait évidemment la mise en jeu d'une force armée assez considérable, en novembre ou décembre, avant que la lente Turquie eût pu organiser sérieusement l'armée qui occupe aujourd'hui les rives du détroit. J'ai dit ici même, il y a un mois, le regret que pouvaient concevoir les stratégistes des atermoiemens qui ont rendu plus difficile une tâche relativement aisée. J'ai reconnu aussi que les politiques étaient en mesure de donner de ces retards fâcheux des raisons qui semblent valables. Ne revenons pas sur ce sujet.

Le corps expéditionnaire français, auquel je suis ainsi conduit à consacrer quelques lignes, était encore en Égypte au moment où j'écrivais cet article, à soixante heures de navigation des Dardanelles. D'après le communiqué officiel du 9 avril, il était prêt, le 15 mars, à Lemnos, à rendre les services que l'on eût jugé convenable de lui demander. Le 15 mars, c'est trois jours avant la tentative infructueuse de la flotte combinée. Le rapprochement de ces dates est intéressant.

Nous n'avons point de nouvelles officielles du corps expéditionnaire anglais. Nous savons seulement que nos alliés ont pris possession de Ténédos, qui est aux Dardanelles ce qu'Helgoland est à l'estuaire de l'Elbe et même quelque chose de mieux.

De l'armée russe rassemblée à Odessa, point de nouvelles non plus et nous n'en aurons évidemment pas jusqu'au jour où elle aura pris terre à Kilia, ou à Kara-bouroun de Terkous, ou à Kara-bouroun d'Iniada. Cette ignorance et cette incertitude sont nécessaires. Il convient de les accepter d'autant mieux que, chacun le sent, l'opération dont il s'agit dépend dans une large mesure d'événemens diplomatiques qui ne sont peut-être pas encore entrés dans leur dernière phase. Quant à la flotte de la Mer-Noire, elle a fait preuve d'activité. Je le répète, il eût semblé désirable qu'elle agît à l'entrée du Bosphore au moment

même où nous nous présentions devant le goulet Tchanak-Kilid Bahr. Il y a eu certainement de bonnes raisons à cet apparent défaut d'accord dans les opérations des Alliés. La destruction des charbonnages d'Héraclée qui approvisionnent Constantinople et la flotte turque fut un coup très heureux, qui aura des conséquences. Les bombardemens de points intéressans de la côte de Thrace voisine du Bosphore, — notamment de ceux que je citais tout à l'heure, — tiennent l'adversaire dans une continuelle et fatigante alerte. Enfin nos alliés ont répondu à la sortie de l'escadre germano-ottomane vers Odessa (opération au cours de laquelle a péri le *Medjidieh*, bon éclaireur rapide) par l'établissement, à l'entrée du détroit d'un champ de mines où deux torpilleurs turcs sont déjà venus, dit-on, se faire couler et qui gêne singulièrement une force navale dépourvue jusqu'ici de dragueurs.

Le *Gœben*, tant bien que mal réparé, et le *Breslau*, très fatigué, sont-ils en dehors ou en dedans de cette barrière, si dangereuse à franchir? Sont-ils à Constantinople ou dans la Mer-Noire? Nous n'en savons rien; mais, en tout état de cause, nous n'accepterons pas l'opinion émise par certains journaux neutres que la seule présence de ces deux unités rapides dans la Mer-Noire puisse empêcher la mise en route, le jour où on la jugera opportune, du grand convoi destiné à transporter l'armée russe. Nos alliés ont de quoi faire face à deux unités qui, en dépit de leur valeur, ont eu à se repentir d'avoir, une première fois, affronté leur escadre cuirassée.

En résumé, nous sommes dans l'attente d'événemens décisifs qui ne sauraient guère tarder à se produire. Nous pouvons, je crois, avoir confiance dans l'efficacité des minutieux préparatifs qui se poursuivent depuis six semaines en vue d'obtenir une pression simultanée, irrésistible par conséquent, des armées et des flottes, anglo-française d'un côté, russe de l'autre, sur les deux avenues de la capitale ottomane.

Contre-amiral DEGOUY.

REVUE LITTÉRAIRE

DE MONTAIGNE A VAUVENARGUES (1)

A la page 1654 de son numéro du 27 mars 1915, le *Journal officiel* (devenu, à présent, l'une des plus belles lectures qu'il y ait, plus belle que Plutarque : on y trouve en quantité les vies et morts sublimes des hommes obscurs), a publié cette « inscription au tableau de concours pour la Légion d'honneur : — « Merlant (Joachim), capitaine à titre temporaire au 173e régiment d'infanterie. Commandant d'une ligne dont quelques tranchées avaient été enlevées par une attaque soudaine et violente de l'ennemi, et blessé grièvement à l'épaule, a tenu, avant d'aller se faire panser, à commander et à diriger une contre-attaque dont le résultat a été de reprendre toutes les tranchées perdues. » Ajoutons que maintenant le capitaine Joachim Merlant, l'épaule broyée, est à l'hôpital de Verdun, et que c'est là qu'un général vint lui épingler sur son vêtement de lit sa récompense.

Cette anecdote de courage et de constance, où la douleur est si simplement maîtrisée, où le devoir est si noblement dépassé ; cette anecdote, l'une de celles que l'héroïsme de nos soldats et de leurs chefs multiplie et qui se confondent dans la prodigalité de la vertu française, a encore plus de prix, il me semble, et se détermine d'une façon particulièrement exemplaire si l'on sait que le héros, capitaine à la guerre et, hors la guerre, professeur de littérature à l'Université de Montpellier,

(1) *De Montaigne à Vauvenargues*, « essais sur la vie intérieure et la culture « du moi, » par Joachim Merlant. — Du même auteur, *Le roman personnel de Rousseau à Fromentin* (Hachette) ; *Bibliographie des œuvres de Sénancour* (Hachette) et *Sénancour, poète, penseur religieux et publiciste* (Fischbacher).

donna l'an passé, peu de semaines avant de rejoindre son régiment, ce livre de délicate et subtile analyse, *De Montaigne à Vauvenargues*. Montaigne eût recueilli son exploit, pour s'en étonner avec modestie et pour démontrer que la souffrance « n'est pas toujours à fuir ; » et Vauvenargues l'eût approuvé avec envie, jeune homme ambitieux et que tourmenta le regret de n'avoir pas accompli un acte digne de son rêve. De Montaigne à Vauvenargues, c'est un siècle et demi de vie et de pensée françaises, et l'époque où s'élaborait en perfection le génie de la France. Chapitre après chapitre, dans le volume de Joachim Merlant, nous suivons ce lent, ce fécond travail qui anciennement nous composa notre âme ; et, la dernière page tournée, nous aimons à noter, sur le feuillet de garde, que l'auteur, ayant suivi d'étape en étape le chemin de l'âme française, est parti pour la guerre et y fut un héros. Cette note fait la conclusion du livre. Elle veut dire qu'au témoignage implicite et superbement clair d'un lettré qui, de nos grands écrivains, a nourri sa méditation perpétuelle, notre « culture » est productrice d'énergie, fleurit et s'épanouit bien. Le zèle guerrier d'un Joachim Merlant, beau en lui-même, a encore cette beauté de mettre le sceau à une œuvre ; il la consacre. Et, comme cette œuvre est tout occupée de notre littérature française, c'est (pour ainsi parler) notre littérature française qui s'en trouve consacrée, ses leçons morales glorifiées. Ce qu'un Joachim Merlant doit à nos maîtres de jadis et à leur efficacité durable, pour la formation de son intelligence et de sa volonté pareilles, il le leur a rendu, par le certificat si poignant que leur donnent son sang répandu sans regret et sa souffrance heureuse.

Nos ennemis sont énormément fiers de leur *Kultur*. Du moins en étaient-ils fiers par avance. Je ne sais s'ils le seront après l'épreuve de cette guerre. Je sais que nous ne leur jalousons pas leur fierté. D'ailleurs, ne les dénigrons pas à plaisir ; et qu'il y ait eu chez eux du dévouement, de l'abnégation forte, ne le nions pas : notre suprématie n'en éclate que mieux. Mais si, dans cette guerre, nous cherchons l'influence de la *Kultur*, nous la découvrons en orgueil, jusqu'à la mégalomanie ; en cruauté, jusqu'à la barbarie ; en frénésie entichée. Les maîtres de la pensée allemande, si nous démêlons leur ouvrage dans cette aventure, ont organisé une fatuité allemande qui ne doute pas du succès et qui, partant, risque d'égarer les courages, qui ne marchande pas sur les moyens et autorise toute vilenie pour réaliser les fins d'un orgueil morbide. Notre « culture » est d'une autre sorte, plus modeste, nuancée, tempérée de scrupules, ornée de sagesse. Nos

ennemis la méprisaient et la disaient conseillère de nonchalance : eh bien ! ils ont vu ses fidèles prompts à servir et hardiment résolus.

Pour attester la qualité vaillante de notre « culture, » il y a la foule de nos soldats, qui dépendent d'elle, et parmi eux, au premier rang, le grand nombre de leurs professeurs et instituteurs : ceux-ci, par milliers et tous également revenus des erreurs d'autrefois, tous bons enfans de la patrie ; et, par dizaines, ces normaliens, gens retirés, gens de la cité des livres, soudain sortis de leur retraite, officiers pour la plupart, si bien au feu, si crânes, sachant mourir. La liste de leurs morts est longue. Et l'on rend hommage à eux tous en louant, comme l'un d'eux, le capitaine Joachim Merlant.

Il est bien l'un d'eux et, à leur guise, pendant les jours de la paix, enfermé dans l'étude. A Montpellier, ville tranquille et ancienne, aux demeures nobles et parées de belle ferronnerie, ville méridionale et dont la gaieté admet une certaine austérité que ses traditions illustres et savantes lui confèrent, ville qui de Rabelais garde pieusement la robe de docteur, il enseigne, non seulement la littérature, mais le culte des bonnes lettres. Il a ses élèves, ses cours, sa besogne et sa rêverie. Il découvre, dans les bibliothèques, les éditions rares et les précieux volumes. Il est content, le matin qu'il a trouvé l'exemplaire le plus charmant du recueil où Guillaume du Vair met à portée de l'âme française l'éthique des stoïciens. Le volume est de 1607, chez Abel L'Angelier, au premier pilier de la Grand'Salle du Palais ; et un dessin d'une grâce exquise encadre le titre : on y voit des oiseaux, des fruits et des fleurs en guirlandes. Or, au milieu de la gravure, une main, non d'artiste, mais d'amoureux, ajouta quelques traits de plume assez adroits pour que, sans peine, on distingue deux cœurs environnés de flammes et traversés d'une flèche, puis sous l'emblème cette devise énigmatique : *Ardens Immortels au regard d'amyes*... Il est facile de déchiffrer les mots, non leur signification secrète. « Ce livre fut-il le lien de deux âmes ; n'atteste-t-il pas une dévotion stoïcienne, une spiritualité stoïcienne ?... » Et les ardens mortels qui l'ont lu, sous le règne d'Henri IV, comment arrangeaient-ils leur vie, comment réunissaient-ils, et par quels tours d'une dialectique ingénieuse, leur amour qui flambe et la vertu stoïcienne ? Ensuite, ils sont morts ; et toutes antinomies se résolvent là.

Entre nos écrivains, M. Joachim Merlant préfère ceux qui ont accordé à la solitude, au silence et à la réflexion le plus de soin, le plus de temps et qui, à leur époque et plus tard, n'ont pas fait

beaucoup de bruit. Senancour l'a tenté·· le singulier Senancour, triste et intelligent, et qui eut la maladresse de ne tirer de son intelligence aucun plaisir; mais il aimait mieux sa tristesse. Il passa, le fol Senancour, son existence à raffiner sur sa douleur et à maudire la destinée, qui au surplus ne l'épargnait pas. Ce fut à cause d'une jeune fille dont il s'éprit et qu'il eut l'ennui de ne point épouser. Seulement, cette déception d'amour, il la compliqua et la tourmenta d'idéologie afin d'accuser, au delà de tous les hasards, la substance universelle de la vie et l'essence de l'être. Et il divertissait ainsi sa malchance. Il inventa une mélancolie philosophique et poétique vers le moment où le merveilleux chagrin de Chateaubriand commençait d'alarmer les imaginations. Il n'avait pas lu *René*. Mais *René* prenait un large essor, quand *Obermann* se rencognait dans l'ombre. C'est Chateaubriand qui eut toute la gloire du chagrin; puis l'allégresse de Chateaubriand, — quelle allégresse du génie! — emporta la mélancolie de René. Lui Senancour est, par son malheur, en juste harmonie avec son invention. La destinée lui épargna cette discordance qu'il y a (et qui est si drôle) entre le désespoir de René et l'entrain de Chateaubriand ou bien entre le suicide du jeune Werther et les aubaines de M. le conseiller Gœthe. Mais songea-t-il à estimer cette onéreuse convenance de son art et de son infortune?... Il a laissé indifférente la renommée; il séduit et amuse un esprit obligeant, qui aura pitié de lui, l'aimera et lui saura gré d'avoir écrit, sur la lune et la violette, la douce automne et le silence des nuits vaporeuses, de jolies phrases démodées.

Senancour, à qui M. Joachim Merlant décerne une prédilection très attentive, appartient à une série ou, plutôt, à une famille d'écrivains, de romanciers qui, de Rousseau à Fromentin, ont illustré un genre assez bizarre, périlleux et très joli, le « roman personnel : » genre qui paraît simple et presque un peu naïf, l'auteur ne faisant rien que raconter son histoire. Il semble qu'il y ait là une spontanéité naturelle, et comme le premier effort de la velléité litteraire. On ne serait pas surpris que les littératures, en général, eussent préludé ainsi. Mais, en fait, non. La littérature est, en ses débuts, impersonnelle. Ce n'est que tardivement que l'écrivain se permet de prendre, pour objet de son art, lui-même : lui-même et ses souvenirs. Il a fallu, avant cela, deux modifications, l'une esthétique et, l'autre, morale. Esthétique : il a fallu que la notion de l'art devînt telle, si choyée et privilégiée, que l'art tout seul et de par ses prérogatives suffît à rehausser l'aveu d'une modeste aventure, l'humble vérité sans le surcroît de parures imaginatives. Et, dans l'évolution morale, il a fallu que le *moi* prît une im-

portance, un intérêt légitime, capable de justifier les bontés que l'art lui témoigne. Ce double phénomène, esthétique et moral, était accompli, au XVIIIe siècle, quand le roman personnel se dégagea de la fiction littéraire; et, depuis lors, les circonstances l'ont favorisé, l'ont mené peut-être jusqu'à trop d'exubérance. Le mémorialiste n'a-t-il pas encore plus d'audace que le romancier qui raconte son histoire? On le dirait : dans le roman, le *moi* se dissimule; et il s'exhibe, dans les mémoires. Du reste, les mémoires ont pullulé, quand le roman personnel fut à la mode. Mais enfin, les mémoires sont, habituellement, ceux du prochain plus que de nous, même si le prochain n'y est pas ménagé, comme il arrive : et les bribes de réalité que nous avons attrapées, toutes fraîches, durant la promenade de la vie, nous les mettons à sécher entre les feuillets du registre. En somme, il n'y a pas là autant d'amour-propre que d'amitié pour nos fragiles entourages. Dans le roman personnel, tout n'est que toi; et tu fais de toi un thème poétique. Ce n'est pas simple du tout; et plutôt, il y aurait là quelque perversité : le signe d'une intrépide confiance accordée à soi-même, la coquetterie de Narcisse qui sourit à son image. Et, d'autre part, penché vers lui, le romancier n'est pas toujours satisfait : plusieurs romans personnels sont des actes de repentir et, quelquefois, d'humilité. Ce genre littéraire, si varié, peu défini, va de l'outrecuidance à la confidence timide, hésite entre l'impertinence et l'excuse et a souvent, avec des ridicules, un charme d'intimité. Que de nuances! et dignes de la curiosité d'un moraliste. Dès son premier ouvrage, *Le roman personnel de Rousseau à Fromentin* (sa thèse pour le doctorat), tel nous apparaît M. Joachim Merlant : le moraliste le plus curieux de la sensibilité littéraire. Ce qu'il examine, c'est le *moi* et ses mouvemens, ses impulsions, ses pudeurs, ses comédies, ses vives sincérités, ses costumes pour aller dans le monde, ses lassitudes et son abandon dans la retraite. Il a, pour le *moi* et pour ses manigances délurées ou ingénues, beaucoup d'obligeance; et non plus il n'est point sa dupe : il débrouille très finement les roueries des plus malins littérateurs et d'un Benjamin Constant. Félicitons-le aussi de ne pas sacrifier la littérature à la morale et de n'oublier jamais que romans et poèmes ne sont pas uniquement des documens à l'usage des historiens et des philosophes.

C'est le même problème de morale et de littérature qu'il a repris, avec une maturité de pensée plus évidente, et plus loin dans le passé, au cœur même de notre histoire littéraire, quand il a préparé son livre plus récent, *De Montaigne à Vauvenargues*. Il a mis en sous-titre :

« essais sur la vie intérieure et la culture du moi. » En d'autres termes, il étudie les tribulations du *moi* depuis la Renaissance jusqu'à ce moment du XVIIIe siècle où est né, par la désinvolture du *moi*, le roman personnel. Et voilà quelque trois cents années de tentative égoïste dûment regardées, jugées et peintes.

Le *moi*, en Montaigne, a son meilleur ami, peut-être. Montaigne écrit cependant : « Qui ne vit aulcunement à autruy, ne vit guères à soy. » Ainsi Montaigne nous engage à n'être point égoïstes : mais il emprunte à l'égoïsme bien entendu son argument. Et il nous avertit de ne pas nous effrayer lorsque nous sommes généreux : « J'ay pu me donner à aultruy, sans m'oster à moy. » Se donner à autrui, c'est dans l'amitié, c'est aussi dans l'activité. Or, l'amitié ne nous ôte pas à nous-mêmes : elle nous augmente et elle nous étend ; l'amitié de La Boétie ne diminuait pas Montaigne. L'activité serait plus facilement dangereuse : elle nous gaspille. Encore, tout en se méfiant, faut-il n'aboutir pas à l'incurie. Un empereur, son empire le dispute à lui-même. Eh bien ! il n'a qu'à établir son jugement « au-dessus de son empire » et, son empire, le considérer « comme accident étranger ; » alors, il saura « jouir de soy à part. » C'est ce qu'a fait Montaigne en sa mairie : « Le maire, et Montaigne, ont toujours esté deux, d'une séparation bien claire... » Chateaubriand, lorsqu'il sera ambassadeur, regrettera de « consacrer une petite case de sa cervelle » à de médiocres affaires, aux déprédations que les pêcheurs de Jersey commettent sur les bancs d'huîtres de Granville ; et il détestera de rencontrer dans sa mémoire, s'il y fouille, les noms de MM. Usquin, Coppinger, Deliège et Piffre. C'est qu'il n'a pas réussi à séparer (suivant Montaigne) l'ambassadeur et Chateaubriand. Mais ni Chateaubriand ni Montaigne ne sont des hommes d'action. L'homme d'action préfère à lui-même son acte. Laissons Chateaubriand ; Montaigne préfère Montaigne. Plus exactement, il préfère au gaspillage de l'activité les délices de la vie intérieure. Il vivait en un siècle terriblement agité, où l'on dirait que tout le monde avait perdu l'art et le goût de se tenir coi, où un chacun dépensait une fougue inutile avec fureur, et où la vie était « extérieure » comme jamais : comme, peut-être, de nos jours. Montaigne rentre chez lui et nous convainc de rentrer chez nous, de cultiver notre jardin mental : et c'est le *moi*, notre jardin. Voilà Montaigne. Il nous enchante ; et il enchante notre auteur. Mais aussi notre auteur ne lui épargne pas toutes critiques. M. Joachim Merlant trouve admirable, dans Montaigne, « la vie intérieure de l'intelligence » et ajoute : « Il lui a manqué

un certain oubli de soi, un certain degré de chaleur morale, une certaine ferveur d'émotion, que seul l'apprentissage de la douleur, le consentement à la douleur auraient pu lui donner... » Tout cela, en effet, n'est pas de Montaigne : et voire, tout cela est si étranger à Montaigne que le langage, pour le réclamer, ne prend pas le tour de Montaigne et semble du style nouveau. M. Joachim Merlant, certes, s'en aperçoit ; s'il n'a point évité cette disparate, il l'a sentie ; je crois qu'il l'a voulue et que, par elle, il indique le caractère de sa méthode, laquelle n'est pas tout uniment historique, mais (je le disais) morale. S'il traite Montaigne comme l'un des maîtres de la vie intérieure, il ne se borne pas à figurer en lui un remarquable échantillon de l'homme de la Renaissance, et qui subit l'influence de son époque, réagit contre elle et, dans un ensemble vivant, constitue son personnage : il a des comptes à lui demander. Une méthode absolument historique a ce résultat de reléguer dans le passé, de les y confiner, de les y emprisonner, les écrivains et penseurs d'autrefois. S'ils durent, s'ils ne sont pas des morts ensevelis, amenons-les à nous et, avec toutes les précautions de la politesse, entretenons leur familiarité, continuons la causerie. Ils y consentent : les plus grands y consentent le mieux.

Du reste, les reproches qu'il faut adresser à Montaigne, nous ne les inventons pas. Il a été secoué. Son ennemi, ce fut l'ennemi du *moi;* ce fut Pascal. Et Pascal, le soin de la justesse historique ne le gêne pas. Ce qu'il va chercher dans Montaigne, c'est la doctrine et c'est le *moi*. Or, depuis Montaigne jusqu'à ce dur janséniste, le *moi*, que Montaigne émancipait et instruisait, profita de ses libertés, les embellit.

A la fin du XVIe siècle, il y a une diffusion très singulière d'idées antiques et païennes dans la pensée française : idées stoïciennes et idées platoniciennes. Au chapitre de M. Joachim Merlant, joignons, pour connaître bien cet épisode, le savant ouvrage de Mlle Léontine Zanta, *La renaissance du stoïcisme au XVIe siècle*, où Juste Lipse et Guillaume du Vair sont à l'honneur. Nous avons eu des stoïciens sous le règne d'Henri IV. Guillaume du Vair enseigne que l'homme est le maître de son âme. Il déclare que, « si nous voulons avoir du bien, il faut que nous le donnions à nous-mêmes. » Il écrit : « La nature a mis le magasin en notre esprit ; portons-y la main de notre volonté, et nous en prendrons telle part que nous voudrons... » Il affirme que nos passions, de qui notre destinée dépend, sont esclaves de notre volonté. Il accorde à la volonté la prépondérance ; il confie au *moi* le

gouvernement de lui-même. Le stoïcisme libère le *moi* et lui décerne l'autonomie : il le dompte ? plutôt, il le charge de se dompter. Et le platonisme lui fait une beauté. M. Joachim Merlant n'a pas tort, à mon avis, de rattacher aux idées platoniciennes qui ont eu la vogue vers la fin de la Renaissance le grand souci de vivre en beauté que révèlent les précieuses, que révèle aussi le roman de *l'Astrée* et que révèle toute la coquetterie du siècle. Honoré d'Urfé a écrit des *Épîtres* stoïciennes, dont il a dédié le troisième livre à Marguerite de Navarre; et, à cette Marguerite, Antoine d'Urfé, le frère d'Honoré, adressait en 1592 une épître platonicienne, *De la beauté qu'acquiert l'esprit par les sciences*. L'antiquité a beaucoup d'influence alors, et non pas seulement sur l'art et la littérature, mais sur les âmes. L'antiquité : le paganisme. Et cela nous étonne, de voir une société chrétienne si docile aux leçons des païens : leçons d'orgueil et de volupté spirituelle. Cela nous étonne : nous sommes un peu pharisiens. C'est, au contraire, une jolie chose, l'accord où ont vécu ensemble, durant le XVIIe siècle, la pensée païenne et la chrétienne. Et cet accord, plus tard, qui l'a défait, défaisant ainsi l'une des grâces de l'âme française? l'impiété. Doctrine d'orgueil, le stoïcisme ne choque pas les chrétiens, avant l'époque de l'impiété. Le ménage Dacier, en 1691, traduit les *Pensées* de Marc-Aurèle et annonce : « Notre unique dessein a été de faire de ce livre un livre de piété. » Nous séparons avec trop de violence, peut-être, ce qui se rapproche sans nul scandale. Le stoïcien Guillaume du Vair est fidèle à ses croyances religieuses : il n'invoque pas un dieu philosophique, mais Dieu ; et il remercie Notre-Seigneur qui, par ses heureuses paroles, « suggère en un moment tout ce que les veilles de tant d'années ont pu acquérir de plus beau aux esprits des plus sçavans philosophes. » Et il aperçoit donc une évidente analogie entre la sagesse des philosophes et la vérité de la foi. Semblablement, M. Strowski a signalé (dans son *Saint François de Sales*) une bien ravissante analogie entre les dires de saint François, touchant l'amour divin, et les théories de l'amour que présente la mondaine *Astrée* d'Honoré d'Urfé. Adamas, dans *l'Astrée*, dit à Céladon : « Toute beauté procède de cette souveraine bonté que nous appelons Bien. Le soleil que nous voyons éclaire l'eau, l'air et la terre d'un même rayon. Le soleil éternel embellit ainsi tous les êtres. La clarté divine brille plus en l'entendement angélique que dans l'âme raisonnable, et dans l'âme raisonnable que dans la matière... » Et toute beauté est un rayonnement de Dieu. Et la spiritualité amoureuse tient des propos mystiques. Et Honoré d'Urfé eut pour ami ce Favre

qui fut l'ami intime de saint François. Et, dans son *Esprit de saint François de Sales*, Camus célèbre *l'Astrée*, « entre les romans et livres d'amour, l'un des plus honnestes et des plus chastes qui se voyent; la mémoire m'en est douce comme l'épanchement d'un parfum... » Et nous sommes (j'avais raison) des pharisiens qui ne comprennent rien à l'âme d'il y a trois siècles à peine, notre âme d'hier, si nous distinguons rudement l'une de l'autre *l'Astrée* et *l'Introductiou à la vie dévote*.

Saint François de Sales professe que chaque âme « est comme un grand royaume qui, pour se conserver, a ses lois et ses maximes différentes. » Et il a dit que l'inquiétude était « le plus grand mal qui arrive en l'âme, excepté le péché. » Guillaume du Vair, pareillement, condamne la tristesse, qu'il appelle « rouille et moisissure » de l'esprit, et qui fait mine d'être « pie et religieuse, » et qui n'est que « tromperie. » Saint François de Sales ne veut pas que le zèle religieux nous induise en l'excès du remords. Soyons marris de nos fautes ; mais n'allons pas jusqu'à « une déplaisance aigre et chagrine, despiteuse et cholère. » Il ne veut pas qu'à l'égard de nos âmes, si imparfaites et qui cherchent la perfection, nous agissions avec violence : « Mettez votre esprit en repos et tranquillité, faites rasseoir votre jugement et votre volonté, et puis, tout bellement et doucement, pourchassez l'issue de votre désir, prenant par ordre les moyens qui seront convenables, je ne veux pas dire négligemment, mais sans empressement, trouble et inquiétude ; autrement, au lieu d'avoir l'effect de votre désir, vous garderez tout et vous embarrasserez plus fort... » Montaigne aurait aimé ces lignes de saint François : il entendait lui-même se manier avec plus de douceur adroite que de sévérité revêche. Montaigne aurait aimé saint François, qui l'eût « repris, » mais non « d'une trongne trop impérieusement magistrale : » et c'est toute la condition que pose Montaigne à qui vient lui offrir quelque vérité ou réprimande.

Il y a plaisir à trouver en bonne intelligence Montaigne, les stoïques et platoniciens, Guillaume du Vair, saint François de Sales et Honoré d'Urfé. Leurs contrariétés, que nous n'omettons pas non plus, ont donné à notre littérature et à notre pensée française la plus agréable variété : leur facile réunion met de l'harmonie dans cette variété. Comme aucun d'eux n'a eu la « trongne magistrale, » les idées qui nous viennent d'eux se rassemblent aisément et ne nous font pas des âmes bouleversées. La continuité que, sans artifices, M. Joachim Merlant découvre dans la littérature morale qui va de

Montaigne à Vauvenargues montre que l'âme française eut, en sa florissante jeunesse, le plus beau développement, logique et naturel. De même qu'un arbre sain lance de divers côtés ses rameaux, — et chacun d'eux obéit à la puissance de la sève, à la qualité de l'essence; et tous composent l'arbre : la libre fantaisie de chacun d'eux est fidèle au dessin général, — ainsi le *moi*, au XVIe siècle, pousse allégrement ses tentatives. Montaigne, Guillaume du Vair, saint François de Sales et Honoré d'Urfé demandent à la méditation l'embellissement de l'âme. Il ne s'agit guère, pour ces moralistes, que de « culture intérieure. » Voici Corneille : et alors, la beauté de l'âme, c'est l'activité. Le *moi* ne se confine plus; mais il se jette dans la mêlée des passions, il organise des combats et y réclame le rôle principal, la suprématie, la domination. Voici, avec les héros de la Fronde et, mettons, avec Paul de Gondi cardinal de Retz, le « *moi* glorieux, » le *moi* qui fait d'élégantes folies, le *moi* qui splendidement tourne mal. Un Paul de Gondi cardinal de Retz a bel et bien supprimé toutes les contraintes; et il se trémousse. Il s'amuse. Il n'est pas un homme d'État, mais un chef de parti : n'est-il pas, quelquefois, un émeutier? A-t-il une morale? Non; mais il obéit à des maximes d'entrain, de gaieté, d'effronterie, de fourberie et puis d'honneur. Il n'a pas de vertu : il a, comme on disait dans le désordre italien de la Renaissance, de la *virtù*. Le *moi* se donne du bon temps. Pascal le châtie. Et le gouvernement du Roi, qui maintient l'ordre dans l'État, calme le remuement des consciences. Il ne leur inflige point un esclavage : il leur laisse, et même il leur assure, la suffisante et l'innocente liberté qui permet aux plus vives singularités de se produire. Un La Fontaine, un Méré, un Saint-Évremond réalisent des chefs-d'œuvre d'originalité, dans leur vie, et ajoutent à l'art de vivre des recettes. D'ailleurs, ils ne vont point à l'extravagance. Ils ont, pour les retenir, du goût; leur goût les avertit de ne dépasser point la mesure : et ils honorent la raison. La raison vaut qu'on se fie à elle, pour empêcher les égaremens de l'esprit et les égaremens du cœur. C'est à elle que Mme de La Fayette livre le cœur troublé de la princesse de Clèves : nos passions s'épuisent à nous martyriser; la raison les émousse. Et l'œuvre de la raison, si utile, n'est pas un jeu, n'est pas un divertissement. Mme de La Fayette n'évite pas toute mélancolie : elle nous offre seulement une sagesse. Il y a de l'abnégation dans la sagesse.

Il me semble que toutes les idées du siècle, toutes les nuances d'idées, et tous les sentimens, toutes les tentatives ingénieuses pour comprendre et aussi toutes les finesses de l'émoi, se retrouvent en

Fénelon, qui les achève et, souvent, les détériore. Il y a, dans ce clair et subtil génie, des mélanges extraordinaires : il y a en lui du Précieux et du Glorieux; il y a en lui du Pascal; et il y a en lui de l'incompréhensible. Ce qu'il invente, c'est, en quelque sorte, une dialectique de l'ineffable... Et Vauvenargues, si malheureux, ce qu'il invente, c'est la sérénité philosophique. Marmontel l'a vu souffrir et mourir, dans une petite chambre, à l'hôtel du Paon, et plus tard disait : « On n'osait pas être malheureux auprès de lui... » La vue d'un animal blessé, d'un cerf qu'on poursuit dans les bois, d'un arbre qui penche et qui traîne ses rameaux dans la poussière, d'un vieux bâtiment qui s'abîme, d'une fleur qui pâlit, d'un pétale qui tombe, lui plongeaient l'esprit « dans une rêverie attendrissante; » mais il savait résister contre la tentation des larmes et, sans se guinder, il affirmait la beauté de la vie.

Je vais trop vite et ne puis m'arrêter à tous ces reposoirs de la pensée que nos écrivains des beaux siècles ont bâtis et ornés de leur rêverie. M. Joachim Merlant s'y attarde; il y fait oraison.

Que d'autres, avant lui! Et, après lui, que d'autres encore suivront ce même chemin, de Montaigne à Vauvenargues!... Nous avons là nos origines. Ces grands hommes, que nous appelons nos Classiques, sont véritablement nos pères. Ils sont aussi (comme, des Latins et des Grecs, disait Montaigne) nos bons amis du temps passé. Nous leur devons, mieux que la vie, notre idée de la vie. Et Montaigne disait: « Je n'ai pas plus fait mon livre que mon livre m'a fait; » leurs livres nous ont faits. Nous ressemblons à leurs livres. Cependant, ils ne nous astreignent pas. Leur discipline est clémente : ils nous laissent nous échapper. Même alors, il est et il doit être visible, à notre allure, que nous venons d'eux. Puis, nous revenons à eux; nous les consultons.

Est-il des problèmes que nous n'ayons à leur soumettre? M. Joachim Merlant n'a pas craint de leur poser des questions nouvelles. Sur « la vie intérieure et la culture du moi, » il a interrogé Corneille. Nouvelles questions? Nouveaux, surtout, les mots. Et Corneille a répondu. Il est vrai que les mots sont des signes de réalité; le vocabulaire nouveau indique une réalité nouvelle. Mais la réalité change plutôt en ses apparences que dans son tréfonds. Nos bons amis du temps passé ne sont pas dupes des apparences. Ils nous reconnaissent; et ils reconnaissent notre souci, le leur. Ainsi, leur conseil continue, ou de nous diriger, ou bien de nous aider.

Ils sont charmans et d'aimable accueil. Aucun d'eux n'a une mine

rébarbative et une grimace de docteur. Que de bonhomie, dans leur compagnie admirable! C'est un Stoïque (et les Stoïques ont de la fierté) ce Guillaume du Vair qui présente son livre en ces termes : « Quant à ce peu qui est du mien, qui n'est quasi que la disposition et les paroles, je vous le présente comme Apelle et Polyclète faisaient leurs tableaux et images, le pinceau et le ciseau encore à la main, prêt à réformer tout ce qu'un plus délié jugement y trouvera à redire. » Ils ont tous cette aménité souriante et cette politesse. Seul est impérieux et violent Pascal; il nous malmène et il nous tarabuste. Mais ce n'est pas lui : c'est Dieu! Il ne veut être, lui, qu'un homme qui s'est mis à genoux et a prié Dieu de soumettre à l'évidence nous et lui. Entre Pascal et tous les autres, il y a un abîme; et saint François de Sales, si je ne me trompe, s'entretient plus commodément avec Montaigne ou Honoré d'Urfé qu'avec le Solitaire, lequel n'a de commerce qu'avec Dieu. Comme il nous objurgue pourtant, Pascal! Donc, il nous aime. Il nous aime en Dieu; les autres, dans le monde. Et voilà nos amis du temps passé, bons amis et perpétuels amis, soit pour vivre, soit pour le dernier acte de mourir.

Je me souviens qu'aux premiers jours de la guerre, un paysan qui partait regardait par la fenêtre du wagon la campagne, les champs, les vergers fleuris de soleil, les collines gracieuses et disait : « Ça vaut la peine de se battre pour tout ça !... » Et aussi pour ceci qui est l'âme de la France, son âme digne de son visage! Alors on a vu animés d'une ardeur égale, pour la défense du double héritage, ceux qui avaient à garder le sol, ceux qui avaient à garder la pensée, soldats soudains et soldats pareils, ce paysan que je n'ai pas revu et ce lettré issu de la lignée qui va de Montaigne à Vauvenargues.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les ententes internationales ne sont tout à fait certaines que lorsqu'elles sont définitivement conclues, signées et paraphées. En est-il ainsi de celle que l'Italie a négociée pendant ces dernières semaines avec les Puissances de la Triple-Entente ? Nous ne saurions le dire, mais il semble bien que l'affaire soit assez avancée pour qu'à la dernière minute un incident imprévu ne vienne pas arrêter le cours naturel des choses, qu'on peut vraiment appeler celui du destin. Le bruit court toutefois que la diplomatie austro-allemande fait en ce moment une tentative suprême pour ressaisir les chances qui lui échappent, mais on ne croit guère à son succès. La guerre dure depuis neuf mois. L'Italie a une intelligence politique trop avisée et trop exercée pour qu'elle ait mis aussi longtemps à peser le pour et le contre et à prendre un parti. Son intérêt est trop évidemment solidaire de celui de la Triple-Entente pour qu'elle ait pu s'y tromper. Aussi sommes-nous porté à croire que, dès le début, elle a envisagé comme inévitable le parti qu'elle paraît être sur le point d'adopter.

Pourquoi donc ne l'a-t-elle pas adopté plus tôt ? Est-ce, comme de méchantes langues l'ont dit, parce qu'elle a attendu le moment où le gros de la besogne aurait été fait par d'autres ? Rien n'autorise à croire qu'elle ait obéi à un pareil calcul. Il est naturel, avouons-le, qu'avant de se lancer dans une entreprise redoutable, elle ait tenu à se rendre compte de la valeur militaire de la Triple-Entente. Depuis plus de quarante ans, le prestige de l'Allemagne était si grand et le sentiment qu'on avait de sa puissance était si profond, que si l'Italie a voulu voir dans quelle mesure les forces en présence s'équilibreraient, nul n'a le droit de lui en faire un grief. Elle n'était pas dans la même situation que nous au commencement de la guerre. Nous avions un engagement avec la Russie ; elle n'en avait pas de semblable avec la Triple-Entente, et l'Autriche et l'Allemagne, par la manière dont

elles ont déchaîné la guerre à son insu, l'ont déliée de celui qu'elle avait avec elles. L'Italie était libre et, n'ayant d'obligations dans aucun sens, elle n'avait à consulter que son intérêt. Qu'elle l'ait reconnu tout de suite du côté de la Triple-Entente, la promptitude qu'elle a mise à proclamer sa neutralité et le soin qu'elle a pris de dégarnir notre frontière commune des forces militaires qu'elle y avait concentrées, en sont une preuve. Si elle n'a pas fait davantage et s'est confinée pendant neuf mois dans la neutralité, c'est qu'elle n'avait pas prévu la guerre et n'y était pas préparée. L'avions-nous prévue, nous y étions-nous suffisamment préparés nous-mêmes ? Non sans doute, et nous serions mal venus à adresser à l'Italie un reproche que nous avons mérité plus qu'elle, puisque nous étions beaucoup plus directement menacés. Quoi qu'il en soit, son armée n'était pas prête. Du long et pénible effort qu'elle avait fait en Tripolitaine elle était sortie victorieuse, mais fatiguée, sans parler de l'usure que son matériel de guerre avait éprouvé. Ses finances mêmes avaient besoin de quelque repos. Pour tous ces motifs, l'Italie n'était pas en situation, il y a neuf mois, d'intervenir immédiatement dans l'immense conflit. Un temps de répit lui était nécessaire. On sait comment elle l'a mis à profit. Elle avait, au début, un ministre de la Guerre comme nous en avons eu quelques-uns nous-mêmes, qui avait pris son ministère au rabais et n'avait pas maintenu ou rétabli la défense nationale au niveau des obligations qu'imposait impérieusement la situation nouvelle. Le ministre a été changé ; les crédits indispensables ont été demandés au patriotisme de la Chambre et votés sans difficulté; depuis ce moment, l'œuvre a été poursuivie et menée à bien avec une activité qui ne s'est pas un seul instant relâchée. Il s'est passé en Italie, — toutes proportions gardées, — quelque chose d'analogue à ce qui a eu lieu en France au commencement de la guerre. La résistance héroïque de la Belgique nous a donné le temps de mettre notre résistance au point : à son tour, notre résistance, qui nous a si fort grandis dans l'estime du monde, a permis à l'Italie de remettre son armée sur pied pour la défense de ses intérêts. Entrer prématurément dans la guerre aurait été pour elle une aventure ; si elle y entre demain, elle le fera avec toutes les chances de succès dont la prévoyance humaine peut s'entourer. Elle a attendu le moment le plus favorable : ce moment est venu, et il n'y a plus maintenant pour elle qu'à ne pas le laisser échapper.

Pendant ces neuf derniers mois, l'action diplomatique semble s'être constamment mêlée à la préparation militaire. L'Italie est, à un degré

supérieur, une nation politique; à l'extérieur, comme à l'intérieur, les négociations sont son élément naturel; elle s'y complaît parce qu'elle y excelle. Nous ne la choquerons pas en disant qu'au point de vue de la préparation militaire, l'Allemagne lui est supérieure, — et, si ce jugement la désobligeait, nous commencerions par nous l'appliquer à nous-mêmes, — mais nous reprenons, elle et nous, des avantages par d'autres côtés, et sur le terrain de la politique pure, elle est sans rivale. La diplomatie allemande, en particulier, lutterait difficilement contre la sienne. Dieu sait toutes les bévues que cette diplomatie a accumulées depuis le commencement de la guerre, pour ne pas remonter plus haut! L'Allemagne s'est crue assez forte pour se passer d'habileté. Arrogante dans son esprit, brutale dans ses procédés, elle a prétendu régner par l'intimidation et par la terreur. Avec l'Italie, toutefois, elle a senti qu'il fallait employer des procédés un peu différens. L'Italie était l'alliée de la veille et, aujourd'hui même, l'alliance n'a pas été officiellement rompue : le chiffon de papier subsiste encore. L'empereur Guillaume a donc envoyé à Rome le plus adroit, non seulement de ses diplomates, mais de ses hommes d'État. Mais que pouvait-il faire? Dès le premier moment, sa mission a provoqué le scepticisme et nous ne serions pas étonné qu'il eût lui-même partagé ce sentiment. Ce qu'il pouvait offrir était par trop inférieur à ce que l'Italie attendait, demandait, exigeait. On assure qu'au dernier moment, M. de Bülow, brûlant héroïquement ses dernières cartouches, a proposé de faire de Trieste une ville libre comme Hambourg. Nous avons peine à croire qu'il soit allé jusque-là et, s'il l'a fait, que l'Italie s'en déclare satisfaite. Elle a trop de finesse pour ne pas comprendre qu'une offre pareille ne peut pas être sincère. A les supposer victorieuses, l'Allemagne et l'Autriche auraient vingt moyens de la rétracter. Ce n'est d'ailleurs pas la liberté, mais la possession de Trieste que l'Italie revendique. La lecture de ses journaux donne à penser qu'elle ne se contentera pas de Trieste et qu'il lui faut encore Pola et toute l'Istrie. Plus encore, au moins une partie de la Dalmatie. Il n'est pas croyable que le prince de Bülow puisse pousser aussi loin ses libéralités.

La Triple-Entente seule peut le faire, à la condition toutefois qu'une part suffisante soit réservée à la Serbie, qui s'est couverte de gloire pendant toute cette guerre et dont on ne saurait exagérer les mérites; mais on peut être sûr que la Russie a su les faire valoir et les défendre, et sûr aussi que ni l'Angleterre ni la France ne les ont méconnus. Quelle sera la part faite à l'Italie et à la Serbie sur la côte

orientale de l'Adriatique ? Les journaux italiens et russes ont échangé à ce sujet des polémiques dont la vivacité a pu un moment inspirer quelques craintes : mais nous avons confiance dans la sagesse finale des gouvernemens. On s'entendra, si on ne l'a déjà fait, parce qu'il faut et qu'on veut s'entendre sur une question qui, quelque délicate et difficile qu'elle soit, n'est pas insoluble. L'Italie sera incontestablement la puissance dominante, la reine de l'Adriatique, mais la Serbie y aura sa place légitime, bien différente du débouché étroit et mesquin que l'Autriche lui avait promis autrefois à travers l'Albanie, et qu'elle ne lui aurait sans doute jamais donné franchement. La Serbie deviendra donc une Puissance maritime : elle aura enfin cet accès à la mer qu'elle réclamait et poursuivait depuis longtemps, comme le poumon cherche l'air sans lequel il ne peut pas vivre. Rien de tout cela ne pouvait être consenti par l'Autriche et par conséquent par l'Allemagne : aussi est-il très vraisemblable que, soit du côté de l'Autriche et de l'Allemagne, soit du côté de l'Italie, les négociations ont eu, au fond, un caractère dilatoire. On se doutait bien qu'elles n'aboutiraient pas, mais de part et d'autre on voulait gagner du temps. Nous avons dit plus haut pourquoi ce désir, cette volonté étaient ceux de l'Italie : le temps lui était précieux pour refaire ou pour compléter ses armemens. Quant à l'Allemagne et à l'Autriche, en dépit de l'échec de tous leurs plans militaires, elles ne désespéraient pas qu'un heureux hasard viendrait, peut-être, rétablir leurs affaires et décourager les velléités interventionnistes de l'Italie. Mais ce hasard n'est pas venu ; la guerre a conservé le même caractère ; les chances raisonnables de succès sont toujours restées du côté des Alliés. L'Italie a de trop bons yeux pour ne l'avoir pas vu, et si elle a pensé que son intervention, se produisant à l'heure opportune, augmenterait encore ces chances, il est à croire qu'elle ne s'est pas trompée. Nous allons entrer dans une nouvelle phase de la guerre avec le printemps qui avance et les concours nouveaux qui se déterminent en notre faveur, concours de l'Italie qui paraît certain, concours des peuples balkaniques qui en sera la suite.

Un ancien ministre roumain, M. Istrati, dont Paris applaudissait il y a quelques semaines une conférence toute vibrante de patriotisme roumain et latin, disait un de ces derniers jours qu'il y avait un traité entre l'Italie et la Roumanie et que l'intervention de l'une entraînerait celle de l'autre. Nous ne savons si l'arrangement a eu un caractère obligatoire aussi précis : en tout cas, les deux pays se sont mutuellement promis que l'un n'interviendrait pas sans en avoir avisé l'autre

quelque temps d'avance, afin qu'il pût intervenir aussi ; et en effet il est probable que l'intervention de la Roumanie suivra de près celle de l'Italie, si même les deux interventions ne se produisent à la fois. L'analogie des situations est frappante. La Roumanie, comme l'Italie, est une nation dont la formation géographique n'est pas encore tout à fait terminée ; elle a aussi son irrédentisme qui porte spécialement sur la Transylvanie et la Bukovine, et l'occasion est si bonne pour s'en emparer qu'il semble impossible de ne pas en profiter. Et ici nous poserons la même question que pour l'Italie : pourquoi la Roumanie n'est-elle pas intervenue plus tôt ? Dans les deux cas, les motifs sont à peu près les mêmes. La Roumanie, elle non plus, n'était pas tout à fait préparée à une guerre qu'elle n'avait pas prévue si prochaine. Son armée, qui est excellente, n'avait pas son matériel de guerre au complet. Elle avait enfin, tout le monde le sait, un gouvernement qui avait l'habitude de s'orienter du côté de Berlin et ne pouvait pas la perdre en quelques jours. La dynastie régnante est allemande, elle appartient à une branche de la famille Hohenzollern. On a cru d'abord que la mort du vieux roi Carol, qui était personnellement inféodé à l'Autriche et à l'Allemagne, modifierait instantanément cette situation : le changement n'a pas été aussi rapide qu'on l'avait espéré. Enfin le premier ministre, M. Bratiano, a trop longtemps vécu sous le régime ancien pour ne pas en partager les tendances. Mais si ce sont là des obstacles, ils ne sont pas invincibles, ils ne peuvent amener que des retards. L'intérêt national parle trop haut pour que sa voix ne soit pas entendue. L'opinion générale, en Roumanie, a été dès le premier moment interventionniste, sous la réserve du choix de l'heure où l'intervention se produirait et des conditions où elle le ferait. On attendait à Bucarest que les progrès des Russes fussent plus accentués en Galicie et sur les Carpathes. On attendait enfin et surtout que l'Italie se décidât. Ces conditions étant aujourd'hui remplies ou sur le point de l'être, il est permis de croire que le moment approche où la Roumanie se mettra en mouvement.

A-t-elle eu, comme l'Italie, des négociations avec l'Autriche et l'Allemagne? C'est probable, mais comme elles ne se sont pas produites par l'intermédiaire d'un prince de Bülow, elles ont eu moins de retentissement. Elles ne pouvaient d'ailleurs pas avoir un meilleur résultat. L'Autriche avait en effet les mêmes bonnes raisons pour ne pas céder la Transylvanie et la Bukovine à la Roumanie que pour ne pas céder Trente et Trieste à l'Italie. On lui demandait, pour ne pas lui

faire la guerre, de se dépouiller de tout ce que la guerre la plus désastreuse aurait à peine pu lui arracher. Ni la politique, ni l'honneur ne lui permettaient d'y consentir, et nous ne sommes pas surpris des résistances obstinées du vieil empereur François-Joseph à de pareilles propositions. S'il faut tout perdre, mieux vaut le faire les armes à la main. Il y a eu un moment où on aurait compris que, pour limiter sa perte à ce qui était déjà moralement perdu, l'Autriche eût fait la paix. Elle aurait sacrifié une partie pour conserver le reste. Il est trop tard aujourd'hui pour faire ainsi la part du feu et on ne voit plus ce qui pourrait arracher l'Autriche à la fatalité qui plane sur elle. On sait ce que nous pensons de cette situation, nous la déplorons : l'Autriche est nécessaire à l'équilibre de l'Europe et, après sa dislocation, Dieu seul sait comment cet équilibre se rétablira. Il faut n'avoir jamais ouvert un livre d'histoire et n'avoir pas compris le premier mot de ses leçons pour n'être pas effrayé de l'avenir que cet effondrement nous prépare. Mais qu'y pouvons-nous ? A chaque jour suffit sa peine : celle du jour présent est assez lourde pour nous occuper tout entiers. Ce n'est pas aux Alliés à réparer les fautes de l'Autriche et à lui assurer la possession des provinces que convoitent l'Italie et la Roumanie. Ils le voudraient d'ailleurs qu'ils ne le pourraient plus.

Un des motifs qu'invoquait la Roumanie pour retarder son intervention était la crainte qu'inspirait la Bulgarie, ce Méphistophélès des pays balkaniques. Nous ne savons pas si, de la part de la Roumanie, cette crainte était bien la principale explication de sa neutralité et, au surplus, cela importe peu. La Grèce raisonnait comme elle et mettait aussi la Bulgarie en avant pour justifier qu'elle restât en arrière. On a fait par là à la Bulgarie une situation exceptionnelle dans les Balkans et sans doute on a fort grossi son importance. Quoi qu'il en soit, tous ceux qui ne voulaient pas marcher encore trouvaient un prétexte dans l'immobilité équivoque et inquiétante de la Bulgarie dont la politique de sphinx arrêtait tout. M. Venizelos lui-même a cru que la Grèce ne pouvait pas bouger sans s'être assuré le concours, ou pour le moins la neutralité de la Bulgarie en lui accordant d'importans avantages territoriaux et bien que ces projets, qui n'ont pas été suivis d'effet, appartiennent au passé, ils influent trop puissamment encore sur la situation actuelle de la Grèce pour que nous n'en disions pas quelques mots. Nous l'avons fait déjà il y a quinze jours, mais, à ce moment, M. Venizelos n'avait pas livré à la publicité les deux lettres qu'il a écrites au Roi au mois de janvier

dernier et cette publication est un fait trop important pour être passé sous silence. On a reproché à M. Venizelos de l'avoir faite. Il est certain que l'acte est peu correct; mais, s'il y a eu incorrection de la part de M. Venizelos, ce n'est pas la première qui ait été commise : la première a été faite contre lui par le Cabinet qui lui a succédé et il est en droit de dire qu'il s'est seulement défendu. M. Venizelos a donné sa démission parce qu'il n'a pas pu décider le Roi à intervenir auprès des Alliés dans leur entreprise contre les Dardanelles et Constantinople. La cause de sa chute est là, non pas ailleurs. Pourquoi donc a-t-on réveillé, si ce n'est pour lui nuire, pour essayer de le discréditer dans l'opinion, une affaire toute rétrospective qui, de son propre consentement, n'avait pas eu de suites? C'est un procédé qu'un homme de meilleure composition que M. Venizelos aurait difficilement accepté. Quant à lui, grand homme d'État sans doute, mais homme de lutte, ancien conspirateur et insurgé habitué à des combats corps à corps, il n'a pas pu se retenir de répondre à des coups par des coups et, puisqu'on avait mis en cause sa politique en n'en découvrant qu'une partie, il n'a pas résisté à la tentation de la découvrir tout entière, c'est-à-dire d'en montrer les contre-parties. Et ce n'est pas lui qui a perdu le plus à cette révélation : sa renommée d'homme d'État en a plutôt grandi dans le monde.

Donc, au mois de janvier dernier, M. Venizelos a adressé deux lettres ou mémoires au roi Constantin pour lui faire part de la manière dont il envisageait alors les intérêts de la Grèce ou plutôt de tout l'hellénisme. On a dit que la politique qu'il y exposait était nouvelle chez lui et qu'il en avait précédemment soutenu une autre. C'est possible, mais les situations changent et la marque d'un homme politique est de changer avec elles, lorsque ce changement ne porte d'ailleurs atteinte à aucun de ces principes auxquels l'honneur d'une vie est de rester fidèle. Assurément on n'était pas dans un cas de ce genre. La Grèce avait été invitée par l'Angleterre, c'est-à-dire par les Alliés, à sortir de la neutralité pour porter secours à la Serbie. C'était au moment où celle-ci était menacée par l'Autriche d'une agression nouvelle sous laquelle elle semblait devoir succomber: elle l'a, au contraire, repoussée par la victoire, mais qui aurait pu le prévoir? La Grèce était d'ailleurs liée à la Serbie par un traité : à tous égards, elle devait lui donner son appui, mais elle ne pouvait le faire que si elle ne s'exposait pas elle-même à une agression de la part de l'inévitable Bulgarie. C'est ici que M. Venizelos a montré un coup d'œil vraiment supérieur : il a compris qu'il fallait désarmer une fois pour toutes la

Bulgarie en lui accordant les satisfactions qui effaceraient pour elle les pires conséquences de la faute qu'elle a commise en 1913, lorsqu'elle a traîtreusement attaqué ses alliés de la veille et essayé de les dépouiller des conquêtes que l'Europe leur avait reconnues. Certes, nous n'excusons pas la Bulgarie à cette époque, mais à tout péché miséricorde, surtout lorsque l'intérêt général le conseille et le commande. Nous sommes d'ailleurs convaincu, pour notre compte, que l'attribution de Cavalla à la Grèce a été une erreur et qu'aucune paix durable ne sera rétablie dans les Balkans aussi longtemps qu'elle ne sera pas réparée. La Grèce peut se passer de Cavalla, la Bulgarie non.

Est-ce l'opinion de M. Venizelos? Il ne le dit pas, mais il agit, ou plutôt il propose d'agir comme s'il le pensait : il estime qu'il faut désintéresser la Bulgarie en lui cédant le territoire qui contient Cavalla. Il va plus loin et, déliant la Serbie de l'engagement qu'elle avait pris envers la Grèce de ne faire, sans l'adhésion de celle-ci, aucune concession territoriale à la Bulgarie, il conseille cette concession. Tels sont les sacrifices qu'a voulu faire M. Venizelos : hâtons-nous de dire qu'ils n'allaient pas sans de très larges compensations en Asie, à Smyrne et dans la région qui l'entoure. La superficie à céder en Europe n'était guère que de 2000 kilomètres carrés et contenait une population hellénique de 30 000 âmes. On aurait gagné en Asie 125000 kilomètres carrés, « la même surface que la Grèce, doublée à la suite de deux guerres, » et 800000 âmes. Un pareil échange était assurément très digne d'être pris en considération. Que dire du procédé du Cabinet actuel qui, dans une note officieuse, a présenté M. Venizelos comme ayant voulu céder Cavalla à la Bulgarie, sans dire un mot des larges compensations qu'il prétendait assurer à la Grèce? M. Venizelos a mal pris la chose : qui ne l'aurait fait à sa place? Il a voulu rétablir la vérité tout entière et il a publié ses deux lettres au Roi. Qu'on le blâme si on veut, il est impossible de ne pas l'excuser. L'affaire n'a d'ailleurs pas eu de suite au moment où M. Venizelos l'avait proposée, non pas, assure-t-il, parce que le Roi s'y était opposé alors, mais parce que la Bulgarie, ayant réclamé à Berlin le versement d'un acompte de 150 millions sur l'emprunt contracté avant la guerre, il en a lui-même conclu, peut-être un peu vite, que la Bulgarie était définitivement engagée avec l'Allemagne et qu'il était devenu impossible de compter sur sa neutralité, encore moins sur son concours. Voilà toute l'affaire dans ses grandes lignes. Les révélations de M. Venizelos ont produit une immense émotion

en Grèce et il est pour le moment impossible de prévoir quelles en seront les suites. Le gouvernement actuel semble renoncer à faire des élections prochaines, ce qui donne à penser qu'il est peu sûr d'avoir la majorité dans le pays : d'autre part, comment pourra-t-il gouverner avec une Chambre dont la majorité appartient à M. Venizelos, qui ne lui a nullement rendu sa liberté? Il paraît avoir accepté, avec toutes les conséquences possibles, la guerre qu'on lui a imprudemment déclarée. Il a annoncé l'intention de se retirer provisoirement de la vie politique, c'est-à-dire de ne pas se présenter aux élections prochaines; mais ses amis ont annoncé celle de l'y présenter malgré lui, et c'est peut-être pour ce motif que le gouvernement écarte, ou du moins éloigne autant que possible l'éventualité de ces élections. Les amis de la Grèce ne peuvent que regretter ce que cette situation, dans un moment comme celui-ci, a de troublé et d'aléatoire. On nous permettra d'ailleurs, car ce n'est pas notre affaire, de ne pas prendre parti entre M. Venizelos et ses ennemis, où qu'ils soient. L'avenir montrera qui a eu raison des uns ou des autres.

Au surplus, le Cabinet actuel a déclaré que la politique générale n'était pas modifiée et les dernières nouvelles le présentent comme disposé à sortir, lui aussi, de la neutralité. Le *Messager d'Athènes*, organe, dit-on, du ministère de la Guerre, fait même connaître les conditions qu'il met à son intervention. C'est une alliance formelle qui est proposée aux Alliés, et le caractère peut en être défini en deux mots : la Grèce cherche à avoir en Asie les mêmes avantages qu'avec M. Venizelos, sans accepter les mêmes charges en Europe. L'une des conditions est ainsi rédigée : « Compensations territoriales en Asie-Mineure ; Smyrne avec un vaste arrière-pays, facilités financières pour que le territoire puisse être mis en valeur. » Le mot « compensations » ne paraît pas être ici bien exact. Compensations à quoi, en effet ? La Grèce ne fait aucun sacrifice. Mais la Bulgarie, demandera-t-on, que fera-t-elle ? Est-elle supprimée de la carte des Balkans ? L'immense danger qu'elle faisait courir à tous ses voisins est-il conjuré, dissipé ? Il l'est dans la pensée du gouvernement hellénique par les deux conditions suivantes qu'il met encore à son action militaire : « L'alliance devra survivre à la guerre, afin de permettre à la Grèce d'organiser ses nouveaux territoires et d'en assurer la défense contre toute agression. Les Puissances alliées devront accorder à la Grèce des garanties contre tout danger du côté bulgare. » Rien de plus simple, on le voit : le danger bulgare est supprimé pour la Grèce par l'intervention et la garantie des Puissances. Dès lors, à quoi bon

faire une concession quelconque à la Bulgarie? On ne lui en fera donc aucune et, si elle regimbe, les Puissances alliées se chargeront de la mettre à la raison. C'est une responsabilité assez grave qu'elles prendraient là; mais, pour aujourd'hui, nous ne chercherons pas à en prévoir les effets et nous n'en discuterons pas l'opportunité. La situation générale est encore trop confuse pour que nous puissions nous engager sur des données aussi incertaines. Et, remarquons-le, la Bulgarie est le seul pays des prétentions duquel on ne parle pas. Peut-être hésite-t-elle encore et continue-t-elle de peser méthodiquement dans sa balance de précision les chances de succès des deux groupes engagés dans la guerre. Un fait toutefois doit la frapper comme il frappe tout le monde : c'est qu'un de ces deux groupes est à la veille de rencontrer des concours nouveaux, nombreux, importans, pendant que l'autre reste stationnaire et ne peut même pas réparer ses pertes. Un tel fait est très éloquent; il vaut mieux que tous les argumens diplomatiques et le roi Ferdinand est homme à en apprécier la portée. Hier encore, son ministre, M. Radoslavof, déclarait très haut, et même sur un ton qu'il affectait de rendre péremptoire, que la Bulgarie ne sortirait pas de la neutralité et que rien ne justifierait de sa part une décision contraire. Mais qui sait? Depuis lors, c'est-à-dire depuis quelques jours, il s'est passé bien des choses. Le sentiment de la Bulgarie pourrait changer. S'il est vrai, comme les journaux l'assurent, que l'argent promis sur l'emprunt ne soit pas encore venu, non plus que les munitions de guerre qui devaient l'accompagner, cela prouve qu'en Allemagne on compte moins sur la Bulgarie qu'on ne le faisait il y a deux mois. Et, s'il en est ainsi, ce n'est pas sans quelque raison.

Le vent qui souffle est, en effet, de plus en plus favorable aux Alliés. L'intervention prochaine des Italiens est une conséquence de cette situation générale et, à son tour, elle devient une cause active propre à amener des adhésions nouvelles. Personne n'aurait pu attendre de l'Italie, non plus que de la Roumanie ou de la Grèce qu'elles vinssent au secours d'une cause perdue. Ce genre de dévouement est passé de mode, et les guerres sont aujourd'hui trop sérieuses pour qu'il le redevienne jamais. La guerre actuelle en particulier est une guerre à mort; les pays qui y prennent part jouent leur existence; vaincus, quelques-uns risquent de disparaître de la carte du monde et tous resteraient affaiblis et presque anéantis pour longtemps. On comprend que ceux qui se décident à courir des chances aussi tragiques, hésitent à le faire, calculent les probabilités, fassent

une enquête approfondie de la situation avant de s'y jeter l'épée à la main. Ils ont raison d'hésiter et de ne vouloir s'engager qu'à bon escient; mais aussi, quand ils s'engagent, leur détermination réfléchie a une signification sur laquelle on ne saurait se tromper, une signification de confiance absolue. Cette confiance, nous l'avions et même elle grandissait chez nous tous les jours; mais, nous n'avions pas encore réussi à l'inspirer suffisamment aux autres, à ceux qui, cantonnés dans la neutralité comme dans un refuge, consultaient le ciel, sondaient l'horizon, regardaient d'où venaient les nuages et s'ils s'amoncelaient ou se dissipaient. La confiance leur est venue. C'est un sentiment spontané qu'aucun argument ne suffit à faire naître et dont la conscience seule connaît le secret, sentiment contagieux d'ailleurs, et qui travaille en ce moment pour les Alliés. Les mois d'hiver sont finis; ils ont pesé sur la guerre en l'immobilisant dans les tranchées; ils en ont ralenti le cours; ils ont empêché d'autres élémens d'y entrer. Cet acte, qui a paru long, est fini et un autre commence. N'étant pas prophète, nous nous garderons de dire ce qu'il sera. Il y a eu trop d'imprévu dans cette guerre, pour que nous ne nous défiions pas même des pronostics les mieux établis. Mais notre nombre s'accroît pendant que celui des Austro-Allemands diminue. Des entreprises qu'il a fallu suspendre, comme celle des Dardanelles, sont vigoureusement reprises. L'activité augmente dans nos armées. Et ce sont là des symptômes fortifians.

Nous avons parlé de la note singulière que le comte Bernstorf, ambassadeur allemand à Washington, a adressée au gouvernement américain. C'est lui-même un singulier ambassadeur que celui-là. Nous en souhaitons beaucoup du même genre à l'Allemagne et, pour la beauté du fait, comme dit Alceste, nous aurions aimé à le voir opérer à Rome à la place du prince de Bülow; mais l'Allemagne n'aurait pas osé l'aventurer sur l'ancien continent et elle a montré le cas qu'elle faisait du nouveau en l'y envoyant. Elle a cru que, s'il fallait être souple et fin avec les Italiens, il suffisait d'être brusque et dur avec les Américains. Malheureusement, le comte Bernstorf a dépassé la mesure, et il peut voir aujourd'hui les effets du système d'intimidation qu'il a employé. Au début de la guerre, l'opinion américaine était sympathique à l'Allemagne : il l'a retournée contre lui et contre son pays.

Il n'a plus pour le soutenir aujourd'hui que les Allemands d'Amérique, qui à la vérité sont nombreux et ont la prétention insolente

d'être un État dans l'État. En écrivant sa note telle qu'on la lui avait sans doute dictée de Berlin, — car le gouvernement impérial en a depuis accepté la responsabilité, — le comte Bernstorf a-t-il eu quelque vague sentiment de son inconvenance ? On pourrait le croire, car il l'a qualifiée de memorandum, parce qu'on répond à une note et non pas à un memorandum : il voulait, par prudence, dispenser le gouvernement américain d'y répondre. Mais M. Bryan a tenu à le faire et on ne saurait trop l'en approuver. Note ou memorandum, il a jugé que le nom ne faisait rien à la chose et que la chose méritait d'être relevée. « Cela paraît d'autant plus nécessaire, a-t-il dit, que le langage employé par votre memorandum est susceptible de s'expliquer comme mettant en doute la bonne foi des États-Unis. » C'est un doute sous le poids duquel M. Bryan n'a pas voulu rester. Il a justifié l'exercice du droit de visite par des motifs qui étaient la plus sanglante critique des procédés de pirates des Allemands dans les mers anglaises. Ce droit, dit-il, « est absolument nécessaire pour prévenir toute confusion entre les vaisseaux neutres et ceux qui appartiennent à l'ennemi, et aussi toute méprise entre les cargaisons légitimes et celles qui ne le sont pas. » On ne saurait mieux dire, mais qu'importe aux Allemands? Ils ont renoncé à toute distinction entre les belligérans et les neutres, entre les cargaisons légitimes et la contrebande de guerre et ils tirent indifféremment, aveuglément dans le tas, comme s'ils voulaient être plus sûrs d'atteindre l'ennemi en frappant tout le monde. Ils trouvent mauvais que les autres exercent le droit de visite. Eux, en effet, ne l'exercent pas puisque tout leur est bon pour servir de cible à leurs torpilles, amis et ennemis, à supposer qu'ils puissent encore avoir des amis. Ajoutons que ces mêmes hommes qui violent outrageusement les principes les mieux établis du droit des gens lorsqu'ils y trouvent une gêne, poussent des cris d'orfraie et deviennent les plus pédans des juristes lorsqu'on ne les observe pas minutieusement envers eux. Mais leur prétention la plus exorbitante est de vouloir interdire aux Américains de faire le commerce des armes avec les Alliés, alors qu'ils ne le font pas et ne peuvent pas le faire avec eux. Ils voient là une violation de la neutralité! A son tour, M. Bryan a invoqué les principes du droit. La mer est libre, elle n'appartient à personne et tout le monde a le droit de s'en servir pour envoyer, à ses risques et périls à qui il veut, des marchandises de toute nature. Si les Américains n'en envoient pas aux Allemands, c'est qu'elles seraient arrêtées en route et n'arriveraient pas à leur destination. Mais pourquoi les Allemands

ne rendent-ils pas la pareille aux marchandises destinées aux Alliés? Ce n'est pas la faute de l'Amérique si leurs navires sont cachés dans les ports, les fleuves et les canaux de l'Empire, au lieu d'exercer, eux aussi, en pleine mer, le droit de visite avec toutes ses suites. En somme, l'Allemagne exige de l'Amérique d'interdire à l'Angleterre et à la France d'user de leurs flottes, parce que l'Allemagne s'interdit à elle-même d'user de la sienne. Jamais on n'aurait vu une pareille violation de la neutralité par le changement et le renversement arbitraires des forces en présence. Le comte Bernstorf n'a pas pu échapper à la réponse qu'il méritait : il l'a reçue sans rien dire et l'a envoyée à Berlin, où on la médite encore en ce moment.

Nous avons à Washington un ambassadeur qui, heureusement pour lui et pour nous, n'a aucun point de ressemblance avec le comte Bernstorf. Connaissant bien les Américains, il les aime, les respecte et n'aurait jamais eu l'idée de les soumettre à la propagande à haute pression au moyen de laquelle le comte Bernstorf, doublé de M. Dernburg, a essayé de violenter leur conscience en égarant leur raison. Mais la raison et la conscience des Américains sont également solides : le plus sûr est de les laisser à elles-mêmes et de se garder de les heurter. Ce procédé a réussi à M. Jusserand et il a pu, dans un discours prononcé au banquet de la Société des « Filles de la révolution américaine, » tenir un langage aussi éloigné que possible de celui du comte Bernstorf dans son memorandum désormais historique. Après avoir rappelé que le problème dont l'Europe cherche en ce moment la solution est le même que l'Amérique a résolu au moment de sa Révolution, — à savoir celui de la liberté humaine, — il a rendu hommage à l'attitude des États-Unis. « Les États-Unis, a-t-il dit, se sont comportés dans la crise européenne d'une façon qui commande le respect et la gratitude du monde. En France, nous avons appris à connaître le cœur américain, fait de l'or le plus pur. Je suis heureux d'exprimer les remerciemens de la France pour la générosité de l'Amérique neutre. » L'Amérique a mérité cet éloge par l'ensemble de sa politique ferme, correcte, vraiment neutre en effet; mais le comte Bernstorf et le pays qu'il représente si dignement se sont mis dans l'impossibilité de s'y associer jamais.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.